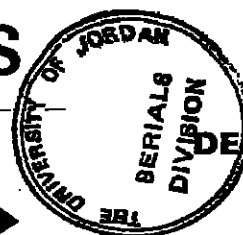


15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

Impôts : six pages spéciales

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14326 - 5 F

SAMEDI 16 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

Tandis que les Américains assurent avoir détruit le tiers du potentiel militaire irakien

L'affaire du « bunker-abri » de Bagdad inciterait M. Bush à hâter le déclenchement de l'offensive terrestre

Dissonance espagnole

LES images de la destruction, à Bagdad, d'un bunker anti-aérien où s'étaient réfugiés des centaines de civils continuent à provoquer une vive émotion dans les opinions arabes. Pour l'instant, cependant, ces réactions demeurent limitées à des jours de deuil, à des manifestations, à des prières et à des minutes de silence à la mémoire des victimes, en Jordanie surtout, et dans les pays du Maghreb.

En Europe, l'affaire du bunker suscite surtout des interrogations. Paris et Londres rejettent la responsabilité du bombardement sur Saddam Hussein, qui est l'instigateur de cette guerre. A Madrid et Rome, en revanche, quelques hésitations se font jour. En Italie, le ministre des affaires étrangères a estimé, jeudi, qu'il conviendrait d'éviter, à l'avenir, de bombarder les centres urbains. Quant au premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, il vient de prendre assez clairement ses distances avec Washington.

DANS une lettre adressée au président Bush, il exprime sa préoccupation et suggère de mettre fin aux actions aériennes de la coalition sur Bagdad et d'autres villes. L'effort de guerre devrait être concentré sur les zones d'opération autour du Koweït. Sans exclure que la destruction de l'abri soit une « erreur », le gouvernement espagnol demande, comme plusieurs autres, l'ouverture d'une enquête qui serait menée sous l'égide de l'ONU et de la Croix-Rouge internationale.

M. Gonzalez se fait ainsi l'écho des réticences et des protestations croissantes de ses concitoyens, qui, dans leur majorité, n'étaient guère enclins à voir leur pays s'engager, même avec beaucoup de prudence, dans la coalition. Plus d'ailleurs en raison d'une longue tradition « neutraliste » et anti-américaine que par quelque sombre compréhension pour le régime de M. Saddam Hussein. C'est du bout des lèvres que le président du gouvernement a annoncé l'appui logistique que Madrid a fourni aux États-Unis, en permettant aux B 52 américains d'utiliser la base de Morron, près de Séville.

DANS ces conditions, le geste de M. Gonzalez, accusé par une partie de l'opposition de cacher la véritable nature de l'engagement espagnol au sein de la coalition, relève surtout de considérations de politique intérieure. Une façon de calmer ceux qui le jugent trop « atlantiste », sans remettre fondamentalement en cause ses choix politiques.

N'ayant pas de troupes directement engagées dans le conflit - sa participation se limite à une frégate et deux corvettes - le gouvernement entend cependant faire preuve de prudence. On craint, à Madrid, que la décision américaine de poursuivre la phase des bombardements intensifs n'accroisse les risques de « bavures » et qu'elle ne contribue à déstabiliser des régimes arabes modérés. Le chef de la diplomatie espagnole visite actuellement les capitales du Maghreb pour préserver les liens privilégiés avec ces pays et expliquer la position de son gouvernement. Une mission délicate.

M0147 - 02160 - 5.00 F



Alors que les spéculations se multiplient sur l'imminence de l'offensive terrestre, que l'affaire du « bunker-abri » de Bagdad pourrait inciter M. Bush à hâter, un porte-parole américain a déclaré jeudi 14 février que plus du tiers du potentiel militaire irakien avait été détruit par les bombardements aériens.

M. Gorbatchev a informé le chef du gouvernement italien, M. Andreotti, que M. Saddam Hussein était « apparemment

disposé à discuter des conditions d'un retrait du Koweït », a annoncé vendredi matin 15 février le porte-parole de la présidence du conseil à Rome. Réagissant rapidement à cette information, Moscou a pris soin d'en minimiser la portée. Le porte-parole de M. Gorbatchev a souligné que l'URSS n'avait reçu aucune indication claire quant à l'éventuelle intention de l'Irak de se retirer du Koweït. Il a précisé que le président

soviétique avait également envoyé des messages aux dirigeants américains et français, tirant la leçon des récents entretiens à Bagdad de l'émissaire soviétique, M. Primakov.

Selon le dernier bilan provisoire publié jeudi soir à Bagdad, deux cent quatre-vingt-huit personnes ont été tuées lors du bombardement d'un abri, la veille, dans un quartier résidentiel de la capitale irakienne.

« A tout moment... »

WASHINGTON

de notre correspondant

La mort de près de trois cents civils irakiens dans le bombardement d'un objectif qualifié de « militaire » par le Pentagone pourrait-elle inciter l'administration Bush à avancer la date d'une offensive terrestre destinée à mettre un terme à une guerre de moins en moins « propre » ? Au lendemain de ce que les responsables américains se refusent à considérer comme une erreur, la Maison Blanche et le Pentagone ont en tous cas multiplié les signaux donnant à penser que l'heure de l'attaque est désormais proche.

Les premiers indices sont venus de la Maison Blanche : alors que, trois jours plus tôt, le président Bush avait annoncé que la campagne aérienne durerait « encore un moment », son porte-parole, M. Martin Fitzwater a donné jeudi un éclairage nouveau à ces propos, faisant valoir que, « encore un moment » signifiait en fait que l'offensive pourrait intervenir « à tout moment ». Dans la soirée, un haut responsable parlant sous le couvert de l'anonymat expliquait que la guerre terrestre serait violente, et il ajoutait : « Je pense que cela ira vite. »

JAN KRAUZE
Lire la suite page 4

Lire également

■ Le film des événements : « Contre-coup » par JACQUES DE BARRIN
■ Selon les Américains, plus du tiers du potentiel militaire irakien aurait été détruit

par FRANÇOISE CHIPAUX
■ Les réactions après le raid américain sur l'« abri-bunker » de Bagdad

■ La visite de M. Michel Rocard aux troupes françaises en Arabie saoudite ; l'amerturne de deux pilotes français

par DANIEL SCHNEIDERMAN

■ Moscou affirme n'avoir « aucun plan qui sorte du cadre du Conseil de sécurité »

■ Un mission humanitaire de l'ONU va franchir la frontière irano-irakienne

par ISABELLE VICHNIAC
■ L'après-guerre inquiète les Kurdes d'Irak

par CHRIS KUTSCHERA

■ Les parlementaires éprouvent des difficultés à s'informer

par GILLES PARIS et PIERRE SERVANT

■ Le refus de chargement de conteneurs par les dockers du port de Fos

■ Des entreprises françaises ont édifié des abris anti-aériens en Irak

par FRANÇOIS GROSCHARD

■ La guerre du mensonge pendant la deuxième guerre mondiale

par JEAN PLANCHAIS

■ Le journal d'un amateur : « Valcous »

par PHILIPPE BOUCHER pages 3 à 9

■ Pour gagner la paix par JACQUES BARROT

■ On voudrait comprendre... par ANDRÉ MANDOUZE page 2

Malaise dans les médias

par Jean-François Lacan

Sous la guerre du Golfe couve une autre crise. Fort heureusement sans missiles et sans morts, mais dont l'enjeu pourtant concerne aussi l'avenir des démocraties. Depuis un mois, un mal profond ronge l'information. En France mais aussi aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Italie, la presse se fait largement l'écho de l'inquiétude ou de la colère des journalistes, qui s'interrogent sur les conditions d'exercice de leur profession, la prise en otage des

médias dans l'affrontement des propagandes, leur perte de crédibilité auprès du public. Le sondage réalisé pour l'Express auprès des journalistes (1) donne la mesure du malaise. 61 % de nos confrères jugent insatisfaisant le travail des médias - leur travail - sur la guerre. 84 % reconnaissent avoir été manipulés, notamment par les sources militaires alliées. 53 % estiment que la confiance de l'opinion vis-à-vis des journalistes sortira affaiblie de cette épreuve. « Malaise normal en ces temps de guerre dont la vérité est souvent la première victime », affirmait

M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, lors du colloque organisé le 13 février par l'Express et l'Association Reporters sans frontières. Il est certain que le conflit et son cortège de pressions et de censure ne peuvent qu'exacerber le débat déontologique autour et à l'intérieur des médias. Mais ce débat ne date pas d'aujourd'hui.

Lire la suite page 8

(1) Sondage réalisé par France Opinions, du 4 au 10 février auprès de trois cent six journalistes.

En attendant la reprise

par Alain Vernholes

La France vit, depuis quelques mois, une période étrange. Son économie qui, jusqu'à l'été, apparaissait florissante, s'est brusquement recroquevillée sur elle-même, comme immobilisée, par la crise du Golfe. Une crise qui n'a pourtant eu, jusqu'à présent, aucun des effets catastrophiques qu'on pouvait redouter, notamment celui d'une folle hausse des prix pétroliers.

Le prix du baril de brut, sur lequel toutes les attentions se sont concentrées pendant des mois, chacun craignant les effets d'une destruction des puits d'Arabie saoudite, est assez vite retombé en ce milieu de février. Il avoisine 20 dollars, ce qui est d'autant plus bas que la monnaie américaine a perdu plus de 10 % de sa valeur en un an, et même 20 % par rapport à 1989. Nous payons donc, en monnaie nationale, le pétrole aussi bon marché qu'au début de l'année dernière, époque où le baril ne coûtait que 17,5 dollars.

Les prix de presque toutes les matières premières industrielles continuent, quant à eux, à baisser. C'est une chance pour les pays industrialisés, dont les économies avaient beaucoup souffert lors des précédents conflits : celui de Corée

(notamment de 1950 à 1951), avait vu les cours s'envoler sous l'effet de la spéculation.

Malgré tous ces avantages, malgré une inflation qui ne s'est pas accélérée, une rupture considérable s'est produite l'été dernier, dont les ondes de choc n'en finissent pas de s'agrandir. L'invasion du Koweït en août la mise en place d'une gigantesque armée alliée dans le Golfe ont tout de suite fait planer l'ombre d'une guerre à la fois attendue et redoutée. L'horizon des chefs d'entreprise s'en est trouvé obscurci, puis le doute s'est insinué dans les esprits.

Au cours de la longue attente qui a suivi, deux phénomènes passés jusqu'alors presque inaperçus ont pris de l'importance : le ralentissement de l'activité économique en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne, la fin, un peu partout dans le monde, du boom des investissements, qui avait entraîné l'une des plus longues périodes d'expansion qu'on ait connues depuis la seconde guerre mondiale.

Lire la suite page 26

Lire également page 11 l'article de JEAN-LOUIS ANDREANI et PATRICK JARREAU sur le débat entre le gouvernement et le PS relatif à la guerre



Grandes écoles

Les « prépas » scientifiques renouées

La Conférence des grandes écoles propose une réforme des classes préparatoires scientifiques : allègement des horaires et des programmes ; création de nouvelles filières. La mise en place de ce projet, d'ici la rentrée 1993, suppose des moyens supplémentaires, alors que la guerre du Golfe contraint le gouvernement à réduire de 18 % le nombre de postes offerts aux concours de recrutement d'enseignants pour 1991.

Lire page 11 les articles de GÉRARD COURTOIS et de CHRISTINE GARIN

La crise du marché automobile

General Motors enregistre un déficit record page 25 - section C

L'architecture de la reconstruction

Un panorama des deux après-guerres aux Archives nationales page 13

La stratégie du PCF

Les militants communistes prêts d'inventer une nouvelle forme de lutte politique page 11

SANS VISA

La Malaisie aux neuf sultans

par J.-P. Péroncel-Hugoz
■ Coup d'œil : réfugiés touristiques. ■ Charleville en oubliant Rimbaud. ■ Chaussée d'Antin, chaussée d'Antan. ■ Parcours : la tequila, sang du Mexique. ■ Jeux. ■ La table. pages 17 à 24 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C

Simon
Schama
L'embarras de richesses
La culture Hollandaise au Siècle d'Or

Ce livre n'est pas une étude sur les structures économiques ou sur les institutions, mais sur les croyances et les conduites sociales.

Bibliothèque illustrée
HISTOIRES
GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Italie, 90 p. ; Israël, 2 800 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,80 FL ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 KRS ; Thaïlande, 1,70 THB ; USA (hors), 2,50 \$.

DÉBATS

La guerre du Golfe

Pour gagner la paix

par Jacques Barrot

DE malo omnis fit: la guerre du Golfe peut aussi bien accoucher d'un ordre nouveau au Proche-Orient. Je reviens d'Égypte, et j'ai pu constater, au cours de mes entretiens avec des responsables égyptiens, que c'est dès à présent que l'avenir se dessine. Il importe donc de rappeler ce que l'on veut, et de savoir où l'on veut en venir.

La guerre en cours voile de fumées et de flammes l'horizon politique vers lequel elle tend. Son objectif premier doit rester la libération du Koweït et non la destruction de l'Irak. Qu'il soit nécessaire, à cette fin, de bombarder des installations militaires et administratives en Irak n'est pas niable. Cela ne signifie pas pour autant qu'il soit besoin de réduire l'Irak à un désert de cendres. Il importe de faire le nécessaire, mais rien que le nécessaire. L'action militaire doit intégrer cet impératif et se déployer en conséquence, faute de quoi elle se placerait en porte-à-faux et, ainsi, en contradiction avec l'objectif final, qui est de bâtir une paix durable.

Trois conditions

Il faut donc en poser les jalons, et trois conditions me semblent à cet égard essentielles :

1) La prise en compte de la question palestinienne est à l'évidence primordiale. La dramatique expérience des Scud a enseigné à Israël que l'ère des missiles fait perdre leur sens aux expressions « zone tampon », de « glacis protecteur », que la sécurité ne s'acquiert donc plus en se cramponnant sur quelques arpentés de terre supplémentaires, mais qu'elle dépend avant tout d'accords internationaux. En un mot, et qu'on le veuille ou non, la consécration de l'existence de l'État hébreu passe, paradoxalement, par la création d'une entité palestinienne.

2) Corollaire : aucun des conten-

tiens qui pèsent sur l'avenir du Proche-Orient ne se dénouera si tous ne sont pas mis sur la table : l'indépendance du Liban, le statut des lieux saints, le devenir des minorités, etc. Il serait vain d'accorder une valeur fétiche à la seule tenue d'une conférence internationale, qui ne relève que de l'ordre des moyens. L'objectif est d'aboutir, en se fondant sur les résolutions des Nations unies et en se référant au modèle de la CSCE, à l'établissement d'un système de sécurité collective garanti par la communauté internationale. Portant sur un champ élargi, les négociations seront en outre plus fructueuses.

3) Tout aussi indispensable apparaît, enfin, la mise sur pied d'une véritable organisation régionale de sécurité et de coopération économique. Pour frayer cette voie, les alliés occidentaux seraient avisés d'engager, dès la fin de la guerre, un vaste plan d'aide à la reconstruction et au développement de toute la région. L'inégale répartition des richesses a été, malgré qu'on en ait, à l'origine de cette crise : il faudra bien la corriger, de même qu'on ne saurait éluder la question du juste prix du pétrole.

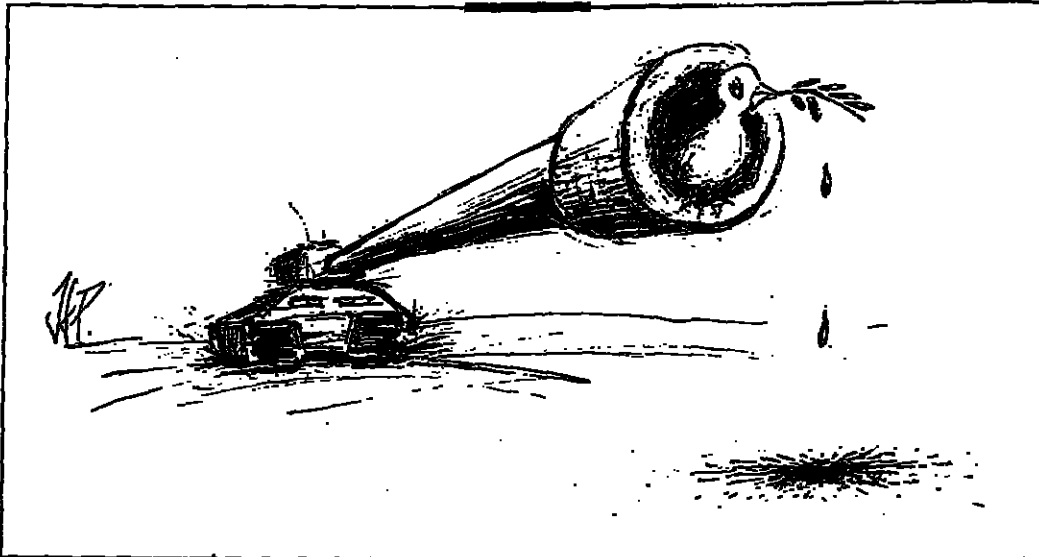
Un partenariat européen

La paix revenue, tout serait à craindre si les États-Unis, pérennisant leur présence, géraient l'immobilisme et prétendaient exercer un contrôle exclusif sur cette région au motif que celle-ci serait par essence instable et impuissante à s'organiser par elle-même. Tout, c'est-à-dire une explosion de violence, une flambée d'anti-américanisme et, plus largement, d'anti-occidentalisme qui élargirait et perpétuerait la fracture entre l'Occident et le monde arabe.

Pour conjurer ce péril, l'Égypte, comme la majorité des pays arabes, compte beaucoup sur la France et, à travers elle, sur l'Europe. Un véritable partenariat doit être édifié, qui n'entrera pas en antagonisme avec la politique américaine, mais qui en sera complémentaire en y faisant contrepoids. Pourquoi la Communauté européenne n'inspirerait-elle pas, en quelque façon, cette communauté économique régionale qui devra naître ? Nous n'avons pas le droit de décevoir de telles espérances : la guerre doit nous faire gagner la paix.

► Jacques Barrot est député de la Haute-Loire et secrétaire général du CDS.

TRAIT LIBRE



On voudrait comprendre...

par André Mandouze

« L'IGNORANCE ne peut trancher de tout. » Cette sorte d'aphorisme lancé récemment par le président de la République à l'adresse de certains de ses conseillers est explicite. Comme ce qui se rapporte à la guerre du Golfe, les retombées sont imprévisibles, mais certaines peuvent déjà donner à réfléchir.

S'il est une chose à laquelle est liée la démocratie, c'est bien la lutte contre l'ignorance. L'école républicaine est chargée d'y pourvoir. En des circonstances graves comme celles que nous traversons et grâce aux moyens audiovisuels d'aujourd'hui, c'est le président de la République qui joue le rôle de maître d'école de la nation, lui d'abord, mais aussi ses ministres et ses collaborateurs, officiels ou officieux. Si donc l'ignorance subsiste dans les rangs, on ne peut se contenter en haut lieu d'accuser une part notable des citoyens de n'être qu'un groupe de mauvais élèves ayant mal écouté ou mal appris la leçon. Ma longue carrière d'enseignant m'a montré qu'on ne s'en tire jamais à si mauvais compte.

En tout cas, pour s'en tirer au pays de Descartes, il n'est, Dieu merci, pas question d'invoquer Dieu comme on le fait, contradictoirement, à Bagdad ou à Washington, afin de tenter de lui faire cautionner par voie d'imputations ou de prières, soit le fait accompli, soit l'accomplissement de la rétorsion. Dieu merci, chez nous, rationalité et foi s'accroissent ordinairement pour ne pas s'accommoder d'une rhétorique qui essaierait impunément de couvrir de mots le sang répandu.

Par refus de tous ces genres de sacrifices, en même temps que par fidélité à un idéal qui m'a fait soutenir, en 1988 aussi bien qu'en 1981, la campagne électorale de François Mitterrand, je me permets donc pour ma modeste part de prendre deux exemples, l'un général, l'autre particulier, afin d'illustrer délibérément l'ignorance que le pouvoir ainsi que les médias ne semblent entretenir et à laquelle, au nom même des droits et des devoirs de l'intelligence, je ne puis me résoudre.

Intelligence, que je sache, implique étymologiquement choix. Pour être indiscutable, ce choix doit être fait sans précipitation ni présomption, et son mobile doit être juste. Dans un cas de viol aussi évident des règles du droit international que le cas de l'annexion du Koweït par Saddam Hussein, l'unanimité de la condamnation, non pas du peuple irakien mais du régime auquel il est soumis et de son chef, aurait pu se faire sans ambiguïté possible si le respect des décisions de l'ONU avait été le même pour tous les manquements au droit international dans la région. Première question de l'ignorant qui demande à comprendre : pourquoi, par cette sorte de péché originel de l'observation de deux poids deux mesures, a-t-on laissé s'installer un doute suggérant que le droit international pouvait n'être pas la seule raison d'envisager une guerre ?

Avec le remarquable discours prononcé par François Mitterrand, le 24 septembre dernier, à la tribune des Nations unies, on disposait de propositions faites pour permettre de choisir rationnellement entre deux logiques, avec une chance raisonnable que celle de la paix puisse l'emporter finalement sur celle de la guerre.

D'où la deuxième question : que s'est-il passé pour que, sans jamais la moindre justification de changement de cap, la programmation, possible et

à terme, de la paix se soit transformée en programme, certain et immédiat, de guerre ?

Adieu donc embargo, adieu blocus, adieu action guerrière limitée à la libération d'un territoire, adieu distinction entre un tyran et un peuple, adieu engagement militaire essentiellement défensif, adieu offensive résolument autonome, adieu espace aérien un temps jalousement préservé, oui, pourquoi tous ces adieux successifs, en laissant prévoir d'autres soulignés par la sonnerie aux morts et rassemblés comme par avance sous le froid mémorial de ce qui a été solennellement qualifié d'« épreuve cruelle de vérité » ?

Questions subsidiaires de l'ignorant qui, cherchant à comprendre : comment, à ce jeu des dérivés de fait, et des prétentions verbales à la différence, comment éviter que l'opinion de la rue en conclue, avec soulagement ou avec colère, que, lorsqu'on parle d'ONU, il faut comprendre USA ? Et comment, s'il est vrai que les décisions du comité directeur du Parti socialiste ne se réduisent pas à la production d'une espèce de petit catéchisme, comment admettre que cet organisme ait pu encore tout récemment soutenir que les « objectifs de guerre » sont « clairs et inchangeables » ?

L'hydre guerrière

Passons maintenant du général au particulier, si tant est qu'on puisse isoler vraiment du reste une seule des têtes de l'hydre guerrière. Là, peut-être, par rapport à la situation de grande ignorance où se trouve la plus grande partie des Français concernant nos rapports réels avec le Maghreb, je ne sens moins handicappé, et cela du fait d'une longue expérience personnelle acquise de l'autre côté de la Méditerranée et régulièrement entretenue.

Deux expressions me semblent ici devoir être rapprochées : d'une part, la formule proverbiale qui, excluant toute illusion, faisait dire en particulier aux habitants de l'Algérie de l'époque coloniale : « La Méditerranée est large » ; d'autre part, l'expression employée par le président de la République lors de ses vœux aux Français le 31 décembre dernier : « L'Afrique du Nord, si peuplée qu'elle déborde... ». S'inscrivant dans une longue tirade sur les « peurs » que la France devait exorciser, cette remarque pouvait à la limite, dans une attitude qui se serait voulu résolument « ouverte », paraître viser à conjurer notre trop constante frilosité hexagonale. D'où tout de même, contre précedemment, une série de questions d'un qui a moins quelque raison de s'inquiéter.

Comment précisément, en un temps où il n'y a plus de frontières pour les images commentées, n'avoir pas tout de suite compris les effets catastrophiques d'un « débordement » exactement inverse de celui dont avait parlé François Mitterrand et qui prend l'allure d'un néocolonialisme à la fois sauvage et sophistiqué : un débordement essuyé de plein fouet par les Maghrébins recevant de France, grâce à leurs antennes paraboliques, les communications coordonnées exaltant l'écroulement de ces populations musulmanes du Golfe dont ils se sentent naturellement frères ?

Comment avons-nous pu manquer d'intelligence au point de n'avoir pas vu qu'aucune politique ne pouvait mieux que celle des « coalisés » dominés par les Occidentaux servir

en Algérie le Front islamique de salut à un moment où, tant par ses rapports antérieurs avec l'Arabie saoudite que pour ses difficultés à triompher des problèmes locaux qu'il s'était fait fort de résoudre dans les municipalités par lui conquises, le FIS était beaucoup moins sûr de l'emporter qu'en juin dernier ?

Comment n'avoir pas senti que, si la France voulait jouer après la guerre un rôle, sinon de médiateur, du moins de modérateur, il n'aurait pas fallu, pour venir à bout d'un tyran sanguinaire, prendre les moyens, eux aussi sanguinaires, qui sont en train de transformer, particulièrement aux yeux de tous les musulmans du monde, le peuple irakien en peuple martyr, martyr du clan occidental ?

Intelligence du cœur

Comment enfin illustrer la prétention de la France à « tenir son rang » en essayant d'accrocher dans tout le Maghreb les perspectives d'un « Yalta régional », alors que, dans son discours de vœux aux Français, le président de la République avait rappelé avoir dit dès le 31 décembre 1981 : « Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon » ? Au moment où, en France, on se félicite de ce que, Yalta étant mort, on en ait enfin fini avec « la division mortelle de l'Europe », comment peut-il se faire que nous autres, Français, nous ne trouvions rien de mieux que de proposer que le Moyen-Orient ait droit, sous la houlette des Occidentaux, à un « Yalta régional » ?

Ce n'est finalement peut-être pas un hasard si, en ce point précis de sa politique extérieure, la France paraît en parfaite contradiction avec elle-même et suggère, en tout cas, une ultime série de questions auxquelles il nous regarde en face.

Est-ce que, en ce temps de guerre froidement programmée, la France est encore la France ? A force d'entendre désormais sans broncher qu'on bombarde, qu'on pilonne, qu'on nettoie, qu'on traite, qu'on gère, qu'on est « chirurgien », par tonnes, est-ce que, dans le miroir de cet enfer d'une barbarie à visage technologique et malgré l'éloignement du théâtre d'opérations, ce théâtre de la mort des autres n'est pas devenu en quelque sorte notre propre milieu de vie, avec toutefois le confort bien connu de l'arrière ?

Est-ce que finalement l'intolérable barbarie d'un dictateur n'est pas en train de gangrener toute la planète ? Faut-il attendre, pour nous ressaisir, que la mort des autres soit massivement devenue la mort des nôtres ? Est-ce que, sans attendre de façon fataliste cette « heure cruelle de vérité » qui nous est promise, nous n'allons pas enfin revenir à nous-mêmes et redevenir nous-mêmes sans nous perdre une fois de plus dans les surenchères éternellement prêtées à nous « divertir » avec la plus perverse irrationalité, celle qui tend à nous faire croire que, lorsqu'elle prétend instaurer des lois, la guerre pourrait s'avérer le respecter ?

Il me semble pour ma part que, dans une logique incontestablement libératrice, la conversion à opérer serait celle de l'intelligence, cette intelligence critique que je trouve en ce moment bafouée et, en tout cas, absente sur le terrain vrai d'une politique humaine qui se respecterait.

Intelligence de la raison, bien sûr, mais aussi et inséparablement intelligence du cœur, celle qui, comme vient de rappeler si opportunément Michel Serres, fait qu'on ne saurait être un humaniste si on ignore la pitié à l'égard de ces êtres de chair que sont les hommes. Allons-nous enfin avoir pitié de nous-mêmes ?

► André Mandouze est professeur honoraire à la Sorbonne.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de la Harpe
75001 PARIS CEDEX 1
Tél. : 40.65.25.25

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Huguel, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc MONDPUB 206 136 F
Téléc 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Rège Presse 54

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

PP Paris RP

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE MONDE diplomatique

Février 1991

● IMPOSER UN POUVOIR FORT EN UNION SOVIÉTIQUE ? par Jean-Marie Chauvier.

— L'effondrement économique généralisé, sur fond de violentes tensions ethniques dans plusieurs Républiques et d'affirmations indépendantistes dans les pays baltes, peut conduire tout droit l'URSS au chaos et à l'anarchie. D'où l'aspiration de plus en plus partagée à un pouvoir fort. Au risque, pour M. Gorbatchev, de devoir sacrifier les acquis de la perestroïka et de devenir l'otage des éléments les plus rétrogrades.

● COMMENT LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES PRÉPARENT LA SOCIÉTÉ PLURIELLE, par Jean-Pierre Alaux, Serge Halimi et Étienne Balibar. — Dans les pays occidentaux, l'idéal d'intégration des populations immigrées a fait long feu. Réglementations et accords interétatiques en Europe, pratiques économiques aux États-Unis renforcent les discriminations et attisent la peur des peuples du Sud alors qu'il faudrait jeter sans attendre les fondements d'une société plurielle.

En vente chez votre marchand de journaux

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Contrecoups

La « méprise » de Bagdad – 288 morts selon le dernier bilan des autorités locales – a déjà produit ses effets, qu'ils soient, à bon escient, redoutés par les pays membres de la coalition anti-irakienne ou cyniquement exploités par Saddam Hussein. Grève générale et manifestations anti-américaines : la colère a grondé, jeudi 14 février, en Jordanie, dans les territoires occupés et dans les camps palestiniens du sud du Liban. Dans l'émirat de Dubaï, un militaire italien a été poignardé à mort par des inconnus tandis qu'à Amman, un étudiant allemand a été blessé à l'arme blanche par un homme qui voulait « venger la nation arabe ».

Indignation tout aussi vive au Maghreb. De jeunes manifestants ont défilé à Tunis et dans plusieurs villes du pays. En Algérie, où ce vendredi a été décrété jour de deuil national, la présidence de la République a dénoncé « avec la dernière énergie », « l'acte ignoble » commis par les forces armées irakiennes, les islamistes, profitant des circonstances, réclamaient la formation d'un « gouvernement de sages ». Au Maroc, les partis d'opposition se sont vu refuser par le Palais l'autorisation d'organiser un nouveau rassemblement, « en solidarité avec le peuple irakien ».

Autre conséquence de cette « méprise » : les Etats-Unis vont

réviser la liste des objectifs stratégiques en Irak. « S'il y a des indications (laissant supposer) que des civils sont présents, nous ne frapperons pas l'objectif », a promis le général Thomas Kelly, l'un des porte-parole du Pentagone. Et de souligner qu'il n'y aurait plus de victimes civiles.

En visite d'inspection du dispositif « Daguet » en Arabie saoudite, M. Michel Rocard a insisté, jeudi, sur le fait que les victimes des bombardements de Bagdad étaient « les victimes de Saddam Hussein ». Le premier ministre a rappelé que cette guerre « vise à briser un appareil militaire prédateur et non pas à briser un peuple, ni une nation ». De son côté, Radio-Damas a accusé le président irakien de « commercer » avec le sang de ses compatriotes.

« A tout moment »

Des fissures au sein de la coalition anti-irakienne après la « méprise » de Bagdad ? Dans une lettre adressée au président George Bush, le premier ministre espagnol souhaite que les forces alliées arrêtent de bombarder Bagdad et les autres villes irakiennes et limitent leurs raids aériens à la région frontalière du Koweït. Avis partagé par le gouvernement italien qui, par la voix du sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a

estimé « qu'il fallait, désormais, éviter de bombarder les centres urbains ».

La « méprise » de Bagdad risque-t-elle – pour en éviter d'autres – de précipiter le déclenchement de l'offensive terrestre ? « Elle peut intervenir à tout moment », a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche. « Elle sera très courte et très violente », a averti un autre responsable américain. Le général Peter de la Billère, commandant des forces britanniques dans le Golfe, a même précisé, jeudi, que des dates avaient déjà été « proposées ».

Dernier bilan des pertes irakiennes dressé, jeudi, à Ryad, par le général Richard Neal, chef d'état-major adjoint des forces américaines dans le Golfe : 1 300 chars, 800 véhicules blindés et 1 100 pièces d'artillerie. A ce jour, les Etats-Unis, qui ont perdu 19 avions en mission, ont à déplorer la mort de 14 hommes, la disparition de 28 autres et la capture de 8.

Les forces irakiennes seraient-elles « dans un état précaire » qui inciterait à leur donner le coup de grâce ? Ce n'est, en tout cas, pas l'avis du chef des renseignements militaires israéliens. A son avis, « quelques centaines de désertions ne signifient pas la dislocation d'une armée d'un million et demi de soldats, qui a connu huit ans de guerre de position ».

Même « le peuple qui a beaucoup enduré », ajoute-t-il, ne donne aucune signe de lassitude ».

Pour ce responsable militaire, la victoire que recherche Saddam Hussein « ne consiste pas à battre la coalition mais à lui résister et à garder le pouvoir ». M. Tom King, le ministre britannique de la défense, n'a pas exclu cette dernière hypothèse : « Je pense, a-t-il dit dans un entretien accordé à la BBC, qu'il y a des circonstances dans lesquelles nous pourrions reconnaître la situation telle qu'elle était avant l'invasion du Koweït. » Ce sera, a-t-il ajouté, au peuple irakien d'en décider.

Une pause ?

« Il m'a dit qu'il pourrait supporter la guerre pendant six ans », a déclaré, jeudi, M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP, à l'issue d'une rencontre avec Saddam Hussein. « Quelques jours seulement nous séparent de la victoire finale », a, toutefois, assuré Radio-Bagdad qui a promis des « surprises dévastatrices » aux forces de la coalition. Pour l'heure, les débris de deux missiles Scud sont tombés sur Hafar-al-Batin, ville de garnison située dans le nord de l'Arabie saoudite.

Conséquence diplomatique de la « méprise » de Bagdad : l'urgence d'arrêter une guerre qui, selon la Pravda, est « riche de

conséquences imprévues » et, partant, la nécessité d'accorder à l'Irak une « pause de bonne volonté ». Moscou doit accueillir, dans les prochains jours, le ministre iranien des affaires étrangères et une délégation de la Communauté européenne qui auront été précédés, dans la capitale soviétique, par le chef de la diplomatie koweïtienne.

Pour sa part, M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, sera reçu, lundi, par M. Mikhail Gorbatchev, qui a informé l'Italie que Saddam Hussein était « apparemment disposé à discuter des conditions d'un retrait du Koweït ». Les responsables soviétiques ont tenu à rassurer les Etats-Unis et leurs alliés. « Nous n'avons aucun plan, ont-ils précisé, qui sorte du cadre du Conseil de sécurité de l'ONU » réuni, en ce moment, à New-York, en séance à huis clos. Quant au Ques d'Orsay, il suit, « sans trop d'illusions », ces démarches diplomatiques.

En avance sur les événements, Kuwait Airways vient de lancer des appels d'offre pour louer ou acquérir de nouveaux appareils. La compagnie aérienne veut ainsi se tenir prête, si tôt achevés les hostilités, à transporter, en quinze jours, quelque 6 000 Egyptiens qui participeraient à la reconstruction de l'émirat.

JACQUES DE BARRIN

La situation militaire

Plus du tiers du potentiel militaire irakien aurait été détruit

estime le commandement américain

Les alliés ont perdu deux nouveaux appareils

Un avion américain EF-111 a été abattu jeudi 14 février au cours d'une mission de combat dans le Golfe, a annoncé à Ryad un porte-parole militaire américain. La capsule éjectable de l'appareil a été retrouvée dans le nord de l'Arabie saoudite, avec les corps du pilote et du navigateur. L'épave de l'appareil a été récupérée. Il s'agit du trente-quatrième appareil perdu par les Américains depuis le début des hostilités.

Le Grumman (General Dynamics) EF-111A Raven est un bi-réacteur à long rayon d'action dont la mission est de brouiller les communications et radars ennemis. Dérivé du bombardier F-111 à géométrie variable (ses ailes se replient à grande vitesse), dont il conserve l'aspect général, l'EF-111A est doté d'équipements électroniques lui permettant de détecter, identifier et brouiller les radars. De l'efficacité de ce brouillage dépend en grande partie la réussite des bombardiers ou chasseurs-bombardiers qui suivent les avions de la mission de brouillage. Le Raven est capable de vitesses élevées (1 800 km à l'heure) et son rayon d'action est d'environ 4 000 km.

Un chasseur bombardier britannique Tornado GR1 d'attaque au sol a également été perdu jeudi au cours d'une mission en Irak, a indiqué à Londres le ministère de la défense. Ses deux membres d'équipage sont portés disparus. Cela porte à sept le nombre de chasseurs Tornado GR1 perdus par le Royal Air Force depuis le début des combats, essentiellement au cours de la première semaine des bombardements.

Le commandement saoudien a d'autre part précisé que l'appareil F-5 Tiger dont la disparition avait été annoncée mercredi était en mission d'entraînement dans le sud du territoire d'Arabie saoudite et non en mission de combat comme indiqué précédemment. Son pilote a été tué.

Selon des officiers américains, l'aviation alliée a d'autre part attaqué et « probablement » détruit dans la nuit de mercredi à jeudi trois lance-missiles mobiles irakiens. Les raids ont visé des lanceurs de missiles dans Fouest de l'Irak.

De source militaire à Washington, on a enfin appris jeudi qu'un quatrième porte-avions américain, l'US America, était arrivé dans le Golfe. Les avions embarqués sur ces bâtiments serviraient à la couverture aérienne lors de l'offensive terrestre des forces alliées. (Reuters, AFP, AP.)

Les bombardements alliés sur le Koweït s'intensifient chaque jour : 800 raids pour la seule journée du jeudi 14 février, et des unités déployées sur le front avouent n'avoir jamais observé une telle concentration de bombes sur les troupes irakiennes entassées le long de la frontière. Cette intensification des bombardements prévue avant toute offensive terrestre ainsi que la nouvelle stratégie adoptée pour accroître l'efficacité des raids ont déjà produit des résultats, à la fois sur le nombre des désertions dans les troupes et sur la réduction du potentiel militaire irakien. Le tiers de ce potentiel aurait été détruit.

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

A en croire le porte-parole américain, le général Richard Neal, en moins d'une semaine et au troisième jour de la guerre, l'aviation alliée aurait détruit 500 chars, 500 pièces d'artillerie et 200 transports de troupes blindés, ce qui porte le total des destructions confirmées à 1 300 chars sur 4 000, 1 100 pièces d'artillerie sur 3 200 et 800 véhicules blindés sur 4 000, soit plus du tiers du potentiel militaire irakien déployé sur le théâtre d'opération au Koweït, c'est-à-dire le territoire de l'émirat et le sud de l'Irak.

Toujours selon ces mêmes sources, après vingt-cinq jours de guerre, seuls 20 % de ces capacités avaient été atteints. Si l'on tient compte des matériels endommagés, des difficultés de plus en plus grandes, dit-on, d'approvisionnement des troupes au Koweït, on ne serait donc pas loin de la destruction de 50 % du potentiel militaire irakien voulu par les Américains avant toute offensive terrestre.

Ces bombardements affectent aussi, incontestablement, le moral des troupes irakiennes, et les déserteurs, le long de la frontière koweïto-saoudienne, se font plus nombreux. Plus d'une centaine ont été récupérés récemment par le 7^e corps américain et plus de soixante sont venus en une semaine à travers les lignes de première et deuxième divisions de « marines ». Ces hommes soulignent tous la nervosité causée par les bombardements ininterrompus, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, qui, outre la peur et les victimes, les privent de sommeil et de la possibilité de prendre le moindre repos.

Toutefois, selon les médecins du 7^e corps américain qui examinent

les prisonniers après leur arrivée, ces hommes sont en général « en bonne condition physique ». « Ils ont fait mais ne présentent aucun signe de malnutrition évidente », affirme un médecin qui souligne toutefois qu'une grande proportion d'entre eux n'auraient pas été acceptés par l'armée américaine ; « beaucoup portent d'autres parts des cicatrices de blessures reçues pendant la guerre Iran-Irak ».

Les prisonniers de guerre

Ces prisonniers, toujours selon les officiers américains qui les interrogent avec l'aide de traducteurs koweïtiens affectés à leur unité, craignent les représailles sur leurs familles. Un d'entre eux, retourné chez lui, a découvert que sa famille avait été arrêtée. En revanche, dans un autre cas, un soldat a affirmé que le gouvernement irakien avait envoyé une lettre préventive d'amnistie pour essayer de le ramener à l'armée. Selon ces hommes, beaucoup essaient de regagner leur village dans lesquels les liens tribaux ou familiaux sont plus forts que les structures gouvernementales.

Soucieuse de démontrer que les prisonniers de guerre irakiens qui

tombent entre ses mains sont mieux traités que les soldats alliés en Irak, l'armée américaine donne à chacun d'eux, à son arrivée, une carte écrite en arabe et en anglais sur laquelle on peut lire : « Vous êtes un prisonnier de guerre. Il ne vous sera fait aucun mal si vous n'essayez pas de vous échapper. Restez tranquille et faites ce qu'on vous dit. Vous serez respecté et traité honnêtement. Vous serez fouillé. Vous pouvez être temporairement privé de vos effets personnels mais ils vous seront rendus. »

Selon les officiers américains, dès leur arrivée, les prisonniers sont nourris, habillés, examinés par un médecin avant d'être placés dans un camp protégé par des barbelés et gardé, au sein duquel officiers et hommes de troupes sont séparés pour éviter ainsi, dit-on, toute possibilité d'organisation d'une résistance. Ces prisonniers, toujours selon les Américains qui comparent la situation présente avec celle du Vietnam, sont cependant pour la plupart « dociles » et sont venus là parce qu'ils en avaient assez de la guerre et ne cherchent pas à se rebeller.

Cette multiplication des désertions, qui n'a cependant pas atteint de grandes proportions, pourrait jouer dans le sens d'une attente un

peu plus longue avant l'offensive terrestre, dans l'espoir que la vague s'enfle de manière significative. Les avis demeurent toutefois partagés sur le point de savoir jusqu'où les soldats irakiens sont prêts à se battre.

Cette question inquiète quand même les officiers américains sur place qui craignent, dans un certain sens, qu'un afflux massif de prisonniers au moment du déclenchement de l'offensive, gêne les opérations militaires. Des camps temporaires ont bien été construits près des unités de première ligne et des hommes affectés pour ramener aussi vite que possible les prisonniers à l'arrière, mais un effondrement – certes souhaité – des premières lignes irakiennes imposerait l'affectation d'un grand nombre de soldats américains à ces fins.

Tirs de Scud sur Hafar-al-Batin

En attendant, les escarmouches se poursuivent le long de la frontière mise jeudi en état d'alerte chimique en pleine journée, pour la première fois, quand deux missiles Scud irakiens ont été tirés sur Hafar-al-Batin, à environ 100 kilomètres du point de rencontre des trois frontières irako-koweïto-saoudiennes. Selon le porte-parole saoudien, ces deux missiles se sont désintégrés en vol et leurs débris auraient provoqué « des dégâts mineurs » à Hafar al Batin où quatre personnes auraient été légèrement blessées.

Des sources militaires affirment que ces deux missiles seraient de fabrication irakienne et non soviétique comme les précédents. Ils n'ont pas été « engagés » par les batteries de missiles anti-missiles qui protègent la grande cité militaire du roi Khaled à une soixantaine de kilomètres de là. Les Patriot, en raison de leur coût dit-on, ne sont utilisés que pour des missiles menaçant des points stratégiques.

Hafar-al-Batin, pratiquement évacuée de sa population traditionnelle, est aujourd'hui une ville de garnison qui vit de la présence de nombreux soldats étrangers déployés dans la région. Partis plus au sud aux premiers jours de la guerre, les commerçants, régulièrement approvisionnés, y sont toutefois revenus pour profiter de cette manne issue de la guerre qui défile dans leurs caisses, à la satisfaction de tout le monde.

La répression au Koweït

La chasse aux rampes de lancement de missiles Scud s'est toutefois poursuivie jeudi en Irak, a affirmé le général Neal qui, au lendemain de l'attaque par l'aviation

américaine du bunker controversé de Bagdad, a laissé entendre que, pour éviter le renouvellement d'une telle affaire, les Etats-Unis pourraient annuler à l'avance les cibles de leurs bombardements.

Ce n'est toutefois sans doute pas complètement un hasard si, au lendemain de ce bombardement meurtrier pour les civils à Bagdad, un porte-parole de l'armée de l'air koweïtienne est venu, au cours d'une conférence de presse, rappeler les souffrances du peuple koweïtien. Selon le colonel Abdul-Jah Al Kandari, 200 Koweïtiens, femmes et hommes, auraient été exécutés par l'armée irakienne depuis le début du conflit, dont 65 la semaine dernière. Sur ces 65 personnes, 12 auraient été décapitées et leurs restes laissés treize heures devant la porte de leur immeuble « pour l'exemple ».

Le colonel Kandari, qui a rappelé que, contrairement à ce qui passe pour l'Irak, aucune image n'était sortie du Koweït depuis le 2 août, n'a toutefois pas donné de raison précise à ces exécutions qu'il a mises sur le compte de la grande nervosité et du désir de revanche des soldats irakiens. « Deux personnes, a-t-il dit en guise d'exemple, ont été exécutées devant tout le monde il y a quinze jours pour ne pas avoir respecté la file d'attente pour obtenir du gaz. Depuis une semaine, a-t-il d'autre part affirmé, toutes les communications avec le Koweït sont coupées et nos derniers liens avec la résistance n'existent plus. » Une cassette vidéo, qui aurait été enregistrée fin janvier dans les faubourgs sud de Koweït, montrait en tout cas des rues désertes, des magasins et des maisons aux portes grandes ouvertes, semblant abandonnés ainsi que quelques batteries anti-aériennes installées sur les toits des immeubles ou sur ce qui était présenté comme des écoles.

Toujours selon le colonel Kandari, les immeubles situés aux points stratégiques ont été transformés en bunkers, mais il a affirmé en revanche ignorer si les rues de Koweït avaient été minées. En réponse à une question, il a souligné que malgré la situation dramatique dans son pays, le gouvernement en exil n'avait fait aucune demande particulière pour accélérer les opérations militaires. « Les alliés ont leur plan et veulent minimiser leurs pertes », a-t-il simplement dit.

Reste que chaque jour qui passe nous rapproche de l'heure de vérité d'une offensive terrestre qui, en tout état de cause, ne sera pas facile, tant il est sûr que le président irakien ne reculera devant aucun moyen pour faire durer cette guerre et tenter d'ébranler, par le nombre des victimes, les opinions des pays occidentaux et alliés.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les « super-canon » de Bagdad

Un ingénieur britannique, Christopher Cowley, qui a aidé Bagdad à fabriquer un canon géant, a déclaré, dans un documentaire diffusé par la télévision, que Bagdad disposait de deux exemplaires opérationnels de cette arme.

Christopher Cowley a dirigé une équipe britannique qui a mis au point un canon à longue portée capable de tirer des obus à environ 480 kilomètres. Au journaliste qui lui demandait combien l'Irak avait de « super-canon » opérationnels, il a répondu : « Il semble qu'il y ait deux exemplaires en mesure de fonctionner ».

Selon lui, l'un de ces super-canon serait installé dans les monts Sindjar, dans le nord de l'Irak, près de la frontière syrienne. Il a ajouté qu'un obus tiré par cette pièce, dont le tube et l'affût mesure environ 40 mètres de long, serait plus précis que les missiles Scud utilisés jusqu'à présent par l'Irak contre l'Arabie saoudite et Israël. « Si un obus de ce type touche un immeuble ou un

navire ou un char, il l'endrait totalement (...). La puissance de l'impact est colossale », a-t-il souligné.

Les douanes britanniques avaient saisi en avril 1990 huit cylindres d'acier destinés à l'Irak, déclarant que ces cylindres étaient les pièces d'un super-canon. Mais l'Irak avait répliqué qu'ils étaient destinés à son industrie pétrochimique. D'autres cargaisons du même genre avaient été interceptées en Italie, en Grèce et en Turquie.

Christopher Cowley a travaillé pour l'expert en balistique d'origine canadienne Gerald Bull, assassiné à Bruxelles en mars 1990. L'Irak avait passé contrat avec Gerald Bull et son équipe en grande partie constituée de Britanniques pour un programme spatial sur cinq ans baptisé « Opération Babylone ».

Selon Christopher Cowley, qui a quitté la société de Gerald Bull, la Space Research Corporation, ce dernier venait juste d'assister en Irak à un essai réussi du super-canon quand il a été tué. (Reuters.)

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions après le raid américain sur Bagdad

Indignation dans les pays musulmans
ou regrets doublés d'une condamnation de M. Saddam Hussein

Le roi Hussein de Jordanie a adressé jeudi 14 février un message au président du Conseil de sécurité des Nations unies, lui demandant de mettre fin aux hostilités dans le Golfe et d'envoyer une commission d'enquête en Irak après la mort de civils - 288 selon le dernier bilan officiel - dans un abri de Bagdad. Exprimant sa « douleur » et sa « colère », il a dénoncé cette « violation flagrante des droits de l'homme ».

« Il n'est pas permis que le Conseil abandonne ses responsabilités légales et morales face à ce mépris de la vie humaine », a ajouté le souverain hachémite. La presse d'Amman est encore plus dure contre les Américains. Le quotidien indépendant *Ad Destour* parle de « génocide », ajoutant : « C'est l'heure de la colère, pas du chagrin. C'est l'heure de la vengeance, pas de la condamnation ».

Visitant le lieu du drame à Bagdad, le chef de l'OLP, Yasser Arafat, a parlé de « crime abominable », appelant les peuples arabes, musulmans et du tiers-monde à s'opposer à la « barbarie » de la coalition anti-irakienne. Les pays musulmans ont regretté, à divers degrés, ce carnage de civils. Le Soudan a condamné ce « massacre sanglant et odieux » et la Libye ce « crime impardonnable ». Le Yémen a décrété un deuil national

de trois jours. Dans les territoires occupés par Israël, un mouvement de grève de trois jours en signe de deuil a été déclenché dans six villes de Cisjordanie, tandis que des affrontements faisaient plusieurs blessés dans la bande de Gaza. Au Liban, les ruelles du camp palestinien d'Al-Heloué, le plus grand du pays, étaient en effervescence jeudi matin. Une grève y avait été décidée et les entrées du camp étaient bloquées par des pneus enflammés.

En Algérie, où une minute de silence avait été décrétée pour jeudi, la présidence a condamné avec « la dernière énergie » le raid de mercredi, accusant les membres arabes de la coalition anti-irakienne d'être « complices » d'un « génocide ». Alger a décidé de se retirer de la Coupe d'Afrique junior de football, qui doit avoir lieu en Égypte à partir du 22 février. Au Maroc, où des intellectuels se mobilisent en faveur de Bagdad, les autorités de Casablanca ont interdit une manifestation de l'opposition prévue pour le 24 février « en solidarité avec le peuple irakien ». En Mauritanie, le gouvernement a décidé une journée de deuil pour vendredi.

En Syrie, le ministère des affaires étrangères a exprimé sa « douleur pour les victimes innocentes qui tombent en Irak et au

Koweït », non sans « espérer que le président irakien éprouvera la même douleur et se retirera du Koweït ». En Égypte, le président Mubarak a « regretté » la mort de civils irakiens, estimant néanmoins que « les choses ne sont pas toujours claires ». « Nous sommes en guerre et c'est la nature des guerres », a-t-il ajouté, accusant Bagdad de « dissimuler des chars dans les écoles » et de « servir des corps des civils comme d'un moyen de propagande ».

« Pas de guerre propre »

A New-York, l'ambassadeur saoudien a affirmé avoir vu des preuves que l'abri bombardé servait à des fins militaires. A Paris, le ministre d'État turc Ramazan Isna a déclaré que le bombardement était « naturellement regrettable », mais qu'il n'existait « pas de guerre propre ». Il a par ailleurs assuré que son pays « n'utiliserait jamais l'arme de l'eau » par le biais de barrages sur l'Euphrate. A Londres, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a accusé les autorités irakiennes d'empêcher les habitants des villes kurdes du nord du pays de fuir les zones résidentielles proches des installations militaires bombardées.

Le ministre des affaires étran-

gères iraniens a condamné jeudi à Genève le bombardement et annoncé que son pays était « prêt à accueillir et à aider les civils blessés lors de ce conflit (...) Nous sommes décidés à rester neutres, mais en même temps nous condamnons vigoureusement les bombardements de civils », a déclaré M. Ali Akbar Velayati, qui devait se rendre vendredi à Moscou pour discuter d'une solution pacifique du conflit. Selon lui, s'il subsiste « quelque espoir », il faudrait « à présent une réponse plus positive de l'Irak », qui a « provoqué » la crise « par l'occupation du Koweït ».

A Londres, M. John Major a « regretté » jeudi « la mort de civils irakiens », tout en accusant M. Saddam Hussein de prendre des civils pour cible en « continuant à envoyer des missiles au hasard sur des secteurs habités ». Le ministre de la défense, pour sa part, a estimé que les alliés pourraient être tombés dans un piège : M. Tom King s'est dit « profondément suspicieux » à l'égard de la version irakienne du drame.

Enfin, en France, l'évêque d'Evreux, Mgr Gaillot, s'est déclaré « bouleversé par la barbarie de la guerre (...) Accident ou pas, ce sont des hommes, des femmes et des enfants qui sont tués et on ne peut jamais légitimer un tel drame ».

(AFP, Reuters, AP)



TANCHO

commandement » : « Nous avons fait ce qui était juste pour une juste raison », a affirmé M. Fitzwater, qui a ajouté : « Il n'y a pas de réexamen (de notre stratégie), pas de changement de procédures ni de politique, et absolument pas de changement dans la détermination des cibles ». « Nous continuons à attaquer des centres de commandement, et il y aura encore des victimes, militaires et civiles (...) La guerre continue », M. Bush, comme la veille, s'est abstenu de tout commentaire, apparaissant seulement pour un « jogging ».

Le ton utilisé lors du briefing du Pentagone était un peu moins dur, et le général Kelly a eu quelques paroles de sympathie pour les victimes. Mais il a aussi indiqué que les États-Unis ne pouvaient s'engager à ne pas frapper des cibles « militaires » pour la seule raison que cela causerait des morts parmi les civils.

Ni lui ni le représentant des services de renseignement n'ont cependant fourni de preuve concrète que le bâtiment visé était bien utilisé comme « centre de commandement et de contrôle militaire » (un terme générique très vague dans la terminologie du Pentagone, puisqu'il peut désigner aussi bien un simple bureau qu'une installation complexe).

Les demandes insistantes de la presse, réclamant des indications un peu plus convaincantes que la présence de grillages ou de quelques taches de peinture sur le toit d'un bâtiment par ailleurs très

visible et situé en pleine ville, se sont heurtées à un refus motivé par des raisons de sécurité. Le fait que les correspondants occidentaux aient pu circuler jeudi librement dans l'abri et n'aient trouvé aucun indice de nature à corroborer les affirmations du Pentagone a contribué à nourrir un certain scepticisme.

Certains journaux ont évoqué la possibilité que les responsables des opérations de bombardement aient pris pour « cible » ce qu'ils croyaient être un abri destiné à des officiels irakiens et à leurs familles.

JAN KRAUZE

Des spécialistes français débusquent
les manipulations de la télévision irakienne

Le Quai d'Orsay a demandé à des spécialistes de l'Irak d'étudier les images de la télévision irakienne censées montrer les dégâts infligés par l'aviation alliée à des cibles civiles. Le porte-parole du ministère, M. Daniel Bernard, expliquant jeudi 14 février que la circonspection s'imposait et qu'il s'agissait de détecter d'éventuelles manipulations, a précisé qu'il ne se référait pas aux images du bombardement qui a fait plusieurs dizaines de victimes civiles mercredi à Bagdad.

En revanche, la plupart des

Vive émotion
en Tunisie

TUNIS

de notre correspondant

Il faudra du temps pour que les images diffusées par les télévisions après le bombardement de l'abri dans lequel s'étaient réfugiés des civils à Bagdad s'efface de la mémoire des Tunisiens. Quel que soit le bilan final, ils ne retiendront que les « 700 à 1 000 victimes » annoncées jeudi 14 février par les journaux, qui proclamaient, en caractères d'affiche barrant toute leur première page, « Carnage », « Massacre », « Honte à eux ».

Les raids de ces dernières semaines sur les villes irakiennes, avec leur cortège de victimes civiles, avaient déjà profondément ému l'opinion. Ce nouvel et tragique épisode, et la présentation qui en a été faite, ont provoqué un véritable traumatisme. Aussi, rien d'étonnant à ce qu'un peu partout dans le pays - où les drapeaux avaient été mis en berne en signe de deuil - les manifestations de protestation se soient succédées durant une partie de la journée, sans donner lieu, semble-t-il, à de graves incidents.

« Bush assassin
Mitterrand complice »

Les partis, organisations nationales, associations socio-professionnelles et humanitaires ont dénoncé le « crime odieux ».

A Tunis, à la sortie des lycées et des facultés, des groupes de jeunes, criant leur solidarité avec l'Irak et

les slogans - désormais habituels - « Bush assassin », « Mitterrand complice », ont organisé des marches dans plusieurs quartiers. Les forces de police, qui avaient été renforcées, notamment, autour des ambassades occidentales, déjà protégées depuis un mois, avaient apparemment reçu des ordres pour laisser un moment s'exprimer la colère. Mais, tout en évitant l'affrontement direct, elles ont dû faire usage de grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants avant que leur démonstration ne prenne trop d'ampleur.

Dans nombre d'établissements, les cours ont été perturbés ou purement et simplement boycottés. En dépit de l'appel lancé par le ministre de l'éducation, il est peu probable que l'effervescence cesse immédiatement. Déjà des mots d'ordre circulent de bouche à oreille pour de nouvelles manifestations. La mémoire des victimes sera aussi célébrée à l'issue de la prière du vendredi. Le secrétaire d'État aux affaires religieuses a en effet demandé aux imams de dire la « prière de l'absent » (prière des morts) dans les mosquées.

Difficile et périlleux exercice que de vouloir concilier la nécessité de laisser s'exprimer les sentiments populaires, qui ne peuvent être étouffés sans risque d'explosion, et le souci de veiller strictement au maintien de l'ordre et au fonctionnement normal des activités du pays. Jusqu'ici, le gouvernement s'y est employé sans dommage.

MICHEL DEURÉ

« A tout
moment... »

Suite de la première page

Même si ces déclarations restent passablement ambiguës, l'impression qui s'en dégage contraste assez nettement avec le ton des propos tenus au début de la semaine par M. Bush, à l'issue de la visite du secrétaire à la défense en Arabie saoudite. Mais un changement beaucoup plus significatif est apparu dans la manière dont les responsables militaires ont présenté jeudi le bilan des récentes opérations.

Après être restés longtemps très prudents dans leurs estimations, ils ont fourni des chiffres attestant une hausse considérable des pertes subies par l'ennemi irakien (voir l'article de Françoise Chipaux). Ce qui signifie que le potentiel militaire irakien est sans doute plus largement entamé qu'on ne pensait.

Le même général a ajouté que la situation militaire de l'Irak était désormais « précaire », et il a même abordé un sujet que les responsables américains évitent en général jusqu'à présent, celui des pertes humaines, indiquant qu'elles étaient sans doute « très élevées, en raison des bombardements constants ». Les survivants, soumis depuis des semaines à la fureur des explosions, et mal approvisionnés, doivent avoir des capacités de combat sérieusement réduites, a aussi suggéré le général Kelly.

Selon les responsables militaires, les rapides « progrès » réalisés dans l'entreprise de destruction de l'ennemi s'expliquent par des méthodes plus efficaces. Il n'a pas été plus précis, mais les médias américains ont rapporté récemment que le théâtre d'opérations avait été divisé en « secteurs de destruction » dévastés les uns après les autres par l'aviation alliée.

De plus, l'aviation américaine a commencé à utiliser des armes capables de faire des ravages exceptionnels : les bombes à explosion d'essence, qui, entre autres effets, asphyxient les troupes, et des bombes de 7 tonnes dites « Daisy Cutters » (« coupeuses de marguerites ») qui elles aussi explosent au-dessus du sol et peuvent « oblitérer » une zone de plusieurs centaines de mètres de rayon. L'une des utilisations de cette bombe peut être la destruction de champs de mines, en prélude à une attaque.

Les indications fournies par le Pentagone semblent indiquer que l'objectif que s'étaient fixé les responsables militaires - diminuer de moitié la capacité de résistance des forces irakiennes - a été atteint ou est tout prêt de l'être. Et la diffusion de ces informations atteste que l'administration entend convaincre l'opinion qu'une offensive est désormais envisageable et raisonnable.

Mais force est aussi de constater que ces informations « encourageantes » ont été apportées au lendemain d'une « bavure » particulièrement spectaculaire. Attirer l'attention sur l'offensive qui se prépare, n'est-ce pas la réponse la plus appropriée alors que la politique de bombardements à outrance commence à susciter des doutes sérieux ?

Déjà le *New York Times*, dans son éditorial de jeudi 14 février, appelait l'administration à mettre fin au bombardement des villes, et, ce qui est plus grave, le gouvernement espagnol, pourtant membre actif de la coalition, faisait une démarche allant dans le même sens.

Doutes sérieux
sur la politique
de bombardements

Avancer la date d'une attaque terrestre serait aussi pour l'administration un excellent moyen de couper court aux efforts diplomatiques de l'URSS, dont elle n'attend visiblement rien de bon, et à l'agitation qui commence à se manifester au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Parallèlement, l'administration a poursuivi jeudi ses efforts destinés à convaincre l'opinion de son parfait bon droit dans l'incident qui a causé la mort de près de trois cents civils à Bagdad (selon un bilan non définitif donné par Bagdad), et qu'il n'était pas question pour les États-Unis de changer leur manière de conduire la guerre. Sur un ton sans appel, le porte-parole de la Maison Blanche a fait savoir que la « question était réglée », que l'abri « était sans le moindre doute un poste de

Combien de victimes ?

Combien de civils irakiens ont trouvé la mort, à Bagdad, dans l'abri bombardé mercredi matin 13 février par l'aviation américaine ? Vendredi en fin de matinée, les autorités irakiennes n'avaient toujours pas donné de bilan définitif de cette tragédie. Selon le dernier en date des bilans provisoires publiés jeudi soir par Bagdad, 288 corps ont été retirés de l'abri et les opérations de secours se poursuivent. Le docteur Faïq Bakr, directeur des services médicaux publics a précisé que sur les 194 corps identifiés, il y avait 91 enfants, 48 femmes et 55 hommes.

Les bilans précédents avaient beaucoup varié. Dans un pre-

mier temps, M. Tarek Aziz avait, dans un message adressé mercredi au secrétaire général de l'ONU, indiqué que « près de 400 civils se trouvaient dans l'abri au moment de son bombardement ». Les responsables de l'abri avaient pour leur part estimé le nombre de victimes entre 700 et 1 000.

Jeudi en fin de matinée, un bilan officiel irakien faisait état de la mort d'« au moins 94 personnes », bilan que le *Monde* a rapporté dans ses éditions du 15 février. Un peu plus tard, jeudi, le commandement de l'armée irakienne annonçait pour sa part le chiffre de 64 morts, dans un communiqué repris par Radio-Bagdad.

Manifestations contre la guerre
aux États-Unis et en Autriche

Le raid américain sur un « abri-bunker » de Bagdad a suscité, dans le monde, quelques nouvelles manifestations hostiles à la guerre du Golfe jeudi 14 février.

Une cinquantaine de manifestants se sont réunis, jeudi, devant le Pentagone, à Washington, avant d'asperger d'un mélange de pétrole et de sang les portes du bâtiment. Les manifestants, qui appartiennent à la communauté Atlantic life, ont ensuite inscrit à la peinture rouge et noire « Bush terroriste » sur un mur adjacent. Trois d'entre eux ont été arrêtés par la

police alors qu'ils bloquaient l'accès du personnel tandis que d'autres tentaient de creuser des tombes sur les pelouses du Pentagone.

En Autriche, l'acheminement par la voie ferrée Vienne-Innsbruck de cent trois chars américains destinés au Golfe a été à nouveau émaillé d'incidents : pour la troisième journée consécutive, des manifestants ont temporairement bloqué les convois non loin de la ville de Hall, au Tyrol. Plusieurs manifestants et un photographe de l'agence autrichienne APA ont été interpellés et emmenés au poste de police d'Innsbruck.

Enfin, des cocktails Molotov ont été lancés jeudi 14 février contre une salle d'exposition du concessionnaire automobile Mercedes à Salonique (Grèce).

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI
Métro : Saint-SulpiceHISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

La visite de M. Rocard en Arabie saoudite

Le premier ministre affirme vivre « avec beaucoup de douleur » l'aggravation de la méfiance entre la France et le monde arabe

RYAD

de notre envoyé spécial

Ce fut, au total, une mission réussie. Délicate pourtant : il s'agissait pour le premier ministre de témoigner devant le pays de son intérêt pour la guerre tout en se justifiant de ne pas avoir fait plus tôt le déplacement saoudien. La question lui fut d'ailleurs posée. A quoi M. Rocard répondit que « dans une démocratie qui fonctionne bien, chacun fait son métier » et que le sien consistait précisément à garder la maison : « Il faut que notre pays tourne et que les affaires y soient traitées ».

Il s'agissait aussi, sur la partition de la position française composée par le seul chef de l'Etat, de trouver son tempo personnel. M. Rocard s'y employa en puisant sans réticence dans sa propre biographie. « Mon destin, rappela-t-il au cours de la conférence de presse qui suivit sa visite, est celui d'un adolescent enrôlé en politique car il considérait que son pays bafouait la dignité du monde arabe. Je me suis alors engagé aux côtés du peuple algérien en lutte pour son indépendance ».

Au nom de cet engagement, l'ancien secrétaire national du PSU assura « vivre avec beaucoup de douleur » le fait que « cette guerre puisse se traduire par une aggravation de la méfiance » entre la France et le

monde arabe et répéta que, « sur les vingt-neuf nations de la coalition, neuf sont arabes ». Plus largement interrogé sur les nouvelles formes que devrait prendre, après la guerre, la politique arabe de la France, il rappela que « le monde arabe, pas beaucoup plus que l'Afrique, n'a trouvé les voies de son développement économique » et assura : « Nous savons que le développement exige la démocratie, la liberté de l'information, le pluralisme ». Propos certes quelque peu étonnants dans la capitale saoudienne mais ce n'est pas le seul paradoxe de la situation.

« Tout le monde peut se tromper... »

Interrogé sur l'après-guerre, M. Rocard resta très prudent, notamment sur les modalités du règlement israélo-palestinien et sur la représentativité de l'OLP, récemment mise en doute par M. Pierre Mauroy. « On ne fabrique pas les interlocuteurs adverses que l'on se choisit », affirmait-il en nuancant immédiatement : « Personne ne peut encore dire en quoi le choix actuel de l'OLP modifiera le jeu diplomatique de l'après-guerre ». Cette guerre, conclut-il, est une guerre pour la dignité du monde arabe et pour lui donner des chances de trouver son développement autrement que par le durcissement des

appareils militaires ». A propos du bombardement de « l'abri-bunker » de Bagdad, M. Rocard assura que ce bâtiment, « dont on ne savait pas grand-chose sauf ce qu'en montraient les images télévisées », était « entouré de grilles importantes », qu'on y pénétrait par « trois portes blindées » et qu'il y avait « plus de trois mètres de béton au sommet ». « Moyennant quoi, ajouta-t-il, tout le monde peut se tromper, mais n'oublions pas que Saddam Hussein a clairement annoncé qu'il avait comme politique de placer des civils irakiens dans les objectifs militaires à côté et qu'il dispose même des armes dans les mosquées ».

Priant l'assistance d'excuser sa « maîtrise insuffisante de la science météorologique », M. Rocard refusa enfin de confirmer les propos du chef de l'Etat selon qui l'offensive terrestre devait être déclenchée avant la fin du mois, au plus tard.

Avant sa conférence de presse, le premier ministre accompagné du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, avait rendu successivement visite aux forces terrestres et aériennes françaises. Dans le nord du pays, il avait rencontré les patrons de tous les régiments membres dans la division « Daguet » ainsi que le colonel d'une brigade américaine appartenant étroitement imbriquée aux forces françaises de première ligne

qui le jugea « very friendly ». Il avait quelque peu versé le colonel d'un régiment d'infanterie de marine en lui demandant si ses hommes « avaient pour fonction de suivre les chars lourds ». « Non, monsieur le premier ministre, nous avons vocation à conquérir et occuper le terrain », répliqua l'officier, interpellé par les hommes de troupe sur la question de l'acheminement du courrier, M. Rocard admit que le sujet était important et avait été évoqué au conseil des ministres.

Le premier ministre se fit également présenter sous un hangar deux enregistrements vidéo des raids des jours précédents - « au but à tous les coups » - commenta-t-il, ainsi que des photos représentant des vues aériennes du dispositif « Daguet ». Photos difficilement exploitables pour un œil profane mais hautement confidentielles, sembla-t-il, à en juger par la nervosité soudaine du ministre de la défense qui pria sèchement deux généraux présents de faire reculer les journalistes à bonne distance.

MM. Rocard et Joxe visitèrent ensuite le foyer de la base où, entre autres gadgets, on vend des T-shirts souvenirs - en anglais, M. Chevènement n'ayant sans doute pas eu le temps de faire imprimer des T-shirts en français - marqués Desert shield et illustrés d'un chameau ailé et d'une mosquée. Ils ne s'attardèrent pas devant les lettres et cartes postales de solidarité envoyées de France, placardées dans un coin du foyer et pourtant bien émouvantes, avec leur graphisme souvent adolescent, leurs fautes d'orthographe et leurs naïves déclarations d'affection.

M. Rocard consacra son après-midi à un entretien avec le roi Fahd, après quoi il se rendit à Taëf pour y rencontrer le gouvernement koweïtien en exil - le cheikh Jaber, depuis l'automne dernier, lui avait d'ailleurs rendu visite à Matignon à plusieurs reprises - avant de regagner la France dans la soirée.

DANIEL SCHNEIDERMAN

L'amertume de deux pilotes français

Base aérienne d'Al Asha de notre envoyé spécial

On ne saurait mieux dire les choses que le colonel Marc Amberg, commandant la base d'Al Asha, d'où partent tous les raids aériens français : « Le moral est bon. Je ne dirais pas excellent, mais bon », a-t-il expliqué au premier ministre et au ministre de la défense sans que ni l'un, ni l'autre ne l'interroge sur cette restriction inattendue.

« Pas excellent », en effet. Une certaine amertume règne parmi les aviateurs français dont une visite de deux heures seulement permet de percevoir les traces. Les conditions matérielles de vie y sont certes pour beaucoup et notamment l'isolement : les militaires français, pour des raisons de sécurité, ne sont pas autorisés à quitter l'enceinte de la base. Isolés de la ville, ils se sentent aussi coupés de leurs collègues américains et britanniques basés à Dhahran. « Quand nous nous sommes installés, c'est Chevènement qui avait insisté pour nous mettre ici, pour que nous ne soyons pas trop proches des Américains, explique un officier. Chevènement est parti, mais nous sommes toujours là ».

Mais cet isolement, qu'ils partagent après tout avec leurs camarades des unités terrestres n'est pas le plus lourd. Le plus lourd, c'est un certain sentiment d'inutilité comme en témoignent devant nous deux pilotes, un capitaine et un lieutenant, rencontrés par les journalistes à la « paillote », la cantine de la base, au hasard du déjeuner, que la presse était - « pour la première fois », souli-

gnait-on dans l'entourage de M. Joxe - conviée à prendre librement avec les troupes.

« Nous, cela nous étonne que nos missions soient tellement valorisées aux yeux de l'opinion française, explique le capitaine sous le regard approbateur du lieutenant. C'est vrai, nous n'avons encore perdu personne, mais pour une sortie que nous effectuons les Américains en font soixante. Par rapport à eux nous nous sentons des minables. Les Français ne seraient pas là ce serait la même chose. Nous n'avons vraiment pas de quoi être fiers. Et nous aimerions qu'on cesse de nous traiter de héros ».

« Si l'état-major, depuis le début, encadre si sévèrement les reporters, poursuit-il, est-ce pour cacher des secrets ou pour la misère ? »

« Il faut arrêter de dire que nous sommes la troisième armée du monde. Nos avions sont vieux. Pour un même modèle, l'armée de l'air achète la version diesel pendant que les armées étrangères achètent la version GTI. Alors étonnez-vous après cela que nous ne puissions pas faire d'attaques de nuit ! ».

Tous leurs collègues partagent-ils cette amertume ? Soupire. « Le soir on se réunit entre nous et on refait l'armée de l'air ». Trop courte, la visite ne permettait pas de se rendre compte si cette amertume traduisait celle des quelque quatre-vingt-deux pilotes français engagés. M. Rocard, lui, devait expliquer plus tard qu'il avait déjeuné « entre deux lieutenants pilotes qui étaient des vigoureux... »

D. S.

Durant la guerre irano-irakienne

Des entreprises françaises ont édifié des abris antiaériens en Irak

Les entreprises qui ont eu pendant les années fastes, 1979-1989, à exécuter des contrats en Irak se tiennent sur leurs gardes pour ne délivrer d'informations sur leur activité que par le biais d'un communiqué officiel. On invoque ici la nécessaire confidentialité des affaires ou les exigences du droit commercial privé, ailleurs, la volonté de ne pas compromettre le règlement des dossiers encore pendants auprès de la Coface (Compagnie française d'assurances du commerce extérieur) ou tout simplement la crainte d'attentats ou de manœuvres de chantage.

Dans ce contexte pesant, toute investigation relative, de près ou de loin, à la participation de firmes françaises au bâtiment et des travaux publics à la construction d'abris ou de bunkers, comme celui qui a été bombardé à Bagdad, dans la nuit de mardi à mercredi, apparaît aux yeux de beaucoup de professionnels comme une démarche dépassée, voire inconvenante.

A la Fédération nationale du bâtiment, on rappelle d'abord, en se référant aux statistiques les plus récentes de 1989, que sur un chiffre d'affaires total du secteur de 435 milliards de francs, l'exportation ne représente que 22 milliards et sur ce dernier chiffre, les contrats au Moyen-Orient n'entrent que pour 8 %, alors que l'Océanie compte

pour 12 % et l'Amérique du Nord pour 41 %. Du côté des travaux publics proprement dits, si l'activité au Moyen-Orient comptait pour 25 % de l'exportation totale en 1984, le pourcentage est tombé à 7,4 % en 1989. Et pour ne prendre qu'un secteur - les ouvrages d'art -, les travaux de génie civil et la construction de structures métalliques, qui, dans les pays voisins du Golfe, avaient généré pour les entreprises 4,688 milliards de francs de travaux en 1983, n'en procuraient plus que 1,032 en 1985 et 463 millions en 1989. Même dégringolade pour ce que les techniciens appellent les fondations spéciales, sondages et forages : 251 millions, 77 et 43.

Un des principaux marchés d'exportation

Sur la période 1980-1989, l'Irak a représenté, avec le Nigeria, l'Algérie et surtout l'Arabie saoudite, l'un des principaux marchés d'exportation pour les firmes françaises de bâtiment et de travaux publics, du moins si l'on se réfère au nombre de contrats bénéficiant de l'assurance Coface : treize chantiers pour 17,43 milliards de francs de travaux (vingt-neuf pour 32,7 milliards en Arabie saoudite). Mais sur 3,6 milliards de francs d'indemnités versées par la Coface pour cause de non-solvabilité des clients, 2,7 sont imputables à l'Irak ; cette importante somme explique que beaucoup d'entreprises (la SAE en tête), ont toujours un contentieux avec la compagnie d'assurances à propos des garanties qu'elles ont été elles-mêmes obligées d'assumer (ce qu'on

appelle les contre-garanties) et se montrent peu loquaces sur les événements actuels.

A la question précise de savoir si des firmes françaises ont pu être conduites, à l'époque de la guerre Iran-Irak, à édifier des abris de divers types, on répond dans les milieux informés par l'affirmative. Il s'agissait en ce temps-là de contrats classiques avec appels d'offres publics auxquels soumissionnaient des firmes italiennes, belges, allemandes, ou même sud-coréennes. Il pouvait s'agir soit de contrats annexes ou conjoints avec un programme de logements, soit d'opérations séparées. La SAE ne nie pas qu'elle a construit jusque vers 1988 des ensembles pavillonnaires dans les environs de Bagdad et que le client irakien a inclus dans un premier temps l'aménagement additionnel d'abris souterrains. « Mais par la suite, il est revenu sur cette demande qui n'a pas été exécutée », nous a déclaré un porte-parole de l'entreprise parisienne.

Le groupe Bouygues, pour sa part, a achevé ses grands chantiers en Irak vers 1987. « Nous n'avons jamais conclu de contrat du type bunker militaire ou installations enterrées pour l'armée », nous a précisé de son côté un porte-parole de l'entreprise de Saint-Quentin-en-Yvelines. En 1991, le chiffre d'affaires international du groupe devrait se répartir de la manière suivante : Afrique, 22 % (dont 6 % au Maroc) ; Extrême-Orient, 10 % ; continent nord-américain, 20 % ; Europe, 38 % ; et 10 % environ dans le reste du monde. En 1986, le Moyen-Orient représentait à lui seul plus de 15 % du chiffre d'affaires à l'export. Bouygues précise qu'entre 1981 et 1983, il a construit près de Bagdad une résidence. Sur un total de sept cent soixante logements, quatre cent soixante représentaient le lot de la firme française.

Selon les termes du contrat conclu avec le ministère irakien de l'aménagement et de l'urbanisme, cet ensemble de logements de luxe, qui comportait aussi un centre commercial et des piscines, était destiné à des hauts fonctionnaires civils. Dans le cahier des charges, comme cela était la coutume, était comprise la construction d'abris antiaériens aux normes de protection contre les menaces atomiques. En revanche, lorsqu'il s'agissait de la construction de logements sociaux (et Bouygues en a construit mille six cents dans la banlieue de Bagdad), il n'était pas prévu d'abris souterrains antiaériens ou pouvant résister à des bombardements.

La résidence pour ces hauts fonctionnaires qu'a réalisée Bouygues s'appelait Kindy Street... Les services français et américains de renseignement le savent parfaitement, ainsi d'ailleurs que les caractéristiques de la quasi-totalité des autres chantiers réalisés en Irak.

FRANÇOIS GROSCHARD

La France livre des canons de 155 à l'armée koweïtienne

L'armée du gouvernement du Koweït en exil a commencé à recevoir un premier lot de canons automoteurs 155 GCT conçus par le groupe français GIAT-Industries dans ses usines de Bourges (Cher). Le contrat, sur lequel la société se refuse à donner la moindre indication, porte sur un total de dix-huit pièces réparties en trois batteries de six canons chacune.

D'une masse de 43,5 tonnes en ordre de combat, ce matériel associe un tube de 155 à un châssis de char AMX-30. Sa mobilité et son autonomie sont donc celles d'un char de combat. Il est dit à grande cadence de tir (GCT), c'est-à-dire qu'il peut tirer six coups en quarante-cinq secondes sur des

distances entre 25 et 30 kilomètres. Le canon automoteur 155 GCT emporte quarante-deux coups en sa tourelle.

L'Irak possède, depuis plusieurs années, quatre-vingt-cinq pièces du même type que son armée de terre a abondamment utilisées durant la guerre avec l'Iran. Ce même canon est en dotation, à raison de cent soixante exemplaires, dans les unités françaises d'artillerie sol. En Arabie saoudite, la division « Daguet » aligne, au sein du 11^e régiment d'artillerie de marine (RAMa) basé normalement à la Lande d'Ouée, près de Rennes, dix-huit pièces de 155 tractées par des camions, qui peuvent tirer six coups à la minute.

日本 DE NOMBREUX VOYAGES AU JAPON A GAGNER AU GRAND CONCOURS STAR "L'AVENIR, PASSION DU MONDE"

Pour vous faire découvrir le Japon, pays aux mille facettes, les imprimantes STAR lancent un grand concours : "L'AVENIR, PASSION DU MONDE". Vous êtes lycéen, vous êtes en second cycle, formez dès aujourd'hui votre équipe en réunissant 3 élèves et 1 adulte (parent ou professeur) et inscrivez-vous en tapant, sur votre minitel, le 3615 code L'ETUDIANT. Trois sujets de dissertation vous seront proposés et un jury d'exception sélectionnera les meilleures d'entre elles. 24 voyages au Japon sont à gagner, alors : tous à vos copies et que l'esprit des Samouraïs souffle sur vos imaginations débridées.

3615 L'ETUDIANT

star votre imprimante

l'avenir

Demande d'inscription au grand concours Star, "L'avenir, passion du monde" à retourner à L'ETUDIANT, Service 3615 CONCOURS STAR, 27 rue du Chemin vert, 75743, PARIS cédex 11.

Je désire recevoir un dossier d'inscription au grand concours STAR

Nom : _____ Prénom : _____ Date Naissance : _____

Adresse : _____ Code postal : _____ * Concours gratuit sans obligation d'achat

LA GUERRE DU GOLFE

Les tentatives de règlement du conflit

Moscou affirme n'avoir « aucun plan qui sorte du cadre du Conseil de sécurité »

L'URSS et l'Iran poursuivent leurs démarches diplomatiques pour tenter de mettre fin à la guerre. Condamnant jeudi 14 février le bombardement qui a fait à Bagdad plusieurs dizaines de morts parmi les civils, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a estimé qu'il y avait toujours « quelque espoir » pour une issue pacifique. M. Velayati, qui a eu à Genève des entretiens avec ses homologues saoudien et pakistanais, devait se rendre vendredi à Moscou, avec qui Téhéran coordonne « plus spécialement » ses efforts de paix.

Jeudi, le ministre des affaires étrangères du gouvernement koweïtien en exil, Cheikh Sabah al-Ahmad al-Sabah, a eu à Moscou, pour la première fois depuis le 2 août, un entretien avec M. Gorbatchev qui l'a assuré de son soutien. Cheikh Sabah a évoqué avec M. Gorbatchev la nécessité de prévoir, une fois la guerre terminée, « un système de sécurité régional » qui, estime-t-il, doit « d'abord s'organiser dans le cadre iranien » et sous la tutelle des Nations unies.

Les Soviétiques, a déclaré le ministre koweïtien, estiment avoir trouvé « une certaine souplesse » chez les

dirigeants irakiens qu'a rencontrés, mardi, M. Primakov à Bagdad. Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine, a cependant mis en garde les journalistes contre une interprétation trop optimiste des propos de M. Primakov. Il a en outre déclaré que l'URSS « n'a aucun plan qui sorte du cadre du Conseil de sécurité ». C'est ce qu'avait confirmé le porte-parole du département d'Etat américain, M. Tutwiler, après que le ministre soviétique des affaires étrangères eut informé jeudi M. James Baker des résultats de la mission de M. Primakov.

A propos de la venue de M. Velayati vendredi à Moscou, M. Tchoukine a déclaré : « Nous pensons que l'Iran joue un rôle éminent ». M. Alexandre Belonogov, le vice-ministre des affaires étrangères, s'était rendu à Téhéran la semaine dernière pour s'informer des initiatives iraniennes. Celles-ci, a rappelé M. Velayati à Genève, reposent sur l'idée qu'une solution pacifique doit être basée sur « le retrait inconditionnel et total de l'Irak du Koweït et des forces étrangères de la région, l'inviolabilité des frontières dans le golfe Persique et le respect de l'intégrité ter-

ritoriale et de la souveraineté de tous les Etats de la région ».

Le ministre iranien, qui avait rencontré la veille à Genève le prince Saoud al-Faïsal, a d'autre part indiqué que l'Iran et l'Arabie saoudite envisageaient une reprise de leurs relations diplomatiques, rompues en avril 1988 après les violences qui avaient fait plus de quatre cents morts, pour la plupart iraniens, lors du pèlerinage de La Mecque. Le président Rafsanjani a de son côté adressé un message au secrétaire général des Nations unies, M. Pérez de Cuellar, pour l'informer des « efforts de paix » déployés par l'Iran.

Les ministres des affaires étrangères de huit pays arabes membres de la coalition (l'Egypte, la Syrie et les six pays du Conseil de coopération du Golfe : Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Bahreïn, Qatar, Oman) devaient se réunir vendredi au Caire pour parler notamment des moyens d'assurer la sécurité dans la région après la guerre et de la redistribution des revenus du pétrole. Le Maroc, également membre de la coalition, n'a pas répondu à l'invitation. (AFP, AP, Reuters)

L'ambassadeur irakien promet aux Etats-Unis que la guerre n'aura rien d'un « pique-nique »

Le conseil de sécurité de l'ONU a entendu, jeudi 14 février, au cours d'une séance formelle à huis clos, les premiers orateurs du débat qu'il tient actuellement sur la guerre du Golfe qui devait se poursuivre vendredi. Ce débat s'est déroulé à huis clos, conformément à la décision prise mercredi par les quinze membres du Conseil. Premier des onze orateurs qui se sont exprimés jeudi, le représentant du Koweït, l'ambassadeur Mohammad Abulhasan, vite soutenu par son collègue d'Arabie saoudite, M. Samir Shihabi, a catégoriquement rejeté l'idée d'un cessez-le-feu sans que l'Irak ne se soit d'abord retiré du Koweït.

Après avoir dénoncé une nouvelle fois les crimes commis contre les Koweïtiens par l'Irak, l'ambassadeur Abulhasan a reproché aux dirigeants de ce pays de se servir de la population irakienne comme bouclier humain.

L'ambassadeur d'Arabie saoudite a pour sa part dénoncé l'intransigence irakienne devant toutes les tentatives de solutions

pacifiques envisagées depuis le 2 août. Il a cependant regretté les pertes civiles tout en insistant sur la responsabilité première des autorités irakiennes.

Les représentants britanniques et américains ont abondé dans ce sens et posé un certain nombre de questions à leur homologue irakien - présent dans la salle, - notamment sur la volonté de son pays de se retirer du Koweït et de ne pas utiliser d'armes chimiques.

L'ambassadeur irakien, M. Abdul Amir Al Anbari, n'a pas été autorisé à répondre immédiatement à ces questions par le président en exercice du conseil, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. Simbarashe Simbanenduku Mumbengegwi. Il a en revanche protesté contre les bombardements alliés de son pays qui, selon lui, auraient déjà provoqué 10 000 victimes depuis le début des hostilités.

M. Al Anbari, qui n'a jamais prouvé le don d'« Koweït », a accusé les pays de la coalition de se livrer à des bombardements sans

discrimination en violation des conventions du droit humanitaire international et des conventions de Genève notamment. Mais, averti M. Al Anbari, « l'Irak prouvera aux Etats-Unis et à leurs alliés, ainsi qu'au reste du monde, qu'une agression contre lui, si sauvage soit-elle, ne sera en rien comparable à un pique-nique ».

Le représentant chinois, M. Li Dao Yu, dont le pays s'est abstenu lors de l'adoption de la résolution ayant autorisé l'usage de la force contre l'Irak, a pour sa part appelé toutes les parties prenantes dans ce conflit à faire preuve de modération.

Son homologue soviétique, M. Youli Vorontsov, a réitéré la leçon de son gouvernement de voir appliquées toutes les résolutions de l'ONU à propos de l'Irak. Ce souci a motivé, selon lui, la récente visite à Bagdad de M. Evgeni Primakov, conseiller du président Mikhail Gorbatchev. (AFP)

M. Genscher a distribué des aides dans trois capitales arabes

BERLIN
de notre correspondant

Sévèrement critiquée pour n'avoir pas su tenir sa place aux côtés des alliés dans le conflit du Golfe, l'Allemagne tente de refaire surface dans les discussions qui s'engagent sur l'après-guerre. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, qui était allé assurer les Israéliens de l'attachement de l'Allemagne à leur sécurité fin janvier, a achevé jeudi 14 février une tournée qui l'a conduit au Caire, à Damas et à Amman. Il devait rendre compte de ce voyage vendredi à Paris aux ministres français et italiens des affaires étrangères. M. Genscher recevra d'autre part le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, la semaine prochaine à Bonn.

Si l'on en croit les journalistes qui l'ont accompagné, M. Genscher pense que l'Allemagne peut utilement proposer dans la région son expérience des négociations sur la

sécurité en Europe et sur le règlement de la question allemande. Il affirme avoir trouvé, aussi bien au Caire qu'à Damas, des interlocuteurs partageant les mêmes préoccupations. On s'est tout particulièrement félicité, dans la délégation allemande, de l'état d'esprit qu'on a cru rencontrer chez les Syriens, notamment à propos d'Israël. Avec le Caire et Damas, les Allemands vont avoir désormais une coopération suivie dans le cadre de commissions mixtes.

Les attaques virulentes dont Bonn avait fait l'objet en Israël, pour son attitude dans la crise et pour les exportations de produits sensibles vers l'Irak, avaient obligé les dirigeants allemands de tous bords à donner des gages de leurs bonnes intentions à l'égard de l'Etat hébreu. Des délégations de tous les partis politiques se sont rendues sur place. Une importante aide militaire a été promise aux Israéliens contre toutes les règles en vigueur en RFA interdisant les exportations d'armes

en dehors du théâtre d'opération de l'OTAN.

M. Genscher ne pouvait donc pas aller les mains vides dans les capitales arabes. En Egypte, il a rajouté 150 millions de DM au milliard déjà promis pour permettre au Caire de faire face aux coûts de la guerre. Il a également promis une douzaine de véhicules blindés de détection de gaz provenant des arsenaux militaires de l'ancienne RDA. La Syrie a eu droit à une aide de développement de 100 millions de DM.

Enfin la Jordanie, qui bénéficie d'une aide de 221 millions de DM, décidée en novembre 1990, percevra 150 millions de DM supplémentaires. Justifiée par la situation particulièrement délicate à laquelle est exposé le royaume, cette aide n'est pas du goût de tout le monde en RFA : elle a été violemment dénoncée par le quotidien populaire *Bild*, en raison des positions d'Amman jugées trop favorables à l'Irak.

H. DE B.

Une mission humanitaire des Nations unies va franchir la frontière irano-irakienne

GENÈVE

de notre correspondant

L'envoi d'une mission humanitaire en Irak, annoncé le 4 février par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, a été mis au point par M. James Grant, directeur exécutif de l'UNICEF, et par le Dr Hiroshi Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et c'est samedi 16 février qu'un convoi de plusieurs camions transportant quelque 55 tonnes de secours d'urgence devra franchir la frontière irano-irakienne.

Pour parer à tout risque de bavure, des lettres spécifiant l'itinéraire et l'horaire du passage du convoi ont été adressées aux Nations unies, à l'attention des représentants de tous les pays belligérants. Un Boeing-747 venu de Copenhague a transporté jusqu'à Téhéran le chargement, d'une valeur de

600 000 dollars, qui comporte principalement des sels de réhydratation et des antibiotiques.

Encadrée par neuf fonctionnaires de l'OMS et de l'UNICEF spécialisés dans les questions de santé, la mission devra remettre le chargement, destiné aux mères et aux enfants, au ministre irakien de la santé.

Distribution sous le contrôle de Bagdad

Les secours doivent être distribués dans les zones sous contrôle irakien, les mots « Koweït » et « occupé » n'étant cités à aucun moment. La mission humanitaire a-t-elle voulu éviter de contrarier le maître de Bagdad ? A-t-elle perdu tout espoir d'apporter une assistance aux mères et aux enfants du Koweït occupé, dont la situation, d'après les informations parvenues à Genève, est des plus dramatiques ?

On peut se demander également comment s'effectuera le contrôle des distributions puisque aucune des organisations non gouvernementales (ONG) qui auraient pu participer à cette tâche n'a droit de cité en Irak, et encore moins au Koweït. Toute la responsabilité incombe donc à un organe officiel, le ministère de la santé, qui sera probablement secondé par la Fédération générale des femmes irakiennes.

La mission restera environ une semaine en Irak. Elle devra évaluer les besoins essentiels de la population dans le domaine sanitaire, afin de pouvoir lui fournir des moyens de protection pour l'approvisionnement en eau potable et contre les maladies transmissibles. La précision de cette évaluation dépendra évidemment de sa liberté d'action et de déplacement.

ISABELLE VICHNIAC

L'après-guerre inquiète les Kurdes d'Irak

Oubliés par les grandes puissances pendant la guerre, les Kurdes se demandent s'ils ne le seront pas également lors du règlement du conflit

Un Irakien sur quatre est kurde. Si on reprend les estimations officielles de la population de l'Irak - 17 millions d'habitants - il y a donc environ 4 millions de Kurdes dans ce pays, ce qui constitue une force virtuelle de 4 millions d'opposants au régime du président Saddam Hussein. Et quels opposants ! Depuis 1962, les Kurdes n'ont pas cessé de se battre contre les pouvoirs en place à Bagdad. Pour obtenir leurs droits culturels, et surtout leurs droits nationaux, le droit à l'autonomie.

Aux plus beaux jours de la résistance kurde, le général Barzani était le chef incontesté d'une armée de 100 000 hommes (60 000 peshmergas et 40 000 miliciens). A trois reprises, les peshmergas (« ceux qui vont au-devant de la mort ») ont contribué à provoquer la chute du gouvernement de Bagdad : en 1963 (général Kassem), en 1966 (maréchal Aref) et en 1968 (général Aref). En mars 1970, ils imposent au régime baasiste et à Saddam Hussein, alors vice-président, la signature d'un accord leur donnant l'autonomie dans le cadre de la République irakienne : c'était une immense victoire pour le mouvement national kurde ; pour la première fois depuis le traité de Sévres (1920), les aspirations nationales d'une fraction du peuple kurde étaient reconnues par un gouvernement de la région, et non par de lointaines grandes puissances...

Hélas, Saddam Hussein devait vider de sa substance un accord qu'il avait imposé à l'armée irakienne. Et les hostilités reprirent en mars 1974. Un an plus tard, Saddam Hussein est acculé : cette

courte guerre lui a coûté 4 milliards de dollars, quelque dix mille soldats tués et blessés, et son armée n'a... plus de munitions. Il monnaie l'arrêt de l'aide du chah d'Iran aux Kurdes en renonçant aux « droits historiques » de l'Irak sur la moitié du Chant-al-Arab. C'est le désastreux traité d'Alger (6 mars 1975), que Saddam Hussein, qui ne signe décidément des accords que pour les dénoncer, abrogea en septembre 1980, avant d'envahir l'Iran, pour le reconnaître à nouveau en août 1990, après avoir envahi le Koweït.

Ce rappel historique permet de comprendre que si les Kurdes ne sont qu'une minorité en Irak, aucun gouvernement ne peut raisonnablement espérer rester au pouvoir à Bagdad sans satisfaire leurs aspirations. Alors que personne, pas même Khomenei, n'a jamais réussi à mobiliser la majorité du peuple irakien - ses 60 % de chiites - contre les dictateurs de Bagdad, les Kurdes constituent une force redoutable, structurée et disponible.

On comprend difficilement pourquoi les gouvernements occidentaux, qui cherchent à faire une guerre « propre » contre Saddam Hussein, n'utilisent pas les Kurdes : en lançant ces terribles guerriers sur les arrières de Saddam Hussein, ils épargneraient un nombre appréciable de vies de soldats américains, français ou britanniques ; et, en même temps, ils répareraient une injustice historique en donnant enfin la possibilité aux Kurdes d'arracher au futur gouvernement de Bagdad la reconnaissance de leurs droits nation-

aux... Paradoxalement, ce schéma, qui séduit un certain nombre de journalistes et d'analystes, ne retient pas l'attention des « décideurs » - diplomates et hommes politiques. « Croyez-vous que John Major sache qui sont les Kurdes », demande un diplomate de Sa Majesté, « ce n'est pas lui, mais les affaires du Moyen-Orient... ». C'est peut-être une boutade épicée d'un peu d'humour britannique. Mais effectivement, les diplomates et experts gouvernementaux américains, français, anglais et... soviétiques ne considèrent pas, aujourd'hui, les Kurdes comme un facteur important de l'équation irakienne.

Désaccords sur l'objectif

Ils rappellent qu'après la mort du général Barzani en exil aux Etats-Unis en 1979, le mouvement kurde irakien s'est scindé en une demi-douzaine d'organisations d'importance relative (1) plus ou moins inféodées à Téhéran ou à Damas, et qui ne sont pas d'accord sur leurs objectifs ultimes : l'autonomie, ou l'auto-détermination. Et aucun des chefs de guerre qui ont succédé au général Barzani n'a la stature d'un homme d'Etat : « Nous voulons bien prendre en considération les intérêts des Kurdes, mais avec qui ? », a confié récemment un conseiller diplomatique de M. Gorbatchev à l'un de ses visiteurs kurdes...

Ces experts estiment aussi, non sans raison, qu'après l'écrasement

de la résistance kurde par l'armée irakienne, qui a recouru massivement aux armes chimiques de mars à septembre 1988, les fameux peshmergas hantent plus les camps de réfugiés kurdes en Turquie ou en Iran que les cimes enneigées du Kurdistan irakien : la politique de terre brûlée du régime de Bagdad a atteint une telle intensité - tous les villages, toutes les villes se trouvant dans une bande de 30 kilomètres de profondeur le long de la frontière ont été rasés, toute la population déportée, tous les arbres fruitiers coupés - que vouloir y implanter des escouades de masquades frise les limites de l'impossible...

Et surtout, l'emploi des armes chimiques a brisé un ressort dans l'âme des peshmergas : que peut un « honnête combattant », pour reprendre l'expression de Hoshiyar Zibari, représentant du PDK en Europe, que peut un honnête combattant, armé de son kalachnikov, contre un adversaire qui n'a pas hésité à gazer à mort quelque cinq mille Kurdes Halabja en mars 1988... et qui n'hésitera pas à recommencer ! Aussi ces experts accueillent-ils avec beaucoup de scepticisme les déclarations d'un leader kurde affirmant disposer de trois mille hommes prêts à attaquer Saddam Hussein dès qu'il leur en donnera l'ordre.

Refusant d'admettre leur propre faiblesse, les responsables kurdes attribuent le silence des grandes puissances à un veto turc. Alarmé par les progrès de l'agitation séparatiste entretenue par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au sein de la population kurde de Turquie - une « minorité » d'au

moins dix à douze millions de Kurdes - le président Turgut Ozal aurait mis, dès le mois d'août, une condition à son engagement aux côtés des alliés contre l'Irak : pas question de faire jouer un rôle quelconque aux Kurdes irakiens, pas question de les « récompenser » en leur donnant l'autonomie dans l'Irak de l'après-guerre que sont en train de dessiner diverses chancelleries.

Pour couper court aux interrogations de ses alliés sur les aspects les plus voyants de la répression des Kurdes en Turquie, M. Ozal envisage de légaliser l'emploi de la langue kurde, mais de manière très restrictive : le kurde resterait interdit dans les lieux publics (bureaux, meetings, etc.) ; et si les cassettes folkloriques seront autorisées, la publication de livres en kurde restera interdite.

Entre Ankara et Téhéran

Le président Turgut Ozal aurait trouvé un soutien inespéré à Téhéran ! Confronté lui aussi au problème d'une minorité de quelques cinq à six millions de Kurdes vivant dans ses provinces frontalières de l'Irak, l'Iran ne peut envisager qu'avec inquiétude la création d'un Etat kurde autonome de l'autre côté de la frontière ; et ses dirigeants ont réaffirmé à plusieurs reprises leur attachement aux « frontières établies de la région » et à l'« intégrité » de l'Irak.

Mais le veto le plus important, et dont on parle le moins, c'est celui

de l'Arabie saoudite : pouvant difficilement accepter l'arrivée au pouvoir à Bagdad d'un régime vraiment démocratique - et donc chiite - les Saoudiens envisageraient plus favorablement la mise en place d'un « gouvernement militaire provisoire » formé par des généraux à la retraite comme le général Ibrahim Doudou ou le général Abdoul Ghanî Al Raouï, qui ont pour eux d'être sunnites, et nationaliste arabe ou ex-baasiste, même s'ils sont totalement discrédités en Irak. Les Kurdes savent qu'ils n'ont rien à attendre de ces généraux.

Après avoir vu dans l'invasion du Koweït une « chance historique » d'être débarrassés de Saddam Hussein, les Kurdes se demandent avec amertume si une fois de plus les grandes puissances ne vont pas imposer une solution ne tenant pas compte de leurs intérêts. Mais l'évolution de la situation sur le terrain - où la population des grandes villes kurdes manifeste de plus en plus ouvertement son opposition au régime de Saddam Hussein - amènera peut-être les alliés et, en premier lieu, les Américains, à ne pas « oublier » les 25 millions de Kurdes, sans lesquels il ne saurait y avoir de stabilité durable au Moyen-Orient.

CHRIS KUTSCHERA, journaliste, auteur du *Mouvement national kurde*, Flammarion, 1979.

(1) Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le Parti socialiste du Kurdistan, le PASOK, le Parti populaire et démocratique du Kurdistan, et la branche kurde du Parti communiste irakien.

هكذا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

Les répercussions internationales

Le président Bush va demander une rallonge budgétaire de 55 milliards de dollars

Le président George Bush va demander la semaine prochaine au Congrès, une rallonge budgétaire de 55 milliards de dollars pour couvrir les dépenses de la guerre du Golfe des trois premiers mois de l'année 1991, a indiqué, jeudi 14 février, un haut responsable américain.

Cette somme représente le coût de l'opération « Bouclier du désert » entre le 1^{er} et le 16 janvier, plus celui de « Tempête du désert » qui a débuté le 17 janvier. Les contributions des alliés des États-

Unis devraient pouvoir rembourser près de 90 % de cette somme, a précisé ce haut fonctionnaire dans une interview à l'AFP et à trois autres agences de presse. La Maison-Blanche avait déjà indiqué, mercredi 13 février, que pour la période allant de l'invasion irakienne du Koweït, le 2 août dernier, jusqu'au 31 décembre 1990, les alliés avaient couvert, avec un total de 9,7 milliards de dollars, 88 % des 11,1 milliards de dollars dépensés par les États-Unis. (AFP.)

La peur des attentats

M^{me} Bush donne l'exemple en prenant l'avion

Les voyages en avion sont sûrs. M^{me} Barbara Bush a voulu le prouver en délaissant son avion privé : pour la première fois depuis l'arrivée de son époux à la Maison-Blanche, la première dame des États-Unis a emprunté, jeudi 14 février, un vol commercial.

« Il m'a semblé que c'était une chose importante à faire », a expliqué M^{me} Bush, qui se rendait à Indianapolis afin de rencontrer des familles de soldats engagés dans le Golfe. Barbara Bush a indiqué qu'elle avait discuté avec son mari de la baisse alarmante de fréquentation des vols, due à la crainte des attentats, et qu'elle voulait « que les gens sachent que les aéroports sont sûrs ». — (AFP.)

Une association américaine offre 25 millions de dollars pour l'arrestation de M. Saddam Hussein

Un nouveau groupe qui s'intitule « Américains pour un désert tranquille » (Americans for Desert Calm, ADC) a annoncé mercredi 13 février, la constitution d'un fonds national destiné à offrir une récompense de 25 millions de dollars à quiconque permettra l'arrestation et la condamnation de M. Saddam Hussein. M. Eddy Frayser, l'administrateur de ce groupe basé à Richmond (Virginie), a toutefois ajouté que la récompense ne serait pas versée en cas d'assassinat ou de blessures graves infligées au dirigeant irakien.

L'identité des informateurs ne sera pas révélée et les informations recueillies seront transmises au Pentagone, a précisé le groupe. — (AFP, Reuters.)

Même si le conflit se termine en mars

La Grèce s'attend à perdre la moitié de son mouvement touristique

Conseils des administrations américaines et japonaises pour éviter le pays, vague d'attentats, annulations de réservations : le tourisme grec, principal ressource économique nationale, est frappé de plein fouet par la guerre du Golfe et ses retombées.

« Pour février et mars, tout a été annulé ; il faudrait une fin rapide de la guerre pour espérer quelques affaires après l'été », confie le directeur d'une petite agence qui travaille surtout avec les Français et les Italiens. Même si la guerre se termine en mars, « on aura perdu la moitié du mouvement touristique », affirme le président de l'Union paralympique des hôteliers, M. Fokas, qui évalue les pertes à 1,5 milliard de dollars. Selon le président de la chambre hôtelière, M. Aristotélis Divanis, le taux de remplissage des hôtels est actuellement de 10 %, alors que normalement, à cette période de l'année, il s'élève à 45-50 %.

M. Divanis a demandé, mardi 12 février, une aide à l'HOTREC, l'association hôtelière de la Communauté européenne. Le ministre grec de l'économie, M. Eftymios Christodoulou, a indiqué que son pays attendait une aide financière de la CEE pour faire face aux pertes subies.

L'inquiétude des professionnels et des responsables du tourisme a monté d'un cran à la fin de la semaine dernière, quand les États-Unis et le Japon ont lancé un « avis de voyage » conseillant à leurs ressortissants d'éviter la Grèce, considérée comme « peu sûre ». Le ministre du tourisme, M. Yannis Kéfaloyannis, a protesté auprès de l'ambassadeur du Japon, en lui demandant l'annulation de cet avis ; il a rencontré, mardi 12 février, l'ambassadeur américain, qui lui a assuré que les États-Unis supprimeraient leur avis... après la fin de la guerre. — (AFP.)

POLITIQUEMENT parlant, cette guerre sera l'échec. Elle devait être fulgurante, foudroyante, écrasante, au point de cacher que c'en était une ; elle ne l'a pas été, elle tourne en guerre d'usure. Elle devait être comme une épopée de légende montrant le Bien à l'assaut du Mal ; la réalité reprend ses droits ; le Bien est nimbé d'ombres ; autour du Mal pèrissent des innocents. Elle se voulait simple comme un livre d'images ; le masque du droit se rétrécit pour laisser voir des objectifs moins nobles. Elle se voulait « propre » et « intelligente » ; elle n'est pas moins que toutes les autres aveugle et sanglante. Cette guerre devait être semblable à la fable qui ne dévie pas de son but, droite comme la justice ; elle s'alourdit, comme toutes ses devancières, d'hésitations et de mortelles bévues.

On n'aura pas la cruauté de jouer les charismatiques du temps présent en reprenant, une à une depuis ce 2 août 1990 qui vit l'Irak fondre sur le Koweït, les promesses douces et les prophéties empressées émanant de tous les corps de métier, civils et militaires, stratèges et géopolitiques (!), toutes (ou si peu) s'en faut) annonçant une « guerre-éclair », qui ne devait pas durer « plus de trente-six heures ». On passera sous silence les explications dévaluées l'encre à peine sèche, la mort. A quoi rêvait-on, quel mensonge était propagé lorsque dominait le discours décrivant une guerre qui, pour ainsi dire, ne ferait de mal à personne ; pour ainsi dire, ne causerait pas de dommages ?

Puisqu'elle se prolonge, avant de s'éterniser, se fixant des étapes qu'il faut à chaque fois différer, la guerre du Golfe devient ce que sont toutes les guerres : incertaine, quant à son issue, quant à sa longueur ; trop certaine quant à ses effets : les ruines, la mort. A quoi rêvait-on, quel mensonge était propagé lorsque dominait le discours décrivant une guerre qui, pour ainsi dire, ne ferait de mal à personne ; pour ainsi dire, ne causerait pas de dommages ?

Pourtant, celle-ci peut, encore moins qu'une autre, être perdue. Même si l'on peut considérer, sans pousser le bouchon, qu'elle l'est déjà pour partie, tant elle est dépourvue de la limpidité dont elle se voilait à ses débuts ; à peu près aussi pure qu'une croisée médiévale. La coalition, par la voix de son chef de file, n'a-t-elle pas dû concéder que son offensive n'était pas aussi transparente qu'il était initialement prétendu, que le combat pour le droit ne souffrait pas de s'accompagner de quelques annexes et que ces annexes, par le fait, pouvaient égarer l'importance le but principal ?

N'EST-CE pas déjà un échec qu'une coalition de vingt-neuf pays, menée par le plus puissant du monde, pèlerine devant son objectif, convoyant sans cesse de nouveaux renforts, d'hommes et de matériels ; alors que, bien évidemment, son adversaire ne peut compter que sur lui-même ; alors que sa puissance devrait être multipliée par les coups dont il est la cible par milliers et milliers de tonnes de bombes depuis un mois ? Après l'échec, implicite sinon avoué, de l'embarco, le fer et le feu peinent à triompher. Quelle présomption, quel assaillant ! Quelle imprudence !

Au point qu'on en serait à se demander si ces difficultés, dont on ne sait si elles sont subies ou calculées, réelles ou simulées, ne justifient pas, le moment venu, l'emploi d'armes qui n'ont jusqu'à présent été exploitées que de manière fictive, la bombe à neu-

trons, par exemple. Gageons, de surcroît, que la pression doit être vive, ici et là, pour que cette arme ou d'autres, restées « expérimentales » ou « virtuelles » par défaut d'opportunité, en raison d'une paix importune, soient utilisées « pour de vrai ». La guerre, c'est tout de même autre chose qu'une bombinette de laboratoire.

Vision par trop pessimiste, faisant la part trop belle aux détours de l'imagination ? Mais la guerre n'est-elle pas une forme paroxystique de la diplomatie, laquelle ne s'est jamais empêchée de scrupules pour recourir à la tromperie, au mensonge et à la volte-face ? N'a-t-on pas assez lu et entendu que l'invasion du Koweït était connue avant qu'elle ne fût accomplie ? Qu'il n'y avait pas de des inconvenients pour les États-Unis à ce qu'elle se produisît ? N'y a-t-il pas de la vraisemblance à cela ?

Vaincu

Si les satellites soviétiques peuvent, notamment, rectifier (en baisse...) les informations américaines sur l'étendue de la nappe de pétrole qui dérive dans le Golfe et que les États-Unis s'étaient empressés de décrire comme beaucoup plus grave que celle que provoqua l'« Exxon-Valdez » en Alaska, les observateurs américains n'auraient-ils rien décelé avant le 2 août de ce qui se tramait à la frontière irako-koweïtienne ? On pourrait, un jour, vanter leur capacité à identifier un quidam traversant la rue, et, un autre, soutenir qu'ils étaient incapables de remarquer des concentrations de troupes et d'engins qui étaient ce que l'on sait ?

COMME cette guerre ne peut être perdue, aurait dit M. de La Palice, il faut donc la gagner. Militairement, il n'y a pas à douter de cette obligation. Faudrait-il, pour cela, recourir à tout, y compris au pire, qui n'est pas improbable. Les États-Unis, qui plus est mandatés par l'Organisation des Nations unies, flanqués d'alliés nombreux et pour certains considérables, n'ont pas d'autre solution que de vaincre. Sinon, il n'est pas jusqu'au Liechtenstein qui ne pourrait prétendre à la conduite des affaires du monde. Même si Washington s'est relevé de sa défaite au Vietnam, que naturellement personne n'aurait osé prévoir lorsque éclata ce conflit, on ne voit pas se renouveler un tel précédent. Sinon, les défenseurs du droit n'ont plus qu'à fermer boutique et à compter leur abaisse.

Mais ce n'est pas tout qu'une armée vainque. S'il y a un jeu du qui-perd-gagne, c'est bien celui de la guerre. Le Japon victorieux, l'Allemagne déchaînée n'ont pas tardé à faire, de leurs vainqueurs, des clients, dans le mauvais sens du terme. Tel est pris qui croyait prendre. Une victoire militaire, ce n'est, tous comptes faits, pas grand-chose. S'il est, certes, audacieux de se représenter l'Irak vaincu — comme le futur troisième banquier de l'univers, bien malin qui saurait dire ce que sera la visage politique de la guerre lorsqu'aura sonné le cessez-le-feu ?

Car c'est toujours la même histoire. Une guerre a deux visages, militaire et politique. Quand le visage militaire passe le main, il n'y a rien de fait. La situation la plus simple, c'est encore quand le vainqueur entend purement et simplement s'approprier le vaincu, quand la guerre ne vise que l'annexion territoriale.

C'est grosso modo l'aventure des États occidentaux. Ce n'est pas non plus trop compliqué quand la guerre n'est pas davantage qu'une expédition punitive ou préventive comme en menaient les Romains contre les barbares pour protéger leur limas.

Mais s'il s'agit d'établir de nouveaux équilibres politiques, alors, là, gare à ces traités qui enfantent la guerre suivante en même temps qu'ils croient installer une paix éternelle ; gare au souvenir de 1914 où, à force de vouloir démanteler la puissance des deux empires, l'autrichien et l'allemand, on a gentiment mis en place les conditions de la déflagration suivante. Comme s'il n'y avait pas de guerre qui, terminée, ne fût grosse de la suivante.

Pour éviter cela (ceci ne constituant pas une recette de plus), il faut qu'à la guerre pour le droit (ou prétendue telle) succède une paix qui soit aussi celle du droit ; que les vainqueurs s'effacent derrière leur victoire, que le vaincu ne soit pas écrasé par sa défaite ; que la situation sur le terrain des combats soit meilleure qu'elle n'était auparavant et que, en particulier, les vainqueurs n'en soient pas seuls juges. Encore moins un seul.

REN n'est plus dangereux pour la solidité de la paix que ces capitulations sans conditions où le vaincu subit ce qu'il a fait subir ; où il est en situation aussi faible que l'était sa victime. Le traité durable n'est-il pas celui pour lequel le vaincu aussi se fait entendre ?

En ce sens, le grand nombre des coalisés est plutôt un élément rassurant. Quelque énorme que soit la présence américaine dans le Golfe et la prépondérance qui en sera inévitablement tirée dans les négociations, la participation d'autres pays interdit, du moins peut-on le souhaiter, que les États-Unis soient en position d'émettre, à leur profit, un *diktat* au nom du droit.

Si, parmi les coalisés, la France peut empêcher un tel règlement unilatéral, tenant le cas échéant le rôle d'avocat de l'Irak, de la nation irakienne si ses peuples étaient exclus des conversations, cela légitimerait, et au-delà, son intervention dans un conflit dont elle ne pouvait, en tout cas, éviter qu'il eût lieu. Il n'y aurait plus à douter que ce pays avait réellement entamé une guerre pour le droit, sans oublier celui du vaincu.

P. S. — En forme de revue de presse, *Diary de la Parisien* daté du 9-10 février, Thierry de Cabarrus, sous le titre les *Chiens errants*, écrit notamment ceci : « A moins 15°C, le gazole gèle dans les moteurs. Tout le monde s'en scandalise. A moins 17°C, deux clochards meurent dans la rue et personne ne s'en offusque. Normal, un froid de gueux... C'est vrai, il y a le R.M.I., le Secours populaire, A.T.D. Quart-Monde, l'Armée du salut, les Compagnons d'Emmaüs. Mais il manque l'essentiel. Une voix. Une voix qui gueule pour réveiller chacun d'entre nous. Coluche est mort. L'abbé Pierre vieillit. Il est temps que quelqu'un prenne un micro et appelle à la résistance. »

Qu'y a-t-il à ajouter si ce n'est que nulle voix ne serait trop haute pour s'approcher du micro, dire des mots qui ne seraient pas ceux de la guerre, annoncer des offensives qui ne seraient pas militaires, faire des promesses qui deviendraient des actes. Qu'en France, pays recré de richesses, il se trouve un seul homme pour mourir de dénuement, aujourd'hui de froid, demain de faim, toujours de solitude, c'est, pour tous les autres, à crêver de honte.

Les récits et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse internationales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui « encadrent » les journalistes. D'autre part, les services de presse des armées alliées stationnées en Arabie saoudite contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Égypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Guis
directeur de la gestion
Marcel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1958)
Jacques Faure (1958-1962)
André Laurens (1962-1965)
André Fontaine (1965-1981)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-28
ADMINISTRATION :
1, PLACE HENRI-BELLET-LEGER
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

VIENT DE PARAITRE

Des dizaines de milliers d'informations classées et consolidées pour vous.

L'ANNUAIRE JEUNE AFRIQUE

91

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE L'AFRIQUE

France : 140 FF
Europe : 160 FF
Afrique : 170 FF
(port compris)

JAPRESS

3, rue Roquépine
75008 Paris
Tél. : (1) 42.65.69.30

Le Monde ÉDITIONS

GOLFE

clés pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

VENTE EN LIBRAIRIE

SUPER-ESCOMPTE

du FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse

22, 24 Avenue Hoche, Paris 8^e

aperçu de quelques prix parmi des centaines de manteaux et vestes en Vison, Castor, Marmotte, Renard, Chinchilla, Zibeline

MANTEAUX VISON Dark	17500 ^f	-40%	10500 ^f
MANTEAUX VISON Lustré	27500 ^f	-50%	13750 ^f
MANTEAUX MARMOTTE Canada	13500 ^f	-50%	6750 ^f
BLOUSONS VISON et CUIR	10000 ^f	-50%	5000 ^f
VESTES RENARD bleu, noir, marron	7500 ^f	-40%	4500 ^f
VESTES VISON Dark	12000 ^f	-40%	7200 ^f
VESTES MARMOTTE du Canada	8500 ^f	-48%	5100 ^f
3/4 MOUTON retourné double face	6500 ^f	-48%	3390 ^f
PELISSSES col et intérieur OPOSSUM	4500 ^f	-30%	3150 ^f
PELISSSES col VISON incl. LAPIN	3000 ^f	-40%	1800 ^f

du vendredi 15 février
au jeudi 28 février
de 10 h. à 19 h.

FOURRURES GEORGE V

22, 24, Avenue Hoche
PARIS 8^e

RER, Etoile, Métro Etoile, Termes, BUS 31, Parking Hoche

LA GUERRE DU GOLFE

Le débat sur l'information et les réactions en France

Le malaise dans les médias

Suite de la première page

Depuis des années, la cote de confiance des journalistes ne cesse de se dégrader dans les sondages. Aux États-Unis, subit le contre-coup du rôle qu'elle a joué dans l'affaire du Watergate et pendant la guerre du Vietnam : l'opinion surestime et redoute la puissance du « quatrième pouvoir ». En France, les polémiques sur l'information-spectacle des télévisions commerciales ont succédé à celles sur l'information colonisée de l'audiovisuel public. Le faux charnier de Timisoara et les impostures télévisées de la révolution roumaine sont venus s'ajouter au procès. C'est une profession déjà fort malmenée qui affronte les pièges de la guerre.

Le verrouillage politique de l'information

Dans les sables du Golfe, la presse écrite et audiovisuelle se bat sur deux fronts. Le premier, celui de la désinformation, est classique en temps de guerre mais a néanmoins pris au dépourvu la grande majorité des envoyés spéciaux qui, à l'exception de quelques vétérans du Vietnam, connaissent à leur premier conflit. Côté irakien, la censure est sans ambiguïté : le pouvoir de Bagdad accorde les journalistes au compte-gouttes, filtre l'information, contrôle le contenu des reportages. Côté allié, le dispositif est plus ambigu car *briefings* et *pools* encadrent l'information en s'abritant derrière la « sécurité des journalistes » et la « protection des secrets militaires ».

Très vite pourtant, la désinformation a pointé le nez derrière les grands principes. « On mesure l'art du commandement allié, explique M. Alain Joxe, spécialiste de stratégie militaire, à la manière dont on a brouillé les cartes sur le niveau réel des destructions infligées à l'Irak. Dans les premiers jours, c'est un déluge de communiqués de victoire et d'images sur la précision technologique des bombardements. L'opinion et les médias ont l'illusion que le potentiel de Bagdad est quasiment anéanti. Ce qui permet de mener ensuite la longue phase de destruction intensive sans donner d'informations ».

Parfois, le verrouillage de l'information a des objectifs plus politiques que stratégiques. « Pendant les derniers jours de janvier, le commandement français a suspendu les visites des journalistes sur le front », raconte Germain Chambost, ancien militaire de carrière et journaliste à *Sud-Ouest*. On nous expliquait que les troupes changeaient de positions et qu'on ne pouvait prendre le risque de renseigner l'ennemi. En fait, il s'agis-

sait de nous masquer l'intégration effective entre troupes françaises et américaines. Nous nous en sommes aperçus quand les reportages sur le front ont repris... après la démission de Chevènement ! »

Ainsi, petit à petit, les envoyés spéciaux dans le Golfe ont fait l'amère expérience de la manipulation. Les premiers jours, ils protestaient contre l'organisation des *pools* par les militaires. Les semaines suivantes furent occupées par les grands débats moraux sur l'image des prisonniers de guerre et la convention de Genève. Aujourd'hui, certains journalistes se demandent s'ils ne sont pas utilisés comme de simples relais de propagande dans la guerre psychologique qui accompagne automatiquement les opérations militaires.

« Les journalistes accrédités dans les *pools* semblent perdre toute faculté critique et deviennent une partie de la machine militaire », observe Robert Fisk, reporter de *The Independent*. « Nous n'aurions jamais dû accepter ce système, reconnaît Stanley Cloud, du *Times*. C'est le plus sûr moyen pour le Pentagone de nous faire écrire ce qu'il veut ».

Mais ce sont sans doute les journalistes de télévision qui souffrent le plus de la suspicion qui semble peser a priori sur leur travail. Qu'ils sortent des *pools* pour filmer sans le contrôle des militaires et les voilà traités comme de vulgaires espions. Qu'ils diffusent les images des victimes de bombardements en Irak ou des morts alliés, et les voilà considérés comme responsables du moral de l'arrière.

Qu'ils tournent à Bagdad, et ils sont tenus pour des instruments de propagande. « Y a-t-il un procès contre l'information ? Un procès politique ? », s'interrogeait Michèle Cotta, directrice de l'information de TF1 et ancienne présidente de la Haute Autorité, lors d'un colloque de l'institut de recherches marxistes.

La dérive de l'auto-manipulation

Piégée par la désinformation, la presse doit affronter une deuxième dérive, plus insidieuse, que le sociologue Dominique Wolton caractérise comme une « auto-manipulation ». Celle qui pousse les médias à sacrifier l'enquête, la vérification, le recul minimum au culte du spectacle, du sensationnel et du direct. Dans un tourbillon d'images et de mots que ne vient interrompre aucun rectificatif, dix huit mille tonnes de bombes transforment en une nuit Bagdad en Hiroshima, dix-sept kilomètres de chars irakiens défilent vers l'Arabie saoudite avant de s'évaporer dans le désert, une marée noire

aux origines à jamais mystérieuses dévaste les usines d'eau potable tandis que les duels meurtriers entre Scud et Patriot se transforment en ball-trap nocturne et quotidien.

Les journalistes découvrent avec une sorte de honte impuissante que la technologie de la communication s'emballe, favorise un processus d'auto-intoxication tissé par la surenchère des radios, télévisions et journaux. Tous sont d'accord pour désigner le responsable de cette dérive : CNN est devenu le grand modèle, le moteur de cette concurrence infernale. Et même s'il est de bon ton, depuis quelques jours, de critiquer les excès et les dérapages de la chaîne câblée américaine, les télévisions européennes continuent à l'imiter et rêvent même, avec l'appui des pouvoirs publics, de créer sa réplique sur le Vieux Continent.

La vision globale de CNN

CNN n'est pas un simple mirage pour journalistes. Les télespectateurs réclament le câble pour la regarder. Les hommes politiques – George Bush en tête – reconnaissent qu'ils ne peuvent plus s'en passer. De hauts responsables du Pentagone avouent même, les premiers jours du conflit, que les rapports des services secrets paraissent trop lents et trop flous pour lutter avec l'immédiété des images en continu : « Au début, nos renseignements confirmés ou démentis par la télévision. Ensuite CNN confirmait CNN ».

Cette inquiétante confiance livre une des clés de la fascination qu'exerce le plus moderne des médias : ce robinet continu à images bouscule le temps classique de l'information, mime la rapidité de la décision stratégique, donne au téléspectateur l'illusion de vivre au rythme de l'histoire. En maintenant, à n'importe quel prix, des correspondants dans les deux camps, CNN invente une sorte de vision globale de la guerre qu'aucun état-major ne peut s'offrir. Ce que Marc Ferro reconstruit, chaque samedi soir sur la SEPT-R 3, en comparant un demi siècle plus tard les actualités cinématographiques allemandes et françaises de la deuxième guerre mondiale, la chaîne américaine le produit instantanément en confrontant Bagdad et Ryad, Amman et Washington.

Cette ubiquité, cette permanence renforcent encore l'impression de réalité classiquement produite par la télévision et finissent par balayer toute distance critique. C'est cette dérive alchimique que s'efforce de reproduire toutes les chaînes du monde en oubliant que la télévision de M. Ted Turner est une pure utopie. Le milliardaire texan a voulu ce réseau international pour démontrer que l'audiovisuel était le meilleur instrument du rapprochement entre les peuples. Les grands câblodistributeurs américains, qui renflouent, depuis 1985, les déficits de ce caprice idéologi-

que, se servent de CNN comme produit d'appel pour vendre des abonnements à leur réseau.

La chaîne de M. Ted Turner, considérée quelquefois comme le modèle de l'information moderne, n'est qu'une vaste vitrine sans souci d'équilibre économique. Ce n'est, hélas, pas le cas des émules de CNN, qui s'épuisent à imiter son fonctionnement sans recevoir le soutien d'annonceurs publicitaires que la guerre rend particulièrement frileux. Les grandes télévisions américaines affichent déjà des dizaines de millions de dollars de pertes à cause de leur couverture du Golfe. Les chaînes françaises ne vont pas tarder à faire les mêmes comptes.

Le réalisme économique risque donc de forcer les télévisions à une approche plus mesurée de l'information. « L'audiovisuel souffre d'un manque de réflexion », constate Christine Ockrent. « Les télévisions ont accumulé une formidable panoplie technologique sans qu'on ait pris la peine de penser aux conséquences sur le travail rédactionnel. À l'évidence, nous ne savons pas encore concilier le direct avec la rigueur de l'information. Le tâche est urgente si nous ne voulons pas que le progrès technique ruine toute notre conception de l'information ».

« Un manque de réflexion »

La presse écrite n'échappera pas davantage aux remises en question. Ne serait-ce que parce qu'elle a aussi subi la fascination de CNN et dérapé à l'unisson des télévisions. « Il faut imaginer les pressions qui s'exercent sur un reporter isolé sur un coin du front », observe Marc Kravetz, envoyé spécial de *Libération* à Bagdad, quand sa rédaction passe son temps à regarder CNN. Il ne faut pas chercher plus loin les raisons qui ont poussé certains journalistes en Roumanie à confirmer dans leurs reportages les fausses informations données par la télévision roumaine. Il faut revenir aux bases du métier, dater scrupuleusement chaque information, avoir le courage d'écrire qu'on ne voit rien quand on ne voit rien ».

On peut parier que le retour de la paix dans le Golfe ne mettra pas fin au malaise des médias. La guerre, avec ses suspensions, ses procès, ses dérapages, ne fait qu'exacerber un débat ouvert depuis quelques années sur les mutations de l'information. « La réflexion sur l'information occupe une place grandissante dans les journaux et l'audiovisuel », remarque le philosophe Luc Ferry. « Auto-flagellation ? Nihilisme ? Incapacité définitive à s'ériger en contre-pouvoir ? Je préfère croire à un signe de maturité : les médias sont enfin entrés dans l'ère de l'auto-réflexion ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Les dockers, les armes et la politique

Les vingt-neuf conteneurs qui devaient être chargés à Fos et que les dockers du port ont refusé de manutentionner (*le Monde* du 15 février) n'étaient pas destinés aux forces françaises engagées dans la guerre du Golfe mais faisaient partie, indique-t-on de source officielle, d'un contrat commercial classique. Des contrats qu'en temps ordinaire les dockers de tous les ports français exécutent pour leur part sans aucune réticence. Fabriqués par la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), les armes et autres matériels devaient être livrés à des clients du Proche-Orient, du Qatar et d'Égypte notamment.

« Excès de pouvoir »

La Fédération CGT des ports et docks a d'ailleurs publié un communiqué dans lequel elle précise : « La décision des dockers de Fos n'est pas une réaction isolée mais le résultat d'une attitude conforme à la décision prise au niveau national le 18 janvier dernier. Fidèles à leur tradition de paix, de progrès social et de solidarité entre les peuples, les travailleurs portuaires ne peuvent effroyable dont les premières victimes sont les populations civiles... ».

Les milieux politiques de l'opposition et certains responsables du patronat portuaire ou des entreprises de consignation de navires pensent de leur côté que cette affaire de Fos constitue une bonne occasion pour dénoncer « les excès de pouvoirs des dockers qui jouissent d'un véritable monopole » et remettre en cause « un statut social et économique obsole » qui repose sur une loi de 1947. On se souvient que la grève de cinq semaines à l'automne dernier à Dunkerque a considérablement compromis l'avenir économique du port de Nord au profit d'Anvers et de Zeebrugge...

F. Gr.

□ L'opposition dénonce la « trahison » des dockers. — Après le refus des dockers CGT du port de Marseille-Fos de charger des munitions et du matériel militaire à destination des forces françaises engagées dans le Golfe, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a déclaré, jeudi 14 février, qu'il était « inacceptable qu'on poignarde dans le dos des douze mille hommes qui ont besoin de munitions ». Le porte-parole du Parti républicain, M. Ladislas Poniatowski, a dénoncé la « trahison » des dockers, en demandant au gouvernement de les réquisitionner. « S'ils persistent dans leur comportement, il faut que des poursuites judiciaires soient engagées contre les personnes, mais aussi contre la CGT », a ajouté M. Poniatowski. De son côté, la Fédération CGT des ports et docks a annoncé qu'il y aurait une « riposte immédiate nationale » si les dockers de Fos-sur-Mer faisaient l'objet d'une « répression ».

« Ne pas contribuer à l'extermination »

Certains s'étonneront que des armes françaises ne soient pas obligatoirement transportées sur des navires français. Il faut savoir que les contrats sont libellés FOB (Free on Board), c'est-à-dire que le prix de vente ne comprend pas le coût du fret, autrement dit l'acheteur est libre de choisir l'armateur de son choix.

Au-delà de l'aspect purement commercial, le « non » des dockers de Fos (qui revendiquent une spécificité géographique et « corporative ») et qui ne veulent pas être « mélangés » avec ceux de Marseille, à cinquante kilomètres de là,

La guerre du mensonge pendant la deuxième guerre mondiale
Faux et vrai débarquement en Europe

Pour tromper l'ennemi, toutes les armées du monde ont eu recours à l'arme du mensonge, rebaptisé « désinformation ». Jamais il n'avait été utilisé sur une aussi large échelle que dans la préparation du débarquement de Normandie, en juin 1944.

« En temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être préservée par un rempart de mensonges », Ce propos de Churchill, à la conférence de Téhéran, n'était pas une simple boutade, mais un précepte que son auteur appliquait largement et auquel il avait rallié Franklin Roosevelt. Dans une guerre où les principaux moyens d'information – la radio et la presse – étaient plus ou moins discrètement aux mains des pouvoirs en présence, la manipulation s'adressait moins aux opinions publiques, musclées dans les pays occupés, qu'aux dirigeants et aux états-majors ennemis.

Lorsque le lieu du débarquement de Normandie fut fixé, au printemps 1943, la LCS se mit à l'œuvre. Ces insidieuses signifiants, banderettes, section de contrôle de Londres. Elles recouvraient un organisme chargé

des tromperies en tout genre, installé dans un sous-sol de Westminster et dirigé par un agent de change, John Bevan, ami personnel de Churchill, assisté d'un vieux routier de la politique impériale secrète, le lieutenant-colonel Ronald Wingate. Il comprenait des banquiers, un auteur de romans policiers, Dennis Wheatley, et une femme, lady Jane Playdel-Bouverie. Au total, les esprits les plus brillants et les plus « torques » de l'établissement d'œuvre-Manche.

Le plan Starkey

« Même Churchill et Roosevelt suivaient les « instructions » de Bevan dans leurs discours et lors de leurs interventions en public et en privé », écrit l'ancien chef de la CIA, William Casey, alors un des principaux responsables des services secrets américains en Europe, dans son livre *La guerre secrète contre Hitler*, dont la traduction française vient de paraître (Ed. Robert Laffont). De fait, des résistants en veste chamois à Londres furent reçus par le premier ministre britannique, qui leur fournit des indications fausses destinées à intoxiquer indirectement les services secrets allemands.

Exemple typique de la méthode

de la LCS : la mise en œuvre du plan Starkey (1). Pour amener Hitler à masser son aviation sur le front de l'Ouest, où les armées de l'air anglaise et américaine lui infligeraient de lourdes pertes, les services alliés tentèrent de le persuader qu'un débarquement aurait lieu en France le 1^{er} septembre 1943.

Il fallait en convaincre les populations des pays occupés et, en premier lieu, les résistants. La BBC, source d'information essentielle fut utilisée pour lancer des messages personnels de préparation au combat, étant entendu que, à la dernière minute, le contre-ordre serait lancé par la même voie. En même temps, des « fuites » furent organisées à l'intention de la presse. Associated Press annonça : « Nous apprenons, de source officieuse, que les Alliés s'approprieraient à attaquer l'Allemagne à l'automne. (...) Des signes multiples tendent à montrer que les Alliés pourraient débarquer en France ou en Italie dans les six mois à venir. » La radio déclara, le 17 août 1943 : « La libération des pays occupés a commencé. Il est temps, pour vous, de préparer toutes les actions envisagées et de les mettre au point. » Les agences mondiales se hâtèrent de diffuser l'information.

United Press annonça de Londres : « Les chefs de la Résistance française se montrent aujourd'hui confiants dans l'imminence d'une invasion prochaine de la France ».

L'archevêque de Cantorbéry ordonna des prières pour les futurs combattants du débarquement. Trois mille raids aériens furent lancés en vingt jours sur le Pas-de-Calais. Les résistants français, gagnés par la fièvre d'une libération prochaine, multipliaient les attentats et les sabotages. Il en fut de même en Hollande, en Belgique et au Danemark.

Une armée fictive

Le 19 août, le *New York Times* titrait : « Les armées sont prêtes à embarquer », déclare Eisenhower. Bevan, dépassé par son propre stratagème, tenta, le 20 août, d'arrêter les frais. La presse britannique reçut pour instruction de « ne pas laisser naître chez les peuples alliés l'espoir prématuré d'un véritable débarquement ». La presse américaine, elle, continua sur sa lancée.

Le 9 septembre, la Luftwaffe ne se montra pratiquement pas. Hitler et le maréchal von Rundstedt ne s'étaient pas laissés tromper. La

feinte était, dit le second, trop visible. L'échec du plan Starkey décapa une grande partie de la résistance européenne et provoqua la mort de centaines de combattants de l'ombre.

Plus efficace fut le plan mis en œuvre pour égarer l'ennemi sur le lieu et la date du véritable débarquement de Normandie, le 6 juin 1944. La presse fut tenue en main. Un énorme programme d'intoxication fut mis en œuvre pour convaincre Hitler que l'opération aurait lieu dans le nord de la France. Celui-ci fut systématiquement bombardé. Une armée fictive, commandée par le général Patton, fut créée de toutes pièces dans le sud-est de l'Angleterre, avec ses baraquements, ses tentes, ses véhicules – vides – et surtout son intense trafic radio qui pouvait intercepter les écoutes allemandes.

Hitler continua à croire, même une fois que l'opération fut déclenchée sur les côtes du Calvados et de la Manche, que celle-ci n'était qu'une diversion et que Calais et Dunkerque allaient être attaqués. Rommel lui-même, commandant des forces allemandes de l'Ouest, était parti en permission le 5 juin, persuadé que l'assaut n'était pas pour le lende-

main. En même temps que les Alliés débarquaient sur les plages de Normandie, des mannequins garnis de pétards imitant une fusillade furent parachutés sur le Pas-de-Calais.

La LCS n'avait rien omis : le 25 mai 1944, un faux maréchal Montgomery s'était embarqué à Northolt pour l'Afrique du Nord, avait été reçu solennellement par le gouverneur de Gibraltar, avait perdu volontairement un mouchoir à ses initiales, était arrivé à Alger en grande pompe et s'était installé, sans discrétion, à l'Hôtel Saint-Georges. Mais le lieutenant-pyreur Meyrick Edward Clifton James, dans le civil acteur dans les tournées de province, promu maréchal pour la circonstance, aimait trop le gin et le tabac – dont Monty avait horreur – et on le réexpédia discrètement en Grande-Bretagne. Les Allemands, de toute façon, n'avaient pas été avertis de son voyage...

JEAN PLANCHAIS

(1) Voir notamment Anthony Cave Brown, *La Guerre secrète*, des tomes. Pygmalion-Gérard Wladet, 1981.

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

Le rôle du pouvoir législatif

Les parlementaires éprouvent des difficultés à s'informer

En temps de guerre, les parlementaires éprouvent quelques difficultés à se procurer une information suffisante pour assurer un contrôle du pouvoir exécutif. En dehors des sessions extraordinaires du Parlement, ils ne peuvent guère s'appuyer que sur le travail en commissions et sur les réunions hebdomadaires de Matignon entre le premier ministre et certains de leurs représentants.

Chaque semaine ou presque, depuis le 30 août, les représentants des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat retrouvent le premier ministre et ses conseillers, dans le salon jaune de l'hôtel Matignon, pour faire le point sur la situation dans le Golfe. Ces réunions informelles sont, de l'avis général, « sérieuses, conviviales et détendues ». Selon un rite bien établi, le chef du cabinet militaire et le conseiller diplomatique de M. Michel Rocard dressent tout d'abord un tableau de la situation, émaillé des remarques du premier ministre. La petite équipe se soumet ensuite aux questions des parlementaires, qui peuvent porter aussi bien sur l'évolution du conflit que sur ses éventuelles incidences en France, comme les menaces terroristes ou le poids de la guerre sur l'économie.

Dans ce cercle, qui réunit, du côté parlementaire, des présidents de groupes ou des spécialistes des questions internationales et des problèmes de défense, les échanges sont directs, purgés des interpellations qui peuvent alourdir les réunions de commissions ou des polémiques qui surgissent à l'Assemblée nationale pendant les séances de questions d'actualité. L'assiduité et la discrétion sont la règle.

Proposée par M. Rocard lors de la session extraordinaire du 27 août, la formule est efficace. De part et d'autre, on s'en dispense presque la paternité. M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, estime que le gouvernement le tient « correctement informé ». « Le climat est bon, le gouvernement, en invitant tout le monde, met les cartes sur la table, et l'opposition joue parfaitement le jeu », ajoute M. Claude Estier, son homologue du groupe socialiste du Sénat. Même approbation chez M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, sénateur du Rassemblement démocratique et européen, et chez M. Pierre-André Wiltzer, député UDF, pour qui ces réunions ne sont en aucun cas une « gadget », mais « une formule empirique utile, même si elle rencontre certaines limites ». Limites que résume assez bien M. Estier : « Évidemment, mes sénateurs ne me jalousent pas trop, car ils se doutent qu'on ne nous dit pas tout ».

Hors du cercle des privilégiés

M. Guy Carassonne, conseiller du premier ministre pour les questions parlementaires, se félicite également de ces rencontres et précise que l'information n'est pas toujours à sens unique. « Il arrive que des parlementaires de retour de missions effectuées dans la région nous donnent des informations, ou nous fassent part de leurs propres analyses ».

Pour qui ne fait pas partie de ce cercle de privilégiés, s'informer est plus problématique. Passe encore pour les membres des commissions de la défense et des affaires étrangères de l'Assemblée, ou pour ceux de la commission du Sénat qui regroupent la diplomatie et les forces armées. Pour les autres, le premier ministre a fait quelques efforts supplémentaires. Avec son accord, le général Mennu, son chef de cabinet militaire, s'est ainsi rendu, fin janvier, devant le groupe RPR, à la demande de son président, M. Bernard Pons, pour faire le point de la situation et répondre, avec M. Guy Carassonne, aux questions des députés (le Monde du 31 janvier). Les réactions, à la sortie, ont été, grosso modo, les mêmes que celles enregistrées, le 6 février, (le Monde du 8 février) lors de la réunion de la commission de la défense, élargie à tous les députés, pour la première audition du nouveau ministre de la défense, M. Pierre Joxe.

La majorité des députés, qui n'ont d'autres sources d'information que la lecture des journaux, se disent ravis de ces initiatives. « Même si je n'apprends rien de plus que dans la presse, je préfère encore être le premier à entendre ce que le ministre peut avoir à dire », expliquait un député de l'opposition après l'audition de M. Joxe. En revanche, les membres des commissions de la défense nationale et des affaires étrangères ressentent frustrés de ces réunions qui ne leur apprennent pas grand chose, bien au contraire. « On ne peut pas faire du bon travail de commission avec 285 députés », affirmait M. Jean Briane, membre (UDC) de la commission de la défense. « Plus on est nombreux, moins on obtient d'informations », ajoutait un autre. Le président de cette commission, M. Jean-Michel Boucheron partage le même sentiment estimant qu'un travail de fond, sérieux, ne peut se faire dans un tel cadre. Au palais du Luxembourg, M. Alain Pothier, président du Sénat, a préféré, sous certaines conditions (1), mettre à la disposition des sénateurs, en accord avec son président, M. Jean Lecanuet, les services de la commission des affaires étrangères et de la défense.

« Je ne peux en dire plus »

Difficile en effet de concilier l'information et le secret. M. Wiltzer juge nécessaires ces « instances de discussion protégées » que sont les réunions de commissions – dont il regrette les moyens « limités » – et les rencontres de Matignon. Les élus favorables à la convocation du Parlement en session extraordinaire y sont moins sensibles. M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, estime que « le Parlement s'automutilie en ne demandant pas une convocation en session extraordinaire ». M. Edouard Balladur (RPR) affirme que « le Parlement n'est pas réellement informé ». « C'est une grave lacune de notre système démocratique. Le Parlement n'est traité nulle part comme en France », ajoute-t-il en demandant, avec M. Bernard Pons, la tenue d'une séance d'actualité par semaine réservée au Golfe.

Le souhait d'une session extraordinaire, réclamée également par le PCF, n'est pas partagé par la très grande majorité de l'UDF et du PS. Le RPR, lui-même, a été divisé. M. Pasqua, contrairement à M. Bernard Pons qui en avait fait la demande, y a été toujours opposé. « Une session extraordinaire ordinaire tous les mercredis, ce serait curieux », ironisait pour sa part M. Philippe Séguin dans le Monde du 7 février. Dans l'entourage du premier ministre, on signale à ceux qui ne jurent que par l'exemple britannique, que les séances des questions aux Communautés donnent lieu à des débats plutôt conviviaux, les ministres concluant très souvent des propos sans surprises par un classique : « au-delà, je ne peux en dire plus ».

Pour le reste, les groupes assurent un service d'information minimum. Les parlementaires socialistes bénéficient d'un traitement de choix. Ils ont pu entendre M. Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement (avant sa démission) et Roland Dumas, qui remporte invariablement pour ses prestations la palme de la clarté et du brio, tant devant les commissions de l'Assemblée que devant ceux du Sénat. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée, M. Jean Auroux a, d'autre part, obtenu de l'Élysée que des réunions informelles puissent avoir régulièrement lieu entre les bureaux des deux groupes socialistes et certains membres du cabinet du chef de l'État, comme le secrétaire général de l'Élysée, M. Jean Louis Bianco, le porte-parole, M. Hubert Védrine et le chef d'état-major particulier, l'amiral Lanxade.

L'opposition n'est pas en reste. Il arrive même à M. Pasqua de téléphoner directement à Matignon, avant la réunion de son groupe, pour y planifier quelques informations destinées à ses collègues sénateurs.

GILLES PARIS et PIERRE SERVANT

(1) Une circulaire datée du 6 février indique que les informations seront communiquées « exceptionnellement » aux parlementaires, « dans les bureaux de la commission », et qu'aucune réponse ne sera fournie par téléphone ou par écrit.

AFRIQUE

SOUDAN : alors que sept millions de personnes sont menacées par la famine

La junte militaire souhaite le départ des organisations humanitaires étrangères

Les populations arabo-musulmanes, qui vivent principalement dans le nord du pays, vont-elles être, à leur tour, victimes de la famine ? C'est ce que laisse à penser le document que le Programme alimentaire mondial (PAM) a adressé, fin 1990, aux autorités soudanaises. Ces dernières n'en contiennent pas moins de nier l'évidence, n'acceptant qu'avec une réticence croissante l'aide humanitaire occidentale. La guerre du Golfe n'a fait qu'aviver la mauvaise humeur de Khartoum, favorable à Bagdad. Plus de sept millions de Soudanais risquent d'en faire les frais.

Confirment les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), selon lesquelles toutes les régions du Soudan risquent d'être prochainement affectées par les pénuries (le Monde du 20 décembre), le document du PAM dresse un bilan alarmant des besoins alimentaires région par région. Triste nouveauté : la famine, qui sévissait principalement parmi les populations noires du sud, victimes « traditionnelles » de la sécheresse et de la guerre civile, semble s'étendre à des zones jusque-là épargnées.

Ainsi, la région de la mer Rouge (nord-est), qui compterait un peu plus de 800 000 habitants, aurait besoin d'une aide d'urgence de 75 000 tonnes de vivres en 1991. Plus de la moitié de la population – 480 000 personnes – souffre déjà, à des degrés divers, du manque de nourriture. Des « pointes » de malnutrition sont signalées au sud de Port-Soudan, dans les localités de Haya et de Tokar notamment. La famine, utilisée sans états d'âme contre les populations du Sud dans

le but d'affaiblir la guérilla menée par John Garang, va-t-elle affecter demain le Nord et Khartoum, siège du pouvoir central ?

En tout cas, alors qu'on évoquait, en 1990, le chiffre de 4 à 5 millions de personnes menacées de famine, on avance aujourd'hui, pour 1991, celui de 7,6 millions. Pour faire face à cette demande, 1,2 million de tonnes d'aide alimentaire devraient être distribuées impérativement. Le conditionnel reste, hélas, de rigueur, tant l'hostilité et la suspicion de la junte militaire à l'égard des organismes internationaux sont devenues vives.

La CEE « consternée et choquée »

Selon des membres d'organisations humanitaires récemment rapatriés en Europe, un nouveau système de rationnement a été mis en place depuis la mi-janvier dans la capitale. Il concerne notamment le pain – « un par personne et par jour » – et l'essence – « trois gallons par personne et par semaine » –, précisent ces sources. Les « régulations » de carburant, de véhicules et même de nourriture, dont sont victimes les organisations non gouvernementales (ONG) n'ont désormais plus rien d'exceptionnel. Si l'on y ajoute les innombrables tracasseries financières, administratives ou policières imposées aux ONG, on comprendra que la plupart d'entre elles aient décidé de plier bagage.

Exceptée l'équipe française d'Action internationale contre la faim (AICF) – qui espère pouvoir étendre ses activités à Port-Soudan –, la majorité des ONG encore à Khartoum sont anglo-saxonnes. Leur ténacité ne semble pourtant pas avoir séduit la junte. Celle-ci, niant la menace de famine, s'entête à ne parler que d'un « déficit de nourriture ». Selon le chef de la junte, le général El Béchir, « les organisations occidentales n'ont pas

d'objectifs humanitaires mais cherchent à humilier le Soudan et à le mettre à genoux ». Pour bien « prouver » que le problème de la famine n'existe pas, le ministère des secours (chargé de la lutte contre la famine) a été purement et simplement supprimé, le 9 février.

Les Britanniques, qui se proposaient de débloquer 4 millions de livres sterling (environ 40 millions de francs) pour financer les programmes d'aide alimentaire, se sont vus copieusement insultés. Les pays de la Communauté économique européenne (CEE), qui, deux jours avant la dissolution du ministère, s'étaient déclarés « consternés et choqués » par l'attitude du gouvernement de Khartoum, ne pourront que l'être un peu plus.

Dans une nouvelle diatribe anti-occidentale, diffusée par la radio et la télévision nationales, mercredi 13 février, le général El Béchir a affirmé que le Soudan « se libérerait de sa dépendance à l'égard des secours étrangers et parviendrait à l'autosuffisance alimentaire en un an ou deux ». Accusant les organisations humanitaires de « diffamer » le pays « en mentant en son nom », il a souligné la nécessité de se « débarrasser de toutes ces organisations ».

Goutfires nord-sud

Les sympathies pro-irakiennes du régime soudanais – qui, depuis le début de la crise du Golfe, s'est toujours refusé à condamner l'invasion du Koweït – ne laissent pas présager de prompt réchauffement avec l'Occident. Enfonçant le clou islamiste, la junte militaire a annoncé, début janvier, l'entrée en vigueur de la charia (loi islamique) dans toutes les régions du Nord. De récentes allégations – hâtivement diffusées par la télévision ABC et démenties ensuite par l'état-major américain, – selon lesquelles l'Irak aurait installé des missiles sol-sol et des chasseurs

sur plusieurs sites soudanais, ont provoqué une nouvelle vague de fureur à Khartoum. Le porte-parole du gouvernement a aussitôt qualifié ces accusations de « mensonges » inventés de toute pièce par les « agents de services de renseignements étrangers, qui se sont infiltrés dans les pays sous prétexte d'accomplir des missions humanitaires ».

Paradoxalement, c'est aujourd'hui dans le sud du Soudan, largement contrôlé par les maquisards de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), que les conditions de travail sont devenues les plus favorables pour les ONG. « Dans la plupart des zones tenues par les rebelles, les gens se sont remis à cultiver. Les centres de santé sont, peu à peu, remis en état et des écoles ont pu être rouvertes », affirme un témoin occidental.

Malgré les risques persistants de famine – un million de personnes pourraient être touchées cette année – et bien que de nombreuses régions restent inaccessibles, une mince lueur d'espoir s'est fait jour dans le Sud, où une douzaine d'ONG travaillent désormais. « Dans une bonne partie du sud du Soudan, on est passé de la phase d'aide d'urgence à celle de la réhabilitation », assure un optimiste.

Le régime de Khartoum, impuissant à réduire la rébellion sudiste, vient d'ailleurs d'essayer un nouveau camouflet : le chef de l'APLS, le colonel Garang, n'a-t-il pas annoncé qu'un contingent de maquisards s'apprêtait à rejoindre l'Arabie saoudite, pour combattre aux côtés des forces coalisées ? Entre le Nord arabo-musulman, où l'empire islamiste et l'alignement sur Bagdad se confirment, et le Sud, où les enfants noirs des nomades-guérilleros apprennent à écrire en anglais, le fossé a désormais des allures de gouffre.

CATHERINE SIMON

AFRIQUE DU SUD

Le procès de M^{me} Winnie Mandela est reporté au 6 mars

La mystérieuse « disparition » d'un des témoins à charge et le refus de déposer de deux autres, ont conduit les magistrats à ajourner le procès de M^{me} Mandela et de ses coaccusés jusqu'au 6 mars.

JOHANNESBURG de notre correspondant

En décidant, jeudi 14 février, d'ajourner jusqu'au 6 mars le procès de M^{me} Winnie Mandela et de ses trois coaccusés (nos dernières éditions du 15 février), le juge Stegmann se sera finalement rendu aux arguments du procureur Jan Swane-poel, qui demandait un délai de deux à trois semaines pour essayer de retrouver M. Mekgwe, le témoin de l'accusation disparu dimanche 10 février, quelques heures avant l'audience. Sa disparition, présentée dès lundi comme un enlèvement, a dissuadé les deux autres témoins à charge, MM. Kgase et Mono, de déposer devant la Cour suprême.

Le ministère public n'ayant plus d'atouts décisifs en mains, n'avait pas d'autre solution que d'essayer d'obtenir un report. Au grand dam de la défense, qui comptait bien que les seules dépositions de témoins secondaires joueraient en

faveur de M^{me} Mandela. Le juge Stegmann n'a pas dissimulé l'irritation qu'il a gagnée progressivement au cours d'une semaine fertile en événements. Lors de la première audience, il constatait que quatre des coaccusés s'étaient évaporés dans la nature. D'ajournements en ajournements, le procès arrivait au terme de sa première semaine lorsqu'un journal dominical, The Sunday Star, publiait la photo de l'un des accusés absents, assis tranquillement sur les marches de l'escalier menant à la Cour suprême. La disparition de M. Mekgwe, puis le refus de témoigner de MM. Mono et Kgase, contribuaient à donner une touche surréaliste à un procès dont certaines audiences n'ont duré que quelques minutes, le temps pour l'accusation ou la défense d'obtenir un ajournement.

Jeudi matin, après avoir prévenu MM. Kgase et Mono des sanctions qu'ils encourraient à persister dans leur refus de témoigner, M. Stegmann estimait que ni l'un ni l'autre n'avaient présenté d'« excuse justifiée ». Les deux hommes avaient déclaré, à plusieurs reprises, craindre pour leur vie. Le juge leur a fait remarquer qu'ils avaient eux-mêmes trouvé le moyen de se protéger puisqu'ils avaient, jusqu'à présent, décliné la protection de la police.

TCHAD : premier incident grave pour le nouveau régime

La répression d'une manifestation a fait un mort et plusieurs blessés à N'Djamena

Lors d'une manifestation, jeudi 14 février, à N'Djamena, un étudiant est mort et plusieurs autres ont été blessés par balles, alors qu'ils tentaient de rejoindre le campus universitaire, fermé dès l'aube par l'armée. Les étudiants en grève depuis samedi, voulaient manifester pour appuyer leur demande de réouverture de l'enseignement et du paiement des bourses. Cet accrochage meurtrier est le premier incident grave depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Idris Déby, le 1^{er} décembre. Les autorités, après avoir présenté leurs condoléances aux familles, ont aussitôt dénoncé les « provocateurs » qui ont, selon eux, « défié les forces de l'ordre ». Le nouveau pouvoir, d'abord soucieux de rétablir la sécurité dans le pays, doit faire face à de graves difficultés économiques. Les détournements de fonds, opérés par l'ancien président Hissène Habré, sont estimés à 7 milliards de francs CFA (140 millions de francs). Depuis, les caisses de l'État sont demeurées vides, ou presque : il aura fallu l'aide de la France pour payer les salaires de novembre et décembre des fonctionnaires tchadiens. Le président Déby, lors de sa récente visite à Paris, avait confirmé son intention de « renforcer la démocratie ». (AFP)

FRÉDÉRIC FRITSCHER

KENYA

Washington débloque la moitié de son aide militaire à Nairobi

Les États-Unis ont accepté de débloquer la moitié de leur aide militaire annuelle au Kenya, soit environ cinq millions de dollars, du fait de l'attitude bienveillante de Nairobi à l'égard de Washington, en particulier dans la guerre du Golfe, a annoncé, jeudi 14 février, l'ambassade américaine au Kenya. Début février, les États-Unis avaient déjà annulé une dette de 40 millions de dollars, contractée par le Kenya au titre de prêts d'aide au développement.

Ce nouveau « pourboire » américain, loin d'effrayer les dirigeants kenyans d'ouvrir leur porte au baume au cœur. Le régime du président Daniel Arap Moi, fragilisé par les difficultés économiques et aux prises avec une contestation politique grandissante, se voit ainsi conforté dans son rôle d'allié privilégié du « grand frère » américain. Washington – qui avait suspendu son aide militaire en novembre, pour protester contre la détention d'opposants favorables au multipartisme – a en fait fait de changer son fusil d'épaule.

A cet adoucissement soudain, quatre raisons sont officiellement avancées : le soutien du Kenya à la coalition anti-irakienne ; son empressément à accepter les mesures de sécurité prises par les États-Unis contre des attaques terroristes potentielles, liées à la crise du Golfe ; le feu vert accordé pour donner asile aux trois cent cinquante anciens prisonniers de guerre libyens au Tchad (le Monde du 14 février) ; et, enfin, les facilités offertes aux États-Unis pour évacuer leurs ressortissants du Soudan et de la Somalie.

Les revirements de Washington, qui, il y a moins d'un an, faisait publiquement pression sur le président Arap Moi pour qu'il démocratisât son régime, ne semblent pas devoir freiner l'ardeur des opposants. Dernière provocation en date : l'annonce, mercredi, par le vieux chef de la communauté Luo, M. Oginga Odinga, qu'il va créer son propre parti, malgré le monopartisme sans faille imposé au pays depuis 1982.

C. S.

EUROPE

En représailles au vote pro-lituanien du parlement islandais

Moscou a rappelé pour consultation son ambassadeur à Reykjavik

REYKJAVIK
de notre correspondant

L'ambassadeur soviétique à Reykjavik a été rappelé pour consultation à Moscou, et les Islandais ont été priés de fournir de plus amples explications. Le parlement islandais, l'Althing, avait voté lundi une déclaration d'intention en faveur de l'indépendance de la Lituanie, prévoyant l'ouverture « dès que possible » de relations diplomatiques avec la république balte.

Les Lituanais bénéficient d'une sympathie réelle et sans partage de la part de la petite Islande. Les liens entre les deux nations se sont renforcés lors de la visite du ministre islandais des affaires étrangères, M. Jon Baldvin Hannibalsson, les 18 et 19 janvier. En partie victime de la surenchère pro-balte, qui n'est pas étrangère à la proximité des élections législatives du 20 avril, le ministre s'est engagé, un peu hâtivement semble-t-il, à ouvrir des relations diplomatiques avec la Lituanie. L'échange d'ambassadeurs s'étant révélé impossible, l'Islande fit un pas en arrière en s'en tenant à une simple déclaration d'intention sans calendrier précis.

Les Soviétiques, alertés par l'attitude « intempestive » des Islandais, avaient par deux fois manifesté leur

irritation. Reykjavik a réitéré sa position par un vote du Parlement mais n'en a pas moins tenu bon.

Mais les Islandais font l'expérience de leur isolement sur la question balte, entre des alliés occidentaux qui ont les yeux tournés vers le Golfe et des partenaires scandinaves soucieux de ménager Moscou. L'Islande dépend économiquement de l'URSS dans un seul domaine, au demeurant limité, celui de son approvisionnement pétrolier, où les Soviétiques ont d'ailleurs le plus grand mal à tenir leurs engagements. Elle a donc le sentiment de pouvoir agir librement à l'égard de Moscou.

GÉRARD LEMARQUIS

o **TCHÉCOSLOVAQUIE** : Prochaine ouverture à Prague et à Vilnius de bureaux d'information. - Le gouvernement tchécoslovaque a décidé jeudi 14 février d'ouvrir à Prague un « bureau d'information et des intérêts lituanien » et de manière réciproque un office équivalent tchécoslovaque à Vilnius. « Ces représentations n'auront pas de statut diplomatique ni ne rempliront des fonctions consulaires », a précisé un porte-parole du gouvernement. - (AFP)

ALBANIE

La contestation étudiante s'étend dans tout le pays

La contestation étudiante s'étend en Albanie. Aux étudiants de Tirana, en grève depuis dix jours, se sont en effet joints, jeudi 14 février, ceux de Durres, Kamza, Shkoder, Elbasan et Korça. Les étudiants de l'université Enver-Hodja (fondateur de l'Albanie communiste) de Tirana, et ceux des instituts et écoles supérieures de plusieurs villes albanaises ont ainsi rejoint une nouvelle fois l'appel du président Ramiz Alia à mettre fin à leur mouvement. Ils réclament que « toutes leurs revendications », d'ordre politique et économique, soient satisfaites, y compris le changement du nom de l'université de Tirana et la démission du gouvernement. Les élèves des écoles

secondaires de toute l'Albanie, ainsi que plusieurs de leurs professeurs, ont exprimé jeudi leur soutien aux étudiants. Ceux-ci se sont d'autre part joints à une protestation des partis d'opposition contre la manière dont la radio et la télévision informait l'opinion publique.

Le ministère de l'intérieur a donné jeudi l'ordre à la police d'empêcher les manifestations des « forces ténébreuses » visant à « déstabiliser » le pays. Dans un communiqué, le ministère estime que « les ennemis du peuple » se livrent à diverses actions terroristes, « abusent » des manifestations de protestation et « propagent de fausses informations ». - (AFP)

DIPLOMATIE

Le comportement de l'URSS compromet la poursuite du désarmement conventionnel

VIENNE
(de notre correspondante)

La mise en cause de la crédibilité de Moscou a marqué, jeudi 14 février, à Vienne, la reprise des négociations sur le désarmement conventionnel en Europe, dont la première phase s'était achevée par la signature d'un premier traité, le 18 novembre dernier à Paris. Moscou a en effet décidé de rattacher trois unités d'infanterie équipées de 1 000 chars à ses forces navales, ce qui revient à les soustraire aux réductions imposées par le premier traité, qui ne concerne pas les forces navales.

Ce « tour de passe-passe » a été vivement critiqué jeudi par toutes les délégations, y compris celles des pays du pacte de Varsovie agissant, à l'exception de la Roumanie, qui n'a pas pris la parole.

Le chef de la délégation française, M. François Plaisant, a jugé inacceptable cette manœuvre. « Si elle n'était pas corrigée en temps utile, elle deviendrait une violation pure et simple de la lettre comme de l'esprit du traité », a-t-il dit. La Hongrie et les États-Unis ont laissé entendre qu'ils ne soumettraient pas ce traité à ratification tant que Moscou ne fournirait pas d'explications. Les pays signataires peuvent apporter des « corrections » aux données échangées à la veille de la signature du document jusqu'au dimanche 17 février.

Sans vouloir jeter d'huile sur le feu, les négociateurs sont fermement résolus à ne pas tolérer ce « retour aux vieilles méthodes », qui reflète, selon eux, l'influence croissante des militaires à Moscou.

La réaffectation d'unités aux forces navales n'est pas le seul point de litige avec l'URSS. Le transfert de chars, pièces d'artillerie et véhicules blindés - 20 000 dans chaque catégorie - au-delà de l'Oural, c'est à dire hors de la zone d'application du traité, appelle également des éclaircissements.

L'URSS avait partiellement admis ces transferts, destinés, selon elle, à remplacer des armements obsolètes des unités d'Asie. Plusieurs délégations lui ont demandé d'accepter des inspections dans cette région, afin qu'il puisse être établi que les armements transférés ne constituent pas une réserve stratégique.

D'autre part, Moscou a signalé 900 « objets de vérification » (bases militaires, dépôts de matériel militaire, aéroports, etc.) à soumettre aux inspections prévues dans le traité, « soit moins qu'en Allemagne, et dont les forces armées sont moins importantes », a remarqué M. Rüdiger Hartmann, chef de la délégation allemande.

Face à la résolution des vingt et un autres pays signataires, une position intransigeante de l'URSS risquerait de bloquer la poursuite des négociations de Vienne. L'objectif des discussions, qui ont commencé jeudi, est en principe de s'entendre sur des réductions des effectifs des armées nationales et sur un système d'inspection aérienne d'ici à la conférence d'Helsinki, prévue en mars 1992.

L'OTAN ne soumettra aucune proposition avant que l'URSS ait répondu aux demandes qui lui ont été adressées, indique-t-on dans les milieux occidentaux.

WALTBAUD BARYLI

URSS : le programme économique de M. Pavlov

Dans l'attente des hausses de prix

Le programme de hausse des prix d'Etat est annoncé vendredi 15 février par la Pravda comme étant prêt « à 98 % » et son application est considérée à Moscou comme imminente. Le Parlement de Russie a voté une résolution demandant à son président, Boris Eltsine, de ne pas en signer les dispositions.

En novembre déjà, les autorités de Russie et d'autres Républiques avaient tenté de refuser de premières hausses de prix décidées par le pouvoir central sur des produits qualifiés « de luxe », mais le seul résultat en fut une plus grande pénurie dans les régions refusant la hausse et une nouvelle envolée des prix au marché noir.

Selon l'agence non officielle Interfax, les prix de la viande, du pain et de la farine seraient triplés et les hausses sur d'autres produits comme le lait, les vêtements ou les transports iraient de 75 à 130 %. Des compensations pour les salariés sont prévues et devraient s'élever à 60 roubles, soit près du tiers d'un salaire moyen, selon le ministre du travail de l'ancien gouvernement, M. Vladimir Chachibakov.

Mais la décision sur ces hausses doit être approuvée par le Conseil de la fédération, a rappelé vendredi M. Viatcheslav Semtchagov, président du comité des prix de l'URSS, cité par la Pravda. La dernière réunion de ce Conseil, il y a deux semaines, avait été boycottée par M. Eltsine et de nombreux autres dirigeants de Républiques.

Les hausses de prix, pour baisser les subventions aux producteurs, seraient ainsi la première mesure du nouveau premier ministre Valentin Pavlov. Dans son interview à *Trouble* (Le Monde des 14 et 15 janvier) qui avait fait scandale par ses allusions à un complot de banques occidentales visant à renverser M. Gorbatchev, M. Pavlov avait aussi exposé son programme de « réformes ». Il avait frappé par l'accent mis à nouveau - et comme le souhaite le « complexe militaro-industriel » - sur l'infrastructure industrielle et sur les moyens de production au détriment des biens de consommation, sur la ferme limitation des « privatisations » qui doit se faire au profit des collectifs de travail et sur le refus de privatisation de la terre. - (AF, Reuters)

EN BREF

o **BULGARIE** : la langue turque autorisée dans les écoles. - Le gouvernement bulgare a annoncé, jeudi 14 février, que les enfants de souche turque pourront apprendre le turc à l'école. Cette décision a été prise après une semaine de grèves dans les écoles des régions à forte population d'origine turque, qui avaient été soumises à une campagne de « bulgarisation » par l'ancien régime communiste. - (Reuters)

o **CANADA** : des membres d'une congrégation religieuse accusés d'agressions sexuelles. - La police de l'Ontario a déposé, jeudi 14 février, 149 accusations contre 19 membres de la congrégation des Frères de l'instruction chrétienne (FIC) qui, pendant trente ans, jusqu'au début des années 1970, auraient abusé de mineurs placés dans une maison de correction. 177 élèves auraient été victimes d'attaques à la pudeur et de sodomie alors qu'ils étaient pensionnaires de l'école de la réforme d'Alfred, située entre Ottawa et Montréal. Les 19 accusés, dont le plus âgé a quatre-vingt-un ans, comparaitront à la mi-mars pour le début des procédures judiciaires. - (AFP)

o **ROUMANIE** : grève des chemins de fer. - Le nord et l'ouest de la Roumanie ont été paralysés ces derniers jours par une grève des chemins de fer, et le mouvement menace de s'étendre à d'autres régions si les négociations avec le

gouvernement n'aboutissent pas. Bien que la convention des syndicats des chemins de fer, métro et entreprises de matériel roulant avait repoussé au 23 février un mot d'ordre de grève générale, la section régionale de Iasi a observé la grève dès le 8 février, rejointe par celle de Timisoara le 11 février. - (AFP)

o **TUNISIE** : condamnation. - M. Brahim Hayder, « coordinateur » du Mouvement de l'unité populaire (MUP), qui était poursuivi pour avoir tenu des propos portant atteinte à l'ordre public (le Monde du 5 février), vient d'être condamné par le tribunal correctionnel de Tunis à trois mois de prison avec sursis et 500 dinars (3 500 francs) d'amende. - (Corresp.)

o **VIETNAM** : la répression. - S'exprimant devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui tient sa 47^e session à Genève, le président du Comité Vietnamien pour la défense des droits de l'homme, M. Vo van Aï, a affirmé, jeudi 14 février, que le Vietnam était le théâtre d'une « vague de répression » depuis le début de 1990. Il a cité notamment la détention du journaliste Lê van Tiân (pseudonyme Nhu Phong), soixante-huit ans, et de l'ancien député Nguyễn Mau, soixante-seize ans, dont les sentes sont précaires, du poète Tô Thuy Yên et de l'universitaire Doan viêt Hoat. (AFP)

GÖTTING
LE DOUBLE
DE DOSTOÏEVSKI
192 PAGES 120 Frs.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-28-51-09
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
RADIO
Le Monde TÉLÉVISION

ASIE

Chine : en dépit de l'autosatisfaction officielle

La population a fêté le Nouvel An dans la résignation

De Pékin à Taïwan, le monde chinois a célébré vendredi 15 février la nouvelle année de la Chèvre. Le président taïwanais, M. Lee Tenghui, a dit, pour sa part, à ses compatriotes que l'invasion du Koweït par l'Irak rappelait qu'un pays ne devait pas sacrifier sa défense au profit de la recherche de la prospérité et il leur a demandé de rester « sur leurs gardes en tous temps ».

PÉKIN

de notre correspondant

Le régime communiste chinois s'est félicité, à l'aube de la nouvelle année lunaire, de toujours exister, contrairement aux prédictions des dissidents exilés. Avec une ingénuité inhabituelle, le *Quotidien du peuple* a fustigé vendredi, premier jour de l'année de la Chèvre dans le calendrier traditionnel, les « héros des troubles (de 1989) qui se sont enfuis à l'étranger » et annonçait que « le gouvernement chinois s'effondrerait d'ici un à deux ans (...). Un an plus tard, ils ont modifié leurs prévisions, assurant qu'il s'effondrerait d'ici deux à trois ans (...). Non seulement le gouvernement chinois ne s'est pas effondré, mais il s'est renforcé et bénéficie d'un soutien populaire accru », a estimé l'organe du PCC.

S'il faut en juger par l'état physique de M. Deng Xiaoping, celui-ci est effectivement toujours debout : on l'a vu, jeudi soir à la télévision, célébrant le réveillon à Shanghai en compagnie de responsables locaux. Quoique faible et visiblement sous traitement médical, le patriarche, officiellement âgé de quatre-vingt-six ans, avait l'air plus alerte que lors de sa dernière apparition télévisée, en décembre.

Recevant avant la fête quatre ambassadeurs étrangers dont celui de la France, le premier ministre

Li Peng a dit déceler « une expression de victoire » sur le visage des Chinois, une allusion dans son esprit à la réintégration progressive de la Chine dans la communauté internationale après l'isolement de 1989. En fait, à Pékin tout au moins, c'est une certaine résignation qui paraît être la cause du calme social que le régime interprète comme la marque d'un soutien populaire.

Moins de pétards

Quitant l'année du Cheval pour un animal du zodiaque traditionnel qui symbolise la docilité, les Pékinois se sont désintéressés de la chose publique pour se consacrer aux problèmes alimentaires. Les autorités ont fait en sorte que les marchés regorgent de victuailles.

Si le concert de pétards accueillant la nouvelle année jeudi soir à travers toute la ville était moins bruyant et moins long que de précédentes éditions, c'était surtout en raison de la pluie et des restrictions apportées par les autorités, par mesure de prudence, à la circulation de la poudre à canon. Un important dispositif de police qua-

drillait la ville, et la sécurité était doublée devant les ambassades sensibles en raison de la guerre du Golfe.

Les autorités ont facilité ce retour obligé à la normale en déposant quelque peu l'atmosphère. Le *Quotidien du peuple* a jugé préférable de ne pas reproduire une dépêche de l'agence Chine nouvelle destinée à la consommation extérieure et qui constituait une sorte d'autosatisfaction des procès politiques qui viennent de se clore à Pékin.

Un journaliste y ayant assisté racontait leur déroulement sans entrer dans le détail des pièces à conviction censées avoir prouvé l'existence d'une conspiration « contre-révolutionnaire ». Il démentait aussi que l'un des condamnés, M. Chen Ziming, ait entamé une grève de la faim comme l'assuraient ses proches. En fait, « le juge a rapporté que Chen avait mangé le repas que le tribunal lui avait proposé pendant l'interruption de séance », assurait-il. En Chine, cela veut dire que tout est en ordre.

FRANCIS DERON

JAPON

Pirate de l'air pour « plaisanter »

Une « simple plaisanterie » peut coûter cher, surtout quand elle fait perdre la face à un pays aussi chatouilleux sur son image que le Japon. M. Hiromu Kato, qui, après avoir abusé d'un whisky offert généreusement dans les avions, avait joué les pirates de l'air, devrait en faire les frais. Brandissant un sac de papier contenant un paquet de cigarettes vide, des mégots et un sac de plastique devant une hôtessse en lui disant « C'est une bombe », il avait contraint un

Boeing 747 d'United Airlines qui volait vers San Francisco avec 316 passagers à son bord à retourner en catastrophe à Tokyo. Cette plaisanterie de mauvais goût pourrait valoir la bagatelle de dix années de prison à M. Kato. Le gouvernement nippon a peu apprécié la « sottise » de son ressortissant, d'autant qu'elle portait atteinte au Japon dans le contexte actuel de renforcement des mesures de sécurité en raison de la guerre du Golfe.

AMÉRIQUES

PÉROU : les conséquences de la crise économique

Le gouvernement Hurtado a donné sa démission

LIMA

de notre correspondant

Le président Alberto Fujimori a accepté la démission de son premier ministre et ministre des finances, Juan Carlos Hurtado Miller, jeudi 14 février. La crise ministérielle a été provoquée par de graves divergences sur la situation économique. Le ministre de l'Industrie, M. Guido Pennano, a notamment critiqué la dureté de l'ajustement structurel du 8 août dernier qui a provoqué une flambée des prix sans précédent (le prix de l'essence avait été multiplié par trente et celui des principaux tarifs des services publics par dix). Cet ajustement draconien n'a pourtant pas réussi à juguler l'inflation. Cédant une nouvelle fois aux pressions du Fonds monétaire international, le gouvernement a été obligé d'adopter de nouvelles mesures avant les fêtes de Noël pour rééquilibrer les comptes. Mais, du même coup, le premier ministre, qui avait promis de démissionner à la fin de l'année s'il ne parvenait pas à contrôler l'inflation, perdait toute crédibilité, même si le président Fujimori le confirmait dans ses difficiles fonctions à la mi-janvier.

Reste à savoir si cette crise ministérielle va se traduire par un virage de la politique économique péruvienne. Le programme néolibéral avait été mis sur pied en accord avec les recommandations du FMI et son application était la condition demandée par les institutions multilatérales de financement comme « condition » à la réinsertion du Pérou dans la communauté financière internationale (il en avait été exclu pendant le régime précédent, celui du social-démocrate Alan García).

Le ministre de l'Industrie a proposé début février, à la demande du chef de l'Etat, un programme de rechange qui se fait l'écho des demandes des chefs d'entreprise et qui prévoit la « dollarisation » de toute l'économie. Mais ce serait

revenir à une politique financière hétérodoxe aux antipodes de l'orthodoxie prônée par le FMI, et obligerait à renvoyer à plus tard la réconciliation avec les créanciers.

Le président Fujimori a annoncé le nom du successeur de M. Hurtado au portefeuille des finances, il s'agit de M. Carlos Colona Bher, un économiste indépendant âgé de quarante ans, et assez peu connu. Fait curieux, jeudi soir, le chef de l'Etat n'a pas encore nommé son premier ministre qui est pourtant chargé de former son propre cabinet.

NICOLE BONNET

o **MEXIQUE** : quarante-deux morts et cinquante-cinq blessés au cours d'un pèlerinage. - La fête catholique du mercredi des Cendres a été marquée, le 13 février au Mexique, par un fait divers tragique : quarante-deux pèlerins sont morts asphyxiés et piétinés par la foule et cinquante-cinq autres ont été blessés sur le pèlerinage de Chalma près de Toluca (100 kilomètres à l'ouest de Mexico), selon un bilan de la Croix-Rouge. Plus de quatre mille pèlerins s'étaient rassemblés sur le parvis de l'église, un des lieux de culte les plus vénérés du Mexique, quand ils ont été écrasés contre les portes par un mouvement de foule inexplicable. - (AFP)

o **COLOMBIE** : libération des quatre journalistes enlevés par la guérilla. - Les quatre journalistes de la télévision colombienne, Jairo Morales, Nestor Jerez, Eduardo Santos et Marco F. Quintero, enlevés par des guérilleros de l'ELN (Armée de libération nationale) la semaine dernière, ont été libérés, sains et saufs, mercredi 13 février. Le même jour, M. Fortunato Gaviria, cousin du président colombien César Gaviria, était enlevé par des inconnus, a annoncé la police. Agé de cinquante-deux ans, M. Fortunato Gaviria a été gouverneur de la province de Caldas de 1986 à 1990, mais n'exerce plus aujourd'hui d'activités politiques. - (AFP)

aux Etats-Unis
« pique-nique »

ions unies
anti-ine

La réunion du comité central du PCF

Les militants sont priés d'« inventer une nouvelle forme de lutte politique »

Le rapport de M. Pierre Zarka, invitant les militants communistes à « inventer une nouvelle forme de lutte politique », a été adopté, jeudi soir 14 février, par les membres du comité central du parti à l'unanimité des présents, moins quatre abstentions, celles de MM. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, Roland Favaro, Lucien Sève et Marcel Trigon, appartenant au courant des « refondateurs » animé par M. Charles Fiterman. M. Anicet Le Pors, ancien ministre, a participé aux débats, mais s'est retiré au moment du scrutin. M. Philippe Herzog, député européen, responsable du secteur économique du PCF, s'est montré très critique, lui aussi, sur les orientations de son parti.

M. Pierre Zarka, qui apparaît comme l'un des dauphins potentiels de M. Georges Marchais depuis sa promotion au secrétariat du comité central du PCF, n'est pas homme à s'effrayer des paradoxes. Vingt-six ans de militantisme sans le moindre état d'âme ont donné à cet ancien secrétaire général des Jeunes communistes — qui a déjà siégé au Palais-Bourbon en tant que député de la Seine-Saint-Denis et qui fait figure de briscard, bien qu'il n'ait que quarante-deux ans — un derme assez épais pour lui permettre de rester de marbre devant les portraits peu flatteurs qui sont faits généralement de lui à l'extérieur du parti ou chez les militants contestataires. Il sourit, en mettant en garde contre « les étiquettes qui font faire l'économie des démonstrations », quand on lui demande, par exemple, comment il réagit en lisant le *Canard enchaîné* du 13 février, qui rappelle quelques-uns de ses sobriquets : « Kmer rouge », « Roquet », « Geronimo ». S'il dit : « Ça fait quand même un peu mal... », il n'en paraît pas troublé. Et, de toute façon, cela ne l'empêche pas de se poser aujourd'hui en champion de la rénovation du Parti communiste.

M. Zarka veut en effet apparaître comme l'un des meilleurs garants du « changement » du PCF. Au-delà des commentaires obligés sur la guerre du Golfe et l'évolution de la situation en Union soviétique, il a conçu son rapport du jeudi 14 février (*Le Monde* du 15 février) comme une diatribe, dont l'objectif devrait se traduire, selon lui, par une profonde transformation du rôle du Parti communiste dans la société française. De l'avis de M. Zarka, le discrédit dont souffrent tous les partis politiques impose au PCF d'abandonner non seulement toute prétention à l'avant-garde, mais aussi l'illusion de pouvoir remonter la pente électorale en se bornant à l'action revendicative. Son rapport préconise une sorte de psychanalyse militante, qui donne l'impression de vouloir s'affranchir des anciens dogmes, mais qui ne perd pas de vue son dessin politique, puisqu'il ne s'agit, en somme, que d'inventer, si possible, une nouvelle manière de reconstruire le PCF avec le corps électoral. Et de le faire sans délai, la guerre du Golfe ne faisant, en France, « qu'aggraver la crise ».

Ainsi M. Zarka écrit-il notamment dans son rapport : « La démonstration de la nécessité remonte de l'influence du parti et, particulièrement, du vote communiste reste à faire (...). Le mouvement populaire a besoin de représentants, et nous souhaitons bien être de ceux-ci. Mais sur la base d'une conception des rapports peuple-État totalement renouvelée. (...) Nous voulons restituer au peuple la politique. Et nous appelons tous les communistes à se tourner avec audace vers les hommes, les femmes, les jeunes, pour, dans le dialogue et l'action, inventer une nouvelle forme de la lutte politique dont ils soient bien

les maîtres (...). Ils ont besoin de vérifier que nous avons changé et d'en mesurer toute la profondeur. (...) Il n'est pas question de rater un tel rendez-vous. Au contraire, aller au-devant d'eux, répondre à leurs questions peut contribuer à donner un élan nouveau au mouvement populaire, [pour] faire naître les conditions politiques qui permettront de changer de politique, de pouvoir, de société. » Concrètement, cela signifie que d'ici le mois de mars, les cellules du PCF vont être invitées à organiser le maximum d'« assemblées populaires » pour se mettre à l'écoute des Français en s'abstenant surtout, prudence oblige — de « leur faire la leçon ».

Les critiques de MM. Herzog et Hermier

A en juger par les réactions de la minorité critique qui continue de s'exprimer au sein du comité central, M. Zarka n'est pas au bout de ses peines s'il espère vraiment convaincre certains de ses propres camarades qu'il peut incarner la volonté de renouveau du PCF, alors que sa nomination au poste de responsable de l'organisation du parti a été interprétée, au contraire, comme un signe de verrouillage.

M. Herzog a ouvertement reproché au rapport de M. Zarka, et, au-delà, à la direction du parti, son insuffisance en matière économique. Il a regretté « la sous-utilisation, voire la stérilisation » du secteur économique, dont il a la charge. « On n'a pas cru la section économique qui avait prévu le renouveau de conjonctures », a-t-il souligné. Comment allons-nous concevoir la bataille maintenant ? Comment prétendre être des professionnels de la politique et négliger à ce point le front économique ? Tout en formulant plusieurs propositions en ce domaine, l'économiste du PCF a souligné que les conclusions du vingt-septième congrès appelaient « une révision » de la « stratégie de travail, de la base à la direction ».

Le philosophe Lucien Sève s'est montré encore plus dubitatif sur la volonté de « changement » de la majorité du parti en déclarant que le comité central n'ait pas eu son mot à dire, après le congrès, sur la répartition des tâches au sein du bureau politique. « Je n'approuve pas, a-t-il dit, que le comité central soit tenu à l'écart de cette question majeure, qui est en fait celle de l'organisation de son propre travail. » Il s'est aussi interrogé sur l'opportunité qu'il y avait à recourir à l'intérieur du bureau politique, un poste de responsable de la « propagande et communication » — confié à M. Pierre Blotin, — « ce qui peut suggérer, a-t-il dit, qu'il ait vocation à redevenir une section idéologique que nous avions eu de bonnes raisons de supprimer ».

M. Le Pors : la conception de la démocratie

M. Marchais a conseillé à M. Sève de venir « exposer plus en détail ses craintes » au bureau politique, de la même façon que M. Hermier sera invité à « discuter » des « modifications à apporter » à l'hebdomadaire *Révolution* dont il est le directeur. En revanche, le secrétaire général du PCF n'a pas répondu à M. Hermier lorsque celui-ci a souhaité que la « question essentielle » de la réconciliation de tous les communistes, évoquée au congrès dans les échanges entre les « refondateurs » et la direction du parti, « ait toute sa place » dans les prochaines journées d'études internes sur les suites à donner à ce congrès. « Nous sommes toujours confrontés à de graves problèmes de fond », a souligné M. Hermier, qui s'était auparavant concerté avec M. Fiterman, empêché de participer au débat pour cause d'hospitalisation. « Il y a un décalage », a-t-il expliqué, « entre les avancées du congrès, qu'on en pense, et la pratique. Je souhaite que tout ce que nous avons dit alors ne soit pas une parenthèse. Des différences, des désaccords demeurent, il faut respecter la diversité des opinions sur le « travailler ensemble ». Si nous voulons rassembler tout notre peuple, il faut rassembler tous les communistes ».

Le rapport de M. Zarka a encore moins convaincu M. Le Pors. L'ancien ministre de la fonction publique a fait savoir qu'il ne participerait plus aux scrutins organisés sur les rapports introductifs présentés au comité central, parce que cette procédure, empêchant tout amendement, aboutit à réclamer systématiquement un « acte d'allégeance » au « partiement » du parti. S'adressant à M. Marchais, M. Le Pors a eu une sortie théâtrale : « Tu m'as dit, au congrès, que nous n'avions pas la même conception de la démocratie : je crois qu'en effet, nous n'en avons pas la même conception... »

ALAIN ROLLAT

Les socialistes acceptent les économies budgétaires mais s'interrogent sur l'avenir

Le coût de la guerre

Le débat sur les conséquences financières et économiques de la guerre du Golfe, entre les socialistes et le gouvernement, évolue vers une sorte de compromis en deux temps : les économies budgétaires, d'un montant de 12 milliards de francs, annoncées par M. Pierre Bérégovoy, se feraient rapidement et sans discussion parlementaire ; en revanche, les financements qui apparaîtraient nécessaires ultérieurement, au-delà de cette somme, pourraient faire l'objet d'un « collectif » budgétaire au printemps.

M. Bérégovoy est devenu coutumier du fait. Lorsqu'il doit faire accepter aux socialistes des mesures fiscales qui leur déplaisent, ou une rigueur particulière dans les dépenses, le ministre de l'économie, des

finances et du budget procède par annonces brutales, qui, dans un premier temps, entraînent des réactions vives, amènent ses partenaires à évoquer des hypothèses extrêmes et lui permettent de se poser, dans un second temps, en « centriste », partisan de décisions modérées. Cette méthode semble devoir lui réussir une fois encore.

Après que les membres du gouvernement ont été informés, le 11 février, des réductions de dépenses auxquelles ils allaient devoir se soumettre, après qu'ils ont exprimé leur émotion, le lendemain, au premier ministre, après que certains responsables socialistes ont envisagé d'autres solutions pour faire face au coût direct et indirect de la guerre — reconnu à l'Assemblée nationale — par M. Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, le ministre de l'économie, des finances et du budget, a annoncé que 12 milliards de francs d'économies

seront nécessaires dès maintenant, et qu'il faut y procéder de la façon la plus simple, c'est-à-dire par des décrets d'annulation de crédits.

Reçu, jeudi matin 14 février, par M. Bérégovoy, les responsables socialistes de la commission des finances — MM. Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard, François Hollande, Jean Le Garrec, Raymond Donyère — ont écouté le ministre leur expliquer sa démarche et justifier les 12 milliards de francs d'économies pour l'immédiat, en attendant les quelque 8 milliards supplémentaires qui seront vraisemblablement nécessaires dans deux ou trois mois. Ces charges correspondront au coût de l'opération Daguet, évalué à 6 milliards de francs sur quatre mois au rythme actuel ; à la couverture par la COFACE des contrats d'exportation bloqués par la guerre ; à un « dérapage » du revenu minimum d'insertion (RMI), qui se situerait entre 2 milliards et 4 milliards de francs ; sommes auxquelles s'ajoutent un prêt à l'égypte, un surcroît de contribution au budget européen et la prévision de moindres rentrées fiscales.

Les réductions de crédits annoncées par M. Bérégovoy sont admises par M. Strauss-Kahn, qui, dans un entretien publié vendredi par le *Quotidien de Paris*, déclare : « Je ne reviens pas sur la décision de geler 12 milliards de francs de crédits budgétaires. A cette réserve près que l'on aurait pu attendre. Rien ne pressait. » Le président de la commission des finances estime, en revanche, que « si de nouveaux réajustements se révélaient nécessaires, il ne serait pas possible de les effectuer par le biais de coupes budgétaires sans remettre en question les priorités de l'action du gouvernement ». Il observe, en outre, qu'une nouvelle diminution de la dépense publique aurait un effet négatif. C'est pourquoi il privilégie, dans une seconde étape éventuelle, le recours à un impôt ou à un emprunt obligatoire, dont il juge moindre l'effet de contraction de la demande, ce que d'autres contestent.

Le « pare-chocs » et le « sapeur Camember »

A l'automne 1990, déjà, la nécessité de tirer les premières conséquences budgétaires de la crise du Golfe, avait provoqué une brusque montée de la tension entre le gouvernement et une partie des dirigeants du PS. Ceux-ci contestaient moins, alors, le principe même des mesures envisagées que la méthode du gouvernement, qui leur avait donné l'impression de les mettre devant le fait accompli. Aujourd'hui, bien qu'il n'y ait pas encore, estime-t-on, en la matière, Matignon voudrait éviter que ce scénario ne se reproduise, à l'occasion des économies budgétaires qu'entraînera la conduite de la guerre.

M. Bérégovoy n'a pas, semble-t-il, la même appréhension du problème. Il voudrait éviter la réouverture d'un

débat et la remise en cause de sa politique à l'intérieur du groupe socialiste. Or si Matignon pense, tout comme le ministre de l'économie, qu'il n'est pas question de changer de politique, on y juge tout de même « délicat » de ne pas associer le Parlement, d'une façon ou d'une autre, aux économies envisagées. Quant aux relations avec les socialistes, Matignon entend ne rien faire « qui puisse choquer le groupe » et s'inquiète un peu d'entendre certains députés parler de « néo-balladurisme » à propos de M. Bérégovoy. M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de M. Rodot, s'entretient personnellement avec les députés socialistes.

La différence d'appréciation qui est apparue entre le premier ministre et le ministre des finances s'inscrit dans la ligne des rapports qu'entretenaient les deux hommes depuis 1988. Si M. Rodot juge que M. Bérégovoy est son meilleur « pare-chocs » face aux incursions d'une partie du PS, M. Rodot et M. Bérégovoy ne partagent pas tout à fait la même philosophie économique. La rigidité de M. Bérégovoy, qui revendique l'image d'un « Pinay de gauche », fait souvent sourire à Matignon.

Si le ministre des finances est le champion, sans complexes et sans états d'âme, de l'orthodoxie budgétaire, M. Rodot, lui, plus qu'il n'accepte vraiment, les règles du jeu — notamment la pression d'un environnement international dominé par les libéralismes — à l'intérieur desquelles il doit situer son action (*Le Monde* du 8 novembre 1989). « Michel Rodot, résume l'un de ses proches, accepte les contraintes et, en même temps, essaye de les desserrer. Quand il veut faire des économies budgétaires, c'est pour dégager des marges, alors que Pierre Bérégovoy s'arrête à la première partie de la phrase ».

Intellectuellement, M. Rodot a une formation keynésienne, mais il constate, dans son entourage à la Tribune de l'Expansion du 11 février, qu'un gouvernement ne peut plus, désormais, « jouer un rôle contracyclique direct » par la dépense publique, compte tenu de l'internationalisation de l'économie. De même, M. Rodot, en 1984, avait proposé le lancement d'un grand emprunt pour lutter contre le chômage. Il jugeait, alors, que l'opposition à un tel emprunt relevait d'une vision « trop naturaliste » des finances publiques. Mais le directeur de cabinet du premier ministre a lancé, jeudi, devant les directeurs de cabinet des différents ministères, une boutade cruelle sur l'idée émise aujourd'hui, par M. Dominique Strauss-Kahn, d'un grand emprunt. Pour lui, cela relève de la stratégie du « sapeur Camember », qui creusait un premier trou, puis un second pour s'y débarrasser du débris du premier.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et PATRICK JARREAU

Une référence de 1967

M. Rodot, la gauche et la monnaie...

« C'est moi qui, en 1966, au club Jean-Moulin, ai introduit la notion de politique monétaire de gauche », affirme M. Michel Rodot dans l'entretien publié par la Tribune de l'Expansion du lundi 11 février (*Le Monde* du 12 février). Le premier ministre a raison de rappeler ses positions de l'époque. Car M. Rodot développait alors des idées qui gardent une certaine portée générale et ne s'identifient pas exactement à la politique de « franc fort » qui est aujourd'hui la règle d'or de son ministre des finances. M. Bérégovoy.

Ainsi, le 23 novembre 1967, dans Tribune socialiste, l'hebdomadaire du PSU (dont il est alors le secrétaire national), M. Rodot publie un long article intitulé « La gauche et la monnaie ». Il y étudie la politique du gouvernement travailliste de M. Harold Wilson, qui a gagné les élections législatives en Grande-Bretagne le 15 octobre 1964. Le jeune dirigeant du PSU se souvient d'avoir avancé, lors d'un séjour en Angleterre cette année-là, devant un auditoire travailliste : « Il me semblait que le gouvernement travailliste aurait dû dévaluer l'y et trois mois, c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures de son arrivée au pouvoir, ce qui était le seul moyen d'imputer aux Tories (conservateurs) la responsabilité d'une situation désormais sans issue. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? »

M. Rodot observe que sa question suscite un « silence glacial », car elle mettait en doute « de façon infamante l'objectif premier que s'était donné le Labour : devenir un gouvernement « respectable » aux yeux de tous les Anglais. C'est-à-dire gouverner en respectant les dogmes imposés à la société britannique par sa bourgeoisie. » Un gouvernement britannique, ajoute alors M. Rodot, peut tout faire, sauf toucher à la reine, et toucher à la livre. Tout le problème est là.

Une résonance actuelle

M. Rodot explique alors que, compte tenu des contraintes pesant sur la livre et du fait qu'il « ne blesse pas avec les problèmes monétaires », une dévaluation était « inévitable » et qu'il fallait donc « axer la propagande du Labour Party sur la parité avec le rôle (international) de la livre faisait subir à la Grande-Bretagne ». Et M. Rodot ajoute, faisant référence à un entretien de M. François Mitterrand paru, à l'époque, dans l'Express : « L'idée qu'a adressé François Mitterrand à la politique monétaire de Wilson (...) pour souligner l'intérêt nouveau que la gauche porte à la monnaie, s'il était loisible dans l'intention, trouve bien mal son point d'application... »

M. Rodot conteste encore l'idée que le franc « revendique un rôle monétaire international ». Selon lui, seule une monnaie émise par une institution interna-

tionale, ou bien celle « du pays à plus forte productivité, les Etats-Unis », peut revendiquer ce rôle. « A défaut, ce sont les travailleurs du pays intéressés qui font les frais du prestige monétaire d'autrui recherché par leurs dirigeants ».

M. Rodot conclut : « Seul l'équilibre rigoureux de ses paiements extérieurs permet à un pays d'échapper aux pressions du capitalisme international. Ces pressions jouent toujours dans le sens de la déflation, du chômage et de la restriction des revenus salariaux. Le seul moyen d'y échapper réside dans la recherche de l'expansion par une planification sélective. »

Le contexte historique, géographique, financier dans lequel M. Rodot écrit ces lignes a beau être ancien, cet article n'en a pas moins une résonance actuelle : on y sent la méfiance — que le premier ministre, au fond de lui-même, ressent toujours — contre les « dogmes » dominants. La 21 mai 1981, alors que la gauche vient d'arriver au pouvoir, M. Rodot conseillera à M. Pierre Mauroy, nouveau premier ministre, de dévaluer immédiatement et fortement : « Pierre, lui dit-il, tu dois dévaluer tout de suite et sec, car dans les quarante-huit heures on ne pourra plus dire que c'est la faute des autres. Tu n'as que deux jours devant toi pour dire que nous venons de prendre connaissance des comptes. Il faut solder la gestion de nos précédents et apurer nos 7 % à 8 % d'écart avec le mark. Et, en plus, nous devrions prendre une marge. Tout ça pour dire qu'il faut dévaluer de 15 % sans sortir du SME, sauf si nos partenaires ne nous en laissant pas le choix (!) ».

Dans son entretien à la Tribune de l'Expansion, M. Rodot précise d'ailleurs : « Une monnaie n'est pas forte parce qu'on la soutient. C'est un résultat. C'est précisément en avançant un tel argument que les amis de M. Jean-Pierre Chevènement et ceux de M. Lionel Jospin comptaient en permanence (au moins avant la guerre du Golfe) la politique de « franc fort » menée par M. Bérégovoy. Ainsi, M. Dominique Strauss-Kahn, président jospiniste de la commission des finances de l'Assemblée nationale et destructeur de la politique du ministre des finances, affirmait dans le *Monde* du 12 octobre 1989 : « La volonté d'un franc fort, que j'approuve, ne doit pas être une fin en soi, mais la traduction, le thermomètre d'un équilibre satisfaisant de l'économie elle-même. » A l'évidence, tel est aussi la position de M. Rodot, même si Matignon n'apprécie pas toujours les déclarations de M. Strauss-Kahn.

J.-L. A.

(1) Entretien avec les auteurs (Pierre Favier et Michel Martin-Roland) de la *Décennie Mitterrand* (Seuil, 1990).

La chambre des comptes d'Aquitaine met en cause la gestion de Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondant

La chambre régionale des comptes d'Aquitaine a rendu ses observations définitives sur les finances de la ville de Bordeaux, dont elle a vérifié les comptes depuis 1983. « La poursuite d'une politique active d'investissement », a-t-elle dit, « a bloqué le paiement des factures : il y en avait pour 34 millions de francs en 1983 et 63 millions en fin d'exercice 1988 ».

Dans un argumentaire adressé à la chambre des comptes, la municipalité conteste « avec vigueur » cette affirmation. Quoi qu'il en soit, « la marge d'autofinancement est faible » et l'autofinancement effectivement constaté ne couvre plus que « 70 % à 80 % du montant net de l'annuité en capital à payer », en clair, écrit la chambre des comptes, « la ville peut être conduite à emprunter pour rembourser ses dettes ». Cette tendance est confirmée par l'augmentation des emprunts dans le financement des investissements : de 61,36 % en 1983, cette proportion est passée à 92,38 % en 1988. Selon la municipalité, toutefois, une « déréliction » aurait commencé en 1989.

« Le recours à des inscriptions aléatoires » pour équilibrer un budget « conduit à masquer la réalité du jeu de roulement », qui ne dépasse guère douze jours. Cette

minceur « a parfois provoqué l'amenagement de la trésorerie à des valeurs dangereusement basses ». Selon la chambre des comptes, la ville a tenté de remédier à cette situation « en différant le mandatement d'un volume sans cesse plus important des dépenses de fonctionnement » ; autrement dit, elle a bloqué le paiement des factures : il y en avait pour 34 millions de francs en 1983 et 63 millions en fin d'exercice 1988.

« Dans un argumentaire adressé à la chambre des comptes, la municipalité conteste « avec vigueur » cette affirmation. Quoi qu'il en soit, « la marge d'autofinancement est faible » et l'autofinancement effectivement constaté ne couvre plus que « 70 % à 80 % du montant net de l'annuité en capital à payer », en clair, écrit la chambre des comptes, « la ville peut être conduite à emprunter pour rembourser ses dettes ». Cette tendance est confirmée par l'augmentation des emprunts dans le financement des investissements : de 61,36 % en 1983, cette proportion est passée à 92,38 % en 1988. Selon la municipalité, toutefois, une « déréliction » aurait commencé en 1989.

« Le recours à des inscriptions aléatoires » pour équilibrer un budget « conduit à masquer la réalité du jeu de roulement », qui ne dépasse guère douze jours. Cette

GINETTE DE MATHA



ÉDUCATION

Allègement des programmes et refonte des filières

La Conférence des grandes écoles propose une réforme des « prépas » scientifiques

Un groupe de travail de la Conférence des grandes écoles, comprenant également des représentants du ministère de l'Éducation nationale et des enseignants, vient de conclure un rapport sur la réforme des classes préparatoires scientifiques (math sup et math spé). Il recommande une diminution des horaires, la refonte des programmes et la création de nouvelles filières.

A force d'entendre évoquer la nécessaire réforme des « prépas » scientifiques, on finissait par ne plus y croire. Certes, au moment où les grandes écoles d'ingénieurs sont sommées de développer et de diversifier leur recrutement, chacun admet, bon gré mal gré, les insuffisances de ces classes préparatoires : horaires écrasants, bachelage excessif, inexistence du travail personnel, hiérarchie absurde des filières, dictature des mathématiques au détriment de la chimie ou de la culture générale. Mais de là à passer à l'acte et à bousculer un système immuable et dominant, la marge semblait bien grande.

C'est pourtant cette improbable réforme que la Conférence des grandes écoles est désormais en mesure de promouvoir. En effet, le groupe de travail qu'elle a constitué

au printemps dernier, sous la présidence de M. Jean Herr, directeur de Télécom Paris, est parvenu à élaborer un projet global et minutieux de refonte des classes math sup et math spé. Or ce groupe réunissait les principaux acteurs : les responsables d'une vingtaine d'écoles (dont Polytechnique, Centrale, les Arts et Métiers, les écoles normales supérieures d'Ulm et de Cachan...), mais aussi les représentants des enseignants de classes préparatoires ainsi que M. Jean-Louis Ouset, chargé de suivre le dossier au ministère de l'Éducation (le Monde du 6 septembre 1990). Autant dire qu'il bénéficie, dès à présent, d'un sérieux consensus.

La proposition la plus spectaculaire consiste à diversifier les prépas scientifiques, « à la fois en terme de profils et de disciplines, grâce à des filières plus types et déhiérarchisées, sans monopole d'excellence ». Sept filières bien distinctes sont ainsi définies. Trois d'entre elles correspondent aux actuelles math spé TA, TB et TS (ouvertes aux bacheliers du technique), renouées et restructurées. La vraie nouveauté réside dans la disparition de math spé classique (M et P) qui serait remplacée par quatre filières bien différenciées. La filière PC (physique, chimie) assurerait une formation pluridisciplinaire avec 45 % des enseignements dans les deux disciplines-mères et 30 % de mathématiques ; travail expérimental et modélisation seraient mieux équilibrés. La

filière SPI (sciences et physique industrielles) est conçue comme une filière généraliste, assurant une bonne culture dans le domaine des sciences de l'ingénieur et réalisant la synthèse entre sciences fondamentales et sciences appliquées. La filière MP (mathématiques, physique) est la plus proche des actuelles classes « M ». Enfin la filière MPT (math, physique, technologie) a pour ambition de faire de la technologie une véritable science industrielle avec un horaire du même ordre que les mathématiques et la physique ; elle privilégie l'approche du concret.

Vingt-huit heures par semaine

Cette diversification des filières s'accompagne d'un décloisonnement des cursus. Comme le souligne le rapport, « une orientation des élèves vers la formation qui leur convient le mieux est un gage d'efficacité pour une activité professionnelle ultérieure. Il doit donc être prévu des branchements permettant d'assurer en permanence l'orientation ». Contrairement à la math sup actuelle qui enferme tous les étudiants dans un même moule, le groupe de travail propose d'introduire une différenciation des filières dès ce niveau, avec trois dominantes : physique-chimie, math-physique, et math-physique-technologie. Des passerelles et des bifurcations seraient possibles au moment du passage en seconde année.

Troisième idée force : l'allègement de l'emploi du temps. Le groupe estime souhaitable de ramener les horaires hebdomadaires de math sup à vingt-huit heures de cours ou équivalent (contre trente et une à trente-sept heures actuellement). S'il n'atteint pas tout à fait cet objectif (vingt-neuf heures prévues en math sup PC et MP), cette réduction se traduit, dans les maquettes très précises d'emploi du temps proposées, par un allègement sensible du poids des mathématiques (dix à douze heures par semaine, au lieu de 12 à 14 heures aujourd'hui).

C'est en effet le quatrième objectif du groupe : rénover les contenus et l'architecture des programmes pour éviter un empiètement excessif et déséquilibré. Ainsi la chimie deviendrait une discipline obligatoire dans toutes les filières pendant les deux années. De même des enseignements à option seraient introduits dans toutes les filières dès le second semestre de math sup, afin de favoriser l'ouverture vers d'autres disciplines (option civilisation ou biologie, par exemple), ainsi que le travail autonome ou en équipe. Enfin les programmes de chaque matière ont été épurés par le groupe de travail qui propose bon nombre d'allègements et de modifications.

Reste à obtenir l'accord de toutes les écoles d'ingénieurs sur cette réforme générale. Pour le groupe de travail en effet, il est essentiel que chaque école recrute de manière importante sur plus de deux filières (par exemple trois) et de manière significative sur la plupart des autres. C'est la condition sine qua non pour assurer d'emblée la crédibilité des nouvelles filières et pour éviter la reconquête immédiate de parcours plus ou moins « nobles ». L'accord des écoles, dont les responsables ont participé au groupe de travail, est plutôt encourageant.

Mais pour en avoir le cœur net, la Conférence des grandes écoles vient d'envoyer son projet à l'ensemble de ses membres. Chacun est invité à formuler ses remarques et surtout à indiquer le nombre de places qu'il serait prêt à offrir, d'ici à 1995, pour chacune des filières. Les réponses à ces questionnaires sont attendues avant le 30 mars prochain. L'un des tests les plus significatifs sera l'attitude de l'école polytechnique, très réticente, il y a quelques mois, à l'idée de recruter ses élèves ailleurs que dans les filières PC et MP, mais qui a, depuis, changé de directeur des études.

Enfin le succès de cette réforme repose également sur l'assentiment du ministère de l'Éducation nationale. Ce dernier a été associé à toute la réflexion et les conclusions du groupe de travail vont dans le sens souhaité depuis longtemps par M. Ouset. Le ministère a, dès à présent, constitué un « groupe de suivi » afin de réfléchir à la mise en place des nouvelles filières et des nouveaux programmes. La création des nouvelles filières est envisagée en math sup pour la rentrée 1993.

CHRISTINE GARIN

GÉRARD COURTOIS

MÉDECINE

La publicité et la lutte contre le tabagisme

Une blonde sous un blouson

On savait que les professionnels de la publicité et du tabac — comme d'ailleurs ceux de l'alcool — cherchaient, depuis sa promulgation, les moyens de contourner la récente loi Evin de lutte contre les méfaits du tabagisme et de l'alcoolisme. On n'imaginait pas que certains seraient allés si vite en besogne qu'ils sont en mesure aujourd'hui de lancer une action à ce point spectaculaire et périlleux.

C'est ainsi que la SEITA vient d'annoncer le lancement d'une nouvelle cigarette blonde sous la marque Chevalignon. La régie s'associe de la sorte à une image qui, en quelques années, a acquis les dimensions d'un véritable mythe chez les jeunes de dix-sept à vingt-cinq ans en proposant des vêtements de cuir et de peau, décalage français des années 50 version américaine. Le succès lui est tel que les responsables de cette société (600 millions de francs de chiffre d'affaires, près d'un milliard avec les licences et une rentabilité de 7 %), envisagent d'exporter leurs marques et leur style dans plusieurs pays européens.

Aventure et dépassement de soi

L'aventure Chevalignon croise-t-elle — et de quelle manière — celle de la SEITA ? Soucieux, au même titre que ses concurrents étrangers, de s'implanter au plus vite auprès du plus grand nombre de jeunes futurs consommateurs, la SEITA a tout naturellement retenu cette marque-phare comme d'autres professionnels du tabac investissent largement dans la mythologie du Far West ou dans des rallyes organisés sous d'autres latitudes et censés représenter une version moderne et modernisée de l'aventure et du dépassement de soi.

Cette opération tombe-t-elle sous le coup de la récente loi Evin qui impose notamment une restriction drastique des publicités incitant à la consommation de tabac ? On indique, dans l'entourage de M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé, que l'accord Chevalignon-SEITA serait antérieur à la publication du texte de loi ce qui, en toute hypothèse, impose une analyse juridique délicate. La loi du 10 janvier 1991 considère que toute propagande ou publicité en faveur d'un produit qui rappelle le tabac est une publicité indirecte pour celui-ci. Cela signifie notamment que la firme qui vendrait des vêtements portant le nom d'une cigarette à des mêmes imitations de promotion que le tabac et se verrait interdire toute publicité à la fin de l'année 1992. La seule exception prévue par ce texte

de loi concerne les produits mis sur le marché avant le 1^{er} janvier de cette année par une entreprise juridiquement et financièrement distincte de celle qui commercialise les cigarettes. Cette dérogation disparaît si les entreprises établissent un lien juridique et financier. Toute la question est donc de savoir s'il y a, en la matière, un « lien juridique » entre la SEITA et la société Charles Chevalignon.

« Tout le débat parlementaire a montré sans ambiguïté la volonté du gouvernement et du Parlement d'interdire toute publicité directe ou indirecte pour le tabac », nous a déclaré le professeur Claude Got, l'un des spécialistes de santé publique, à l'origine du texte de loi. Or, la première firme qui tente de contourner cette volonté est une entreprise d'Etat sous la tutelle de l'un des signataires de la loi. « Nous demandons au gouvernement de faire preuve de cohérence en exigeant que les responsables des entreprises publiques respectant la volonté du Parlement. Nous demandons au garde des sceaux d'utiliser ses possibilités d'action pour que la justice se prononce rapidement. Il ne peut y avoir une politique de la santé soutenue par M. Claude Evin et Bruno Durieux et une politique de la SEITA et de la malade soutenue par MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse. De telles pratiques sont inacceptables dans une démocratie. »

On confie d'autre part, au cabinet de M. Durieux, que le ministre chargé de la santé veillera à ce que, en la matière, les contournements de la loi de 1976 (dite loi Veil), très fréquents ces dernières années, ne se reproduisent pas. On souligne aussi que l'arsenal législatif dès à présent en vigueur permettrait au ministre, en fonction des conclusions de l'analyse juridique, de réduire à néant ou presque toute publicité à venir des vêtements Chevalignon. L'utilisation de cette marque par la SEITA conduirait en effet, en variant ces produits, à faire de la publicité indirecte, et à ce titre condamnable, pour une cigarette. Pour la firme de prêt-à-porter le jeu en vaut-il la chandelle ? Au ministère de la santé on estime que non. On souligne aussi que l'on pourrait, si c'était nécessaire, compléter au plus vite la loi de manière à prévenir ce type d'entreprise qui, du point de vue de la santé publique et compte tenu des ravages causés par la consommation de tabac chez les plus jeunes, est évidemment perverse.

JEAN-YVES NAU

En raison des économies budgétaires liées à la guerre

Suppression de 4 700 postes aux concours de recrutement d'enseignants

Le débat sur les retombées de la guerre du Golfe qui divise depuis quelques jours les socialistes va trouver matière à rebondissement. Et de belle manière. Le budget de l'éducation nationale est, en effet, l'un des premiers à souffrir des économies décidées par le gouvernement. Le nombre de postes mis au concours du CAPES et du CAPET va être sérieusement révisé à la baisse. Au lieu des 26 365 postes initialement prévus, ce sont en effet 21 670 postes qui seront proposés, a annoncé, jeudi 14 février, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), soit une révision à la baisse de l'ordre de 18 %. Le ministère de l'Éducation nationale confirme ces chiffres. A deux mois des épreuves, le coup est rude, spécialement pour les étudiants qui vont passer les concours externes : seulement 10 820 postes leur seront offerts, au lieu des 13 365 prévus, soit une baisse de 19 % par rapport au projet de budget, et de 13 % par rapport au volume de postes mis aux concours en 1990. Aux CAPES et CAPET internes, réservés aux enseignants déjà en fon-

ctions, les chiffres sont également révisés à la baisse, mais l'augmentation du volume de postes offerts reste importante par rapport à 1990 (+ 54 % au lieu du doublement prévu).

Cette régression devrait être d'autant plus mal vécue qu'elle fait suite à une augmentation considérable, depuis deux ans, du nombre de postes offerts : + 40 % en 1989, + 30 % en 1990. Et l'effet d'image risque d'être désastreux puisque cette décision intervient au moment où vont être créés, dans chaque académie, des instituts de formation des maîtres (IUFM), destinés notamment, en améliorant la formation initiale, à attirer en plus grand nombre les étudiants vers la profession enseignante.

Or le nombre de candidats aux concours du CAPES et du CAPET augmente cette année encore, quoique faiblement (respectivement 2 % et 8 %). Pour la session 1991, 41 897 candidats sont inscrits à ces deux concours, soit environ un candidat pour quatre postes. Il faut compter aussi avec la rigueur des jurys qui fait que la totalité des postes ne sont pas

pourvus. En 1990, 12 468 postes étaient offerts, mais seulement 8 228 (66 %) ont été effectivement pourvus. Par conséquent, en raison de la grande sélectivité des concours, les restrictions décidées par le gouvernement pourraient n'avoir aucun effet sur le nombre de nouveaux enseignants recrutés à l'issue de la prochaine session, souligne-t-on au ministère de l'Éducation nationale. Le constat n'est pas faux, mais il occulte l'impact politique d'une telle décision. Pour la prochaine rentrée, 38 000 élèves supplémentaires sont attendus dans les collèges et 38 500 dans les lycées. « Avec quels enseignants seront enseignés les élèves ? », interroge le SNES, qui redoute l'accroissement des recrutements de maîtres-auxiliaires. Et le syndicat poursuit : « On comprend mieux pourquoi une des dispositions de la loi d'orientation qui prévoit la publication d'un plan pluri-annuel de recrutement n'est pas appliquée, le gouvernement ne voulant se sentir lié par rien. »

CHRISTINE GARIN

JUSTICE

Simone Weber devant les assises de Meurthe-et-Moselle

La mère, la fille et la cour

La cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a entendu jeudi 14 février une déclaration qui constitue l'une des charges les plus importantes contre Simone Weber, accusée d'avoir tué Bernard Hettier. Au-delà des mots, c'est la personnalité du témoin qui accable l'accusée, puisqu'il s'agit de sa propre fille.

NANCY

de notre correspondant

La justice ne connaît pas d'obstacle à la manifestation de la vérité. Un témoin à charge est un témoin comme les autres, quelle que soit sa qualité, même si c'est la propre fille de l'accusé. On le dispensera seulement de prêter serment, mais si son propos n'est pas dicté par la haine ou la vengeance, il n'en sera que plus crédible. C'est dans ces conditions que Brigitte Lamoureux, vingt-quatre ans, s'avance vers la barre en titubant. Ses premiers mots se per-

dent dans un sanglot. Un long silence, une profonde inspiration, amplifiée par la sonorisation, et Brigitte se jette dans une longue phrase hachée par des soupirs. « Ma mère est venue chez moi le 30 juin 1985, à Epinal-sur-Saône. Elle m'a demandé qu'on lui rende un service. Elle a demandé à mon mari s'il pouvait se faire passer pour Bernard Hettier, pour voir un médecin que l'on ne connaissait pas. C'était un dimanche. C'est moi qui ai téléphoné au commissariat pour connaître le nom du médecin de garde. Le médecin est venu. Il a fait un certificat d'arrêt de travail. »

Comme épuisée, la jeune femme s'arrête. Visiblement, elle se rend compte qu'elle vient de confirmer que sa mère semble bien avoir organisé la survie artificielle de Bernard Hettier, disparu le 22 juin 1985. Il y a quelques jours, c'est son cousin Roger Lapière qui est venu dire comment il avait, à la demande de M^{me} Weber, téléphoné à plusieurs personnes, aussitôt après la disparition, pour dire

que M. Hettier ne rentrerait pas, afin qu'elle ne s'inquiète pas. Aujourd'hui, c'est l'aveu de la réalisation de ce faux certificat médical. Mais Simone Weber affirme que tout cela n'était fait que pour rendre service à Bernard Hettier afin qu'il ne perde pas son emploi, car il avait déjà « disparu » une fois en se faisant hospitaliser discrètement.

Une carte bancaire

Le président Nicolas Pacaud commence son interrogatoire. Avec une délicatesse involontairement cruelle, il parle au témoin de Simone Weber en disant « votre mère ». Mais il ne lui épargne aucune question. Et Brigitte doit s'expliquer sur une carte bancaire que sa mère avait échangée devant elle. Aux enquêteurs, elle aurait déclaré que Simone Weber avait notamment dit : « Ça semblerait bizarre que Bernard Hettier ne retire pas d'argent sur son compte. » Aujourd'hui, Brigitte, qui respire de plus en plus mal, ne sait plus quoi répondre. Volontiers agi-

tée, la foule massée dans la salle respecte ses longs silences. Dans le fond, son père qui a témoigné si sévèrement contre son ex-femme, ne la quitte pas du regard. Brigitte reprend son souffle, sa voix se raffaiblit et devient même métallique lorsqu'elle répond au président : « C'est vrai, on a fait pression sur moi. Aux policiers, mon mari et moi nous avons dit qu'un homme accompagnait ma mère quand elle est venue me chercher. Ils nous ont dit que si nous continuions à mentir, j'allais à la prison Charles-III de Nancy et que ma fille serait placée dans un foyer de la DDASS. »

Mais l'interrogatoire est fini et M^{me} Lamoureux est donc livrée aux avocats qui utilisent largement, depuis le début de ce procès, les « cross examination », pourant réservés aux juridictions anglo-saxonnes. Chaque témoin est soumis à un feu roulant de questions, mais sans bénéficier de la protection de la rigueur britannique. Aussi, les adversaires font souvent les questions et les réponses jusqu'à l'empoignade finale. Brigitte n'échappe pas à ce rite féroce. La partie civile voudrait lui faire dire qu'elle a toutes les raisons de détester sa mère. La défense voudrait entendre le contraire. Brigitte ne contente ni les uns ni les autres : les avocats n'ont pas compris que ce n'est pas si simple. La jeune femme souffre. Crise d'asthme, Ventoline. L'audience est suspendue.

A la reprise, Simone Weber fait ses observations. Habituellement, elle fusille tous les témoins et même ceux qui sont venus tendre une main amicale ont été violemment rejetés. Pourtant, devant sa fille qui l'accable, M^{me} Weber se contente de corriger quelques détails. Brigitte quitte la barre, fait quelques pas, s'arrête, tourne la tête vers sa mère, et la regarde longuement. Dehors, la neige a cessé de tomber. Noyé de désespoir, le visage de la jeune femme semble vouloir dire qu'elle n'a pas voulu cela. Leurs yeux se croisent et, dans ceux de M^{me} Weber, passe un éclair de tendresse.

MAURICE PEYROT

EN BREF

□ Fausse facture de l'immobilier : incrimination d'un ancien dirigeant des GTM. — Chargé de l'enquête sur les circuits de fausses factures des entreprises de travaux publics et de l'immobilier dans la région parisienne, impliquant notamment la COGE-DIM, le juge d'instruction du tribunal de Paris, M. David Peyron, a inculpé, jeudi 14 février, l'ancien responsable de l'agence Ile-de-France des Grands Travaux de Marseille (GTM), M. Jérôme Champetier de Ribes-Christofle d'usage de faux. Ce dernier a été placé sous mandat de dépôt.

Les enquêteurs auraient retrouvé dans la comptabilité de l'agence parisienne des GTM trois fausses factures d'un montant de deux millions de francs émises en 1988 par la société de démolition la CTMT.

□ Tentative d'attentat devant le commissariat d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques). — Un engin explosif de fabrication artisanale a été découvert jeudi 14 février, dix minutes avant sa mise à feu, devant le commissariat de police d'Anglet. L'engin, constitué notamment d'une bouteille de gaz de 2,5 kilos et d'un réveil réglé pour provoquer une explosion dans la soirée, était caché dans un sac poubelle. Il a été découvert lors d'un contrôle de routine par une patrouille de police. Dans la nuit précédente, du 13 au 14 février, deux attentats avaient été commis dans la région, l'un à Bayonne, détruisant une agence immobilière, et l'autre à Anglet, où l'explosion d'un engin de fabrication artisanale avait endommagé une imprimerie.

THÉÂTRE

Amour, pouvoir et dérision

Dans « Mesure pour mesure », Peter Zadek met en scène pour la première fois des acteurs français

L'action se passe devant un paysage de montagnes enneigées peint en couleurs vives sur une toile de fond. La seconde partie se passe au printemps, les montagnes sont dorées. Des pendillons, sur lesquels sont représentés des colonnes dorées, descendent des cintres et y remontent. Deux rideaux brechtiens, l'un ouvert de fresques, l'autre fermé, vont et viennent, délimitant les espaces. Seuls éléments permanents, côté jardin une vespasienne, côté cour un oratoire saint-sulpicien, symboles ironiques de l'esprit et du corps. Quelques objets apparaissent sur une table, des silhouettes féminines en bois découpé, une épée comme un jouet trop grand, une table, une panetière.

Le décor de *Mesure pour mesure* - de Johannès Grütze - et la mise en scène - de Peter Zadek - c'est le théâtre, uniquement, simplement, magiquement. Théâtre de tréteaux qui étale avec panache un parti pris de « pauvreté » arrogante, accusé par des costumes bétéroclites - également de Johannès Grütze. C'est le Capitaine Fracasse jouant Shakespeare, et pourquoi pas Shakespeare par lui-même, on imagine ainsi les représentations du Globe, comme un jeu oscillant entre la blague et le vrai, entre les fulgurances de l'angoisse et celles de la dérision.

Cette orgueilleuse désinvolture est vraiment nécessaire car la pièce est pour le moins touffue, on y chercherait en vain un début de continuité - ne parlons pas de logique - dans les comportements. *Mesure pour mesure* fait partie de ces comédies d'intrigue comme le *Conte d'hiver* ou *Comme il vous plaira*, qui attirent les metteurs en scène, car ils y voient ce qu'ils veulent : une fable philosophique, un conte ésotérique, initiatique... Peter Zadek a donc opté pour la mise en jeu d'une hyper-théatralité complexe, perverse.

Comme un feuilleton

Le fil conducteur est l'histoire d'Isabelle (Isabelle Huppert), novice dont le frère Claudio (Philippe Clévenot) est condamné à mort pour avoir fait un enfant à sa fiancée (Anouschka Renzi). Nous sommes en pleine période de redressement moral. Les bordels doivent fermer, au grand dam de Madame Moulue, la maquerelle (Christine Pigeat), et de son serviteur (Roland Amstutz). Isabelle va implorer la grâce de Claudio auprès d'Angelo (André Marcon) auquel le Duc (François Marthou-



Isabelle Huppert et André Marcon

ret) a délégué ses pouvoirs, car il a eu envie de mieux connaître son peuple, et de s'en aller sur les routes, déguisé en moine.

Frappé par la beauté d'Isabelle, Angelo lui propose d'échanger sa virginité contre la vie de son frère, qui ne verrait pas d'inconvénient à ce marché. Heureusement, sous son déguisement, le duc veille, et d'ailleurs Angelo n'a aucunement l'intention de tenir ses promesses. Tout ceci demeure relativement simple, sans l'intervention d'autres personnages importants, en particulier l'excéntrique Lucio (Philippe Clévenot), un sage seigneur (Jean-Pierre Jorris), un prévôt (Jean-Ma-

rie Frin), la fiancée d'Angelo (Béatrice Romand), un prêtre (Jacques Bourgaux), quelques figures bouffonnes dont Heinz Schubert, Jean-Claude Leguay, délicieux abruti, et Zazie de Paris, qui habite Berlin, travaille avec Peter Zadek depuis dix ans et compose deux personnages potiquement grotesques.

La pièce est construite comme un feuilleton, c'est-à-dire que l'intrigue principale se met en marche de façon assez claire sur des postulats simples qu'il faut accepter, ils donnent la règle du jeu. Ensuite, des péripéties accidentelles auxquelles les personnages sont bien obligés de s'adapter, quitte à chan-

ger totalement de conduite, retardent le dénouement attendu, jusqu'au moment choisi par l'auteur pour dire que c'est la fin.

Mais l'important, c'est la manière dont Zadek expose le théâtre, « art impur » dit-il, dans toute sa pureté, sa trivialité, sans occulter les glissades autour de la mort, de cette peur métaphysique et viscérale, plantée au cœur du théâtre de Shakespeare. L'important, c'est la dialectique entre deux formes de pouvoir absolu, l'un aveugle et franc, l'autre paternaliste, c'est la désarticulation de tous les pouvoirs, le politique comme celui du sexe, tournée en dérision avec une mécanique subtile, formidablement intelligente.

L'important, ce sont les comédiens : Marthouret, Jorris, Amstutz, Marcon, Clévenot... ils assurent, assumant, menant l'affaire avec peut-être moins d'agressivité que les habitués comédiens allemands de Peter Zadek, mais autant de vivacité, avec souplesse et humour, et il y a Isabelle Huppert : elle est belle, elle semble avoir vingt ans, elle est drôle, elle a de la force, elle tient tous les méandres de son rôle et de la pièce, elle est formidable.

COLETTE GODARD

► Théâtre national de l'Odéon, Du mardi au samedi à 8 heures, mercredi et dimanche à 14 h 30. Jusqu'au 28 mars. Tél : 43-25-70-32. Tournée à Clermont-Ferrand (du 3 au 5 avril), Lausanne (du 11 au 16 mai), TNP (du 21 au 23 mai), Nîmes (25 et 26 mai), Le Havre (du 29 mai au 1^{er} juin).

Compter ou frémir

« Sade 120 », « la Caresse » : deux spectacles autour des chiffres, des mots, du désir

Une boîte noire et une boîte blanche. D'abord vides, puis remplies respectivement d'une matriotte de valeurs rouges et de deux chaises. La boîte noire accentue sa clôture par des parois-miroirs qui réfléchissent, à défaut de personnages, l'« historienne »-conteuse du *Sade 120* de Louis Castel. La boîte blanche de *la Caresse* de Philippe Faure, est percée de fenêtres au jardin, d'une porte à la cour, par où entrent et sortent des comédiens, mais elle n'en est pas moins close elle aussi, comme est close la

pièce. Louis Castel, metteur en scène avignonnais passionné de Sade depuis qu'il a découvert, il y a une douzaine d'années, les *Crimes de l'amour*, rêvait de monter les 120 journées de Sodome sans en rien montrer d'autre que la lettre : c'est-à-dire des mots et des chiffres, toute cette combinatoire de rites et récits dénombrés par laquelle l'écrivain, enfermé à la Bastille, a élaboré sa ténébreuse utopie.

Son spectacle, créé à la maison de la culture de Grenoble, propose en effet une lecture de Sade, au sens premier du terme. Avant d'entrer dans la salle, le public doit passer devant des trons de voyeurs pour découvrir, en guise de pro-show, des fragments de manuscrits. Des mots encore, en caractères d'imprimerie, défilent ensuite sur les parois de la boîte noire quand les machines à jouer et à tuer se mettent en marche dans le récit de l'Historienne. Et la litane des nombres, qui commence dès l'attribution de numéros d'ordre aux télespectateurs, est la musique infernale qui les accompagne. La théatralité ne trouve son compte que par le biais de l'Historienne (Thérèse Rousselet), seule en scène avec un jeune homme qui représente tous les « sujets » de débouche. Comme les personnages travestis de Genet, elle signifie le sexe, assez magistralement, sans le rendre sensible. Tout est concept, dès lors : pas de place pour le vertige.

Dans *la Caresse*, au contraire, Philippe Faure a mis en panne les spéculations intellectuelles pour écouter les pulsions des corps. Il veut faire ressentir ce qui s'échange entre les êtres, en dépit de son titre. L'histoire de sa pièce, une jeune fille éprise d'abîme, souhaite « réaliser » les gestes d'affection de l'homme qui l'aime.

Dix troupes différentes sont à l'affiche en 1991, dont quatre aux États-Unis et deux au Canada. La version française sera présentée à Paris, au Théâtre Mogador, cet automne. Les « pré-représentations » commenceront le 19 octobre, la « première » aura lieu le 30. La location sera prochainement ouverte. Les producteurs espèrent connaître le même succès qu'avait rencontré la première version de cette comédie musicale dans la mise en scène de Robert Hossein - version très différente, musicale et scéniquement - en 1980. Près de 500 000 spectateurs en avaient fait un succès sans précédent dans l'Hexagone.

LAURENCE BENAÏM

A PARTIR DU 19 FÉVRIER
STUDIOS CHAMPELYSEES
MICHEL
ETCHEVERRY
BLOC NOTES
FRANÇOIS MAURIAC
Adaptation MICHEL SUFFRAN
Mise en scène JEAN-LOUIS THAMIN
Location 47 20 08 24

ARCHITECTURE

L'effort de paix

Aux Archives nationales, un panorama des périodes qui ont suivi les deux guerres mondiales

Les bombardements se sont tus, les prisonniers sont revenus. Comme le dit joliment un document de l'après-seconde guerre mondiale, les « polytechniciens » (lire les ingénieurs), qui ont détruit les ponts, doivent maintenant les reconstruire. Il faut faire le compte des morts, mais aussi le compte des vivants. On s'aperçoit qu'on manque singulièrement de bras, on encourage la natalité. Dans ce que l'imagerie présente comme un désordre formidable, on tente d'organiser la « reconstruction ». Il faut désigner des urgences, tout à la fois canaliser et catalyser les énergies, imaginer de nouvelles solutions, et profiter quelquefois du désastre pour faire un neuf meilleur que l'ancien. Il faut enfin prévoir.

Les Archives nationales, mettant l'histoire de France à l'honneur de l'actualité, présentent un étrange panorama des deux périodes qui ont suivi 1918 et 1945. L'entreprise est opportune. Sauf celles pieusement conservées sur quelques édifices, comme le ministère de la guerre, il reste peu de cicatrices visibles. Les monuments aux morts alignent des noms dont près d'un demi-siècle de paix ont peu ou prou gommé la signification. Le souvenir se réfugie dans quelques musées, dans les vestiges d'un Oradour, revivants parfois par la volonté d'écopants de cinéastes, tardivement autorisés à regarder l'histoire en face. On le trouve aussi dans de petites manies d'économie, de refus du gâchis, de récupération chez de vieilles personnes qui ont trop longtemps su ce que signifie l'expression « économie de guerre ».

Alors, au regard de ces souvenirs tristes ou pâlis, les documents sortis par les Archives prennent une étonnante coloration. Celle de l'effort de paix, magnifique parce qu'on y lit

l'espoir, mais toujours terrible par l'usage toujours présent d'un langage et d'une « réclame » lourdement imprégnés de termes de guerre et de propagande. L'exposition est très savamment construite, comme l'est aussi son catalogue : du déminage à la mécanisation de l'agriculture, du bilan des bombardements sur la Normandie et la vallée du Rhône aux premiers loix d'urbanisme, tous les coins et recoins des deux après-guerres de la France sont minutieusement explorés. Pas un regard sur nos voisins, mais il faut dire qu'on est aux Archives nationales.

Tout cela serait passionnant, si les responsables de l'exposition, sans doute pris par leur sujet, ne l'avaient comme soumise à un bombardement déconstructeur et s'ils n'avaient si ostensiblement exposé la rigueur budgétaire à laquelle ils ont dû se plier. Les documents, tristement présentés, des deux périodes envisagées sont systématiquement mélangés, ce qui autoriserait d'intéressantes comparaisons s'ils étaient datés - ils le sont rarement, - s'ils étaient accompagnés de trois mots d'explications - ils ne le sont presque jamais, - voire de pédagogie, ce qui paraît ici relever d'une autre planète. A moins d'avoir constamment recours au catalogue, on ne retire de cet ensemble, fêtu comme l'est de pique, qu'une bouillie nostalgico-impressionniste, ce qui n'était certainement pas le but initial.

FREDÉRIC EDELMANN

► Reconstruction et modernisation : La France après les ruines, 1918...1945... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87 rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris. Jusqu'au 5 mai.

DANSE

Les limites du Bolchoï

Le problème numéro un du Bolchoï, actuellement, c'est le manque de grands solistes. De ceux qui vous lancent des frissons le long de l'échine, et mettent de l'électricité dans l'air. Ivan le Terrible, inscrit à son premier programme, l'avait lugubrement prouvé : l'« Hommage à Petipa » qui constitue le second, sans être aussi calamiteux, le confirme.

L'acte 1 de *la Belle au bois dormant* est l'acte de la Princesse Aurora et, sans Aurora, que reste-t-il ? Rien d'important. Natalia Arkipova ne possède ni élévation, ni équilibre, ni moulineux, ni charme, son sourire est épinglé et son pied pas des mieux cambrés. Les princes prétendants ? On comprend qu'elle les refuse tous. Une Fée Lilas prometteuse, Nina Speranskaya, mais son rôle, dans cet acte, est minuscule.

Passons à la Bayadère : les choses sont moins graves ici, car

la viedette revient au corps de ballet dans l'acte des Ombres, avec son fameux défilé d'arabesques croisées. Les ballerines russes y conservent une poésie vaporeuse, même si on ne peut pas dire que l'homogénéité de l'ensemble soit leur obsession primordiale. Fine, précise, Galina Stepanenko est une Nikia honorable, comme son beau partenaire, Mark Peretokine, l'est en Sorok.

De l'acte 3 de *Raymonde*, on citera, dans le rôle-titre, Maria Bylova, qui nous avait déjà charmés lors du passage du Bolchoï au Théâtre des Champs-Élysées en 1989. Enfin de l'autorité, de la sûreté, de l'éclat. Mais, dans cette variation du troisième acte, une des plus ensoleillées que Petipa ait écrites, comment oublier Sylvie Guillem, qui nous fit perdre la raison à Londres en décembre dernier ?

S. de N.

► Au Palais Garnier jusqu'au 17 février.

Entre violence et douceur

Salle comble pour Fattoumi et Lamoureux qui dansent à la Bastille

Foule compacte au Théâtre de la Bastille, pour Hela Fattoumi et Eric Lamoureux, décidément les chouchous du jour de la danse contemporaine. Leur duo *Husais*, leur avait déjà valu le premier prix des Rencontres internationales de Bagnolet 1990.

Après-midi, la pièce pour trois danseurs qu'ils présentent à la Bastille - et qu'ils interprètent eux-mêmes avec Eric Affergan - ressemble assez à *Husais* pour qu'on voie s'affirmer un style, pas assez pour qu'on craigne les tics, le manque d'imagination. Ainsi, on retrouve ces étonnantes chutes sur le plat du dos qui semblent leur trouvaille, mais trois fois seulement, comme une signature. On retrouve l'opposition entre de longues immobilités et des mouvements fulgurants, mais savamment renouvelés. Entre violence et douceur, ils ne redoutent pas le « jolii », la grâce d'un bref pas de deux ou de trois très dansants. Ils inventent le tournoiement jusqu'au vertige de deux corps enlacés, imprimant l'un à l'autre leur élan par une main poussant l'épaule ou la taille. Ou ces sauts suicidaires vers un

partenaire qui vous rattrape au vol par les jambes.

Leur scénographie se développe. Conçue par Jean Opfermann, elle consiste en trois panneaux blancs rectangulaires, posés de gauchis, que les belles lumières d'Yves Godin viendront sculpter de creux et de reliefs, et qui permettront aux danseurs des apparitions et disparitions toujours inattendues. Christophe Schet, musicien fétiche de maints chorégraphes contemporains, a tressé pour eux une bande-son des plus énigmatiques, où l'on croit entendre une mouche obsédante, des bruits de pas, un orage.

Ces personnages ont-ils une histoire en cette *Après-midi* plus brechtienne que tchekovienne ? On ne la perçoit pas clairement, mais l'intensité de leurs rapports est assez suggestive pour que le spectateur s'en raconte plusieurs. Une chose est sûre, en tout cas : Fattoumi, Affergan et Lamoureux sont des danseurs exceptionnels, de valeurs et de foudre.

SYLVIE DE NUSSAC

► Théâtre de la Bastille, jusqu'au 16 février, 21 heures.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 15 février

TF 1

- 21.00 Variétés : L'amour à la Une.
23.00 Magazine : 52' sur la Une. Présenté par Jean Bertolino. Les réfugiés de Saddam.
0.00 Série : Crimes passionnels.
1.00 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Divertissement : Avant que le ciel nous tombe sur la tête. Invités : Jacques Villerot, Jean Poirat, Pierre Mondy, Martin Lamotte, Bernadette Lafont.
22.05 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Le monde, mode d'emploi. Invités : Dominique Nora (l'Étrange du samouraï), Alain Costa (le Capitalisme dans tous ses débats), Alain Minc (le Vengeance des nations), André Wilmore (le Dédé français).
23.25 Journal et Météo.
23.45 Un roi à New-York. ■ Film américain de Charles Chaplin (1957) (v.o.).

FR 3

- REDIFFUSION**
Vous habitez une cité en Ile-de-France ?
REGARDEZ FR3
SAMEDI 16 FÉVRIER À 10 h 45
SDIC Gestion Ile-de-France
Parle de vous

- 20.40 Magazine : Thalassa. Coup de fût à Kom-Pong-Son. Le littoral cambodgien.

- 21.35 Série : Napoléon et l'Europe (8 et fin) La reddition, de Jean Guéau.
22.30 Journal et Météo.
22.50 ► Traverses. Georgie, révélateur d'une nation, documentaire de Gueorgui Khaindrava, Nicolas et Gueorgui Chenguia.
23.45 Magazine : Mille Bravo.
0.40 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 20.30 TéliFilm : La cambriolage.
22.10 Documentaire : Le monde secret des baleines.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Haute sécurité. ■ Film américain de John Flynn (1989).
0.45 Cinéma : Incidents de parcours. ■■ Film américain de George A. Romero (1988).
2.35 Cinéma : Possessions I. Film français, classé X, de Pierre Renard (1977).

LA 5

- 20.45 TéliFilm : Flic story. Une enquête à rebondissement.
22.20 Série : L'inspecteur Derrick.
23.25 Magazine : Normades. Présenté par Patrick de Carolis.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.35 TéliFilm : Danger d'obéissance.
22.10 Série : Equalizer.
23.00 Magazine : La 6 dimension.
23.30 Capital.

- 23.35 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : La vie, modes d'emploi. De Pierre Courbour.
20.55 TéliFilm : Incognito. D'Alain Bergala.
22.35 Documentaire : Enfance (7).
23.05 Théâtre : Monstre aimé. Mise en scène de Jacques Nichet, réalisation de Frédéric Compain.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. La belle Europe (1900-1914).
21.30 Musique : Black and blue. Tout savoir sur le blues.
22.40 Les nuits magnétiques. La philosophie du programme.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Mable Linton, la dame des coulisses.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 5 février 1991, au Théâtre des Champs-Élysées) : sérénade pour instruments à vent en si bémol majeur K 361, David de penitance, cantate pour solistes, chœur et orchestre K 468, de Mozart, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. : Jeffrey Tate.
23.07 Poussières d'étoiles. Musique New Age ; Poissons d'or ; Une réédition : Hart songs, extraits, de Moon-dog ; Nouvelle musique de Russie ; Poissons d'or du passé ; Horoscope, de Lambert.

Dimanche 17 février

TF 1

- 10.05 Club Dorothée.
10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.17 La minute du trotteur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Tiroc à Vincennes.
15.25 Série : Agence tous risques.
16.15 Divertissement : Vidéo gag.
16.45 Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Alain Minc.
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
21.00 Cinéma : Le ruffian. ■ Film français de José Giovanni (1983).
22.50 Magazine : Ciné dimanche.
22.55 Série : Une bible et un fusil. ■ Film américain de Stuart Millar (1975).
0.50 Journal et Météo.

A 2

- 11.00 Messe. Célébrée en l'église Saint-André, à Comay (68).
12.05 Dimanche Martin (et à 13.20 et 15.45).
13.00 Journal et Météo.
14.55 Série : Mac Gyver.
16.35 Série : Hôtel de police. La puce à l'oreille de Claude Barrois, avec Marie Blanco, Olivier Granier.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipage Cousteau. La chasse aux dauphins.
18.25 Magazine : Stade 2. Basket-ball : championnat de France (Cholet-Mulhouse) ; Athlétisme : championnat de France ; Football : championnat de France ; Rugby : championnat de France et composition de l'équipe de France ; Ski nordique : championnats du monde ; Ski de vitesse : Coupe du monde ; Les résultats de la semaine ; Jeu à 13 : test-match (Grande-Bretagne-France) ; Escrime : challenge Monel.
19.25 Flash d'informations.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Série : Les cinq dernières minutes. Les nouvelles aventures du commissaire Cabrol, en coulisses.
22.10 Magazine : Musiques au cœur. Présenté par Eve Ruggieri.
23.25 Journal et Météo.
23.50 Série : Les grands entretiens. D'Antoine Spire. René Thom, mathématicien.

FR 3

- 10.30 Magazine : Mascarnes.
12.05 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Schumann 1853.
13.30 Magazine : Musicales.
14.30 Expression directe. C.T.C. S.S.
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Tour méditerranéen (7^e étape) ; Athlétisme : championnat de France en salle (en direct de Liévin) ; Patinage de vitesse : Coupe du monde (épreuve test olympique) ; à Albertville.
17.30 Magazine : Montagne.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.

- 20.10 Série : Benny Hill.
20.40 Magazine : Musique maestro I. A Toulouse, avec l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson. Un nouveau rendez-vous mensuel avec le classique.
22.00 Magazine : Le divan. Daniel Herrero, rugbyste.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Docteur Mabuse le joueur. ■■ Film allemand de Fritz Lang (1922). Avec Rudolf Klein-Rogge, Alfred Abel, Aud Egede Nissen (mort).
0.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 10.45 Cinéma : Haute sécurité. ■ Film américain de John Flynn (1989). Avec Sylvester Stallone, Donald Sutherland, John Amos.
En clair jusqu'à 14.00
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Vincent London.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 TéliFilm : Pas si fous. les flics de Midwatch.
15.35 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.25 Dossiers.
16.40 Dessin animé : Les Simpson.
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Cinéma : Astérix et le coup du menhir. ■■ Film d'animation franco-allemand de Philippe Grimond (1989).
En clair jusqu'à 20.40
19.35 Flash d'informations.
19.20 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Dis Jérôme «...7».
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Retour de la rivière Kwai. ■ Film britannique d'Andrew McLaglen (1988). Avec Nick Tate, Timothy Bottoms, George Takei.
22.15 Flash d'informations.
22.25 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : L'événement ; Basket-ball américain.
1.05 Cinéma : Au fil de la vie. ■■ Film américain de Gary Marshall (1988). Avec Betty Midler, Barbara Hershey, John Heard (v.o.).

LA 5

- 11.00 Série : Bonanza.
11.55 Série : Wonder woman.
12.45 Journal.
13.20 Série : Deux flics à Miami.
14.15 Série : Simon et Simon.
15.05 Série : Saracen.
16.00 Série : Lou Grant.
17.00 Série : Bergerac.
18.00 Série : La loi de Los Angeles.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.35 Drôles d'histoires.
20.45 Cinéma : L'empire contre-attaque. ■ Film américain de Irvin Kershner (1980). Avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher.
22.55 Cinéma : L'ours et la poupée. ■ Film français de Michel Deville (1989). Avec Brigitte Bardot, Jean-Pierre Cassel, Daniel Ceccaldi.
0.25 Journal de minuit.
0.35 Les globe-trotters (et à 2.50).
1.10 Série : Voisin, voisin (et à 3.40, 5.05).
2.10 Série :

- Tendresse et passion (et à 3.15, 4.40).
2.40 Journal de la nuit.

M 6

- 10.30 Magazine : Turbo.
10.50 Série : Hongkong connection.
11.50 Magazine : Sport 6 première.
11.55 Informations.
12.00 Informations : M6 express.
12.05 Série : Murphy Brown.
12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.
13.00 Série : Aline et Cathy.
13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : La famille Ramdam. TéliFilm : Lucas Tanner, un homme à part.
14.20 Série : L'ami des bêtes.
15.35 Série : Roseanne.
16.25 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
16.55 Série : L'homme de fer.
17.35 Série : Les routes du paradis.
19.25 Magazine : Culture pub.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 TéliFilm : Plus fort la vie. Une adolescente atteinte d'un cancer.
22.20 M6 express.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : Les folies d'Elodie. ■ Film français d'André Génovès (1981).
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 13.30 Histoire parallèle.
14.30 Documentaire : Les métamorphoses d'André Malraux. D'Irit Bassy.
16.05 Vidéo : Leaving the old ruin. D'Irit Bassy.
16.40 Documentaire : Ils.
17.00 Théâtre : Monstre aimé.
18.00 ► Documentaire : Film sur Georges Peric.
19.30 Danse : Symphonie en D.
20.00 Magazine : La SEPT-le Monde.
20.30 Cinéma : Les rendez-vous d'Anna. ■■ Film belge de Chantal Akerman (1978).
22.30 Cinéma : Mon oncle. ■■ Film français de Jacques Tati (1958).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Écrits sur la peinture.
22.35 Musique : Le concert. Le trio Pied-de-poule.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 1^{er} février au Royal Albert Hall de Londres) : Concertino pour douze instruments, huit miniatures instrumentales, de Stravinsky ; A mirror on which to dwell, Anniversary, de Carter ; Le sacre du printemps, de Stravinsky, par l'Orchestre Philharmonia et l'Ensemble InterContemporain, dir. Pierre Boulez.
23.05 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « le Monde ».

Samedi 16 février

TF 1

- 14.30 La Une est à vous (suite).
15.15 Tiercé à Enghien.
15.25 La Une est à vous (suite).
16.00 Série : Talkie-walkie.
17.05 La Une est à vous (suite).
17.25 Divertissement : Mondo dingo.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.20 La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
21.05 Variétés : Succès fou.
22.50 Magazine : Ushuaïa.
23.50 Magazine : Formule sport.
0.45 Journal et Météo.

A 2

- 14.05 Magazine : Animalia. Au pays des gauchos.
14.55 Magazine : Sport passion. Ski de vitesse : Coupe du monde (épreuve-test) ; Rugby : Tournoi des Cinq Nations ; Angleterre-Ecosse ; Résumé : Galles-Irlande.
18.00 Qui c'est ce garçon ?
19.05 Série : Les deux font la paire.
20.00 Journal et Météo.
20.50 TéliFilm : La milliardaire. De Jacques Ertaud (1^{er} partie).
22.20 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot.
23.50 Journal et Météo.

FR 3

- 14.00 Sport : Cyclisme. Tour méditerranéen 6^e étape, en direct.
De 15.00 à 19.00 la SEPT
15.00 Magazine : Dynamo. Le Grand Vind.
15.30 Documentaire : A l'ombre du château. De Virginie Herbin et Patrick Meunier.
16.15 Cinéma d'animation : Conversations au bord d'une piscine en Californie. De David Hopkins.
16.30 Documentaire : Enfance. 7. L'enfance du désir : Sig-mund Freud.
17.00 Magazine : Anicroches. Les couples de musiciens.
18.00 Magazine : Magamix.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
De 20.00 à 0.00 la SEPT

- 20.00 Chronique : Le dessous des cartes.
20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 TéliFilm : 102, bd Haussmann. D'Alain Bennett.
22.15 Journal.
22.30 Court métrage : Elle et lui. De François Margolin.
23.00 Documentaire : Live. De Philippe Grandrieux. Plaque Rouge, de Daniele Incalcaterra.

CANAL PLUS

- 15.00 Cinéma dans les salles. Documentaire : Mousses. D'Izza Genini.
16.05 Série : Les inventions de la vie. De Jean-Pierre Cuny. 7. Longtemps, longtemps avant les papillons.
16.35 Jeu : V.O.
17.05 Les superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30
18.00 Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 TéliFilm : Peter Gunn. De Blake Edwards.
22.00 Les Nuls... l'émission. Invité : Claude Chabrol.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Piranha 2, les tueurs volants. D Film hollywoodien-américain de James Cameron (1982).
0.30 Cinéma : Mort à l'arrivée. ■■ Film américain de Rocky Morton et Annabel Jankel (1988) (v.o.).

LA 5

- 14.35 Série : Simon et Simon.
15.30 Série : Galactica.
16.30 Série : Superkid.
17.00 Série : TV 101.
17.55 Série : Happy days.
18.30 Magazine : Intégral. Présenté par Philippe Bruet (et à 0.15).
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.35 Drôles d'histoires.
20.45 TéliFilm : La chevauchée sauvage. De Bernard McEvety.
22.35 TéliFilm : Un faux air de faussaire. Des faux dollars à Francfort.
0.05 Journal de minuit.

M 6

- 14.45 Série : Laramie.
15.35 Série : Les espions.
16.20 Magazine : Adventure.

- 16.35 Série : Le saint.
17.35 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 TéliFilm : A force d'amour.
22.20 TéliFilm : Les forces du mal.
23.35 Six minutes d'informations.
23.40 Musique : Rapline.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 15.10 Magazine : Dynamo (le Grand Nord).
15.30 Documentaire : Enfance (7).
16.00 Documentaire : A l'ombre du château. Conversations au bord d'une piscine en Californie. De David Hopkins.
17.00 Anicroches.
18.00 Mégamix.
19.00 Musiques : Flamenco road. D'Izza Genini.
19.35 Journal de FR3.
20.00 Le dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 TéliFilm : 102, bd Haussmann. D'Alain Bennett.
22.15 Soir 3.
22.35 Court métrage : Elle et lui. De François Margolin.
22.55 ► Documentaire : Live (Plaque Rouge, de Daniele Incalcaterra).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Amsud Fougères-Lavergne architecte.
20.45 Dramatiques. Si on échangeait, de Rudi Strahl ; O'rage, de François Isnart.
22.35 Musique : Opus. Mantas de Pina.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Opéra (donné le 8 octobre 1989 à la radio hollandaise) : Une vie pour le tsar, opéra en quatre actes et un épilogue, de Glinka, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la radio hollandaise, dir. Edo de Waart ; sol. : Nikolai Ochotnikov, basse, Tatiana Novikova, soprano, Gregory Kunde, ténor, Tamara Sinevskaja.
23.05 Poussières d'étoiles.

Audience TV du 14 février 1991

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	60,0	Roue fortune 14,6	McGyver 12,0	19-20 24,1	Nulle part 1,9	K 2000 3,4	Petit maison 4,2
19 h 45	66,0	Roue fortune 26,8	McGyver 13,8	19-20 13,4	Nulle part 3,9	Journal 3,8	Petit maison 3,9
20 h 16	75,0	Journal 31,6	Journal 17,6	La chasse 10,9	Nulle part 4,1	Journal 5,8	M-est servie 5,6
20 h 55	76,8	Journal 26,3	Envoyé spécial 17,1	Dans mer 16,7	Zandbar 1,9	Tarreau froide 5,1	Lagon bleu 10,4
22 h 8	65,3	Triple gagnant 23,8	Parfum... 7,6	Dans mer 19,4	Flash 0,5	Tarreau froide 3,7	Lagon bleu 11,8
22 h 44	38,7	Point sur table 24,6	Parfum... 10,9	Soir 3 8,4	Gonflés... 0,2	Reporters 4,4	Mieux vaut... 5,0

هكذا من الأصل

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

S A N S • V I S A



La Malaisie aux neuf sultans



Fort à la mode en France dans les années 30, la Malaisie aujourd'hui, malgré ses tensions interculturelles, reste en Asie du Sud-Est, avec ses neuf dynasties, ses genres de vie contrastés, son économie florissante et sa jungle vierge, un vaste réservoir de rêves.

OUBLIER la Malaisie. C'est ce qu'ont, de longue date, fait les Français, au point de ne plus se souvenir même que cette contrée, alors possession de l'empire britannique, les captiva dans l'entre-deux-guerres avec une prégnance toute particulière. Ce n'est pas pour rien

que le bien nommé *Sortilège malais*, de Somerset Maugham, mince recueil de nouvelles sur l'enfance (mais chic) vie coloniale anglo-saxonne dans la péninsule, traduit par la célèbre M^{me} E. R. Blanchet, ait, vers 1925, un succès inouï dans les librairies françaises.

Pourtant la France, à l'époque, possédait en propre, depuis Napoléon III, les miraculeuses rizières de la Cochinchine et avait peu à peu imposé son protectorat aux empires d'Annam, au Tonkin et à ses Tonkinoises, aux temples géants du Cambodge, où Malraux faisait ses premières armes, en « million d'éléphants » du Laos.

Largement de quoi fantasmer. Et sans compter sur la côte de la Chine, la concession pour quatre-vingt-dix-neuf ans de Kouang-Tchéou (chef-lieu Bayan...), que l'impérialisme français s'était ménagée pour damner les collectionneurs de timbres. Et, sur la route de cette « Indochine » réellement fabuleuse, les « Cinq comptoirs des Indes », royaume du certificat d'études entre le Territoire de Belfort et l'enclave du Vaucluse dans la Drôme.

Mais le volait à toujours mieux, et on lorgnait donc les vertes côtes malaises. On s'y arrêta même entre Colombo et Saigon, pour raconter plus tard à ses petits-enfants : « A Singapour, il y avait l'hôtel le plus luxueux du monde, le Raffles, du nom du conquérant britannique de cette île : quand vous alliez vous rincer les mains, un serviteur en turban et costume blanc et or vous tendait le savon et un autre la serviette » Péguy, en 1929, baptisa la Malaisie le bateau sur lequel s'embarqua Marins.

Il faut croire, avec Henri Fauconnier, qu'au moins pour un temps, et pour des raisons souvent vagues ou inconnues, « certains noms sont mystérieusement imprégnés d'une sorte de magie ». Fauconnier ? Ce

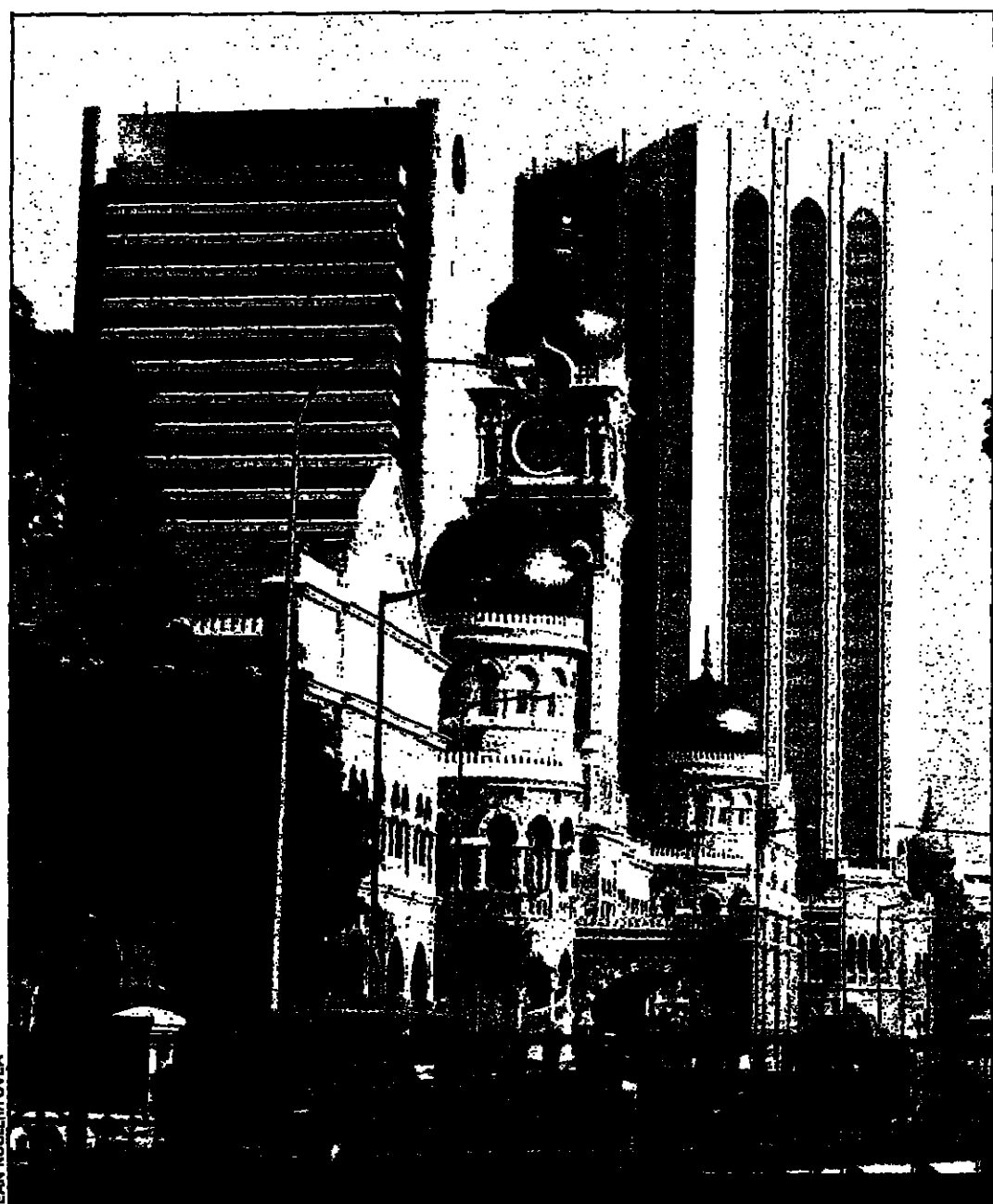
Pierre Boule, plus tard, notera que, pour lui, le mot « Malaisie » transmet à soi seul « une poésie gonflée d'aventures (...). Henri Fauconnier ne pouvait imaginer de meilleur titre pour un roman, qui est une évocation envoiante de cette terre lointaine ».

En 1935, on atteignait au défilé avec la *Dune de Malacca*, de Francis de Croisset. Des lectrices, convalescentes d'avance, se battront à Paris pour être sûres de rentrer chez elles avec la première édition de ce gros roman bécasson, histoire, presque digne de *Nous Deux*, d'une jeune prof de français emmenée à la colonie par son époux britannique et qui y devient sultane malaise, après avoir - sans états d'âme - plaqué son mari et obtenu la réputation des deux premières épouses du sultan.

De nos jours, lectrices ou aventurières européennes laissent la Malaisie tranquille. Mais le sultan, les sultans, car ils sont au nombre de neuf, sont toujours là, imprévisibles, devenant même par roulement, tous les cinq ans, *yang di-permais agong*, autrement dit roi de Malaisie. Comme jadis la Pologne, la Malaisie moderne connaît cette rareté institutionnelle qu'est la monarchie élective.

Les sultans continuent de préférer au complet-veston les pyjamas de cérémonie en satin rose ou jaune et d'être entourés d'un zèle religieux par leurs sujets. Les noms des sultans sont comme les talismans de cette pérennité : Johore, Sélangor, Kelantan, Pérak, Pahang, Kedah, Trengganou, Négr-Sembilan. Et le rajah de Peris qui, quoique aussi musulman pur fruit que ses pairs, maintient, suprême coquette, son titre hindou.

Le dernier éciat de cette « mode Malaisie » en France y fut le succès, dans les années 30, d'un film anglais de Jack Lee, *A town like Alice*, laborieuses amours anglo-australienne en 1941 dans la pénin-



Au centre de Kuala Lumpur, le palais Sultan-Abdousamad (1894), actuellement siège de la Cour suprême

sule occupée par les Japonais ; l'astucieux titre français de cette œuvre, *Ma vie commence en Malaisie*, fit chez nous tout son succès (comme *Salonique*, *nid d'espions* ou *La fièvre monte à El Pao*). Mais ce « commencement » fut une fin. Exit la Malaisie, enfin possédée sans partage et sans frivolités par les revues de sciences politiques.

Revenons, néanmoins, si vous permettez, au camarade Fauconnier. Sa « double personnalité » nous intéresse : *Homme d'action, pionnier même pour l'industrie du caoutchouc*, il a réellement vécu la vie de planteur (...). D'autre part, il apparaît comme un rêveur, un poète, un philosophe exalté par de hautes pensées « métaphysiques » (Pierre Boule).

Pénétrer dans ce livre de Fauconnier, c'est comme cheminer dans cette jungle malaise, qui « vit, respire, rayonne ». Elle recouvre 70 % du territoire (nous parlons ici de la Malaisie *stricto sensu*, car, dans ses dépendances de Sarawak et Sabah, à Bornéo, les arbres occupent 95 % du sol), cette végétation équatoriale qui est la plus vieille forêt primaire de la planète et qui dépassait déjà

cent millions d'années quand le septentrion était encore banquise. La jungle de Malaisie a gardé son éternelle jeunesse et une infinie variété digne du Paradis terrestre : huit mille espèces, toutes à fleurs, dont deux mille arbres, parmi lesquels pas moins de deux cents races de palmiers ; huit cents orchidées différentes ; des lianes susceptibles de ravir Tarzan à l'Afrique ; des fougères submergeant les cocotiers ; de roides rotins des marécages, si utiles pour les châtiments, hier coloniaux, aujourd'hui islamiques ; des hibiscus dont on fait des gâteaux, des fards, des laxatifs ; une éblouissante cohue végétale, où des troncs de cinquante mètres s'échappent d'une insurrection de plantes épiphytes ou parasites.

Lorsque vous quittez le pays par la mer, à Port-Kelang, les arbustes halophiles et autres palétuviers cachent l'eau parfois jusqu'à vingt kilomètres de la terre ferme, muant le littoral en une perpétuelle ambiguïté, en un mirage vrai. Dans cette Malaisie de la forêt vierge, on se sent « accueilli comme une goutte de pluie ». Derechef, Fauconnier avait

vu juste. Et, encore, lorsqu'il soulignait la précarité des plantations, paradoxalement « petits déserts dans une oasis illimitée » ; où « il suffirait d'une courte inattention des hommes pour que la jungle confisque leur pacotille végétale : hévéas importés du Brésil, palmiers à huile d'Afrique ; elle ajouterait la vanille à sa collection d'orchidées. Et à sa parure les bougainvillées, les flamboyants... ».

Pour charmer le chaland, les guides publiés à présent en Europe décrivent à qui mieux mieux la Malaisie comme « un formidable creuset ethnique, culturel et religieux, ayant fait de l'assimilation et de la tolérance ses principales vertus », une nation « caractérisée par un brassage de races les plus variées ».

Il suffit, malheureusement, de soulever la séduisante pellicule des dépliants touristiques pour découvrir un cotoiement sans conviction, une méfiance mutuelle glissant facilement vers l'animosité, bref la routine de la plupart des sociétés hétérogènes.

Jean-Pierre Péroncel-Hinget
Lire la suite page 20

AU SOMMAIRE



La tequila, symbole majeur du nationalisme mexicain... p. 24
Partir, mais où, comment, pourquoi ? p. 18
Charleville, et l'ombre de l'enfant du pays p. 19
La Chaussée d'Antin, un quartier fait le compte de ses souvenirs p. 21
Jeux (p. 22) • Table (p. 23)
Escapes (p. 18) • Têx (p. 18)

Capino

Entrez dans la légende



L'Amérique fascine toujours. Cette année, dans notre brochure *Légendes Américaines*, vous découvrirez, en plus de nos classiques, des nouveautés circula, selon vos moyens, selon vos idées.
CAPINO, 28 ans de savoir-faire qui nous ont permis d'offrir des prix plus que compétitifs et d'inventer deux systèmes particulièrement surprenants.
RARELY EVER PLUS TOY C'EST MOINS CHER. Plus tôt vous payez votre circuit accompagné et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3000 F par personne !
OPTION PRIX GARANTI LE DOLLAR BLOQUÉ À LA HAUSSE. Le dollar à quel taux ? Rien n'est plus désagréable qu'une hausse du dollar. En versant 70 %, CAPINO 21, rue Alexandre-Charpentier 75017 PARIS. Tél. : (1) 45 72 06 11

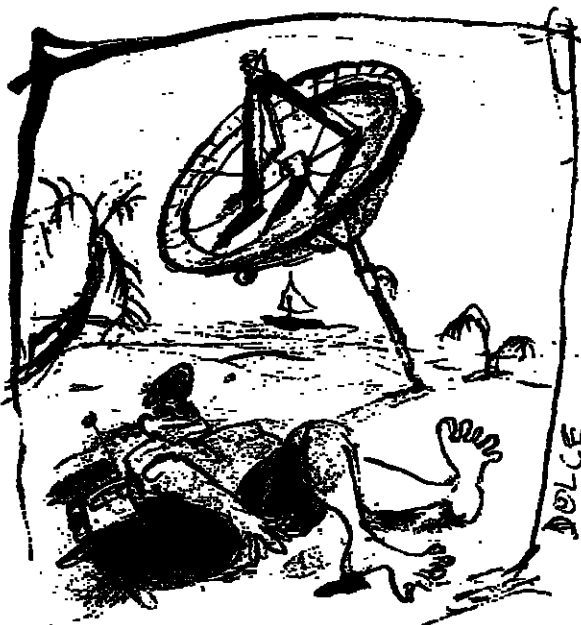
PAUL, c'est la guerre, je sais. Ainsi dois-tu penser que rien, jamais, ne pourra réfréner cette boulimie de voyages dont les récits accablent les quelques heures d'amitié qu'à chacun de mes retours tu me fais le plaisir de m'accorder. C'est la guerre, d'accord. La décence et le bon goût voudraient que nous ayons en tête d'autres prières que celles de voir arriver à l'heure, et au meilleur endroit, les avions de nos délégués. Mais peut-on faire remarquer que le soutien apporté par ceux de « l'arrière » a toujours trouvé à s'employer dans des divertissements et des excès largement à la hauteur des dangers et des peines supportés par les hommes des lignes avancées. Comme si au sang et aux larmes devaient répondre, noyés dans les chahuts de la fête, l'oubli et la désinvolture de ceux à qui il ne restait que le plaisir pour frissonner. Encore le mien n'est-il pas exorbitant et mérite-t-il quelques explications.

Céline, je cite de mémoire, dit quelque part « Voyager, c'est bien utile, ça fait travailler l'imagination ». Il ajoute : « Tout le reste n'est que déceptions et fatigues. » Je ne suis ni assez vain ni assez stupide pour ne pas connaître les maigres bénéfices que m'ont apportés toutes ces années de vadrouilles acharnées, entreprises le plus souvent pour fuir plutôt que pour me nourrir d'espaces nouveaux. Je n'ai ni la vocation d'un aventurier ni celle d'un missionnaire. Je voyage pour voyager, sans passion mais avec conviction. J'ai arpenté les plus rudes paysages, vu de mes yeux vu les plus solides misères, mesuré les

plus ardentes fiertés. J'ai fait le touriste aux quatre coins de la terre, doucement rejeté, jamais vexé d'avoir été floué, toujours ébahi à point. Archétype du voyageur non-violent, je suis la victime préférée des officines spécialisées dans le transport en groupe. J'ai fait leur fortune en même temps que j'assurais ma tranquillité et protégeais mon anonymat.

Largement privilégiés sur les listings de tous ces marieurs d'exotisme, je suis abreuvé d'informations au rythme de celles que l'actualité leur fait tomber sur la tête. Jours sombres pour eux. Voici des plaintes en direct, jetées dans le désarroi le moins contrôlé, et sans doute le plus sincère : « Nos croisades étaient pacifiques et nos invasions ludiques, même si leur aspect néocolonial dérangeait parfois. » « Nous avons apporté avec nous nos papiers gras, nos cannettes et nos idées toutes faites, mais aussi une certaine conception de l'amitié, des relations humaines, du respect de l'homme et de la femme. » Les moments difficiles feront pardonner la hardiesse des raccourcis, mais, comme tu le vois, mes tour-opérateurs ne vont pas fort.

Réfugiés touristiques



TÉMÉRAIRE moi, courageux par vocation - hospitalisé quatre fois dans des établissements spécialisés dans le traitement des maladies tropicales, - je n'avais, mon cher Paul, que peu de raisons de m'effrayer, une fois passée la barre des interrogations morales, des risques que je prenais en m'élançant une nouvelle

fois vers les tropiques de mes congés payés. Toute la difficulté a résidé dans le choix de ma destination. Les propositions étaient courtes et je mettais un point d'honneur à vouloir partir si loin dans les environs, du moins dans la direction de la tourmente. Ce serait ma participation à l'effort de guerre et l'acte qui pourrait me

dédouaner le plus facilement de ce qui ne manquerait pas de passer pour de la légèreté de vagabondage. Je ne peux te donner, pour des raisons de sécurité, le lieu exact de mes vacances, sache seulement que le club qui m'abrite, avec un petit contingent de réfugiés touristiques, est l'un des plus anciens sur la place et certainement l'un des plus aptes à faire bénéficier ses clients de son savoir-faire, même et surtout par temps d'incertitude et de danger.

Mon voyage jusqu'ici n'a pas été des plus simples, mais aura eu au moins l'avantage de nous plonger, moi et mes camarades, assez rapidement dans l'ambiance. Les quinze heures de vol annoncées se sont transformées en quarante, les trois escales prévues en douze, sans te décrire les passages de douanes et les contrôles de police, que seuls les vieux briscards qui formaient notre groupe ont pu supporter sans trop de dommages. L'exercice d'alerte à la bombe au-dessus de Sumatra - précaution supplémentaire de l'un de nos organisateurs - s'est déroulé dans le calme et la dignité, de même que celui de prise d'otages dans le car qui nous conduisait vers nos paillottes.

Ridicule, penses-tu ? Pas si sûr. Personne n'imagine que les clubs pourront rapidement s'arranger à ce point, que l'on puisse lancer vers l'étranger des « pèlerins » qui

n'auraient pas un minimum de réflexes en face de l'improvisé fâcheux. Je ne veux faire peur à personne, Paul, je dis seulement que les temps changent et que les déplacements, eux aussi, vont changer.

MAIS laisse-moi plutôt te décrire l'une de nos journées, à moi et à mes originaux, sur les bords de nos rivages émeraude. Lever six heures. Appel - il y en aura quatre jusqu'à l'extinction des feux - puis cours de combat rapproché, exercice présenté sous le terme de « mise en jambes » par notre moniteur. Temps libre ensuite près de la piscine avec, en option, des leçons de sauvetage et premiers secours aux noyés. Déjeuner sur la plage, en abri individuel, et préparation à la promenade-patrouille. C'est le point fort. L'itinéraire a été repéré la veille sur carte d'état-major. Elle se déroule aux abords du club dans un rayon de quelques kilomètres, pas plus. Généralement, ça se passe bien. Retour au camp et debriefing. On se change, apéritif avec les copains, commentaires des événements marquants. Soirée-spectacle ou conférence. Le lendemain, rebote.

Nous n'avons pas encore d'informations précises sur notre voyage retour, ni sur l'arrivée du groupe qui doit nous relever. De toute façon, il faudra le former. Ça prendra du temps. Alors, peut-être à bientôt. Paul, embrasse Françoise et tu fais gaffe à mes bonzais. Je compte sur toi.

Jean-Pierre Quélin

Charleville
en oubliant
Rimbaud

ESCALES

TELEX

Règle de huit

Nombreux sont les voyageurs à qui la seule pensée d'un déplacement collectif donne la chair de poule. Une aversion qui explique l'allergie de tout ce qui porte le nom de tour-opérateur ou autre voyageur. Mais tous les goûts étant dans la nature, il ne déplaît pas à certains d'être plus ou moins « organisés » et plus ou moins nombreux. Plus ou moins nombreux, c'est la question. Jusqu'à présent, le choix se limitait généralement au voyage individuel (un luxe qui se paie cher) ou au voyage d'au moins 15 personnes. Spécialiste du « luxe moins cher » et des voyages individuels, Forum Voyages (six agences à Paris, dont une au 11, avenue de l'Opéra, 75001. Tél. : 42-61-20-30, une agence à Rouen et, par minitel 3615 code FV) propose désormais des minigrupes de 8 personnes maximum. Une règle de 8 qui change singulièrement l'atmosphère de déplacements qui s'effectuent en voiture ou en minibus confortable et climatisé, avec chauffeur et guide. On roule à son rythme, on s'arrête à son gré. Une « qualité de voyage » qui, si on compare les prix de circuits équivalents proposés par Forum en Amérique du Nord, ne représente qu'un surcoût de 610 francs par personne pour un 8 jours en Floride (7 450 francs), 1 390 francs pour la côte Est en 13 jours (12 120 francs) et 15 700 francs pour 15 jours dans l'Ouest (15 890 francs). A noter que la différence se creuse pour les circuits canadiens et les périodes mexicains ou brésiliens (de 2 500 francs à 3 900 francs).

Les vrais Rembrandt

Il a beaucoup peint et on lui attribue plus encore. Puis la tendance s'inversa. C'est ainsi que l'on est passé de sept cent cinquante toiles ou eaux-fortes à trois cent cinquante aujourd'hui (le Monde du 10 octobre 1990). L'exposition Rembrandt qui aura lieu au Martin Gropius Bau, à Berlin, du 12 septembre au 10 octobre prochains, présentera des œuvres dont la paternité ne peut être mise en doute : 150 tableaux, environ 40 dessins et 40 gravures. Cranach l'Allemand, qui fut

envoyé en mission aux Pays-Bas, mourut en 1553, une cinquantaine d'années avant que ne naisse, en 1606, le maître hollandais. Laissant les spécialistes glosier sur leurs tendances respectives on ne sacrifiera ni l'un ni l'autre. A l'instar de Koré (86, bd des Batignolles, 75017 Paris, tél. : 42-93-28-58) qui réunit, le temps d'un week-end à Berlin, bourgeois à la mine fleurie et nus de minces jeunes femmes. Issus des milieux de la culture et du patrimoine, les fondateurs de cette jeune agence se sont associés à Explorer et à la Demeure historique - trois gages de compétence - pour des voyages de qualité. Ce Berlin,

Vélos vagabonds

Le vélo tout terrain (VTT) permet d'aller presque partout. Avec lui, l'effort se fait plaisir. Résultat : ce loisir sportif, adapté au niveau de chacun, se révèle un exceptionnel moyen de découverte. Uniclaim Voyages (à Paris, notamment, au 11, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris, tél. : 40-15-07-07, et dans les agences Uniclaim de Mulhouse, Lille, Grenoble, Strasbourg, Lyon et Toulouse) est le premier voyageur français et européen à proposer un choix de circuits de une à deux semaines à effectuer uniquement en VTT. Au total, huit destinations, dont trois à la portée de quiconque sait tenir sur

pour ceux qui souhaitent se mesurer aux meilleurs « pros » américains.

Dans la plupart des cas, on peut louer des vélos sur place, et les groupes sont accompagnés de véhicules d'assistance et de guides confirmés. En moyenne, on parcourt de 30 kilomètres à 45 kilomètres par jour, ce qui représente environ cinq heures de balade, nez au vent, en immersion totale dans le paysage. Le reste de la journée est consacré à des rencontres avec les populations des régions traversées, populations qui accueillent avec sympathie ces groupes d'une dizaine de personnes qui utilisent, il est vrai, le moyen de transport le plus économique, le plus silencieux et le moins polluant de la planète.

Amandiers en Provence

C'est la saison des amandiers en fleurs. Pour capter ce moment éphémère, suivre Déambule (23, rue Fénelon, 30000 Nîmes, tél. : 66-29-50-64) dans ses pérégrinations provençales. Daudet ne désavouerait pas cette marche buissonnière agrémentée d'un pique-nique de produits du terroir puis, en minibus, cette découverte de Glandun et des lieux peints par Van Gogh.

Dans le parc régional du Lubéron, il est des villages aux maisons recouvertes d'une terre ocre, accrochés à des pitons rocheux. Chacun retient le regard : Gordes, la vedette, mais aussi Les Taillades, Oppède-le-Vieux, Ménerbes, Bonnieux, Lacoste, Roussillon. Des noms pleins d'histoires, des noms chantants. C'est dans un village des Côtes-du-Rhône, Sablet, que l'on dormira avant de traverser, dans le Vaucluse, les derniers contreforts des Alpes. Des contreforts si découpés qu'ils reçoivent le nom de « dentelle de Montmirail ». Avec d'autres villages : Séguret, Gigondas, Beaumes-de-Venise, Suzette, La Roque-Alric, Le Barroux. Les amandiers sont là.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard



Le château de Charlottenburg.

outre la visite de l'exposition Rembrandt sous la conduite d'Olivier Le Bihan, conservateur au Musée des beaux-arts de Bordeaux et spécialiste de la peinture hollandaise, comportera donc une excursion au pavillon de chasse de Grünewald, au bord d'un lac, afin d'admirer une importante collection d'œuvres d'art, dont une série de Cranach. Visite aussi de ces monuments historiques ou mines culturelles que sont la Porte de Brandebourg, le Reichstag, le château de Bellevue, Charlottenburg et, à Postdam, le château de Sans-Souci. Les 21 et 22 septembre, 5200 F, tout compris.

une bicyclette. Il s'agit de la Casamance (9 jours à partir de 6 190 francs), du Grand Sud marocain (8 jours à partir de 5 780 francs) et de la Martinique (9 jours à partir de 8 740 francs). La Sierra-Leone (9 jours à partir de 8 720 francs) et le pays berbère, au Maroc, (15 jours à partir de 8 500 francs) demandent, en revanche, une certaine expérience du VTT. Quant à l'Equateur (14 jours à partir de 12 890 francs) et Madère (9 jours à partir de 6 150 francs), ils sont réservés à des « vétérans » confirmés. Sans oublier, du 6 au 17 juillet, le Festival de Crested-Butte, au cœur du Colorado (12 jours, 9 990 francs en chambre double),

Visite guidée gratuite de Paris, jeudi 21 février à 14 heures. Le rendez-vous est fixé place de la Concorde, du côté du Musée de l'Orangerie et le retour prévu vers 17 heures. Pas de réservation. Une initiative de la Fédération nationale des guides interprètes (267, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, 75011 Paris, tél. : 43-48-51-43).

Le catalogue des vacances 1991 de Renouveau est sorti. L'association gère près de 8 000 lits, dans 19 villages de vacances. Au total, 25 destinations (pension complète, gîtes ou camping) dont 6 séjours à l'étranger et un choix de plus de 120 stages. De 132 à 244 F par jour pour un adulte en pension complète et des réductions pour les enfants qui bénéficient de nombreux services. Renseignements au siège, 73023 Chambéry Cédex (tél. : 79-75-75-75), à Paris (18, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris, tél. : 42-78-26-42) et par Minitel 3615 Renouveau.

Premier challenge de golf amateur organisé, du 10 au 17 mars, par l'Hôtel Bakoua (associé Sofitel), situé en Martinique, dans la baie de Fort-de-France, et Golf Holidays (19, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. : 45-01-79-20), avec la participation d'Air France. On jouera sur le golf de l'Impératrice, dessiné par Trent Jones. Trois forfaits sont proposés, du 3 au 21 mars.

Bilan mitigé pour le SMTV (Salon mondial tourisme et voyages) qui s'est tenu à Paris du 23 au 29 janvier. Comme on pouvait s'y attendre - actualité oblige - il n'a reçu que 15 000 visiteurs contre 38 000 l'an dernier. Première consolation : des visiteurs très motivés venus autant pour acheter que pour s'informer. Seconde consolation : la bonne tenue des journées réservées aux professionnels qui ont accueilli 15 900 visiteurs contre 19 000 l'an dernier.

Pour le Saint-Valentin, le 14 février, plusieurs hôtels Concorde (réservation au 40-68-53-00) ont pensé aux amoureux. Ainsi le Crillon, à Paris, « offre » pour 1 600 F par personne, chambre de luxe, champagne, fleurs, dîner aux Ambassadeurs (ou dans la chambre) et petit déjeuner. Séjour princier au Martinez, à Cannes, avec, du 14 au 17, transfert de l'aéroport de Nice en hélicoptère ou limousine, accueil V.I.P., chambre et petit déjeuner à 990 F la nuit. Le dîner, avec violons, est à 520 F par personne.

La Bourse internationale du tourisme de Berlin (ITB) aura lieu aux dates prévues, du 2 au 7 mars prochain. L'organisateur confirme et précise que des mesures de sécurité renforcées seront prises pour assurer le bon déroulement de la manifestation.

Lugano, indifférente aux noirs nuages de l'actualité, annonce le rétablissement de la monarchie pendant les réjouissances carnavalesques programmées du 7 au 12 février dans la cité tessinoise. En vedette, le risotto de midi, dégusté Piazza Riforma, le 11 février. Programme (en italien) et renseignements sur le forfait spécial « Romantic Lugano » auprès de l'Office du tourisme local, à CH-6901 Lugano, tél. : 091 21-46-64.

Le septième Salon de la randonnée et des sports de nature aura lieu du 1^{er} au 5 mars prochain à l'Espace Champéret. Point de ralliement de ceux qui pratiquent la marche mais aussi le vélo tout terrain, la voile, le cheval, le canoë-kayak, le parapente, l'ULM, la plongée, les sports d'eau vive ou le ski, ce Salon réunit fédérations et associations sportives, agences de tourisme, fabricants de matériel, éditeurs et presse spécialisée. Ouvert de 10 heures à 20 heures, nocturne jusqu'à 22 heures le 1^{er} et le 4 mars. Entrée : 40 F.

Nuits moins chères en périodes claires dans les 120 hôtels Mercure d'Europe qui, jusqu'en juin, modulent leurs prix en fonction de l'activité locale et selon que le séjour s'effectue en période rouge (forte activité), rose (rythme normal) ou claire (moindre affluence) avec, dans ce cas, des prix réduits de 20 % à 50 %. Brochure dans tous les hôtels et auprès de la direction de la communication, 7, allée du Brévent, 91021 Evry Cedex.

La Chine, en dix jours, pour 7800 F : Pékin (3 jours), les stèles de Xian, l'armée en terre cuite de Lintong, les jardins de Suzhou, Shanghai. En pension complète, vols internationaux et intérieurs compris. Départ le 4 mars (8 300 F). Auprès de Promotion Voyages (53, rue Condorcet, 75009 Paris, tél. : 48-78-82-22).

La chambre du maharajah de Palampour, de Maurice Chevalier ou du shah de Perse ? Avec un peu de chance, on peut la réserver au Carlton de Cannes à des prix « étudiés » : 4456 F, 2 nuits en chambre double avec voiture de location et possibilité de pratiquer le golf, jusqu'au 31 mars. Ensuite, 5400 F.

كلنا من الأصل

Charleville en oubliant Rimbaud



Bien sûr, « l'homme au semelles de vent » y est né en 1854, et la cité célèbre déjà l'événement commémoratif littéraire de l'année : le centenaire de sa mort. Mais peut-on oublier un peu le poète et partir à la rencontre d'une ville - deux en fait, Charleville et Mézières - dont le charme ne réside pas entièrement dans le fait qu'elle abrita les premières fulgurances de Rimbaud.

POUR quiconque est hostile aux commémorations, il est au moins deux bonnes raisons de se rendre dans les Ardennes : le petit Mozart n'y écrivit point sa première sonate et on n'y a pas inventé le camembert. Où se trouve donc ce lieu béni, s'écrieront nos dignes compatriotes, à qui cette région un peu floue n'inspire que souvenirs de sombres défaites et de forêts peuplées de cochons sauvages. Tout près : deux heures et demie de Paris, une petite de Reims.

L'Ardenne qui nous occupe fait partie d'un vieux massif cambrien érodé en plaine, culminant à cinq cents mètres, et d'une topographie que l'on dirait « sans joie » si elle n'était vigoureusement bousculée par les vallées de la Meuse et de la Semois. C'est une région frontalière ponctuée de fortifications impitoyablement violées depuis des temps immémoriaux par les

trouées barbares et pieusement rebâties en attendant la der des der. Un pays froid et pluvieux. Le plateau mollement ondulé est quasi désert avec ses forêts et ses bocages, ses lacs plombés d'une sauvage beauté et ses marécages. C'est la lande des légendes épouvantables, des gnomes malfaisants, des feux follets et des sorcières, des loups-garous et des chasses infernales.

C'est le lieu aussi de la geste des Quatre Fils Aymon, persécutés par Charlemagne : Renaud, Allard, Guichard et Richard, montés sur le destrier Bayard, y feront maintes chevauchées pour affronter ou fuir le courroux de l'empereur avant la réconciliation de guerre lasse.

Les escarpements qui dominent les méandres de la Meuse brumeuse et de la Semois ont aussi leur comptant de ruines hantées, de roches tournantes au moindre chant du coq et au tintement des cloches, de dames pétrifiées pour avoir succombé au déduit en l'absence de leurs seigneurs partis en croisade. Ces démons d'un autre âge, ni le poète beatnik, ni le petit Gaspard du « pays où l'on n'arrive jamais » ne les craignent au long de leurs randonnées pédestres.

Où il faut renoncer à l'automobile. De Charleville aux frontières proches, les Hautes-Rivières à l'est par la vallée de la Semois, Givet là-haut au nord quand la Meuse a pris son cours sinueux et que ses rives masquent à peine les hautes cheminées de la centrale atomique de Chooz, il faut parcourir les chemins qui traversent de petits villages industriels égrenés au long des vallées. Château-Regnault, Navaux, Monthermé, Revin, Fumay, Haybes et, sur le plateau, pousser par le val de Misère jusqu'à Rocroi, petite place forte qui a conservé ses remparts en étoile et

ses douves engazonnées propres au jogging et aux étreintes vespérales.

Il faudra franchir des ponts de pierre, s'arrêter dans quelque auberge, manger le jambon et boire la bière mousseuse, songer à une femme lointaine, s'aviser que l'Ange de Reims, s'effaçant, sourit au-delà de Rethel, contempler les schistes qui strient les versants, la dentelle gelée des stalactites scintillant dans le pâle soleil, les glaçons charriés par la rivière et décider que, décidément, ce n'est pas le moment juste de partir pour Chypre, l'Abyssinie, l'Harar ou Aden. Il faut revenir à Charleville.

Les villes nouvelles, ce n'est pas une invention des Anglais après le blitz ou du district de la région parisienne. Trois d'entre elles remontent à l'aube du XVII^e siècle, au règne du roi Henri. Le royaume est alors saisi d'une ardente fièvre immobilière. On bâtit de nouveaux quartiers à Lille, à Rouen, à Lyon, à La Rochelle, à Nancy. Les Grands se mettent de la partie, plus sans doute pour relever leur prestige que par goût du luxe. C'est ainsi que Charles de Gonzague, duc de Mantoue, le ministre Sully et le cardinal de Richelieu inventent leur ville. A Henrichemont, Sully n'achèvera pas son entreprise. La ville de Richelieu tombera après la mort de son fondateur dans une douce somnolence. Seul Gonzague réussit pleinement son ambition en créant sur un petit territoire voisin de Mézières, la principauté d'Arches, la ville à laquelle il donne modestement son nom, Charleville.

A l'heure à laquelle il signe le décret de fondation de la ville, Charles de Gonzague a vingt-six ans. Le duc de Mantoue a épousé une princesse de Clèves qui lui a apporté Nevers et Rethel en plus de la petite principauté perdue aux confins du royaume. Le choix de ce lopin par Gonzague n'est pas infélicité. La Meuse est navigable et rejoint l'Escaut pour déboucher sur la mer. Le lieu est propice aux échanges entre nord et sud de l'Europe et curieusement sans concurrence. C'est une ville industrielle et commerciale qu'entend créer le duc : dès 1603, il a édité un droit de passage pour toute marchandise traversant la principauté, une manière de financer une part des dépenses.

Il bâtit les premiers pavillons à ses frais et y installe des marchands. Il attire les artisans et commerçants en leur concédant des privilèges. Il octroie un droit d'asile. Il met en œuvre tous les moyens d'assurer le succès de l'entreprise et de créer de toutes pièces une ville, non seulement prospère, mais belle et admirée de ses contemporains. Son architecte, c'est Clément Métezeau. Il a vingt-cinq ans en 1606. On est architecte dans la famille depuis trois générations et son frère Louis bâtit pour Louis XIII la place Royale aujourd'hui place des Vosges, y cotoie Salomon de La Brosse, Lemercier, Androuet du

Cerceau et participe à la recherche théorique tout en faisant de juteuses affaires immobilières.

Pour Charleville, Clément Métezeau a adopté un plan « classique » inspiré d'un recueil de plans de villes publiés par un certain ingénieur Perret, lui-même influencé par Vasari, et dans lequel puisèrent sans doute également les architectes de Richelieu et d'Henrichemont : une trame orthogonale, une vaste place centrale et une ponctuation de places secondaires. Les rues sont larges : la circulation des carrosses est déjà un problème lancinant. La place Ducale est le centre et le joyau de la composition. Largement ouverte sur la ville par deux rues en croix - contrairement à la place des Vosges refermée sur elle-même - elle déploie sur quatre côtés une ordonnance symétrique de pavillons bâtis sur des principes rigoureux d'alignement horizontal et vertical : quatre arades, quatre fenêtres à chacun des deux étages, quatre ouvertures (ouï ou mansardes) dans les toits. A cette unité géométrique vient s'ajouter l'unité des matériaux : chaînages de pierre, remplissage de brique, toits d'ardoises.

La place Ducale, dont la restauration soignée se poursuit, demeurera un des chefs-d'œuvre du style Louis XIII. Des traces de la Charleville originelle, on en trouvera tout alentour en dépit des outrages du temps et des changements de vocation des bâtiments : un couvent devenu maison d'arrêt par exemple - l'architecture peut-elle inspirer la contrition ?

Et Mézières ? dire-t-on. On oublie Mézières et c'est dommage. Depuis Gonzague, l'histoire de la ville est celle du parent pauvre incapable de résister à l'expansion de sa puissante voisine, une histoire faite de plaintes et de jérémiades : ville administrative et de garnison, détruite plus souvent qu'à son tour, Mézières aura opposé depuis l'aube du XVII^e siècle une série de petits barons d'honneur pour trouver en 1966 une fusion honorable avec sa rivale, fusion englobant les localités voisines de Mohon, Etion et Montcy-Saint-Pierre. Distendue par les méandres de sa rivière et ses voies de chemin de fer, l'agglomération cherche son identité. L'architecture moderne, comme ailleurs, y a accompli quelques ravages que de bonnes intentions ont peine à exorciser.

Il y a bien une petite caserne de pompier décente (dont on dit qu'elle fait bien rire les Japonais) et une gare routière en centre-ville qui sacrifie aux modes du moment : bardage de métal étincelant, hublots maritimes, toiture en aile d'avion et tirants faits pour résister à un typhon en mer de Chine. C'est peu. Et cela rend la ville ancienne furieusement somptueuse. A déambuler au soir dans sa provincialité déserte, à écouter l'écho de ses propres pas, à égrener les quarts d'heure au clocher qui tintent « la République vous appelle », on se sent soudain très exotique et anachronique. Puis, on s'arrête net à un angle de rue. Sur

un pignon lépreux, un loubard insomniaque a tagné cinq voyelles.

On ne sait pas assez que Charleville-Mézières possède une renommée mondiale. Cannes a son cinéma, Vire, son andouille, Avignon, son théâtre et Rethel, son boudin blanc. Charleville-Mézières est la capitale incontestée de la marionnette. On y accourt du Japon, de Tchécoslovaquie, d'Inde et de Java, de New-York et de Poitiers, de La Colle-Saint-Cloud et de Leningrad. L'artisan ou le *deus ex machina* de cette gloire est un heureux homme. D'ailleurs, il se nomme Jacques Félix. Son histoire commence il y a bien longtemps pendant la drôle de guerre.

Le visiteur de forges de la vallée ardennaise a un violon d'Ingres et fonde la compagnie des « Petits comédiens de chiffon » qui tourne et virolette dans la région pendant deux décennies. Peu à peu, Jacques Félix a noué des relations avec d'autres troupes, en France et à l'étranger. En 1961, c'est un galop d'essai : treize troupes participent à un premier festival international, doublé d'un congrès de marionnettistes français.

En 1972, l'affaire prend de l'ampleur : quarante-cinq troupes venues du monde entier et le congrès de l'Union internationale de la marionnette font de l'événement un succès total qui convainc les institutions.

Lors du festival suivant, en 1979, naît l'idée d'une structure plus stable qui regrouperait en un même lieu un cadre d'enseignement et de formation permanent, de documentation et d'échanges. En 1981, l'Institut international de la marionnette est né : ministre de la culture, conseil régional et général, ville de Charleville-Mézières en sont les parrains et pourvoyeurs de fonds. Le festival a pris une péri-

odicité triennale. Il accueille les expressions les plus fortes et les plus diverses d'un art qui défie le temps, du bunraku au Muppet Show. Cette année, le festival se tiendra à l'orée de l'automne. C'est le Bread and Puppet qui, comme déjà en 1985, est invité à l'atelier d'été au cours duquel sera élaboré le spectacle présenté en septembre. En 1988, c'est le grand Tadeusz Kantor qui, au cours d'une « très courte leçon », avait concocté un de ses ultimes tricotages avant sa disparition. Et que crévent les artistes.

Rue Thiers, au 14, il y a une brasserie et un restaurant (1). Au 10, c'est un « centre de beauté ». Sur le quai de la Madeleine, une autre maison a subi un implacable lifting. A côté, un night-club pour voyageurs égarés dispense ses lumières tamisées et médiocrement attirantes. Face à la gare, le kiosque sans fondions est vide de pions. Du vieux moulin qui anticipait les Salines de Ledoux en se parant de la noblesse d'un palais, on a fait un musée. Il aimait les peintures idiotes. Il doit être comblé. Des jeunes gens dévots consacrent force versions déclinées à sa photographie par Carjat. Il y pose, gilet montant et ruban de marin, beau et innocent comme une « Querelle de Brest ». Ce regard aveugle, ces façades muettes, ces objets morts suscitent une morne perplexité. Quand on aura épuisé ces icônes inutiles, il n'y aura qu'à s'en aller, les mains dans les poches, crevé.

Olivier Boissière

(1) Emplacement de la maison natale de Rimbaud. La rue s'appelait alors la rue Napoléon.

Guide

Lire avant de partir
Champagne-Ardennes, Christine Bonneton éditeur (malheureusement plus Champagne qu'Ardennes) : le *Pays où l'on n'arrive jamais*, d'André Dhôtel, « J'ai lu », 258 p., 16 F ; *Œuvres complètes d'Arthur Rimbaud*, Gallimard, 1256 p., 239 F.

Itinéraires
La Vitrine du conseil général, 24, place Ducale (tél. : 24-56-06-08), propose une série d'itinéraires ardennais à thèmes : routes des légendes de Meuse et Semois, route des forêts, lacs et abbayes, etc.

Musées
Musée de l'Ardenne, en cours de travaux, place Ducale. Réouverture fin 1991. Musée Rimbaud, Vieux-Moulin, quai Rimbaud (tél. : 24-33-31-64). Ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi.

Hôtels
Le Château bleu, 3, boulevard Lucien-Perquin-Warocq. Tél. : 24-56-18-19.

Le Clèves (avec restaurant), 43, rue de l'Arquebuse. Tél. : 24-33-10-75.

Abbaye des Sept-Fontaines, 08090 Fagnon, à 8 kilomètres de Charleville-Mézières. (Pour les hommes grands. Charles de Gaulle y séjourna.) Tél. : 24-37-38-24.

Restaurants
Il faut goûter à la salade ardennaise (salade cuite, pommes de terre et lard). Le gibier (sanglier et chevreuil) ne se mange, en principe, qu'en saison. Hors icelle, il est surgué ou braconné, deux hypothèses également plausibles, l'une n'excluant pas l'autre.

La Côte à l'os, 11, cours Aristide-Briand. Tél. : 24-59-20-18. La César, 16, rue Thiers. Tél. : 24-33-23-12.

PARIS / ANTILLES A PARTIR DE 3.230 F A/R

DECouvrez LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

NEW YORK	A/S 1100 A/R 1990	CARACAS	A/S 2805 A/R 5390
LOS ANGELES	A/S 1880 A/R 5740	BUENOS AIRES	A/S 3780 A/R 6890
SAN FRANCISCO	A/S 2035 A/R 5740	SANTIAGO	A/S 4180 A/R 6890
MIAMI	A/S 1705 A/R 5080	NAIROBI	A/S 2405 A/R 4575
MONTREAL	A/S 1065 A/R 2125	DAKAR	A/R 2970
RIO DE JANEIRO	A/S 3265 A/R 5775	BANGKOK	A/S 3120 A/R 4070
SAO PAULO	A/S 3350 A/R 5775	SYDNEY	A/S 5095 A/R 8360
MEXICO	A/S 2020 A/R 4035	SEYCHELLES	A/R 6490

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS DISPONIBILITÉ DE PLACES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRE. PRESTATIONS HÔTELS ET LOYERS DE VOYAGES CROISIÈRES ET SÉJOURS À LA CARTE POSSIBILITÉ DE RÉGÉNÉRER ET DE RETOUR VOTRE VOYAGE AU 01 42 21 46 94. FAX (01) 45 08 83 35. DÉPARTS LUXEMBOURG - DÉPARTS FRANCFORT

ACCESS VOYAGES

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN-LAS-HALLS, 6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. TÉL. (01) 40 13 02 02 et (01) 42 21 46 94. FAX (01) 45 08 83 35. LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, TÉL. 78 63 67 77.

La Malaisie aux neuf sultans

Suite de la page 17

Les Malais sont sans doute légèrement majoritaires, mais les Chinois forment une très forte minorité (environ 35 %), sans négliger les Indiens (10 %).

Certes, depuis les durs affrontements interethniques de 1969 – la rumeur, probablement fautive, s'était répandue qu'un Chinois avait eu le toupet de manger du porc dans une mosquée... – rien de vraiment grave ne s'est passé entre les différentes communautés; en dehors de destructions d'idoles hindoues ou bouddhistes par des adolescents musulmans croyant ingénument qu'au bout de trente casses le Paradis leur est acquis, ainsi que le raconte l'écrivain anglo-hindou Naipaul, dans des pages particulièrement sévères de son *Voyage aux pays des croyants*.

Perdre donc un climat aigre, dont on ne voit pas la fin. Les Chinois, qui contrôlent 80 % des leviers économiques (contre 95 % en 1970, avant les mesures gouvernementales antimonopole), pestent in petto « contre ces Malais qui ne fichent rien et nous obligent à apprendre leur langue de primitifs », tandis que les Malais brocardent « les mangeurs de chiens, impurs et vendus à l'étranger » et colportent d'horribles histoires sur les sociétés secrètes chinoises.

Tant l'arrogance des Chinois de Singapour (retranchés dans une île anciennement malaise où ils s'implantèrent, à partir du siècle dernier, plus ou moins à l'appel des colonisateurs britanniques), que l'islamisation en profondeur en cours dans toute la Malaisie (le bouddhisme et les autres philosophies orientales en lesquelles croient les Chinois sont considérés par la doctrine musulmane classique comme du paganisme à éradiquer), renvoient aux calendes grecques toute idée de « brassage » ou de « creuset ».

L'inquiétant, c'est que l'antagonisme est peut-être plus racial que confessionnel, puisque les Chinois islamisés continuent, en général, d'être refusés par la société malaise. L'actuel et éternel chef du gouvernement fédéral, Mahatir Mohamed, un médecin sexagénaire à allure juvénile, pourrait pourtant symboliser lui-même qu'une politique d'intégration ethnique est possible (tant donné qu'il est fils d'une Malaise et d'un Indien. Cependant, chacun s'empresse de minimiser son cas, de souligner qu'il est l'exception confirmant la règle, puisque « cet Indien était de souche musulmane et enseignait dans une école malophone. Et puis, les Indiens ne sont pas les Chinois... » Ne cherchez pas alors à discuter, vous vous mettriez tous les Malais à dos et, sans doute aussi, les Chinois, lesquels pour rien au monde voudraient se mêler.

Ces derniers, la nuit, tiennent toujours le haut du pavé dans la

capitale fédérale, Kuala-Lumpur, agglomération de quelque deux millions d'âmes, fondée sans s'en rendre compte, vers 1860, par deux commerçants... chinois, au point de rencontre des fleuves Gombak et Kelang (Kuala-Lumpur veut dire « confluent boueux »), en relation avec les mines d'étain.

Minets et minettes aux yeux bridés, habillés et coiffés rigoureusement comme dans la plus récente série américaine de la télé locale, parfumés au Chanel 9 ou au Chanel 007 (garantis production nationale), roucoulent sur les trottoirs nickel, le long des tours bancaires et fiduciaires, vertigineuses falaises urbaines.

Rescapées des spéculations immobilières, quelques coupoles anglo-mogoles de l'ère victorienne s'enfoncent entre les gratte-ciel comme la cathédrale Saint-Patrick à New-York. Au café d'à côté tout en plastique, éclairé par un ciel scialitique, vous pouvez boire un thé en boîte au chrysanthème avec « colorants autorisés ».

L'air est émollient comme à Abidjan, mais sans les miroirs rafraîchissants de la lagune (les deux fleuves-égouts de Kuala-Lumpur sont embouffés). Les édifices en verre et aluminium sont les mêmes que dans la capitale ivoirienne, qu'à Abou-Dhabi, qu'à Dallas, que partout. Seule, un peu à l'écart, la tour du Pèlerinage (à La Mecque), don saoudien, se distingue sous forme d'un sablier de trente-cinq étages, marqué quatre ou cinq fois en son fronton du saint nom d'Allah en arabe.

Cependant, les caractères arabes *djaouis* qui, depuis l'arrivée de l'islam il y a cinq siècles, servent à transcrire le malais, sont maintenant, aussi paradoxal que cela puisse paraître en pleine vogue islamique, remplacés presque partout (enseignement, presse, enseignes, etc.) par des lettres latines, jugées plus malléables.

Toute la littérature idéologique mahométane, des Frères musulmans d'Égypte aux vies édifiantes (trois versions, deux en malais, une en anglais pour le seul Saddam Hussein, se vendent comme des petits pains), souvent d'ailleurs éditée et diffusée par des Chinois « mécréants » mais imbattables en affaires, est proposée jour et nuit sur des écrans en plein air, entre des feuilles financières et des revues sportives.

Les deux principaux quartiers malais de Kuala-Lumpur, près de la Grande Mosquée et dans le faubourg de Kompong-Bahrou, ont un côté province, insouciant, « abandonné », familial. On y ignore, à croupetons sous sa véranda (invention locale, paraît-il), un *nasi-goreng*, riz frit servi sur un carré de feuilles fraîches de bananier.

La langue aussi est verte dans ces secteurs malais de la ville; interpellant des enfants, on dira :



« Depuis les durs affrontements interethniques de 1969 – la rumeur, probablement fautive, s'était répandue qu'un Chinois avait eu le toupet de manger du porc dans une mosquée... – rien de vraiment grave ne s'est passé entre les différentes communautés; en dehors de destructions d'idoles hindoues ou bouddhistes par des adolescents musulmans croyant ingénument qu'au bout de trente casses le Paradis leur est acquis, ainsi que le raconte l'écrivain anglo-hindou Naipaul, dans des pages particulièrement sévères de son *Voyage aux pays des croyants*. »



Guide

• Ce reportage a été réalisé lors de l'escalade en Malaisie du bateau omanais *Arche-de-la-Paix*, mis à la disposition de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) afin de mener à bien la reconstitution scientifique et culturelle de la Route maritime de la soie (Venise-Oaaka, octobre 1990-mars 1991). L'ancien sultanat malais de Malacca, par la suite possession portugaise, hollandaise et enfin anglaise, fut jadis une étape considérable de cette voie.

Des vols, notamment de la compagnie UTA, relient chaque semaine la France à Kuala-Lumpur et à Singapour, villes offrant toute une palette d'excellents hôtels. Les routes sont bonnes mais on y conduit à gauche.

Parmi les ouvrages cités dans notre article, *Malaisie*, d'Henri

Fauconnier, a été réédité par Stock en 1987; les romans coloniaux de Somerset Maugham se trouvent assez facilement, notamment chez les bouquinistes. Ne pas refuser, si on tombe sur cet ouvrage, la pinte de rye que ne manquera pas de vous procurer *Sultanes, harems et bêtes inconnues de Malaisie-Bornéo*, par Vitold de Golish (Ed. Exploration du monde, Bruxelles, 1989).

On en apprendra néanmoins un peu plus dans *Le Vent du Nord-Est* (Actes Sud, 1982), bref roman d'Oman Kelantan traduit du malais par Laurent Metzger et présenté par l'orientaliste Vincent Monteil. C'est un peu le *Vieil Homme et la Mer* version malaise. Le succint *Malaisie, miroir de l'Asie*, de Saint-Clair et Mallet (Laffont, 1983), date un peu mais contient plusieurs nota-

tions prémonitrices. *Le Monde diplomatique* de ce mois de février offre une enquête économique fouillée de notre confrère Marc Mengin sur la Grande-Malaisie (péninsule et Bornéo septentrional).

Très érudit, très riche sous l'angle sociologique est *Nous, gens de Ganchong. Environnement et échanges dans un village malais*, de Joysana Massard (Ed. du Centre national de la recherche scientifique, 1983, préface de P.-E. Josselin de Jong). Faute d'ouvrages plus récents en France sur le thème « forestier » et en tout cas à titre historique, il serait utile que Payot rééditât *Pahang, quatre années d'aventures dans la jungle de Malaisie*, de Willard Bush (1950). L'épais ouvrage de V. S. Naipaul, *Crépuscule sur l'islam, voyage aux pays des croyants* (Albin

Michel, 1981), contient quelques captivants croquis malais sur le vif, malheureusement délavés dans une foule de détails secondaires.

Beaucoup tiennent pour « un des plus beaux romans qu'ait jamais inspiré la fraternité humaine » *Lord Jim*, de Joseph Conrad (traduit de l'anglais par Henriette Bordenave, Gallimard, 1982), qui se déroule en partie en Malaisie. D'autres jugent interminable (500 pages) ce livre au rythme lent et intérieur et le trouvent avare de descriptions de l'arrière-plan géographique.

Quant à la Route (terrestre) de la soie, elle a fait l'objet en 1990 de la publication d'un divertissant petit récit du Hollandais Adriaan Van Dis, *Sur la route de la soie* (traduit par Marie Hooghe, Actes Sud), mettant surtout en scène des Chinois de Chine. •

soudah-biang, « déjà en chaleur », pour désigner un adolescent pubère, tandis qu'une jeune fille sera *soudah-datang-kotor*, « déjà souillée » (par les menstrues). Et un garçonnet supposé encore incircconcisé sera carrément appelé *kouloup*, littéralement « pré-puce ». De quoi faire lever au plafond les yeux des fils du Ciel...

Cette maléité, à la fois discrète et têtue, intransigente et brouillonne, d'esprit très villageois puisque la moitié des Malais vivent à la campagne, est garantie, aux yeux de la masse musulmane, par les sultans, « ombres de Dieu sur Terre ». Très astucieusement, les Anglais laissèrent jadis à ces princes la gestion évidente des affaires coutumières et religieuses. Même le « républicain » Mahatir Mohamed n'a pas osé revenir là-dessus. Le roi en exercice est d'ailleurs le référent religieux des musulmans dans les quatre États de la Fédération dépourvus de sultans (Malacca et Pénang dans la péninsule et Sarawak et Sabah à Bornéo).

Face au « corps étranger chinois », à Singapour « autant chinoise qu'Américaine », aux tornades du monde extérieur, surtout dans leur version nipponne (le Japon est devenu premier client et premier fournisseur de la Malaisie), les sultans, malgré la futilité notoire de plusieurs d'entre eux, sans parler de celui qui a, dit-on, tué un de ses cadidés à coups de canne de golf, représentent pour le peuple une sorte de protection identitaire. « Tant qu'ils sont là, l'islam et la langue malaise seront à l'abri », se rassurent les bonnes gens.

Azlan-Chah, sultan de Perak, le roi en fonctions, élu pour cinq ans par ses pairs en 1989, paraît bien « mou » toutefois à ces jeunes militants maximalistes (le Monde du 23 janvier), qui ont solennellement renié leur amitié saoudienne à l'heure même où le premier avion de guerre américain se posait dans « le pays-masqué », l'Arabie, à la suite de l'annexion du Koweït par l'Irak.

Ils aimeraient que le roi, « grand souverain suprême », ait lieu de se tenir coi dans son petit palais blanc ripoliné de frais et posé sur un gazon parfait à Kuala-Lumpur; retrouve les vieux cris de guerre du temps où les sultans jouaient les corsaires de Mahomet dans le détroit de Malacca.

Aussi regardent-ils avec envie vers la principauté de Kelantan, État fédéré presque entièrement islamo-malais, frontalier de la Thaïlande, où règne le « sultan pieux » Ismail et où gouverne une équipe « panislamique » sortie des urnes en 1990. « Allah fasse que cette situation régionale idéale préfigure l'avenir de toute la Fédération ! »

Mais Kelantan est loin, là-bas, au nord, dans ses monts et ses forêts. A leur prochaine sortie, nos étudiants en soutane verte et nos étudiantes encapuchonnées autant qu'Isabelle la Catholique se contenteront, en bus séparés, d'aller à Chah-Alam, le chef-lieu futuriste du sultan Saladin de Selangor, à mi-chemin de Kuala-Lumpur et de Port-Kelang.

Là, nos dévots en herbe pourront quand même se rafraîchir *ad libitum* l'âme et le corps dans l'immense et neuve mosquée Saladin-Abdelaziz-Chah : le dôme de Saint-Pierre de Rome en céramique blanche et bleue; quatre minarets de cent quarante-cinq mètres de haut effilés tels ceux de Sainte-Sophie; un espace de prières climatisé pour quinze mille personnes, non comprise la spacieuse loge sultanienne; un *akad-nikah*, galerie des mariages et cérémonies pour dix mille autres personnes; six salles d'ablutions à perte de vue en marbre noir, sans compter le Royal Ablution Hall; une bibliothèque de cinq mille ouvrages de piété; de gigantesques calligraphies du maître égyptien Abdelmoneim El Cherkaoui; trois entrées monumentales; des vitraux turquoises; des jets d'eau mousseux; des lustres de la taille d'une montgolfière; des jardins, un lac, des kiosques; des buvettes naturellement canoniques.

Il n'y a donc pas qu'en France que Dieu doit se sentir heureux. A tout le moins la Malaisie est une de ses résidences secondaires préférées, cette Malaisie dont les Chinois – toujours eux, les Malais devraient s'y faire – assurent qu'elle est « le puits de l'Asie ». Un puits de plus en plus févriqueux par les temps qui courent.

De notre envoyé spécial
à Kuala-Lumpur
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie
Renseignements insertions : 45-55-91-82, P. 4324

هَذَا مِنْ أَلَدِص

العدد ١٥٥٠

Chaussée d'Antin, chaussée d'antan

Il existait dans Paris une sorte de ville dans la ville : la chaussée d'Antin. Quartier résidentiel construit très vite à la fin du dix-huitième siècle et bouleversé tout aussi rapidement par les grands travaux du baron Haussmann et la construction de l'Opéra. Que reste-t-il de la chaussée d'Antin ?

CHAUSSEE D'ANTIN, une rue, une station de métro : ce qui est aujourd'hui un quartier de grands magasins, de banques, d'agences d'assurances ou de voyages, était il y a deux siècles un quartier résidentiel, composé d'élégants pavillons dispersés dans des jardins dessinés à la dernière mode, l'« anglo-chinoise ». Et vingt ans avant, c'est-à-dire vers 1770, le même quartier n'était qu'un « marais », où poussaient les navets, les poireaux et autres produits maraîchers destinés à la table des Parisiens, ceux qui habitaient de l'autre côté des Grands Boulevards.

Écoutons l'Herminette de la chaussée d'Antin, qui écrit en 1813 : « Je crois avoir vécu plus de deux siècles quand je pense aux changements qui se sont opérés autour de moi depuis quarante ans que j'habite auprès de la Chaussée. Je puis dire à la lettre que Paris est venu me chercher : la prairie que j'habitais s'est couverte d'édifices alignés en forme de rues ; ma maisonnette, que je louais cent écus par an, s'est transformée en un hôtel magnifique [...]. »

La chaussée d'Antin, celle qui aurait dû laisser un nom, c'est bien cette sorte de « ville neuve » : l'expression a été employée à l'époque, ce quartier chic où se logea tout ce que Paris comporta de financiers, d'actrices et d'acteurs, d'ambassadeurs, de nouveaux aristocrates, de la veille de la Révolution au chambardement haussmannien.

ment disparu presque aussi vite qu'il s'est constitué. Un quartier éphémère, comme la mode qui y triomphait.

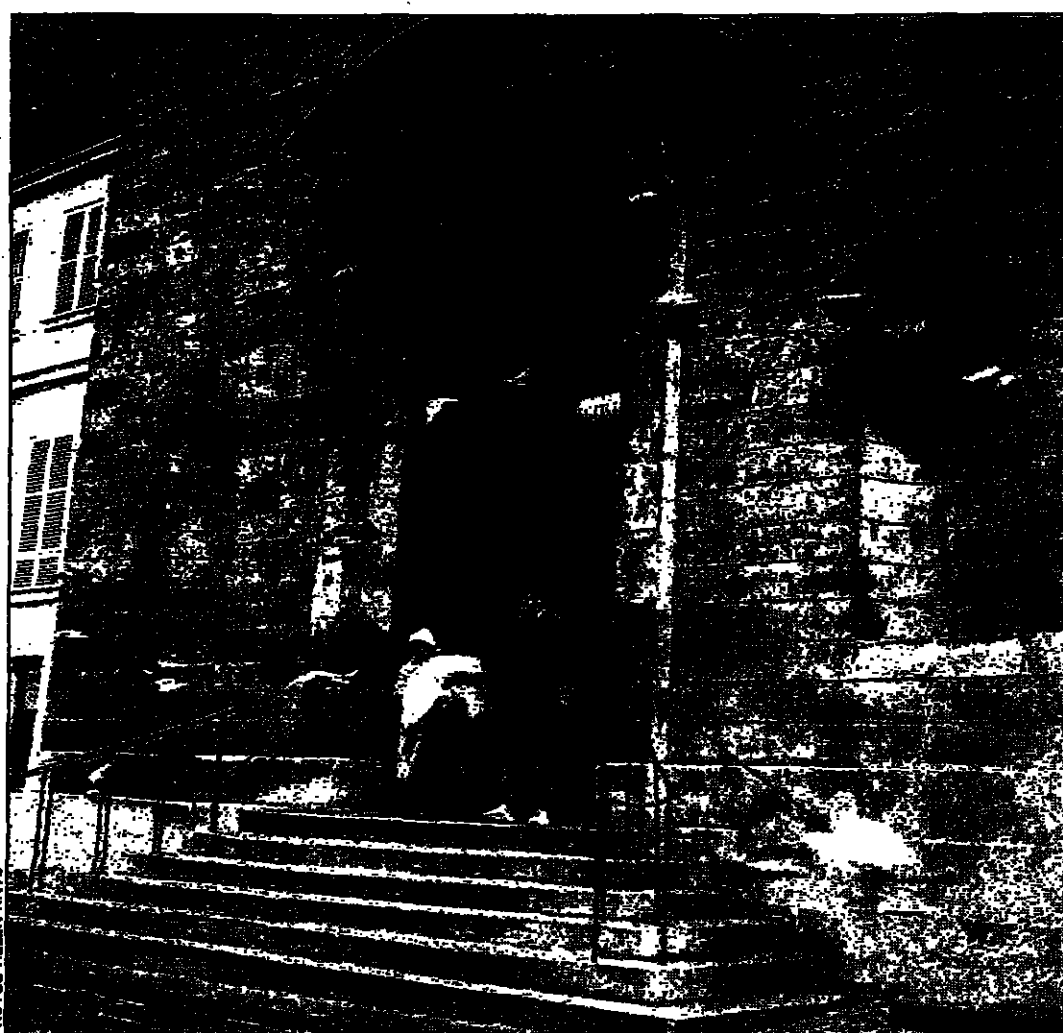
Comment, aujourd'hui, entrer dans la chaussée d'Antin en ayant le sentiment de ce qu'elle fut ? Par la porte, évidemment, car cette « ville » avait des portes, et il en reste une. Il faut se tenir boulevard de la Madeleine, sur le trottoir qui fait face à l'Olympia, au débouché de la rue Caumartin. Que voit-on ? Deux tours encadrent la porte, les deux immeubles d'angle qui marquent l'entrée de la rue Caumartin. Un traitement d'angle, comme disent les architectes, fait que les deux immeubles s'arrondissent.

Il fut un temps où le paysage urbain pouvait avoir des significations particulières. Les angles arrondis dessinés par l'architecte André Aube en 1781-1782 signifiaient au promeneur qu'il entrait dans le lotissement de la rue Caumartin.

Simple plan d'embellissement, marquage esthétique ? Pas tout à fait, car le but est aussi commercial. Il faut savoir qu'en ce dix-huitième siècle encore, habiter la ville n'est pas habiter hors les murs. Or, la rue Caumartin se lance au-delà du boulevard, c'est-à-dire du rempart, simple promenade plantée, mais limite urbaine. Au-delà, ce sont les faubourgs. Comment vendre des terrains ou des maisons à des clients qui veulent être en ville alors qu'ils n'y seront plus ? En leur donnant l'impression d'entrer dans une autre ville, par une porte, puisqu'il n'y a pas de ville sans porte.

Sur le prospectus publicitaire du lotissement, car il y en a déjà, les promoteurs, Anbert et le financier Marin de La Haye, ont bien pris soin de dessiner le boulevard. C'est l'argument de vente : une ville bordée par une sorte de jardin public, les nouveaux riches que l'on cherche à attirer ayant un goût pour la nature qu'ils veulent concilier avec celui pour la ville.

Entrons dans la rue Caumartin, sans avoir oublié de remarquer que l'immeuble d'angle de droite - c'était l'hôtel d'Aumont, face à



1775-1780 aux mathurins déchaussés, qui les ont vendus par bail emphytéotique pour restaurer leur couvent de l'hôtel de Clugny, sur la rive gauche.

Les « marais » des mathurins ont nourri la spéculation foncière durant toute l'époque d'urbanisation du quartier, après avoir nourri de légumes ses futurs habitants. Car les habitants de la chaussée d'Antin ne sont pas des provinciaux ou des ruraux démunis, fraîchement arrivés à Paris. Ces derniers s'entassent dans les galeries ou les arrière-cours d'un centre déjà surpeuplé. L'extension de la ville n'est pas destinée à répondre à la croissance démographique, mais bien à permettre aux nouveaux riches de fuir ce centre pour être plus à l'aise dans les maisons dotées de jardins de la « ville neuve ».

Après avoir franchi une autre saignée, celle du boulevard Haussmann, le dernier tronçon de la rue Caumartin se glisse entre les deux magasins, traités, dans les années 1880-1885, par l'architecte Paul Sédille en rotonde eux aussi. On peut alors avoir l'impression de rentrer dans des couloirs, les couloirs de la ville « haussmannienne », c'est-à-dire ce qui reste de la ville d'avant. On quitte le paysage du dix-neuvième siècle pour retrouver celui du dix-huitième. Immédiatement derrière la rue de Provence, qui, là, ressemble à une arrière-boutique, il y a la merveille : le couvent des capucins. Situé à Versailles ou dans quelque autre ville ancienne, ouvert au public, il serait une curiosité touristique.

Mais, les capucins chassés à la Révolution, les bâtiments conventuels appropriés en lycée en 1803 - le lycée Bonaparte, aujourd'hui Condorcet - seule l'église Saint-Louis d'Antin est visible. La placette qui en dégage la façade est encombrée d'un brio-à-brac de mobilier urbain peu élégant. Le cloître néo-grec, vilainement badigeonné, est devenu la cour de récréation des potaches.

Alexandre-Théodore Brongniart, celui du palais Brongniart (1), a produit là (en 1780) un de ces chefs-d'œuvre de sobriété et même d'austérité qui caractérisent l'architecture néoclassique. Le plan, basilical de l'église est tout aussi moderne et reprend celui, légèrement antérieur, de Saint-Philippe du Roule (de J.-Fr. Th. Chalgrin).

Un peu plus loin, à droite dans la rue Caumartin, l'immeuble n° 60 est représentatif du traitement monumental alors souvent

appliqué aux habitations, et l'immeuble n° 71 (voir surtout la cour), construit par N.-J.-A. Vestier (2), rappelle que ce dernier fut l'architecte de la rue des Colonnades.

Face au couvent s'ouvre la rue Joubert, ancienne rue Nouvelle-des-Capucins, axe du lotissement urbain le plus soigné du quartier. Une placette encadrée par des maisons à angles coupés (encore perceptibles malgré la défiguration apportée par le Prisme), des façades homogènes bien alignées (on verra surtout les immeubles n° 33, 17 et 1, très remaniés) : l'existence d'un plan est décelable. Il y en a bien eu un, dessiné par le même Brongniart, qui a également joué le rôle d'agent immobilier pour le promoteur du lotissement, un gros entrepreneur du pavé de Paris.

Si l'aménagement a été aussi élaboré, c'est surtout parce que l'opération n'a pas été seulement spéculative mais que Louis XVI a parrainé la fondation du couvent qui allait constituer une paroisse pour ce quartier en plein développement. Cependant, son éloignement du boulevard a rebuté les riches financiers, et les immeubles se sont remplis de ceux qui les avaient construits : les maçons et les charpentiers. Un architecte s'y est installé, François-Joseph Bélanger, au n° 20. On peut y voir (si un code n'en interdit pas l'entrée) un vestibule et une cour ordonnées de colonnes doriques, encore belle bien que surélevée au dix-neuvième siècle.

Avec Bélanger, nous pénétrons la société de la chaussée d'Antin à la veille de la Révolution. Notre architecte était lié à la fois aux financiers qui y habitaient, et aux actrices, danseuses ou chanteuses pour lesquelles les mêmes financiers, ou autres grands seigneurs, firent construire de ravissantes « folies ». Ce grand séducteur obtenait, si l'on peut dire, les commandes sur l'oreiller. Étant l'amant de cour de quelques-unes de ces dames (comme Sophie Arnould ou M^{me} Dervieux), celles-ci surmontaient le nom du bel architecte à leurs protecteurs fortunés. Pour les architectes, l'accès à la commande peut emprunter bien des voix.

Au bout de la rue Joubert nous arrivons enfin à la rue de la Chaussée-d'Antin que l'on peut remonter vers les Grands Boulevards. Une belle partie de l'œuvre de Claude-Nicolas Ledoux y a sombré. Disparus l'hôtel de la Guimard, celui de M^{me} de Montmorency (à l'emplacement du Paramount). Disparus aussi les

hôtels jumeaux du duc d'Orléans (à l'angle de la rue de Provence) et de M^{me} de Montesson, son épouse morganatique.

La « folie » du duc d'Orléans, extravagant pavillon construit par Brongniart et Henri Prêtre a été remplacée en 1829-1830 par la Cité d'Antin, un des premiers ensembles financiers et bancaires du quartier. On y pénétra par les n° 61 et 57 de la rue de Provence, sous deux vestibules monumentaux, uniques entrées jusqu'à ce que l'ouverture de la rue Lafayette ne fasse déboucher la rue privée qui la desservait sur la nouvelle artère.

L'hôtel Lakanal, qui se cache au fond d'une seconde cour - les

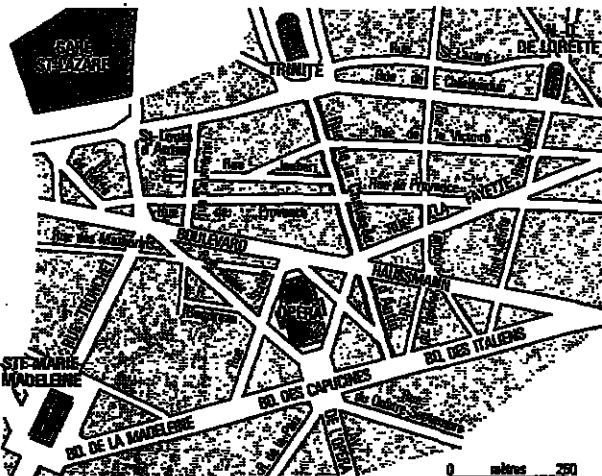
rez-de-chaussée et la corniche sont communes à ce qui est devenu deux immeubles apparemment distincts. Le sévère Vestier a bâti aux n° 2-4 (avec retour sur le boulevard) un des plus beaux immeubles du quartier.

Quelques pas à gauche sur le boulevard des Italiens, et nous pouvons à nouveau entrer dans la « ville neuve » par la rue Taitebout.

Ce fut le royaume d'un grand lotisseur devant l'éternel, un trésorier à l'artillerie royale portant le beau nom de Jacques-Guillaume Bourré de Vézelay, comte d'Esnon, du nom d'une seigneurie de l'Yonne achetée en 1773, peut-être avec les bénéfices de ses nombreuses spéculations. A Esnon, il se fit bâtir un château, probablement œuvre de Brongniart, entouré d'un beau parc « à l'anglaise ». Et c'est Brongniart qui a tracé le coude malhabile que fait la rue Taitebout au niveau du boulevard Haussmann, ici percé en 1827. Mais le lotissement spéculatif a ses règles de rentabilité qui ne connaissent pas celles de l'esthétique urbaine.

La rue Taitebout a beaucoup souffert depuis sa construction. Éparpillons au promeneur le catalogue digne d'un Paris démodé (1833) ou d'un Paris disparu (1966), chez Édouard Fournier ou à Georges Pillement. Au-delà de la rue de Provence (ancien grand égout nord de Paris, couvert aux frais des lotisseurs), la rue Taitebout longe ce qui fut - avec nos excuses pour cet incessant emploi du passé simple ou de l'imparfait - le terrain de l'hôtel de Théodorus, construit par Ledoux pour la femme d'un banquier suisse.

En suivant la rue Taitebout, ou la rue Laffitte, nous arrivons rue de la Victoire. Et quelle victoire ! Celle de Bonaparte. Avant que le futur empereur ne vole d'Arcole en Rivoli, la rue qui abrita ses amours avec Joséphine portait le nom plus rustique de Chantier-reine, de ces reines qui coassaient autrefois dans le « marais ». Joséphine de Beauharnais avait loué au n° 60, en 1795, une maison en fond de parcelle qui a disparu, construite par l'architecte Pécarré de Montreuil, autre spéculateur. Le général auréolé de victoires l'y rejoindra l'année suivante. Aussi, en 1797, le Directoire arrêta qu'il fallait faire disparaître un nom comportant le mot « reine », « signe de royauté ».



fonds de parcelles abritaient d'agréables pavillons dans des jardins - est finalement le seul à montrer cette architecture. On l'entrevoit à travers la porte cochère du n° 20 de la rue de la Chaussée-d'Antin ; il est aujourd'hui occupé par la Banque française du commerce extérieur. Encadré dans la voûte du vestibule, un élégant péristyle ionique, construit par l'architecte Henry en 1795-1796, fait furtivement revivre un autre Paris.

Moins indiscrètement, on peut admirer le grand immeuble sur rue (n° 18 à 22), construit en 1790-1792 (peut-être sur des dessins d'Aubert) dont la partie droite de la façade a été retaillée au milieu du dix-neuvième siècle, pour être mise au goût du jour.

L'observateur attentif remarquera que les arcades sur colonnes doriques sans base (à la grecque) du

L'hôtel qui quitta Bonaparte en 1799, avait été auparavant loué à Talma (de 1791 à 1795). Les acteurs ont longtemps résidé à la chaussée d'Antin, en compagnie de généraux ou d'ambassadeurs, à partir de l'Empire : l'hôtel Théodorus avait ainsi été habité par Murat avant d'être donné à Alexandre de Russie (en 1807) par Napoléon.

La visite de ce coin de Paris peut faire sombrer les plus sensibles aux souvenirs littéraires ou historiques dans la nostalgie. Et la mémoire architecturale doit s'y contenter du peu qu'elle y trouve encore.

Pierre Pinos

(1) Brongniart (1779-1813), architecte de la Bourse et de nombreux hôtels particuliers à Paris.

(2) Une monographie sur Vestier va bientôt paraître chez l'éditeur Adam Biro, sous la plume experte de Werner Szambien.



Que reste-t-il de la chaussée d'Antin ? Si la question est posée, c'est que les « folies », de la dernière modernité néoclassique, construites dans le quartier par les architectes Ledoux, Brongniart ou Bélanger - les stars de l'époque, - ont presque toutes disparu. Dès la Restauration, la présence de financiers entraîne la construction d'établissements bancaires au détriment des jardins ou des pavillons. Et surtout l'implantation de l'Opéra - arrêtée dès 1860 - et de son cortège de rues, la percée du boulevard Haussmann lui-même, à partir de 1865, vont bouleverser cette ville dans la ville, l'intégrer brutalement dans la grande ville, à raison des percées du baron.

Le quartier à la mode au tournant des dix-huitième et dix-neuvième siècles, apparu dans les vingt dernières années de l'Ancien Régime, a architecturalement

l'hôtel Marin de La Haye - a repart du côté du boulevard une épaisseur supplémentaire (un immeuble « placard »), quand à l'époque d'Haussmann, il a fallu rétrécir le boulevard de la Madeleine pour le mettre à un alignement auquel le préfet de Paris tenait tant.

Quelques immeubles de la rue Caumartin témoignent de la folie du chantier qui a saisi le quartier à la fin du dix-huitième siècle : le n° 4 avec ses pilastres ioniques, le n° 8 où Stendhal écrivait *Le Châle de Parme* en 1838, le n° 21 et 31, ce dernier très représentatif du style austère alors en vogue.

La rue Caumartin, peu après la rue Boudreau, est brusquement coupée par la rue Anber, ouverte à la fin du Second Empire. La rue des Mathurins, que l'on trouve de l'autre côté, rappelle, que presque tous les terrains de ce quartier ont appartenu jusqu'en

TABLE

La tarte au vin helvétique

Je ne sais plus qui m'avait dit que la tarte au vin était une spécialité zurichoise. J'ai donc fouiné, il y a quelques années, dans la vieille ville alémanique, aux bretèches ouvragées, aux tourelles d'angle, aux façades baroques, à la recherche du folklore gourmand. En vain ! Pas de soupe au lait de Kappel, ni de marmitte de MM. les Conseillers zurichois (servie autrefois en séances officielles, il y eut veau, foie de veau, bœuf, ris et rognons de veau, lard, carottes, pommes de terre, petits pois et champignons !), ni de la tarte au vin, dont on me dit plus tard qu'elle était plutôt vaudoise. Las ! En pays vaudois, je ne l'ai pas rencontrée non plus. Le folklore se perd.

Je finissais par la considérer comme ce que le cher François Amunategui appelait « un plat à la Benetton », du nom d'une pièce de Victorien Sardou, la *Famille Benetton*, dans laquelle on parle sans arrêt de la mère, Mme Benetton, sans qu'elle ne paraisse jamais.

Et puis, un jour, je l'ai rencontrée. Près de Lausanne et chez des amis. Il s'agit d'une pâte levée commune (farine, lait, levure, beurre amolli, sel et sucre) mise en boule et reposée une large demi-heure. On en garnit une tourtière beurrée et on laisse encore quelque temps à lever. Puis on bat alors trois œufs avec un grand verre de vin blanc et un peu de sucre en poudre, et l'on verse dans la tarte mise à four chauffer. Dès que les œufs deviennent floconneux, on retire la tarte, on la poudre d'un peu de sucre et l'on sème par-dessus

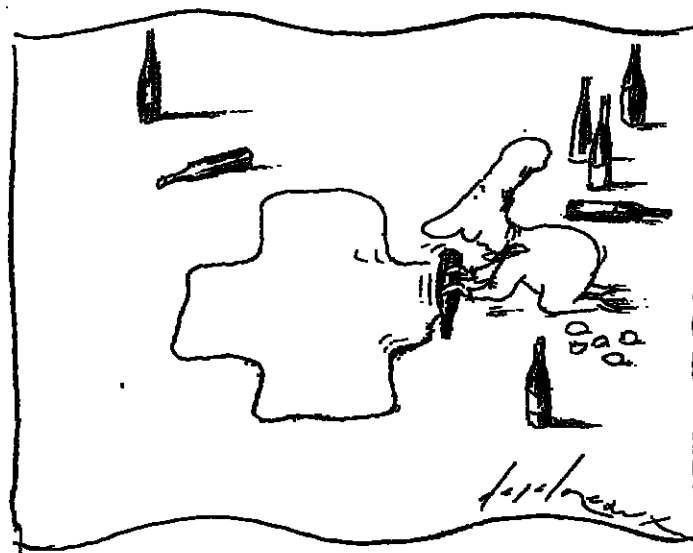
des noisettes de beurre. Remettre au four pour achever la cuisson, et servir.

La vin utilisée ? Suisse, évidemment, et blanc : les mandements un peu durs et acides du canton de Genève, les dézaley, aigle, yverne et saint-saphorin du canton de Vaud ; toute la gamme des fendants, valaisans, l'ancien neuchâtelois, ceux des cantons de Berne, du Tessin, des Grisons. Et, puisque je cherchais ma tarte au vin à Zurich, pourquoi pas les crus voisins de Meilen, Herdli, Herdli et Rheinfelder ?

J'ai retrouvé la tarte au vin à Paris, un bref instant, au « bistrot » Mövenpick du boulevard de la Madeleine, qui a duré ce que vivent les roses, on ne saurait dire pourquoi. Les autres pseudo-suisse de

Paris se gardent bien de proposer la tarte au vin.

A l'exception de la *Charbonnade*. Longtemps, il y eut une cuisinière au « piano ». La maison, récemment reprise (par un Tessinois) ne démentait point, dit-on. Et, en ce décor d'auberge vaudoise, on peut se régaler non seulement des fondues (la vraie fribourgeoise, dite « moitié-moitié » : au fribourg et vacherin), mais aussi de la raclette, des charcuteries du pays, du papet de poireaux, des « rebibes » (1) et de cette fameuse tarte au vin. Ici le fendant que la carte propose au « déci » (lisez décollé) comme dans les pintes vaudoises. Il y a aussi la charbonnade, que je n'ai point goûtée (aux quatre viandes, nous dit Claude Lebay ; aux trois viandes, nous dit le Guide Gault-Millau !)



Mais il n'importe : les roesti sont aussi excellents ! encore que pas assez grillotés de l'avis d'un ami.

Père-Guérin, 75013 Paris. Tél. 45-88-78-90. Fermé le dimanche et le lundi.

On regrettera de n'avoir, à Paris, qu'une seule enseigne pour la tarte au vin (Charbonnade, 8, rue du

La Requête (1) « Rebibes » : terme du patois fribourgeois désignant le fromage de Saanen très vieux et cassant, servi en copeaux.

Bois blancs

PEUT-on apprendre à goûter le vin sans jamais s'intéresser à sa confection ? Et si la chose est impossible, jusqu'où l'amateur doit-il aller dans la complexité croissante de la viticulture et de l'œnologie ? Les rapports aujourd'hui plus délicats que jamais qu'entretiennent les vins et les bois (ceux des barriques et des cuves) illustrent ces question de manière exemplaire.

Durant des siècles, le bois, parce qu'il permettait de sculpter tous les volumes nécessaires à la vinification et au commerce, fut le partenaire obligé du raisin et du vin. Il ne s'agissait alors, pour l'essentiel, que des récipients qui permettaient certes d'élaborer de grands vins (blancs ou rouges) mais dont on n'attendait pas de contribution aromatisante particulière. Un certain goût pour le nouveau, les lourdes contraintes de la tonellerie et l'industrialisation des procédés de vinification, conduisirent, après la seconde guerre mondiale, la majorité des vigneron à abandonner rapidement le bois. Au profit du béton d'abord, puis, fort heureusement, de l'inox qui, entre autres avantages, autorise un meilleur contrôle des températures lors de la vinification et l'obtention de vins plus proches des fruits.

Or, voilà que l'on assiste depuis peu, pour ne parler que des blancs, à un retour en force en France de l'usage du bois, la recherche œnologique menée sous la houlette bordelaise, universitaire et internationale de M. Denis Dubourdieu (Château-Reynon et Clos-Floridène), venant ici éclairer les pratiques traditionnelles au service des grands vins.

Il s'agit avant tout de saisir dans leur intimité moléculaire l'ensemble des phénomènes se produisant dès lors que l'on met le jus de raisin issu du pressurage en présence du chêne. Car, à la différence des rouges, pour lesquels le bois ne constitue qu'un apport (élevage en fûts de vins déjà vinifiés), on peut, avec les vins blancs, réaliser un véritable mariage en associant, dans le même volume de chêne, la vinification et l'élevage, étant entendu que les apports boisés sur vins faits ne conduisent ici qu'à des catastrophes gustatives.

« C'est que les vins blancs sont des vins neutres privés de tanin, sensibles à l'oxydation et ayant tendance à acquiescer exagérément les saveurs boisées », expliquait M. Dubourdieu, il y a quelques jours à Chignon (Indre-et-Loire) dans le cadre des « Entretiens de Rabelais » où un après-midi entier fut consacré aux rapports du bois et du blanc. « Il faut

donc parvenir à un équilibre dynamique entre le bois, le futur vin et les levures dont le rôle dépasse de beaucoup la simple fermentation alcoolique. Les levures, à l'instar des tanins du rouge, protègent en effet les arômes du fruit. Elles métabolisent largement les éléments cédés au liquide par le bois, limitant et maîtrisant ainsi l'impact de ce dernier. Il faut aussi ajouter le rôle essentiel des lies qui contiennent une grande partie des précurseurs d'arômes spécifiques des cépages. »

Les paramètres ici sont innombrables puisqu'on peut jouer entre autres sur les variétés de chênes, leur terroir d'origine et les différentes étapes de la tonellerie. Ainsi, loin d'être un simple contenant, la barrique, écorce protectrice et médiation vers l'oxygène de l'air, fournit-elle à qui sait les saisir de multiples possibilités. Trop sans doute, puisque la toute récente réintroduction du bois dans les vignobles français de blancs s'accompagne souvent d'expériences hasardeuses, certains estimant que le simple caractère boisé confère à tout coup au breuvage de nouvelles qualités, alors qu'il peut tout bonnement le détruire.

Ici ou là pourtant, on peut observer à quel point cet usage raisonné peut magnifier une

grande matière première. C'est, pour ne prendre que ces deux exemples, le cas de Didier Dagueneau qui réussit à Pouilly-sur-Loire de remarquables expériences à partir du cépage sauvignon, et de Jean-Marie Guffens, à Vergisson, dont Dubourdieu assure – le compliment n'est pas mince – que les vins d'appellation Mâcon sont l'égal des plus grands Puligny.

Jean-Yves Nau

Les dégustations de vins des antipodes sont trop souvent décevantes pour qu'on omette de signaler la toute récente commercialisation en France d'un prodige australien : le Cape Mentelle cabernet sauvignon millésimé 1987. Ce vin récolté sur les bords de l'océan indien est un vrai défi lancé à bien des bordeaux. A noter aussi le Cloudy Bay, sauvignon blanc, 1990, de Nouvelle-Zélande, vinifié pour partie en barrique. Ces deux vins sont disponibles chez quelques cavistes et restaurateurs parisiens (respectivement 120 et 90 F la bouteille).

Pouvait-on en faire l'économie ? Le premier *Who's who international du vin* est paru. Deux mille biographies de professionnels et d'amateurs. 500 p., 1 700 F. Editions Jacques Lafitte, 38, rue de Constantinople, 75008 Paris.

Semaine gourmande

Dominique à Ciboure

C'est peut-être la grande nouveauté de ces jours que l'arrivée ici de Georges Piron, bien connu des Parisiens gourmands (il fut chef du Relais Louis XIII). Ici donc, au cœur du Pays basque, Piron épice ses gambas grillées de piments d'Espelette, sert la dorade au coulis de poivrons doux, mitonne des chipirons à l'encre et ne propose qu'une viande, mais c'est de l'agneau du pays en croûte d'herbes potagères avec son tian de légumes. Bons desserts, dont évidemment la tourtière pommes et pruneaux qui console du soufflé glacé banal. Un menu à 135 F et à la carte compter 250 à 300 F.

► Dominique, 2, quai Maurice-Ravel, à Ciboure (64500). Tél : 59-47-29-16. Fermé dimanche soir et lundi. A.E. - C.B.

Aux armes de Champagne à L'Epine

La famille Perardel habite ici depuis trois siècles, et c'est en 1910 que l'aînée Angéline ouvrit une auberge. L.-P. Perardel a fait appel à Patrick Michelon, dont la carte vous fera découvrir sa potée de silure et son navarin de chevreau. Menus de 100 à 450 F et à la carte compter 400 à 450 F. Chambres, grand jardin.

► Aux armes de Champagne (Maison Perardel), à L'Epine (7 km de Châlons-sur-Marne). Tél : 26-66-98-79. Fermé dimanche et lundi.

La Mère Poulard au Mont-Saint-Michel

Vieille maison dont le « fanion » est la célèbre omelette. Le nouvel animateur assure vouloir « optimiser la qualité de l'environnement » (sic !). Menus à 250 F, 350 F et 450 F, et carte. Et puis, de 15 à 18 heures, dégustation des omelettes (la traditionnelle enguirlandée de nouveautés salées et sucrées, aux pommes de terre, aux truffes, au saumon fumé, aux compotes d'ananas, aux crèmes glacées, etc.).

► La Mère Poulard au Mont-Saint-Michel (Grande-Rue). Tél : 33-60-14-01. Tj.

Auberge de la Madone à Peillon

Dans l'arrière-pays nicois, une auberge typique de bonne cuisine régionale : les sardines à l'escabeche sont sur lit de mesclun, le tourteau au coulis de tomates, les raviolis à la sauge, la dande au vin nicois de Bellet, les chevrons à l'huile et pignons de pin. Quant au lapereau à la bière brune montardée, une merveille ! Menus de 120 à 280 F et carte.

► Auberge de la Madone, à Peillon (06440). Tél : 93-79-91-17. Fermé mercredi midi.

L'Auberge de l'Angélus à Dourdan

Si tant est que l'Essonnoise soit la province, on ne permettra de signaler cette maison (elle apparaît pour la première fois au Bottin gourmand cette année). Relais de poste d'autrefois, elle est animée par deux anciens du Clos Longchamp. Deux menus (90 et 165 F) et carte : biscuit de ris de veau au porto, magret au miel épicié, rognon de veau au banyuls et sa compote d'oignons, etc. Accueil charmant et cave honnête.

► L'Auberge de l'Angélus, 4, place du Chariot, Dourdan (91410). Tél : 64-59-83-72. Fermé mardi soir et mercredi. Salons. A.E. - C.B. Chiens acceptés.

GASTRONOMIE

La Medina Spécialités orientales

56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. : 970275
Fax : 93-39-19-48
A deux pas du Palais des Congrès. Climatiseur, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

06500 MENTON

HOTEL VILLA NEW-YORK***
LOGIS DE FRANCE
Chambres grand confort, climatisées, TV couleur, téléphone direct, vue panoramique, jardin, parking clos. La tranquillité à 100 m des plages. Forfait 7/17 N en 1/2 pension à partir de 1 500 F.
DOC : tél. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-62-56 - Tél. : 470418
Téléfax 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade
Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
FAX : 92-45-80-10.

74740 SIXT

HOTEL PETIT TETRAS***
Logis de France
Au pied des pistes en hiver.
Au départ des randonnées en été.
26 chambres calmes et confortables.
Piscine chauffée en été.
Tél. : 50-34-42-51. Fax : 50-34-12-02.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

LE MAS DE GARRIGON***
Le petit hôtel de charme du Luberon vous attend pour quelques jours de détente, au calme et en sécurité.
Cuisine du marché - Bibliothèque
Feu de cheminée - Équitation
ROUSSELLON 84220 GORDES
Tél. : 90-85-63-22

Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

HOTEL HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire Sunnegga. Chambres avec balcon - cuisinette - bar - bains - w.c. - radio - téléphone - TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée gratuite dans une piscine couverte.
Téléphone : 1941/2867-12-03, famille R. Ferret, fax 1941/2867 50 14.

TOURISME

LE SKI DE FOND A FOND AU CASTEL BLANC

Dans le Jura, à trois heures de Paris, vous trouverez un hôtel-chalet chaleureux où tout est sur place pour satisfaire les skieurs nordiques les plus exigeants et détenteurs les plus fatigués :
- une nature intacte avec des pistes innombrables ;
- des moniteurs, un refuge privé, un sauna, un magasin de location ;
- une cuisine adaptée avec petits déjeuners copieux et paniers repas.
Sur demande, une documentation vous sera envoyée.
LE CASTEL BLANC, CHATEL-BLANC, 25240 MOUTHE. Tél. : (81) 69-24-66.

Aux quatre coins de France

CHATEAU DE ROUSSE
GRANDS VINS DE JURANÇON
Direct. du producteur en consommateur.
Qualité et millésime en sec et moelleux.
J. LABAT-LARONDE, 6419 JURANÇON.
Tél. sur demande.

* « L'abus d'alcool est dangereux pour la santé »

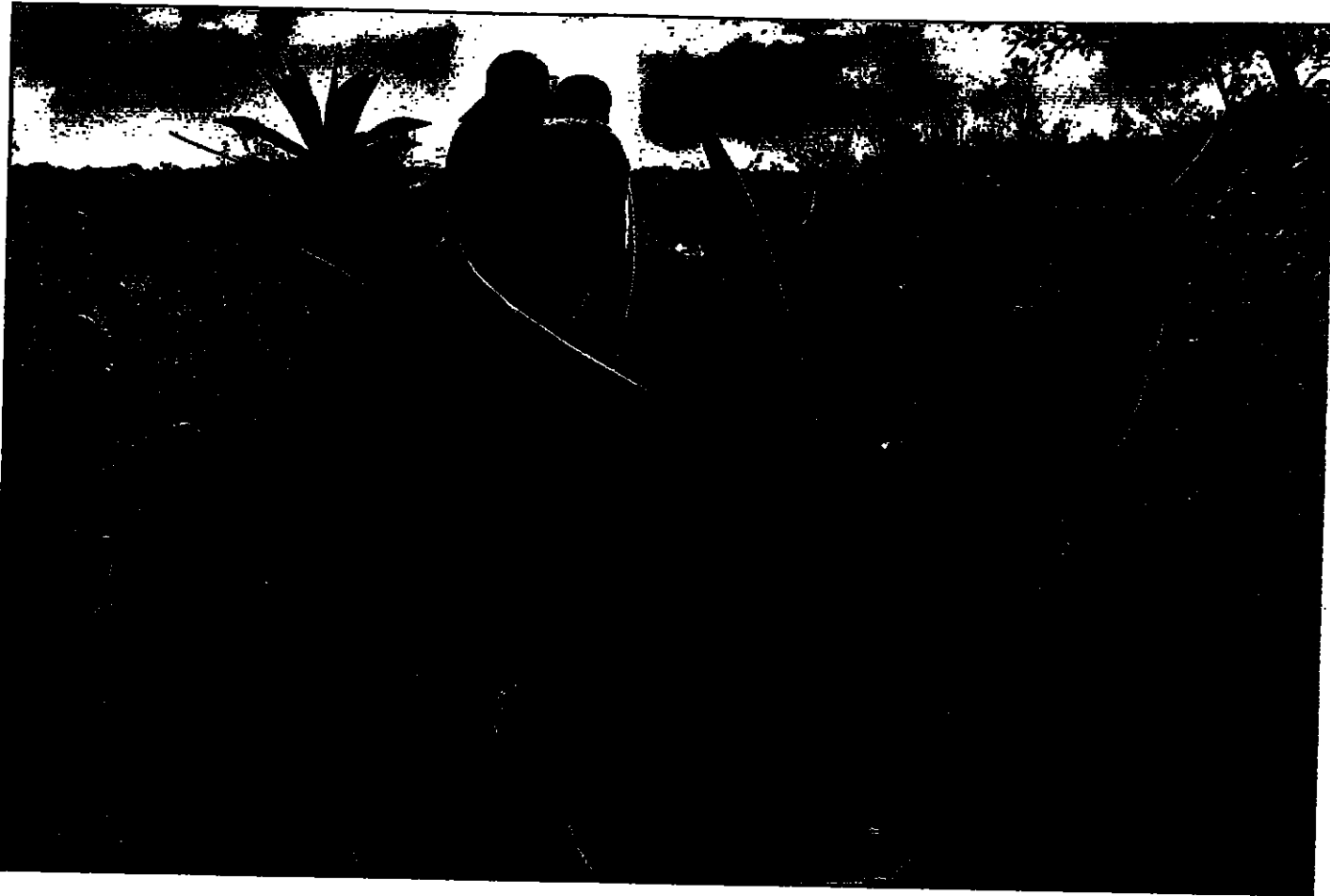
L'ORT VERT CAVES VITICOLES DE CLEBOURG*

Vente par correspondance. Tarif sur demande.
Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger.
67160 Wissembourg - Tél. : 88-94-50-33

La tequila, sang du Mexique



«La tequila est le symbole le plus fort du nationalisme mexicain, dit l'écrivain Alvaro Mutis. Elle est une façon de s'identifier au pays.» Mais aujourd'hui, 90 % de l'exportation part vers le Nord et les prix sont devenus ceux d'un produit de luxe. Nombreux sont les Mexicains qui ont oublié jusqu'au goût de leur passion.



SEBASTIAO BALGADONAGNIM

VERT le citron, blanche la tequila (blanc le sel), rouge la sangria. Vert-blanc-rouge du drapeau mexicain. La tequila est une affaire nationale, une affaire d'honneur, une affaire d'hommes. Plus que du mascahu (on dit el tequila, le tequila), elle est du genre mâle (macho) et ne consentira au féminin que si vous lui ajoutez un tiers de Cointreau, un tiers de jus de citron et un tiers de glace pilée pour en faire une margarita. Masculin si macho, le tequila, qu'il n'y a pas si longtemps certaines cantinas (tavernes) de Mexico proclamaient volontiers leur entrée «interdite aux femmes, aux militaires et aux chiens». Une affaire d'hommes, mais d'hommes libres, sans autre attache qu'elle, qui réclame l'exclusivité.

Si les femmes sont indésirables (mais quelles autres rivales ?), elles n'en sont pas moins présentes. La cantina, «l'église de la tequila» est le lieu où les pleurer, les prier, les maudire. Jose Alfredo Jimenez, «l'inoubliable» de ses mariachis ne chantaient-ils pas : «Je suis dans le coin d'une cantina/écoutez la chanson demandée/Voici venir ma tequila/et mes pensées volent vers toi/que j'ai eu le malheur d'aimer/le vient en errant et me souviens/que amères sont les maisons que l'on fait quitter/ou une femme vous a mal aimé.»

Les larmes et la fête : dans le tarabe tapatio, la femme danse (dançait ?) en cercle de plus en plus serrés autour du large chapeau de l'homme posé à terre auprès d'un verre ou d'une bouteille de tequila. Et malheur à celle qui se reverse ! Alcool trop indispensable, trop cher, il ne commande pas seulement d'être «tenu» physiquement, mais aussi financièrement. Rien n'est plus redoutable que d'être désigné «parrain de robe» d'une jeune fille qui célèbre ses quinze ans, car le budget de tequila pourrait bien être le plus important de la cérémonie, et nombreux seront les élus contraints d'épargner une année durant pour régler la note.

La fête et les larmes : durant les fraîches nuits de Toussaint, les morts ont réputation de n'aimer rien tant que les vivants qui les veillent, solidement armés de leur boisson favorite. Mais nombreux sont les Mexicains qui ont oublié jusqu'au goût de leur passion, tant les prix sont devenus ceux d'un produit de luxe. Lorsque même les mezcals de base deviennent inabordable, il n'est pas rare de leur voir alors substituer un mélange sec d'alcool pharmaceutique et de coca aux terrifiants effets secondaires.

Appellation contrôlée, à la différence de son cousin le mezcal, que l'on trouve indifféremment produit dans les États du Sud (Chiapas, Oaxaca, Michoacan et Guerrero) et du Nord (San-Luis-Potosi, Zacate-

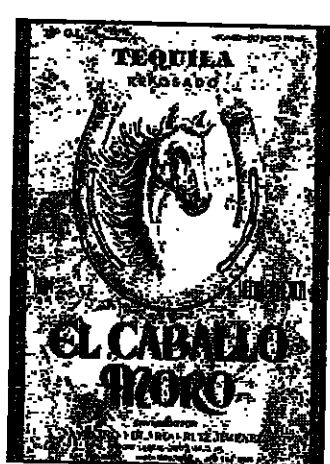
cas, Durango...) la tequila appartient essentiellement à l'État de Jalisco, nation dans la nation, qui se veut exemplaire du Mexique, la libre et industrieuse Guadalajara, à la fois la plus espagnole des capitales et celle où fut proclamée l'indépendance.

A soixante kilomètres de là, en direction du Pacifique, sous les ailes d'un volcan éteint à la silhouette d'aigle, dont on ne saurait dire s'il guigne ou protège les champs ordonnés de hautes agaves vert-bleu sur sol ocre-rouge, se rassemble, une seule tache blanche, le bourg de Tequila. Un nom dououreux au terroir, fait remarquer le docteur Juan de la Cruz Ruiz Sanchez, qui s'emploie à réorganiser la Martineza, la plus ancienne fabrique du lieu (1840), puisque la ville (et l'alcool) auraient emprunté et fait connaître au monde celui du tequila, le redoutable collecteur d'impôts aztèque, qui pressura si bien les peuples de la contrée qu'il les résolut à l'exil.

Hier encore s'échelonnaient au long de la rivière de Tequila, comme parfois encore dans la campagne, les tabernas, de petites cuisines où mijotait l'agave. Le siècle les a vu devenir de puissantes fabriques : la Perseverancia produit aujourd'hui la Sauza, la Rojena, la Cuervo, la Guarrena, la Tequileño et la Martineza la Sin Rival. La tequila, eau-de-vie d'agave, ne diffère guère par sa fabrication du mezcal. Mais tandis que ce dernier tolère plusieurs espèces d'agaves sur les quatre cents existant, la tequila, la vraie, ne peut être produite qu'à partir d'une seule : l'agave tequilana, ou magney bien.

Ce sont les coeurs (pinas) de l'agave âgé d'au moins six ans qui sont mis au four et cuits à la vapeur durant deux jours, puis pressés dans un moulin. Au moût obtenu sont ajoutés sucre de canne et levures et, après deux ou trois jours de fermentation, le liquide sera distillé. En sortira une eau claire, titrant environ 40°, la tequila blanche, originaire, celle qui a la faveur des amateurs. Une partie sera mise en fûts, et deviendra reposado, d'une couleur ambrée. La sept ans d'âge, tequila añejo, se négociera aux mêmes prix qu'un cognac équivalent. Et l'on verra les nouveaux riches la déguster, au scandale des puristes, avec des glaçons !

Les habitants de la région de Tequila préfèrent au nom trop solennellement national ou international, trop visiblement extérieur du cher liquide, celui de vin mezcal, ou, mieux, de vin tout court, qui autorise à l'interpeller plus facilement en un tutoiement joyeux, et une gestuelle largement consentie : «Eau des vertes plantes, tu me jettes à terre, tu me tues, tu me fais marcher à quatre pattes !», ou lui communiquer un étoune-



ment qui sonne comme une révélation : «vin chéri, doux tourment, tu me fais sortir de moi et m'enfermer en moi.»

Quel Japonais pourrait prétendre mener une conversation aussi intimement mexicaine ? La réponse paraît si évidente à Guadalajara que l'on se scandalise moins de voir le lointain archipel

produire une «tequila» largement de synthèse, à l'étiquette plus mexicaine que nature, que de s'avisser de racheter l'une des fabriques les plus renommées : la Herradura. Qu'importe la faïence, mais pour la vraie, que l'on sache, comme le proclament les panonceaux publicitaires de la Sauza, que demeurera «pour moi, ce qui est à nous».

Quant aux gringos, chez qui partent 90 % des exportations, et qui sont cause de l'augmentation excessive des prix, on rit encore de leur prétention à tenter d'acclimater le magney tequilero dans leur lointaine Arizona. L'idée que le goût de la main-d'œuvre au-delà du Rio Grande aurait pu jouer son rôle dans leur renoncement n'effrayera guère les esprits. La certitude de ne ressembler à personne est si entière que l'on sent parfois une gêne chez celui qui énumère les spécificités locales (l'altitude des plateaux du Jalisco (1 600 mètres à Tequila), un climat chaud sans grandes amplitudes thermiques et surtout, cette terre rouge «qui apporte le meilleur sucre»), comme s'il était besoin de preuves que la tequila ne peut être que mexicaine.

«La tequila est le symbole le plus fort du nationalisme mexicain, dit Alvaro Mutis (1). Elle est une façon de s'identifier au pays. Durant la dictature de Porfirio Diaz, les haciendas tequileras étaient l'image même de la confiscation du pouvoir par les grandes familles. Ensuite, au cours de la réforme agraire, lorsqu'elles ont changé de propriétaire et que les terres ont été parcelisées, le peuple a pensé qu'il se réappropriait la tequila. C'est Juan Rulfo (2) qui m'a fait découvrir la vraie tequila. Non pas celle des usines ou de grandes marques souvent imbuvables, mais la production artisanale que l'on trouve de plus en plus rarement dans les petits restaurants

populaires du Jalisco, car la distribution industrielle dévore tout. Comme le monde du vin, celui de la tequila est un monde fermé. Le besoin de tequila vient au palais avec la cuisine mexicaine, comme celui du vin avec la cuisine française. La vraie tequila se boit à midi, sans citron, sans sel qui abîment son bouquet un peu fumé et la saveur de l'agave, si particulière.»

«Seule la sangria peut accompagner la tequila, ajoute Alvaro Mutis, car, lorsqu'elle n'est pas industrielle, elle est un résumé, un concentré de cuisine mexicaine : un simple jus de chili avec du citron, du sel et du poivre.» Affaire délicate que celle de la seule compagnie légitime de la tequila. Les recettes en varient de cantina en cantina qui mêlent jus de tomate, jus d'orange, oignons et chili ou, comme dans cette famille de Guadalajara, pour un litre trois quarts de jus d'orange, un quart de limonade de mandarine, un petit verre de tabasco, deux cuillères de sucre et une cuillère et demie de sel.

«A la différence du whisky ou de la vodka, qui sont froids et métalliques, la tequila est un alcool chaud, dit le journaliste et romancier Eduardo Garcia Aguilar, elle agit vite et bien et permet de conserver toute sa force physique et mentale. C'est une boisson qui sort du désert et des hauts plateaux. Elle ne se laisse consommer qu'à 2 000 mètres au-dessus du niveau de la mer. J'en bois à Mexico, mais quand je suis à Oaxaca, c'est avec la «tequila du pauvre», le mezcal, que je monte sur la pyramide.»

On peut, avec la meilleure volonté du monde, vouloir respecter à la lettre les rites : placer quelques grains de sel sur le poing pour la langue, aspirer d'infimes gouttes de citron pour les lèvres avant de jeter au fond de la gorge l'alcool blanc dont la brûlure ne disparaîtra qu'avec la sangria, rafraîchissante mais si piquante que, à son tour, elle appellera à l'apparente paix d'une nouvelle gorgée de tequila (et ainsi de suite). Les amateurs le confirmeront, la tequila ne se donnera pleinement que si vous faites tout le chemin jusqu'à elle au lieu de la faire venir à vous.

«Avec la tequila on va profond, on va à une fête. C'est lié à un état de désespoir, raconte Georges Lavaudant (auteur d'un Vera-Cruz). La salsa ou le merengue l'accompagnent à Mexico. On y passe la nuit. Il est huit heures du matin, on mange un posole place Garibaldi et on réattaque à la bière. Il y a quelques années, j'étais venu, déprimé, à Zacatecas dont j'avais vu de splendides photos aériennes. C'était la province, tout était fermé le samedi. Sinistre. J'ai pris une tequila, et tout le Mexique est revenu. Mais en France cela ne marche pas, c'est trop lié à la fête

qu'ils savent faire là-bas. Et puis le verre compte beaucoup. Le verre à cognac ne convient pas : il y faut les deux petits verres allongés, en forme de tube, qui permettent d'alterner tequila et sangria.»

«Le verre doit contenir exactement deux gorgées, précise Alvaro Mutis. La tequila procure un bonheur lent, qui valent les sensations, l'exotisme opposé du whisky ou de la vodka. Elle rend bon. Et la bonne tequila ne donne pas la gueule de bois. Mais il ne faut pas la boire en espérant résoudre un problème. Elle n'a aucune relation avec le talent, qui n'est fait que de travail. Elle sert à la détente, à trois conditions : ne jamais boire anglois, ne jamais boire seul, ne jamais boire avec des inconnus.»

Reste aux amateurs, lorsqu'ils ont épuisé les adresses des derniers alambics familiaux, à se jeter au visage, d'un air gourmand, les marques parfois modestes qui semblent avoir échappé à une industrialisation pas toujours empressée de respecter les 87 % de jus d'agave nécessaires à l'appellation : Viuda de Martinez (la plus ancienne), Siete Leguas, Cazadores, Caballito Cerrero ou Herradura, pour faire leurs gammes avant de s'engager sur le chemin de Guadalajara, Tepetitlan ou Tequila, à la recherche des dernières tabernas.

de notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

(1) Vient de publier Un bel mort (Grasset, 190 p., 92 F).

(2) Auteur de Pedro Paramo (Gallimard) et de Le Llano en flammes (Maurice Nadeau), mort en 1986.

ISLANDE
geysers
et volcans

avec votre voiture
à bord du
charrier "Norðróna"
de la Smyril Line

Votre itinéraire de vacances
vous mènera à
Vestmannaeyjar
et à la Liane en flammes (Maurice Nadeau), mort en 1986.

Le Monde
PUBLIQUÉ TOURISME GASTRONOMIE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

مکان من ازل

26. En attendant la reprise
27 à 32. Comment déclarer vos revenus

33. Les télévisions privées et l'UEF
Philatélie

34. Marchés financiers
35. Bourse de Paris

BILLET

Le problème allemand de l'Airbus

M. Carla Hills, représentante spéciale du président Bush pour le commerce, demande l'arbitrage du GATT (Accord général sur les droits de douane et le commerce) dans le différend qui oppose les États-Unis aux Européens au sujet des subventions dont profiterait Airbus. Une déclaration de guerre à l'aviation européenne ?

C'est ainsi que l'ont analysé aussi bien M. Henri Martre, président de l'Aérospatiale française, membre du consortium européen Airbus, qui a dénoncé « la mauvaise foi américaine » et appelé que « les États-Unis soutiennent leur industrie aéronautique devantage de la NASA par exemple, allégeant le fardeau des avions dans le domaine de la recherche. Mais, comme ils n'ont pas tout à fait bonne conscience en la matière, ils ont proposé de ramener les avances remboursables qu'ils versent à Airbus de 75 % en moyenne par modèle d'avion à 45 %, en soulignant que l'Airbus A321 ne recevra aucun argent public.

On peut aussi considérer que les Américains n'ont pas complètement tort, car ils ne dénoncent plus en vain le financement d'Airbus, mais le fait que le gouvernement allemand a promis à Daimler-Benz - qui a racheté MBB, maison mère de Deutsche Airbus - de compenser la chute du dollar en dessous du cours de 1,80 deutschemark. En 1990, cette garantie a rapporté à MBB la bagatelle de 1,3 milliard de francs. On peut se demander avec les Américains si cette manne, dont ne profite aucun autre avionneur européen, est bien normale. Les cinq experts du GATT trancheront dans les six mois et Airbus ne succombera pas s'ils obligent Bonn à établir des rapports plus sains avec son avionneur.

AL. F.

Un entretien avec le PDG de Sucres et denrées

« La crise du Golfe révèle un changement profond dans la manière d'exercer le métier de négociant », nous déclare M. Serge Varsano

Premier négociant mondial de sucre et de riz, partie prenante dans l'exportation du brut iranien, le groupe français Sucres et denrées subit aujourd'hui les conséquences de la guerre du Golfe et du changement d'interlocuteurs dans différents pays, à l'est et en Amérique latine en particulier. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le PDG de Sucres et denrées, M. Serge Varsano, analyse les mutations auquel est soumis le monde du négoce.

« On croit souvent que plus l'environnement international est troublé, plus les négociants font de meilleures affaires. Est-ce le cas pour Sucres et denrées depuis le début de la crise puis de la guerre du Golfe ?

« C'est une vision inexacte. La situation dans le Golfe n'a pas empêché notre activité, mais elle ne l'a pas améliorée. A la veille de l'embarquement décidé contre l'Irak, nous avions chargé un bateau de 26 000 tonnes de riz à destination de ce pays dans le cadre d'un contrat d'aide alimentaire américaine. Le jour prévu du départ, les autorités de Washington nous ont interdit de sortir la marchandise des eaux territoriales américaines. Nous avons voulu transférer la cargaison vers un port de La Nouvelle-Orléans. On nous a opposé que le cabotage était interdit d'un port à l'autre des États-Unis pour un bâtiment battant pavillon étranger. Le riz nous est resté « sur les bras » pendant trois mois, avant que nous puissions l'écouler à prix réduit en Turquie, avec des coûts de fret, de financement et de stockage accrus.

Une dizaine de millions de dollars

« Savez-vous combien la guerre du Golfe vous a déjà coûté ?

« Si on ajoute les conséquences directes et indirectes, on peut évaluer, pour l'instant, le montant à une dizaine de millions de dollars. Nous avons connu un gros incident de parcours sur le pétrole. Qui pouvait prévoir l'évolution des cours ? Lors d'un marché bougé de 14 dollars en une nuit, la notion d'arbitrage du risque n'existe plus. D'une manière générale, la crise du Golfe est le révélateur d'un changement profond dans la manière d'exercer désormais le métier de négociant.

« Quel changement ?

« Depuis les années 70 jusqu'en 1984, un négociant trouvait toujours en face de lui soit un gouvernement central, soit une société clairement identifiée comme acheteur ou vendeur. Notre métier consistait exclusivement à travailler techniquement « au mieux » un produit, en veillant à la solvabilité des contreparties. Cela ne suffit plus. Aujourd'hui, le contexte est différent. Les structures de commerce de l'Union soviétique et dans le Comecon ont été bouleversées, comme les relations entre l'URSS et Cuba ; certains pays latino-américains (Chili, Brésil, Mexi-

que) se sont engagés dans des processus de privatisations. On ne sait plus qui est acheteur ou vendeur. Dans ce contexte mouvant, notre priorité est d'identifier dans chaque pays un partenaire et de miser à fond sur lui.

« Par exemple ?

« En URSS, notre partenaire est la centrale d'achats de biens alimentaires Prodintorg, avec qui nous avons créé une joint-venture, Tradinvest. Notre but est de faciliter l'écoulement de produits d'exportation soviétiques contre l'importation des biens dont ce pays a besoin. On ne peut plus vendre à l'URSS si on n'est sûr d'être payé à temps. Notre partenaire se charge de garantir cette capacité. Il faut savoir que



S. VARSANO

les banques occidentales sont plus tièdes sur le cas soviétique. Ce n'était pas le cas il y a un an.

« Notre politique de partenariat a été systématisée. En Roumanie, avec Prodeexport, nous avons pris en charge 5 000 hectares pour rénover le secteur betteravier et les usines de sucre, avec un plan de la CoCose sur six ans. Si l'expérience est concluante, nous travaillerons en 1992 sur 50 000 hectares. Au cours des deux dernières années, nous avons conclu des accords en Algérie pour l'exportation de produits alimentaires, en Iran avec la NIOC (National Iranian Oil Company) pour la commercialisation de 500 000 barils/jour. En Côte-d'Ivoire, notre partenaire est la Caisse de stabilisation du cacao et du café. Nous l'avons mise en relation avec la République de Russie et Prodintorg pour la signature d'un contrat quinquennal de cacao, portant sur une livraison de 100 000 à 150 000 tonnes par an. Les banques soviétiques endosseront le risque financier. Il a fallu avoir une démarche politique pour trouver les meilleurs partenaires, ce que nous avons fait. Le réseau de Sucres et denrées pour les dix prochaines années est en place.

« L'isolement économique de Cuba a-t-il entravé votre activité de premier négociant mondial de sucre...

« Le clearing soviéto-cubain (4 millions de tonnes de sucre contre 10 millions de tonnes de pétrole) a été retardé mais finalement signé. Nous avons développé nos relations avec Cuba sur de nouveaux axes : la livraison de blé et de maïs français,

dont La Havane a besoin depuis que les pays du Comecon fournissent beaucoup moins de grain au régime castriste, l'aide à la transformation des déchets de la canne pour l'élaboration de produits pharmaceutiques.

Mauvaise année

« Malgré vos anticipations stratégiques, 1990 a été pour Sucres et denrées une mauvaise année en termes de résultats. A combien évaluez-vous vos pertes sur l'exercice passé ?

« Notre chiffre d'affaires devrait se situer à 45 milliards de francs. Quant aux résultats, il est vrai que l'année a été mauvaise, mais nos pertes restent dans la limite de ce que le groupe peut se permettre de perdre. Les résultats ont été mauvais pour notre filiale Merkuria Sweden (dont l'activité recouvre les projets, le cacao, le café et le riz) ainsi que pour le pétrole. Ils sont bons pour les autres produits et le secteur industriel.

« Quelles conclusions tirez-vous de ce revers ?

« Nous souhaitons mieux responsabiliser les traders, tout en accroissant le rôle de l'analyse financière de chaque affaire, de chaque risque couru. J'ai donc décidé de ralentir les opérations, qui continueront de se faire en complète transparence à l'égard de nos banquiers. Au sein du groupe, ces changements seront accomplis par les mêmes hommes. Mais certains auront un regard de généraliste embrassant tous les aspects d'une affaire, financiers, politiques, commerciaux. Aussi je ne vois pas la nécessité de procéder à des recrutements extérieurs. Nous avons décidé il y a quelques mois de suspendre la recherche d'un partenaire. Nous la reprendrons bientôt pour renforcer nos fonds propres qui s'élevaient à 1,5 milliard de francs.

« Vous vous êtes personnellement distingué dans un passé récent par la conclusion de contrats spectaculaires avec les Philippines, Cuba et la Côte-d'Ivoire. Avez-vous renoncé à cette implication directe ?

« Je vais prendre du recul par rapport aux affaires traitées au jour le jour pour être en mesure de mieux les analyser. Avant, l'émulation et les relations suffisaient pour réussir dans le négoce. J'ai décidé d'y apporter une dimension supplémentaire en modifiant mon rôle. Je me situerai davantage comme un apporteur d'idées, un animateur, un analyste de nos opérations, et ce pour l'ensemble du groupe. Je dois associer encore davantage nos relations avec nos grands interlocuteurs et analyser chaque affaire comme un projet en soi. Si je reste dans la mêlée au milieu des traders, je suis jugé et partie, l'appréciation du risque est plus difficile.

« Que ferez-vous si les pertes se renouvellent sur vos produits nouveaux comme le pétrole ou le riz ?

« Le groupe n'a jamais insisté sur les secteurs qui ne lui rapportaient pas. Nous avons su sortir des métaux précieux ou de la banque.

Propos recueillis par ERIC FOTTORINO

La récession du marché automobile mondial

General Motors a perdu 2 milliards de dollars en 1990

La récession américaine, l'attentisme créé par la guerre du Golfe et la concurrence des Japonais se sont combinés pour faire plonger les résultats des constructeurs automobiles américains. Ils retrouvent, dans l'ensemble, des performances négatives, qu'on avait oubliées, depuis la récession de 1982.

General Motors affiche une perte de 1,6 milliard de dollars (8 milliards de francs) pour le dernier trimestre de 1990 - la plus forte de son histoire - et un déficit consolidé pour l'année passée tout entière de 2 milliards de dollars. Ses ventes auront chuté de 1,5 %, à 110,8 milliards de dollars. Cette diminution s'explique uniquement par la chute sur le marché américain : en dehors des États-Unis, les ventes ont atteint un nouveau record en 1990 (2,45 milliards d'unités, + 3,7 % comparé à 1989). Les activités de GM, hors États-Unis, ont dégagé un bénéfice de 2,4 milliards de dollars en 1990, grâce notamment à des « résultats financiers records » en Europe.

Petite cylindrée

Le numéro un américain a annoncé au début du mois de février qu'il allait couper de près de moitié le dividende versé aux actionnaires, procédé très inhabituel pour Wall Street, et inscrire une provision de 2,1 milliards de dollars pour financer une sévère restructuration, qui conduira à la fermeture d'au moins sept de ses trente-huit usines nord-américaines.

Ford, le numéro deux, ne s'en sort pas vraiment mieux. Il a perdu 519 millions de dollars au dernier trimestre de 1990 - la première

perte trimestrielle depuis huit ans - et si l'année entière s'achève sur un bénéfice, celui-ci n'est que de 860 millions de dollars, en recul de 78 % par rapport à 1989. Son chiffre d'affaires n'a gagné que 1,6 %, à 97,7 milliards de dollars. Pour cette année 1991, Ford est pessimiste. Ses usines ne tournent actuellement qu'à 60 % de leur capacité, du fait de l'écroulement des commandes.

La récession, expliquent les dirigeants de Ford, conduit les Américains à acheter davantage de voitures de petite cylindrée ; transfert qui, pour les constructeurs, engendre moins de bénéfice que les gros modèles et qui avantage les marques japonaises.

En 1991, sur le marché américain en chute de 4,6 % avec 13,9 millions de voitures vendues, les constructeurs nippons auront gagné à nouveau 2,5 points de part du marché, atteignant 29,3 %.

En Europe, les constructeurs ont annoncé pour 1990 des résultats qui restent largement positifs, même s'ils amoindrent un net recul. Mais, pour 1991, le pire n'est pas imaginable. Les statistiques d'immatriculations de janvier, qui viennent d'être publiées, traduisent une chute de 21 % en Grande-Bretagne, de 22 % en Espagne, de 23 % en France ou encore de 16 % en Suisse. L'Italie tire son épingle du jeu (+ 1,7 %) et les statistiques en Allemagne sont faussées par la prise en compte, pour la première année, des ventes dans l'ex-RDA : croissance de 53 % par rapport à janvier 1990. Si l'on soustrait l'effet de la réunification allemande, le marché européen global (dix-sept pays), est tombé de plus de 10 % en janvier. Et les prises de commandes pour février ne laissent entrevoir aucune amélioration, au contraire.

E. L. B.

La maîtrise des dépenses de santé

Le ministère de la solidarité propose une enveloppe globale aux biologistes

Le ministère de la solidarité vient de présenter aux biologistes l'instauration d'un mécanisme aboutissant à faire évoluer leurs honoraires en fonction du volume de leur activité. Cette proposition qui pourrait faire l'objet d'un accord vendredi 15 février marquerait une étape importante dans les relations entre les professions de santé et la Sécurité sociale.

Cette enveloppe globale résulterait d'un contrat tripartite annuel, conclu entre les organisations de biologistes regroupées au sein d'un « comité professionnel national », l'Etat et l'assurance-maladie. Ventilée régionalement, cette enveloppe permettrait d'attribuer une valeur variable à la lettre-cé en fonction du volume d'activité observé au niveau des caisses régionales d'assurance-maladie. La rémunération des actes de biologie serait donc inversement proportionnelle à la progression des remboursements effectués par la Sécurité sociale (+ 9,2 % prévus en 1991).

Une « inspection nationale », tripartite elle aussi, serait chargée de veiller à l'application de la tarification, à « la qualité du service rendu » et pourrait demander le déconventionnement des laboratoires conventionnés. Enfin, à l'adresse des assurés sociaux, le ministère préconise une généralisation d'un système de tiers payant pour les dépenses de biologie, calculé en fonction d'une « lettre-cé » de référence.

Les quatre syndicats représentatifs des biologistes doivent se prononcer sur ces propositions, formulées après plusieurs semaines de discrets pourparlers. En cas de refus, le gouvernement - qui n'a pas retenu la formule de la « remise conventionnelle » consistant à rétrocéder des fonds à l'assurance-maladie en cas de dépassement des objectifs - envisage de réduire de 20 centimes la valeur de la « lettre-cé » de la biologie (1,76 franc), soit une baisse de 11 %.

J.-M. N.

Pour son premier exercice après la fusion

Rhône-Poulenc Rorer a équilibré ses comptes l'an passé

Bonne nouvelle chez Rhône-Poulenc Rorer, nouvelle branche « santé » du numéro 1 français de la chimie. Alors que les analystes financiers avaient redouté un déficit pour 1990, l'année de la fusion, les comptes de cette filiale se sont finalement équilibrés. Mieux : un très léger bénéfice net de 1 million de dollars (5 millions de francs) a été dégagé pour un chiffre d'affaires de 2,92 milliards de francs, accru de 19 % à périmètre comparable.

Les objectifs de M. Jean-René Fourtoul, PDG de Rhône-Poulenc, ont été tenus pour le premier exercice de ce nouvel ensemble pharmaceutique qui, désormais, se classe dans sa catégorie à la neuvième place mondiale, mais aussi au deuxième rang européen avec 3,8 % du marché, juste derrière le géant Hoechst Roussel-Uclaf (4 %). Toutefois, les comptes présentés consolident les résultats de Rorer sur douze mois et ceux de la pharmacie humaine de Rhône-Poulenc sur huit mois.

V. D.

Parvenir à équilibrer les comptes

A. D.

En marge de la politique de rénovation des quartiers

Le gouvernement veut valoriser les agents qui occupent des « postes difficiles »

Comment valoriser les fonctionnaires qui occupent des « postes difficiles » tout en y attirant des agents compétents et motivés ? M. Bernard Pêcheur, directeur général de l'administration, s'est efforcé de répondre à cette question, dans un rapport remis le 13 février à M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique. Un sujet qui pose le problème de savoir « comment, selon M. Pêcheur, concilier le principe d'égalité de traitement des fonctionnaires appartenant à un même corps avec une approche de terrain qui peut, elle, amener des différences ».

Le terrain choisi, en l'occurrence celui de la politique de rénovation sociale des quartiers, a été délimité par M. Michel Rocard lui-même, qui a commandé ce rapport à l'occasion du séminaire gouvernemental du 7 décembre dernier. Il s'agit, dans l'esprit du premier ministre, de mobiliser, en les récompensant, les fonctionnaires travaillant directement au contact des habitants des quatre cents quartiers défavorisés recensés (le

Monde daté 9-10 décembre). Pour l'heure, relève M. Pêcheur dans son rapport, ces postes sont, d'une part difficiles à pourvoir ou frappés d'un « turn over élevé », et occupés d'autre part par des personnels démotivés ou peu expérimentés. Alors même que ces populations défavorisées, expriment des « besoins importants et spécifiques en matière de service public ».

C'est pourquoi le directeur général de l'administration propose, sur la base d'une sélection rigoureuse des « postes réellement exposés », une batterie de mécanismes reconnaissant, notamment dans la rémunération, les conditions difficiles d'exercice du métier, tout en valorisant, dans la carrière des agents, le passage dans ces postes. M. Pêcheur envisage, par exemple, la création d'une indemnité pour « missions spéciales », sur le modèle de celle qui a été créée, en 1990, pour les enseignants des zones d'éducation prioritaire. Autre suggestion mise en avant, le recours à la nouvelle bonification indiciaire (NBI), une enveloppe de 1,2 milliard de

francs, prévue dans l'accord sur la réforme de la grille du 9 février 1990, et qui est attachée aux emplois impliquant des « responsabilités particulières ». Ces gratifications doivent, selon M. Pêcheur, s'accompagner de mesures sur la responsabilité, la compétence, et la formation des agents, afin d'éviter que le système ne soit perverti par des « chasseurs de primes ».

Si les fédérations de la CFDT, de la FGAF (autonomes) ou de la FEN réservent un accueil plutôt favorable à ce rapport, M. Roland Caillaud, secrétaire général de la fédération des fonctionnaires FO fustige un système qui « tend, au gré des priorités gouvernementales, à officialiser une fonction publique d'emploi au détriment d'une fonction publique des carrières ». La balle est désormais dans le camp du gouvernement, à charge de trancher entre diverses suggestions dont il semble impossible, selon M. Pêcheur, d'estimer le coût.

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	16 fév.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New-York	22,32	- 0,24
Brent à Londres	18,50	- 0,55

(Source : Arbitrages pétroliers France)

Sur le marché de New-York, des prises de profit de la part des opérateurs ont provoqué des pressions à la baisse. Ces prises de profit ont été accentuées à Londres sur les cours du Brent en attendant les résultats de la rencontre diplomatique entre Soviétiques et Irakiens prévue pendant le prochain week-end à Moscou.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

En attendant la reprise

Suite de la première page

C'est ainsi que, peu à peu - la récession américaine se confirmant - l'industrie française a pris conscience du changement de conjoncture qui s'était produit à son insu dès avant la crise du Golfe. Changement d'autant plus difficile à percevoir jusqu'en juillet 1990 que l'Allemagne menait tambour battant sa réunification politique et économique, important à tout va, notamment des automobiles (1).

S'il est à peu près sûr que les projets d'investissements ont été freinés à partir de l'été, il est difficile, pour expliquer le phénomène, de faire le partage entre ce qui relève de la rupture de comportement (la crainte d'une guerre) et ce qui relève de la continuité, c'est-à-dire du prolongement d'une trajectoire descendante, la fin d'un cycle en quelque sorte, qui se serait de toute façon produite un jour ou l'autre.

Défaillance de la demande

Ce mélange des causes apparaît clairement quand on interroge quelques-uns des grands patrons de l'industrie française. Ainsi, pour Saint-Gobain, M. Jean-Louis Boffa déclare qu'il faut faire une pause des investissements. « C'est-à-dire baisser même cette année par rapport à 1990, tout en restant très élevés. Mais M. Boffa ajoute tout aussitôt que « la guerre du Golfe n'y est pas pour grand chose. Simplement, nous avons beaucoup accru nos équipements et nous pouvons répondre à la demande ».

C'est bien en effet la demande qui est en cause, ou plutôt sa faiblesse actuelle sur le marché intérieur, comme sur les marchés étrangers. Pourquoi investir davantage si les consommateurs se dérobent et que l'offre est suffisante ?

Le phénomène de l'auto spectaculaire est celui de l'automobile. Les immatriculations n'ont pas dépassé 173 000 en janvier (2), après 166 000 en décembre 1990 et 176 000 en novembre. Les chiffres sont inférieurs de 13 % aux records atteints durant le premier trimestre 1990 (198 000 en moyenne mensuelle). La chute est donc spectaculaire, même si elle n'a pas l'ampleur que les statistiques brutes avaient d'abord fait apparaître. L'inquiétude est que ce phénomène semble se prolonger puisque les commandes - qui annoncent les immatriculations à venir - ont beaucoup baissé

en janvier - de l'ordre de 25 % - et que février ne s'annonce pas meilleur.

Il serait intéressant de savoir si la crise du Golfe explique ce retrait des acheteurs, car, dans l'affirmative, la fin des hostilités pourrait apporter une amélioration rapide. Mais, comme pour les investissements, deux causes très différentes se valent pour expliquer le marasme actuel. Pour M. Jacques Calvet, le patron de Peugeot SA, « inconsciemment, se développe un mouvement de prudence et d'attentisme, phénomène manifeste partout, sauf en Allemagne ».

M. Calvet pense que si le conflit se termine rapidement, sans soubresaut politique majeur, « une forte reprise se produira pendant six mois, qui compensera l'excès d'attentisme actuel ». Mais, selon lui, l'industrie automobile se retrouvera ensuite confrontée aux problèmes d'avant l'été 1990. Le patron de Peugeot ne croit pas que la fin de la guerre puisse abréger la phase basse du cycle conjoncturel dans lequel se trouvait la profession depuis le début de l'été 1990.

La bonne santé des pays industrialisés, parce qu'elle a duré longtemps, a fait oublier que les ventes de biens durables connaissent, elles aussi, des cycles qui voient se succéder euphorie et dépression. Pour l'automobile, des périodes de six ans en moyenne semblent séparer les phases hautes (ou basses) de ces cycles (3). On localise plusieurs points bas depuis le premier choc pétrolier de 1974 : à l'été 1975, à l'été 1981, puis à l'été 1984, le cycle ayant été écourté par la politique de rigueur qui avait fait baisser le pouvoir d'achat des ménages deux années de suite.

Le commerce plus que le bâtiment

De même peut-on repérer les amorces de récession à la fin de 1975, en 1982, puis au début de 1985. La France a donc connu, entre le début de 1985 et le début de 1990, une période de croissance exceptionnellement longue. Difficile de savoir, dans ces conditions, si la fin de la guerre du Golfe pourrait amorcer un nouveau cycle ascendant ou si, comme le pense M. Calvet, la phase descendante amorcée il y a un an reprendrait son cours après une reprise technique de six mois.

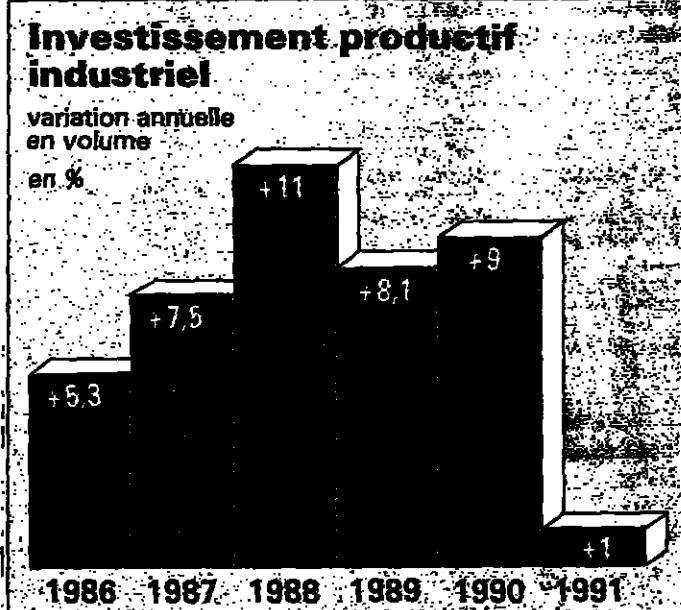
L'affaiblissement de la demande intérieure - qui a beaucoup touché

le tourisme et les transports aériens - s'est également traduit de façon spectaculaire dans les grands magasins parisiens, dont les déboires ont été abondamment décrits et commentés (Le Monde du 12 février).

Il est plus important de constater que les ventes de l'ensemble du grand commerce (hypermarchés, grands magasins, magasins populaires) se sont à peu près tenues sur l'ensemble du pays, progressant de 2,6 % le mois dernier par rapport à

en croit statistiques et enquêtes. Les travaux d'entretien du bâtiment continuent à un rythme soutenu (3 % l'an), comme continue à progresser le bâtiment industriel, et dans une moindre mesure, la construction de bureaux.

Seul le logement des particuliers devrait reculer cette année, les mises en chantier ayant nettement diminué en 1990 (310 000 contre 340 000 en 1989). Les travaux publics, quant à eux, vont ralentir



janvier 1990, ce qui, compte tenu de la hausse des prix, équivaut à une stabilité à peu près parfaite.

M. Jean-Jacques Delort, président du groupe Printemps-Primax, s'il ne s'inquiète pas outre mesure de la conjoncture actuelle, ne se berce pas non plus d'illusions. Guerre ou pas guerre, les beaux jours sont, à son avis, derrière nous, après six années de forte croissance : « L'invasion du Koweït a peut-être accéléré des choses, mais le ralentissement était perceptible dès la fin de 1989 ».

Aussi, M. Delort envisage-t-il, quoi qu'il arrive, deux années de croissance ralentie. C'est le sens d'une lettre un peu solennelle qu'il a fait parvenir en août dernier à ses cadres sur le thème « à la fête est finie ».

Si les perspectives du commerce de détail apparaissent un peu grises, il n'en est pas de même pour la construction et les travaux publics, qui représentent, avec 1,6 million de salariés et d'entrepreneurs, un élément très important de l'activité économique en France. Le BTP ne se porte pas si mal que cela, si l'on

une croissance restée très élevée jusqu'en 1989, puisqu'elle oscillait entre 10 % et 15 % l'an. Les grands chantiers encore en cours - TGV, tunnel sous la Manche, préparation des Jeux olympiques d'hiver - assureront une expansion d'au moins 3 % l'an, comme en 1990. Au total, donc, l'ensemble du BTP devrait continuer à progresser.

La dépression américaine

On n'a pas tout dit quand on a décrit l'affaiblissement de la demande intérieure. Car la demande étrangère recule, elle aussi, dans certains secteurs, minant un peu plus l'activité économique en France. M. Jean-Louis Boffa a constaté que beaucoup de ses clients américains avaient stoppé leurs commandes en décembre et en janvier, « de façon inusitée ». Il voit là, bien sûr, le contrecoup de la récession américaine, mais aussi des coupures de crédits décidées par les banques, dont beaucoup vivent maintenant avec difficulté. « Ces coupes touchent un peu tout le monde, y compris des petites et moyennes entreprises parfaitement saines : cela, nous le ressentons ». Il y a aussi la déprime de la construction, « aussi grave aux États-Unis que lors de la terrible récession de 1981-1982 ».

M. Jean Gandois, le patron de Pechiney, n'est touché que sur quelques produits, du genre emballage haut de gamme. Encore, certains marchés en plein développement (commandes militaires, éléments de turbines à gaz) compensent-ils ces défaillances.

La conjonction d'une demande affaiblie sur le marché intérieur et sur les marchés étrangers (Japon, Italie, la Suède sont également touchées) est en train de se répercuter sur le commerce de gros. L'INSEE, dans sa toute dernière enquête, montre clairement que les ventes du commerce de gros ont beaucoup fléchi pour les biens industriels et les biens d'équipement. Le résultat ne s'est pas fait attendre, et il est inquiétant. Les grossistes ont ralenti leurs commandes à l'industrie.

Ainsi risque de s'accumuler, sur toute la chaîne qui remonte des particuliers jusqu'à l'industrie, en passant par le commerce, des décisions de report, d'attente, d'annulation, qui toutes débouchent sur moins d'activité. L'industrie qui a déjà vu baisser sa production au quatrième trimestre, et qui continue probablement sur la même pente en ce début d'année, risque de couper fortement dans ses investissements si la situation ne s'est pas clarifiée dans quelques mois.

Ce processus cumulatif et amplificateur, M. Boffa le décrit ainsi : « Le risque est la prise en masse de chacun des facteurs récessifs actuels, c'est la cristallisation de ce qui n'est actuellement qu'éléments isolés ». Ce risque, M. Gandois le désigne très précisément : d'abord l'automobile, ensuite le logement. « Cette année sera encore bonne pour le bâtiment, dit-il, à cause des commandes passées il y a une dizaine de mois. Mais le ralentissement pourrait être important fin 1991, début 1992. La reprise ne viendrait pas avant le printemps 1992 si tout se passe bien dans le Golfe ».

La plupart des patrons commencent en tout cas à freiner leurs investissements, même si les projets importants sont presque tous sauvegardés. M. Calvet a donné comme consigne de faire autant d'équipement

ments que prévu, mais moins chers ; M. Gandois demande qu'on sélectionne, M. Boffa qu'on fasse une pause. A l'autre bout de la chaîne, M. Delort reporte une partie des investissements du premier semestre sur le second semestre.

L'économie française n'est donc plus tout à fait à l'abri d'une période de stagnation, hypothèse imaginable il y a seulement huit mois. Il lui faudrait sans doute beaucoup de circonstances malheureuses, mais la chose n'est plus impossible.

D'autant moins impossible que beaucoup de grandes firmes vont annoncer des pertes pour l'année 1990, des pertes particulièrement fortes et nombreuses dans l'industrie informatique. Une enquête réalisée auprès de grandes firmes installées en France montre que le tiers d'entre elles sont passées au rouge l'année dernière, contre moins de 2 % en 1989, et pour des sommes extrêmement faibles. On comprend donc la hantise de M. Michel Charasse, le ministre du budget, qui craint de voir s'effondrer les recettes fiscales tirées de l'impôt sur le bénéfice des sociétés. Difficile, dans ces conditions, d'imaginer des investissements qui continueraient à progresser comme si de rien n'était, ou l'emploi qui irait toujours en augmentant comme il l'a fait ces dernières années.

Faut-il pour autant modifier jusqu'à la moelle, la vision optimiste qu'on avait de la conjoncture il y a un an ? Quelles que soient les analyses qu'on fasse de la situation, les chefs d'entreprise sont au moins tous d'accord sur un point : l'économie française s'est beaucoup assainie depuis dix ans, les entreprises sont beaucoup plus solides. D'une certaine façon, le repli actuel ne les entame pas, sauf, sans doute, les jeunes PME.

A ces éléments de fond s'ajoutent le bas prix du pétrole et des matières premières, l'inflation maîtrisée et, récemment, l'amorce d'une baisse des taux d'intérêt, l'Allemagne, dans ce domaine, ramant seule à contre-courant.

Si donc la guerre du Golfe ne s'éternise pas, si le dollar cesse de baisser et de gêner de plus en plus d'entreprises européennes, les choses pourraient reprendre un cours plus normal l'année prochaine, une flamme d'activité pouvant même se produire pendant quelques mois dès la fin des hostilités.

Reste à savoir si la guerre des alliés contre l'Irak ne va pas bouleverser profondément la donne en redistribuant les cartes dans des conditions qu'il est difficile d'imaginer. Qu'obtiendront et que perdront les Américains, les Soviétiques, les Allemands, mais aussi les Turcs, les Israéliens et les divers pays arabes. Surtout, l'Europe sortira-t-elle grande et renforcée de l'épreuve, ou, au contraire, affaiblie ? Telle est bien la question, estime M. Gandois, qui ajoute : « Les Européens viennent de se découvrir plus faibles qu'ils ne l'imaginaient. On ne peut porter sur la Communauté et ses promesses le même regard qu'il y a six mois ».

ALAIN VERNHOLLES

(1) La France a réduit de 16,8 milliards de francs son déficit commercial avec l'Allemagne en 1990. Cette réduction est imputable pour plus de la moitié, au commerce automobile.

(2) Ce chiffre est corrigé des variations saisonnières.

(3) La période de six ans comprend donc la partie descendante en creux et la partie ascendante jusqu'au point haut du cycle.

REPÈRES

CHÔMAGE

Nouvelle augmentation

en Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne a subi en janvier une nouvelle augmentation de son taux de chômage. Le nombre de sans-emploi a atteint 1,89 million, en données corrigées des variations saisonnières, soit une hausse de 46 200 par rapport à décembre, a annoncé le ministre de l'emploi jeudi 14 janvier. Le chômage était retombé sous la barre des 2 millions en décembre 1988. En pourcentage de la population active, le taux de chômage est remonté pour le dixième mois consécutif en janvier, atteignant 6,8 %, contre 6,5 % en décembre.

La hausse des salaires a atteint 9,75 % en rythme annuel en décembre. Une progression identique à celle des deux mois précédents, et qui inquiète les responsables britanniques, car elle est supérieure au taux d'inflation.

COMMERCE EXTERIEUR

L'excédent allemand s'est contracté

en 1990

L'excédent commercial de l'Allemagne (réunifiée) s'est établi à 107,3 milliards de marks (385 milliards de francs) l'an dernier, alors qu'en 1989, la RFA avait enregistré un excédent record de 134,7 milliards de marks, a annoncé l'office fédéral des statistiques jeudi 14 février.

Cette diminution de 20 % en un an du solde commercial a été principalement provoquée par une poussée des importations et une réduction des exportations, consécutives à l'absorption de la RDA. En 1990, les achats à l'étranger se sont accrus de 4,7 %, s'établissant à 573,4 milliards de marks, tandis que les ventes ont chuté de 0,2 %, à 680,7 milliards.

La balance des paiements courants a enregistré un solde positif de 71,9 milliards l'an dernier, contre 104,2 milliards pour la RFA en 1989.

INFLATION

Hausse de 0,6 %

en Allemagne

en janvier

Les prix de détail ont augmenté en Allemagne (partie Ouest) de 0,6 % en janvier par rapport à décembre, selon les statistiques définitives publiées jeudi 14 février par l'Office fédéral des statistiques.

Ce résultat est un peu meilleur que celui annoncé fin janvier et qui, selon des données préliminaires, tablait sur une hausse des prix de 0,7 %. En glissement annuel (de janvier 1990 à janvier 1991), la hausse des prix à la consommation atteint donc 2,8 % en Allemagne (partie Ouest).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CERUS CEDE A SUEZ SA PARTICIPATION DE 9,9% DANS LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Le conseil d'administration de CERUS - COMPAGNIES EUROPÉENNES RÉUNIES - qui s'est tenu le 13 février 1991 sous la présidence de M. Carlo De Benedetti, a approuvé un accord avec la COMPAGNIE DE SUEZ aboutissant à la cession complète de la participation résiduelle de 9,9 % détenue par CERUS dans la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE. Cet accord a reçu également l'approbation du conseil d'administration de la COMPAGNIE DE SUEZ.

Le processus de cession des titres SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE comporte deux étapes successives :

- dans les prochains jours, la participation du groupe CERUS dans la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE sera vendue à SUREC SA, filiale à 100 % de CERUS SA, pour une valeur globale de 2,05 milliards de francs français, ainsi que celle de 21,5 % dans le holding FARAMUND pour un montant de 42 millions de francs.

- dans un deuxième temps, CERUS fera apport à SUEZ de 100 % du capital de SUREC, dans le cadre d'une augmentation de capital réservée qui sera proposée à l'assemblée générale extraordinaire de SUEZ à la fin du premier semestre 1991.

Pour CERUS, cette opération revient à céder ses titres SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE. Ce désengagement, à la valeur globale indiquée de 2,05 milliards de francs français, correspond à une cession (avec effet au 1er mars 1991) à un prix de 1.950 francs belges par action, par rapport à un prix de revient consolidé de l'ordre de 3.100 francs belges.

La vente du bloc résiduel de titres SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE représente la principale opération du plan de désinvestissement des participations non stratégiques annoncé lors de l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 1990. L'endettement net consolidé du groupe, qui s'élève aujourd'hui à environ 4 milliards de francs, sera ramené par cette opération aux alentours de 2 milliards de francs.

Les effets économiques de la cession des titres SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE seront intégralement pris en compte, sous forme de provisions, dans les états financiers 1990. Sur la base des informations actuellement disponibles, on peut raisonnablement estimer que l'exercice 1990 fera ressortir une perte consolidée de l'ordre de 2,2 milliards de francs. Cette perte ressort de la moins-value sur la cession des titres SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE, des charges financières de l'exercice et des ajustements et provisions liés à l'ensemble du plan de désinvestissement des participations non stratégiques décidé par la société.

En conséquence de ces opérations, CERUS présente une structure financière plus équilibrée lui permettant de jouer son rôle d'opérateur industriel de VALEO, de la BANQUE D'UNION-LEBLE et des activités internationales dont, en particulier, COFIR. CERUS va, en outre, gérer sa participation stable et significative dans SUEZ, dans le cadre des relations amicales existant entre les deux groupes.

A l'occasion de ce conseil d'administration, M. Alain Mine a indiqué son intention d'insérer sa vie professionnelle à compter du conseil du 25 avril 1991 et de présenter à cette date-là sa démission de Vice-Président Directeur Général, afin de mener une activité personnelle de conseil stratégique.

Le conseil a regretté cette décision et a marqué ses sentiments de reconnaissance et d'amitié à l'égard d'Alain Mine. Quant à M. Carlo De Benedetti, il a pris acte de ce choix personnel et a indiqué qu'il souhaitait dans ce nouveau contexte qu'Alain Mine soit Conseiller Stratégique de son groupe et lui a demandé, dans cet esprit, d'exercer les fonctions de Vice-Président de CIR International - actionnaire de contrôle de CERUS - et de demeurer administrateur de CIR, CERUS, COFIR et de continuer à exercer le suivi de VALEO.

Par ailleurs, M. Jacques Leterre demeure Administrateur Directeur Général de la société.

Sur Minitel 36.16 CLIFF

CERUS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUVEAUX CONTRATS

DESQUENNE ET GIRAL

Le Groupe DESQUENNE ET GIRAL vient d'obtenir, à travers sa filiale SECO/OG, en participation avec DEHE SA (50/50), un lot de la pose de la voie de la TGV NORD, ainsi que la totalité de celle intéressant l'interconnexion qui comprend, en particulier, les voies des gares de ROISSY et d'EURODISNEYLAND. Cet ensemble représente un linéaire de près de 570 km pour un montant de 250 millions de francs ; les travaux débuteront en Août 1991 et assureront le plein emploi du matériel spécialisé jusqu'en 1994.

Par ailleurs, les négociations, en vue de l'attribution d'un nouveau marché de renouvellement de voies et ballast, en participation (50/50), devraient permettre la poursuite de l'activité "travaux hautement mécanisés" pour au moins trois ans et pour plus de 600 km.

L'activité pour 1991 se présente ainsi dans de bonnes conditions et le chiffre d'affaires ne devrait pas enregistrer de fléchissement ; par ailleurs, le Groupe DESQUENNE ET GIRAL n'a actuellement aucun engagement au Moyen Orient.

DOSSIER

La déclaration de vos revenus de 1990



Vous avez déjà reçu ou vous allez prochainement recevoir les imprimés nécessaires à la déclaration de vos revenus de 1990. En effet, l'administration envoie à domicile jusqu'à la mi-février :

- la déclaration des revenus aux contribuables qui ont déjà souscrit ce formulaire l'an dernier : la plupart des salariés et retraités reçoivent un formulaire simplifié en quatre pages cette année (n° 2042S) au lieu de six pour la déclaration normale (n° 2042N) ;
- la déclaration n° 2044 (feuille bleue) aux propriétaires fonciers ayant déclaré l'an dernier des loyers, des fermages ou d'autres revenus des immeubles (redevances d'affichage) ;
- la déclaration n° 2047 (feuille rose) aux personnes encaissant des revenus hors de France ;
- la notice n° 2041 - AM sur la détaxation « Monory » ou la déclaration n° 2048 sur le « CEA » (compte d'épargne en actions) aux contribuables qui ont déclaré les années passées des achats d'actions à ce titre ;
- les déclarations spéciales professionnelles.

Si vous ne recevez pas ces imprimés, vous pourrez les demander à partir du 18 février dans les centres des impôts. Dans les communes

où ces services ne sont pas installés, les mairies distribuent des déclarations de revenus (seulement le modèle normal), et des annexes n° 2044 pour la déclaration des revenus fonciers. Enfin, si vous avez réalisé des plus-values sur la vente de valeurs mobilières ou d'immobilières, les déclarations n° 2074 et 2049 correspondantes doivent être retirées dans les centres des impôts.

Les contribuables qui ont reçu la déclaration simplifiée et qui auraient en 1990 des revenus ou des charges autres que ceux qui sont prévus sur ce formulaire ne doivent pas l'utiliser mais se procurer un

imprimé de déclaration normale n° 2042N (auprès de leur centre des impôts ou, éventuellement, de leur mairie) sur lequel ils indiqueront l'ensemble de leurs revenus et de leurs charges.

La déclaration, que vous devez souscrire pour le 28 FÉVRIER 1991 au plus tard, a subi, par rapport à l'an dernier, des modifications pour tenir compte des mesures nouvelles. Celles-ci seront examinées au fur et à mesure de l'exposé des différentes rubriques et signalées par l'adjectif « NOUVEAU ».

Vous êtes dispensé de tout calcul, abatement, déduction ou limitation, qui seront automatiquement effectués lors de l'exploitation informatique de votre déclaration. Nous publions toutefois les barèmes vous permettant de calculer vous-même votre impôt à payer et ainsi de vérifier, lorsqu'il vous sera adressé par l'administration, votre avis d'imposition. En outre, la direction générale des impôts met à nouveau le service de calcul de l'impôt à la disposition des possesseurs d'un Minitel (code « IR SERVICE », numéro d'appel : 36-15).

N'oubliez pas de conserver le double de votre déclaration et toutes les pièces justificatives pendant trois ans, car vos déclarations peuvent être contrôlées pendant cette période.

Comment remplir votre formulaire

Qui doit remplir la déclaration ?

CAS GÉNÉRAL. - La déclaration doit être souscrite par tout foyer dont l'un quelconque des membres perçoit des revenus imposables.

Toute personne disposant d'une résidence principale doit faire sa déclaration. Les personnes qui ne sont pas imposables y ont tout intérêt : l'administration leur adressera automatiquement un avis de non-imposition, qui est utile lors de certaines démarches (ouverture d'un livret d'épargne populaire) ou de demandes à caractère social pour justifier de leurs ressources.

COUPLES MARIÉS. - Ils souscrivent une seule déclaration pour les revenus du ménage. Toutefois les époux mariés sous le régime de la séparation de biens et qui ne vivent pas ensemble font l'objet d'une imposition séparée (chacun en qualité de célibataire).

De même, il y a lieu à déclaration distincte (en qualité de séparé) :

- en cas d'abandon du domicile conjugal pour mésentente et si les époux ont, chacun, des revenus ;
- en cas d'instance de divorce ou de séparation lorsque les époux ont obtenu l'autorisation de vivre séparément.

MARIAGE EN 1990. - Les couples qui se sont mariés en 1990 devront procéder ainsi :

- chacun souscrit, à son nom comme *célibataire* (éventuellement divorcé ou veuf) et sur le formulaire reçu à domicile, une déclaration de ses propres revenus et, le cas échéant, de ses enfants à charge, pour la période antérieure au mariage (remplir le cadre A, case C (éventuellement D ou V), et ligne X, de la déclaration) ;
- les deux époux déposent, en outre, une déclaration des revenus du ménage et des personnes comptées à charge pour la période postérieure au mariage (remplir le cadre A, case M, et ligne X).

DIVORCE OU SÉPARATION EN 1990. - Comme pour le mariage, les époux doivent déposer une déclaration (en qualité de mariés) pour la période de vie commune antérieure à la séparation ou au divorce (si un des époux ne le signe pas, elle lui est néanmoins opposable) : remplir le cadre A, case M, et ligne Y.

D'autre part, chaque ex-époux souscrit, comme divorcé ou séparé, une déclaration personnelle de ses revenus postérieurs au divorce (ainsi que les revenus des enfants dont il a la garde et qu'il compte à charge) en remplissant le cadre A, case D, et ligne Y de la déclaration.

DÉCÈS D'UN CONJOINT EN 1990. - Quel que soit le conjoint qui est décédé, les conséquences sont les mêmes : deux impositions sont établies.

Pour les revenus du ménage antérieurs au décès, la personne qui souscrit la déclaration doit remplir le cadre A (M et ligne Z) ;

Pour les revenus personnels de l'époux survivant, postérieurs au décès, celui-ci doit remplir le cadre A (V et ligne Z).

Bien qu'ayant servi la case Y (veuf), le conjoint survivant bénéficie pour cette année du nombre de parts correspondant à la situation d'un *contribuable marié* (toutefois, la 1/2 part dont pouvait bénéficier le conjoint décédé s'il était invalide n'est pas reportable sur le survivant).

DÉCLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT À CHARGE. - Le contribuable dont un enfant à charge possède des revenus propres peut demander l'imposition distincte de cet enfant. Dans ce cas, il cesse d'être considéré comme à charge pour le calcul de l'impôt dû par ses parents.

L'imposition distincte est généralement la plus avantageuse, excepté lorsque le revenu de l'enfant ne représente qu'une faible fraction du revenu des parents.

REMARQUE. - Union libre : chacune des deux personnes doit souscrire une déclaration comme *célibataire* (ou veuve ou divorcée). Si elles ont un enfant, celui-ci ne peut être compté à charge qu'une fois.

Où envoyer la déclaration ?

Adressez votre déclaration au service des impôts mentionné sur la déclaration, en tête de la première page, même si vous avez déposé les services la transmettra alors au centre des impôts de votre nouveau domicile. Si vous envoyez votre pli par la poste, n'oubliez pas d'affranchir l'enveloppe. N'adressez pas votre déclaration au percepteur, il est seulement chargé du recouvrement de l'impôt.

- Si vous n'êtes pas en possession de tous les éléments nécessaires à l'établissement de votre déclaration, vous devez souscrire une déclaration provisoire en précisant les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de satisfaire à vos obligations.
- Si vous souscrivez plusieurs déclarations (mariage, séparation...), envoyez-les ensemble au centre des impôts du domicile conjugal.

Personnes à charge

L'OPTION POUR LE RATTACHEMENT

Cette option, annuelle, est irrévocable.

- Pour formuler cette option, utilisez la demande de rattachement figurant dans le cadre C de la page 2 de la déclaration normale ou simplifiée.

- L'accord du parent est considéré comme établi dès lors qu'il a déclaré l'enfant à charge et a joint à sa déclaration l'option pour le rattachement.

Le contribuable qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire ou, dans certains cas, d'une part.

- Le rattachement entraîne, pour le ou les parents, l'obligation d'inclure dans leurs revenus ceux perçus par l'enfant pendant l'année entière.

- Cas des parents divorcés ou séparés. - Le rattachement peut être demandé à l'un ou l'autre des parents, mais jamais aux deux à la fois.

2) VOS ENFANTS MARIÉS OU CHARGÉS DE FAMILLE

Lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

- être âgés de moins de vingt et un ans,
- être âgés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont étudiants,
- effectuer leur service militaire quel que soit leur âge,

ils peuvent opter pour le rattachement au foyer des parents (ou de l'un d'eux si ces derniers sont séparés).

- Ce rattachement est global : il s'applique au jeune ménage, même lorsqu'un seul des époux remplit les conditions pour être considéré à charge et, le cas échéant, à leurs enfants.

- Il peut être demandé à la famille de l'un ou l'autre des conjoints (jamais aux deux).

- L'avantage accordé au parent bénéficiaire de ce rattachement prend la forme d'un *abattement* sur le revenu de 21 450 F par personne prise à charge.

- Les revenus du jeune ménage sont imposés avec ceux du foyer de rattachement.
- En cas de mariage en cours d'année d'un enfant âgé de plus de dix-huit ans, un même contribuable ne peut, à la fois, bénéficier d'une majoration du nombre de parts et d'un abattement.

3) VOS ENFANTS INFIRMES

Ils peuvent être comptés à charge quel que soit leur âge (ils donnent droit à une part s'ils sont titulaires de la carte d'invalidité). Mais pour un enfant infirme majeur, vous pouvez renoncer à le compter à charge et déduire la pension alimentaire que vous lui versez (dans la limite de 21 450 F). Cette pension n'est pas soumise à l'impôt au nom de l'enfant s'il s'agit de frais de séjour payés à un établissement hospitalier.

4) VOS ENFANTS EFFECTUANT LEUR SERVICE MILITAIRE

Ils peuvent demander à vous être rattachés, quel que soit leur âge (pour l'option, voir plus haut).

Le service national au titre de l'aide technique ou de la coopération technique équivaut fiscalement au service militaire.

REMARQUE. - POUR LES ENFANTS MAJEURS : Il est possible de déduire une pension alimentaire au lieu de les compter à charge. Cette mesure est surtout intéressante lorsqu'il n'est pas possible de compter un enfant à charge (étudiant de plus de vingt-cinq ans ou enfant de plus de vingt et un ans à la recherche d'un premier emploi). Elle permet également, en cas de divorce ou de séparation, au parent non bénéficiaire du rattachement et versant une pension à son enfant majeur de la déduire de ses revenus.

Les modalités et limites de déduction sont exposées plus loin sous le chapitre « Charges à déduire - Pensions alimentaires ». Si vous déduisez une telle pension, vous ne devez pas compter l'enfant à charge.

LES PERSONNES INVALIDES (AUTRES QUE VOS ENFANTS)

Il est possible de compter à charge toute personne invalide recueillie à votre foyer, sans qu'il soit nécessaire qu'il existe un lien de parenté entre elle et vous-même et sans exclusion en fonction du montant des ressources (elle donne droit à une part, ou une part et demi si vous avez au moins trois personnes à charge). Les conditions sont les suivantes :

- la personne doit obligatoirement vivre en permanence sous votre toit ;
- elle doit être titulaire de la carte d'invalidité d'au moins 80 % (carte prévue par l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale).

Bien entendu, vous devez, en contrepartie de cet avantage, déclarer ses revenus avec les vôtres, dans la catégorie correspondante (par exemple « Pensions, retraites, rentes... »).

Identification et adresse

1) **Etat civil.** - Outre les rectifications ou compléments à apporter aux informations préidentifiées, l'indication de la date de naissance est très importante pour l'application automatique de certains abattements.

En effet, si vous êtes âgé (e) de plus de soixante-cinq ans ou invalide (titulaire d'une pension d'invalidité de guerre ou d'accident de travail d'au moins 40 % ou titulaire de la carte d'invalidité), vous bénéficiez d'un abattement de 8 580 F si le revenu net global de votre foyer n'excède pas 53 100 F ; il est de 4 290 F si ce revenu est compris entre 53 100 F et 85 800 F ; il est doublé si votre conjoint répond aux mêmes conditions. L'ordinateur déduira automatiquement cet abattement.

2) **Adresse.** - Si vous avez déménagé en 1990, précisez votre nouvelle adresse au cadre 3 de la déclaration. En cas de déménagement après le 1^{er} janvier 1991, indiquez votre nouvelle adresse page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration simplifiée. Si vous souscrivez la déclaration au nom d'une succession, indiquez vos coordonnées.

3) **Signature.** - Il faut prendre soin de signer la déclaration. Chaque époux doit signer.

4) **Profession.** - L'emplacement réservé, sur le formulaire simplifié, à cette mention étant assez limité, en particulier si vous avez plusieurs sources de retraite, indiquez les sigles des organismes payeurs.

Situation de famille

La situation qui a été retenue pour votre dernière imposition est préimprimée page 1, dans le cadre 4 de la déclaration que vous avez reçue à domicile. Si votre situation ne s'est pas modifiée en 1990, vous ne devez porter aucune mention spéciale sur votre déclaration. En particulier, vous n'avez pas à remplir le cadre A (page 2). Si, au lieu, vous n'avez pas à remplir le cadre A (page 2). Si, au lieu, vous n'avez pas à remplir le cadre A (page 2).

Si la situation a été modifiée, remplissez le cadre A de la page 2, intitulée « Situation de famille en 1990 » ; il en est ainsi, notamment, en cas de mariage, séparation, divorce ou décès du conjoint en 1990 (n'oubliez pas d'inscrire la date correspondante, ligne X, Y ou Z, qu'il s'agisse de la déclaration antérieure ou postérieure à ces événements).

- Les célibataires, veufs ou divorcés invalides ayant des charges de famille bénéficient d'une demi-part supplémentaire de quotient familial.

- Les ménages ont droit à une demi-part supplémentaire lorsque l'un des conjoints remplit une des conditions suivantes :

- il est titulaire, pour une invalidité d'au moins 40 %, d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre ;
- il est titulaire d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % au moins ;

- il est titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

Les ménages où les deux conjoints sont invalides bénéficient d'une part supplémentaire.

Si la carte d'invalidité a été demandée à la mairie avant le 1^{er} janvier 1991, mais n'est pas encore attribuée, inscrivez la date de la demande à l'emplacement prévu pour le numéro et la date de la carte.

- Une demi-part supplémentaire est accordée aux ménages lorsque l'un des conjoints a plus de soixante-cinq ans et est titulaire de la carte du combattant. Cet avantage ne peut se cumuler avec les majorations de quotient familial prévues en cas d'invalidité.

- Les personnes de plus de soixante-cinq ans, célibataires, divorcées ou veuves n'ayant pas d'enfant à leur charge ont droit à une part et demi de quotient familial au lieu d'une part si elles sont titulaires de la carte du combattant ; le même avantage est octroyé aux veuves âgées de plus de soixante-cinq ans des personnes mentionnées ci-dessus.

Attention : Une personne seule n'ayant pas de charge de famille a droit, au maximum, à une part et demi (les demi-parts supplémentaires ne se cumulent pas).

Pour vos revenus et vos charges, ne portez jamais les centimes. Arrondissez au franc.

DOSSIER

1. - Traitements, salaires et pensions

Doivent être déclarés les rémunérations principales (salaires, primes, traitements, soldes, gages, indemnités) et les gratifications et pourboires notamment.

a) SALAIRES, AVANTAGES EN NATURE ET INDEMNITÉS JOURNALIÈRES.

Si vous ne percevez que des salaires qui ne donnent pas lieu à une déduction supplémentaire, vous n'avez que cette colonne à remplir, la déduction de 10% pour frais professionnels étant calculée et déduite directement par l'ordinateur (pour chaque bénéficiaire, le minimum de déduction pour frais professionnels est de 2 000 F au lieu de 1 800 F antérieurement, sans toutefois pouvoir excéder le montant brut des salaires encaissés).

Cette déduction de 10% est limitée à 66 950 F. Elle couvre les frais professionnels courants (trajet du domicile au lieu de travail, frais de repas, de vêtements, de chauffage, de documentation, etc.) dont le remboursement constituerait une allocation imposable.

Vous devez ajouter à votre salaire les avantages en nature si votre employeur vous loge, vous nourrit, vous fournit des prestations ou des marchandises (eau, gaz, chauffage, électricité...) ou met une voiture à votre disposition. Ces avantages doivent être évalués pour leur montant réel. Toutefois, pour la nourriture et le logement, et si votre salaire n'a pas dépassé 131 040 F en 1990, vous pouvez les évaluer d'après le tarif prévu en matière de sécurité sociale.

b) CAS PARTICULIERS.

Salaires versés aux apprentis munis d'un contrat régulier d'apprentissage. - Ne déclarez que la fraction du salaire excédant 39 300 F.

Service national. - Les sommes et avantages en nature dont bénéficient les militaires non officiers pendant la durée légale du service national ou la durée correspondante à ce service national pour les engagés ne sont pas imposables. Il en est de même des indemnités perçues par les jeunes gens affectés au service de l'aide technique et de la coopération.

Militaires en mission à l'étranger. - Les indemnités qu'ils perçoivent en raison de leur expatriation sont exonérées d'impôt sur le revenu (cas des militaires français en mission dans le Golfe).

Étudiants. - En dehors des indemnités des stages obligatoires (n'excédant pas trois mois) des élèves des écoles techniques, qui sont exonérées, les rémunérations perçues par les étudiants qui travaillent pendant la période des congés scolaires sont imposables selon les règles du droit commun.

En revanche, les bourses versées aux étudiants en fonction de critères de ressources pour leur permettre de poursuivre leurs études hors de leur département à des familles modestes ne sont pas imposables.

Travailleurs privés d'emploi. - Toutes les allocations de chômage versées par les ASSEDIC ou le FNE sont imposables.

REMARQUE. - Les allocations versées avant le 15 juillet 1987 par les ASSEDIC employées pour l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative ouvrière de production en constitution et pour lesquelles le report d'imposition avait été demandé doivent être comprises dans les revenus imposables de 1990 si les parts ainsi acquises ont été cédées ou rachetées en 1990.

Les allocations versées entre le 15 juillet 1987 et le 31 décembre 1990 pour un report ou repêchage d'une entreprise, quelle que soit sa nature, ne sont imposables au titre de 1990 que si, au cours de cette année :

- vous avez cessé totalement et définitivement votre activité ;

- vous avez cédé votre entreprise ou les actions ou parts de la société créée ou reprise.

Par exception, les allocations versées entre le 15 juillet 1987 et le 31 janvier 1988 sont exonérées d'impôt si vous avez cessé votre activité.

Travaux d'utilité collective (TUC). - L'indemnité versée par l'organisme des travailleurs est exonérée, ainsi que la rémunération versée par l'Etat.

Dirigeants de société. - Les allocations forfaitaires pour frais d'emploi doivent être ajoutées au salaire dans tous les cas, ainsi que les remboursements en cas d'option pour la déduction des frais réels ou de déduction supplémentaire.

L'administration admet qu'une allocation de frais de déplacements calculée en fonction du barème kilométrique qu'elle publie chaque année ne revêt pas un caractère forfaitaire s'il est justifié du nombre de kilomètres parcourus, mais constitue un « remboursement ». Toutefois, il est indispensable de préciser la date, l'objet et l'importance des déplacements (arrêt du Conseil d'Etat du 14 décembre 1984), à défaut de quoi il s'agit d'allocations forfaitaires imposables.

Parmi les remboursements de frais exonérés - sauf option pour les frais réels ou une déduction forfaitaire supplémentaire - le fisc admet : les frais de déplacements professionnels autres que les trajets du domicile au lieu de travail (restauration, transport, hôtel), les invitations professionnelles au restaurant, les cadeaux offerts aux relations professionnelles, à condition qu'ils soient appuyés de justificatifs.

Déduction des intérêts d'emprunts contractés pour souscrire au capital de sociétés nouvelles ou pour participer à des opérations de rachat d'entreprises. - Peuvent être déduits du salaire les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 :

- pour souscrire au capital d'une société qui se crée (ou d'une SCOP issue de la transformation d'une société précédente) dans laquelle l'intéressé sera salarié ;

- pour racheter l'entreprise dans laquelle le contribuable exerce un emploi salarié.

Le montant déductible ne peut excéder 50% du salaire versé par la société nouvelle ou rachetée, ni la somme de 100 000 F.

Ces limites sont portées à la totalité du salaire versé par la société rachetée et à 150 000 F pour les intérêts des emprunts contractés à compter du 15 avril 1987 pour le rachat d'entreprise par leurs salariés.

La déduction n'est autorisée que si des titres sont conservés cinq ans au moins et si des justificatifs nécessaires sont joints à la déclaration.

Indemnité de départ à la retraite ou en préretraite. - En cas de départ volontaire, l'indemnité est exonérée dans la limite de 20 000 F.

En cas de mise à la retraite sur décision de l'employeur, l'indemnité est exonérée à hauteur du montant de l'indemnité de mise à la retraite prévue par la convention collective de branche (avec minimum de 20 000 F).

Le surplus est imposable, mais peut donner lieu à l'échelonnement sur 1990 et les trois années antérieures (1987 à 1989). Il faut en faire la demande par note jointe à la déclaration.

Au lieu de cet échelonnement, il est possible de demander que la fraction imposable de l'indemnité de départ volontaire en retraite ou de mise en retraite perçue en 1990 soit répartie pour sa taxation par quarts sur l'année 1990 et les trois années suivantes (1991 à 1993). Il faut en faire la demande par note jointe à la déclaration. Une fois exercé, le choix pour cet échelonnement sur les années à venir est irrévocable. Son application est exclusive de celle de l'échelonnement sur les années antérieures.

Primes de départ volontaire. - Elles sont imposables et peuvent donner lieu à échelonnement sur l'année de leur perception et les trois années antérieures sur demande du contribuable.

Toutefois, les indemnités de départ volontaire versées dans le cadre d'un plan global de réduction d'effectifs sont exonérées à concurrence du montant de l'indemnité qui aurait été perçue en cas de licenciement.

Indemnité de licenciement. - Elle n'est pas imposable s'il s'agit de l'indemnité légale ou de l'indemnité prévue par une convention collective de branche, qui représente des dommages-intérêts. Quant aux indemnités allouées en application de clauses spéciales du contrat de travail ou d'accords particuliers avec l'employeur, elles ne sont imposables que pour la partie qui excède l'indemnité légale ou conventionnelle.

La fraction imposable de l'indemnité de licenciement peut, à la demande des intéressés, être répartie sur 1990 et les trois années antérieures.

Départ-congé. - Lorsque le départ-congé est réparti sur plus d'une année civile, l'indemnité compensatrice due en application du code du travail peut être déclarée par le contribuable en plusieurs fractions correspondant respectivement à la part de l'indemnité afférente à chacune des années considérées.

Exemple : licencié le 1^{er} décembre 1990, et percevant une indemnité compensatrice de départ-congé de six mois, le contribuable pourra rattacher :

- à ses revenus de 1990, la fraction de l'indemnité afférente au mois de décembre 1990 (soit un mois) ;

- à ses revenus 1991, la fraction de l'indemnité afférente aux mois de janvier à mai 1991.

Rémunérations versées en cas de maladie. - Les indemnités journalières versées par les organismes de Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole ou pour leur compte sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les salaires.

Sont exonérées des indemnités journalières :

- d'accidents du travail ;

- de repos, versées aux femmes pendant leur congé de maternité ;

- de maladie, versées aux assurés reconnus atteints d'une maladie comportant un traitement prolongé et des soins particulièrement coûteux.

Les rémunérations qu'une entreprise verse en sus des prestations journalières de Sécurité sociale sont imposables (à déclarer dans la colonne « salaires »). Il en est de même si ces sommes sont payées par l'intermédiaire du comité d'entreprise ou versées par un organisme de retraite ou d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas de maladie, auprès d'une compagnie d'assurances, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les sommes reçues en extinction du contrat ne sont pas imposables.

Enfin, les sommes versées en cas de maladie ou de maternité par les régimes spéciaux qui assurent le maintien du salaire sont toujours imposables (par exemple le régime des fonctionnaires).

NOUVEAU. - Levée d'options de souscription ou d'achat d'actions offertes à compter du 1^{er} janvier 1990. Les salariés qui ont procédé en 1990 à une levée des options de souscription ou d'achat d'actions que leur société leur a offertes, à partir du 1^{er} janvier 1990, avec une réduction de prix supérieure à 10% de la valeur du titre doivent déclarer, comme étant imposable comme des salaires, la partie de cette réduction de prix qui excède 10%. La réduction n'est pas imposable lorsque la levée porte sur des options offertes par l'employeur avant le 1^{er} janvier 1990.

c) FRAIS RÉELS JUSTIFIÉS.

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10% est insuffisante en regard aux frais que vous avez engagés au cours de l'année 1990, de demander que vos frais réels soient retenus, à la condition de fournir un état détaillé dans le cadre « autres renseignements » (page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration simplifiée) et de conserver les justificatifs que le service des impôts peut exiger.

Vous devez alors ajouter à vos salaires les indemnités forfaitaires ou les remboursements de frais qui vous ont été alloués par votre employeur et, si ce dernier met une voiture à votre disposition pour vos déplacements professionnels, la valeur correspondant à cet avantage en nature.

Depenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession. - Vous pouvez déduire les matériels et les meubles de bureau ainsi que les maté-

riels et outillages dont le prix d'achat n'excède pas 2 500 F hors taxes. Au-delà de ces limites, seule la dépréciation annuelle est déductible.

Frais d'études et d'examen. - Ils sont déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés permettent l'amélioration de la situation professionnelle ou l'accès à une autre profession.

Frais supplémentaires de repas. - Si vous n'avez pas conservé les justificatifs précis, ils peuvent être évalués à une fois et demie le montant du minimum horaire garanti par repas, soit en moyenne pour 1990 de 23,15 F à 24,32 F, pour les salariés dont la rémunération excède le plafond de la Sécurité sociale (131 040 F pour 1990), et à une fois ce minimum pour les autres salariés, soit en moyenne de 15,43 F à 16,21 F pour ceux ne relevant pas de la Mutualité sociale agricole et de 19,29 F à 20,26 F pour ceux qui en relèvent. Bien entendu, vous devez justifier de la réalité et du nombre de repas pris à l'extérieur.

Frais de transport du domicile au lieu de travail. - La déduction est admise lorsque la distance entre le domicile et le lieu de travail ne présente pas un caractère normal. A titre de règle pratique et compte tenu de la jurisprudence, l'Etat considère que la distance est présumée normale jusqu'à une trentaine de kilomètres.

Il s'ensuit que, dans le cas où le contribuable réside à une distance plus importante de son lieu de travail, il lui appartient d'établir que cette circonstance n'a pas un caractère anormal, compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas particulier. Il est notamment tenu compte de l'opportunité de l'agglomération où il travaille ainsi que des conditions de logement. Ainsi, pour les grandes villes, il est admis, d'une manière générale, que les salariés habitant en banlieue puissent déduire, dans le cadre des frais réels, leurs frais de transport.

En revanche, si c'est pour des raisons de convenances personnelles que vous avez fixé votre habitation loin de votre lieu de travail, vous ne pouvez prétendre à la déduction des frais de transport.

Pour évaluer vos frais de voiture dans le cas où vous ne disposez pas de la totalité des justificatifs, l'administration publie, à titre indicatif, un tableau des prix de revient kilométriques suivant la puissance du véhicule, le nombre de kilomètres parcourus pour la profession qu'il vous appartient de justifier.

A noter qu'à la différence des années antérieures, il n'y a plus à distinguer selon la nature des parcours (ville ou route).

Par ailleurs, il n'y a pas de réflexion à opérer sur ces prix de revient lorsque le véhicule est ancien ou a été acheté d'occasion.

Locaux professionnels. - Les loyers de ces locaux sont déductibles s'ils ne sont pas à usage mixte (habitation et profession).

Les personnes propriétaires de leurs locaux professionnels ne peuvent déduire un loyer fictif ou leur valeur locative. Seule est déductible, pour ces personnes, la dépréciation effectivement subie par les locaux au cours de l'année d'imposition ; cette dépréciation étant exceptionnelle, l'administration demande des justifications précises aux contribuables qui pratiquent une telle déduction.

Voyageurs représentants de commerce. - Les dépenses occasionnées par les relations avec la clientèle (correspondances, invitations, cadeaux...) peuvent être évaluées, en cas d'impossibilité de fournir les justificatifs, à 2% des commissions avec un maximum forfaitaire de 3 500 F.

Cotisations syndicales. - Les cotisations versées par les salariés sont entièrement déductibles en cas d'option pour la prise en compte de leurs frais professionnels réels.

Mais, dans ce cas, ces salariés ne peuvent bénéficier de la nouvelle déduction d'impôt relative à ces cotisations (voir paragraphe g).

DÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES. L'exercice de certaines professions ouvre droit à une déduction supplémentaire pour frais. Vous devez indiquer le montant de votre revenu qui y correspond, ainsi que le taux admissible en permettant le calcul (vous devez ajouter vos indemnités de frais à votre salaire). Cette déduction est limitée à 50 000 F.

Une déduction supplémentaire de 25% est accordée aux écrivains et compositeurs pour les droits d'auteur

intellectuel déclarés par des tiers et soumis au régime fiscal des salaires. Elle est limitée à 50 000 F (si vous percevez d'autres salaires ouvrant droit également à une déduction supplémentaire, indiquez, dans le cadre « autres renseignements » de la déclaration, par taux de déduction, le détail et la nature des sommes bénéficiant des déductions).

e) PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIAGÈRES A TITRE GRATUIT.

Il faut entendre par rentes viagères à titre gratuit celles dont le paiement n'est pas effectué en contrepartie du versement d'un capital en argent ou de l'allocation d'un bien meuble ou immeuble.

Principales exonérations. - Sont exonérées de l'impôt sur le revenu : l'allocation aux vieux travailleurs versée par les caisses de Sécurité sociale, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation supplémentaire allouée par le Fonds national de solidarité, la pension versée aux victimes militaires ou civiles de la guerre, les rentes viagères servies à titre de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour la réparation d'un préjudice corporel entraînant une incapacité permanente totale, les pensions et les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, la pension alimentaire versée, pour un ascendant disposant de faibles ressources, directement à une maison de retraite ou à un établissement hospitalier.

Doivent être déclarées sous cette rubrique :

- les pensions de vieillesse et de retraite servies par le régime général de la Sécurité sociale ou les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, pensions des fonctionnaires civils et militaires ;

A NOTER. - Si le paiement de votre pension a été mensuel en 1987, des aménagements ont été prévus pour que l'imposition ne porte chaque année que sur votre mensualité. Les calculs sont effectués par votre organisme payeur. Vous faites figurer sur votre déclaration la somme indiquée par cet organisme.

- les pensions d'invalidité (sauf : les pensions d'assurance-invalidité dont le montant n'excède pas l'allocation aux vieux travailleurs et si les ressources de l'intéressé ne dépassent pas le plafond prévu pour l'attribution de cette allocation ; les pensions allouées en vertu du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) ;

- les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

- l'allocation de garantie de ressources servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies en vertu de conventions du Fonds national de l'emploi après l'âge de soixante ans ;

- les rentes constituées à titre gratuit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions.

Le plafond maximum de l'abattement de 10% dont bénéficient les pensions et rentes est fixé à 28 400 F. Il s'applique par foyer. En revanche, l'abattement n'est nul sur le reste fixé à 1 800 F par bénéficiaire. Lorsque le plafond doit jouer (foyer percevant des pensions dont le montant est supérieur à 28 400 F), il est, pour le calcul de l'abattement de 20% (voir paragraphe f ci-après), réparti au prorata des pensions de chacun.

REMARQUES :

Rachats de cotisations de retraite (joignez dans tous les cas une note justificative à votre déclaration). - Ils sont déductibles des salaires ou, le cas échéant, des pensions de la personne qui a personnellement effectué les rachats.

Si le bénéficiaire ne dispose pas de salaires ou pensions, les rachats doivent être portés dans la rubrique des charges déductibles « Déductions diverses ».

Sommes retirées ou pensions perçues au titre d'un plan d'épargne-retraite (PER). - Les retraits effectués sur un PER ainsi que les arrérages perçus au titre de ce plan sont imposables comme des pensions, sauf lorsqu'ils ont été soumis au prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu. Les personnes concernées peuvent se procurer dans les centres des impôts l'imprimé spécial n° 2043 qui leur permettra de déterminer les sommes à déclarer.

A noter que le transfert, en 1990, sur un plan d'épargne retraite ouvert avant le 1^{er} octobre 1989 n'est pas considéré comme un retrait du PER. Il ne donne donc lieu à aucune imposition.

f) ABATTEMENT DE 20% SUR LES SALAIRES ET PENSIONS.

Cet abattement ne s'applique qu'à la fraction des salaires et pensions nets de chaque bénéficiaire n'excédant pas 607 000 F. Il est donc limité à 121 400 F.

Son taux est ramené à 10% pour la fraction comprise entre 426 400 F et 607 000 F des salaires nets versés à des dirigeants par des sociétés dans lesquelles ils contrôlent plus de 35% des droits sociaux. Cette limite de 426 400 F s'applique à l'ensemble des rémunérations en cause et non plus à leur montant unitaire.

g) COTISATIONS SYNDICALES VERSÉES PAR LES SALARIÉS ET PENSIONNÉS.

Les cotisations versées en 1990 par les salariés et les pensionnés à un syndicat représentatif de salariés ou de fonctionnaires ouvrent droit à une réduction d'impôt.

Cette réduction d'impôt est égale à 20% du montant des cotisations versées, limitée toutefois à 1% des salaires, pensions ou rentes viagères, à titre gratuit (déduction faite des cotisations sociales). Le plafonnement est effectué directement par l'ordinateur.

Les personnes qui demandent à bénéficier de cette réduction d'impôt doivent obligatoirement joindre, à leur déclaration de revenus, le reçu qui leur a été adressé par le syndicat.

REMARQUE. - Les salariés qui optent pour la prise en compte de leurs frais professionnels réels n'ont pas droit à cette réduction d'impôt (voir paragraphe c).

h) RENTES VIAGÈRES A TITRE ONÉREUX (en contrepartie de l'allocation d'un capital ou d'un bien meuble ou immeuble).

Utilisez une colonne pour chaque rente et inscrivez le montant brut annuel de vos rentes et l'âge que vous aviez au moment de l'entrée en jouissance. Désormais, la fraction imposable de ces rentes est calculée par l'ordinateur. Elle est égale à : moins de 50 ans : 70% ; 50 à 59 ans : 50% ; 60 à 69 ans : 40% ; plus de 69 ans : 30%.

Si vous percevez une rente viagère en vertu d'une clause de réversibilité, inscrivez l'âge que vous aviez au moment du décès du précédent bénéficiaire. Si elle a été initialement constituée au profit d'un ménage, c'est l'âge du conjoint le plus âgé au moment de l'entrée en jouissance qui peut être retenu.

Prix de revient kilométrique (1990, frais de garage exclus)

La tarif à retenir est celui du kilométrage qui se rapproche le plus de la distance professionnelle parcourue annuellement	Kilométrage professionnel-type	
	5 000 km	10 000 km
	F	F
3 CV	1,83	1,23
4 CV	2,16	1,42
5 CV	2,43	1,68
6 CV	2,65	1,72
7 CV	2,75	1,79
8 CV	2,97	1,93
9 CV	3,04	2,00
10 CV	3,19	2,10
11 CV	3,28	2,17
12 CV	3,49	2,32
13 CV et au-dessus	3,55	2,38

كلنا من الأصل

DOSSIER

2. - Revenus des valeurs et capitaux mobiliers

Un abattement unique s'applique globalement sur les revenus d'obligations et d'actions. Son montant, fixé à 8 000 F, est porté à 16 000 F si vous êtes marié.

a) Revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne AB).

- Doivent notamment être déclarés sous cette rubrique, pour leur montant brut et lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les recettes provenant d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, non commerciale ou agricole, les produits :
 - des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires ;
 - des dépôts à vue ou à échéance fixe ;
 - des cautionnements en numéraire ;
 - des comptes courants ;
 - des clauses d'indemnité afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition des sociétés par leurs associés ;
 - des bons de capitalisation d'une durée inférieure à six ans, sauf option pour le prélèvement libératoire.

Pour les bons de caisse, il faut ajouter au produit perçu le montant du crédit d'impôt, ce dernier étant par ailleurs porté ligne EY.

● **NOUVEAU.** - Les produits réalisés dans le cadre d'un plan d'épargne populaire (PEP) lorsque son titulaire a effectué en 1990 une opération conduisant à la clôture de son plan : retrait, retrait partiel ou total du contrat d'assurance-vie souscrit dans le cadre du PEP. Aucune déclaration n'est cependant à effectuer si la clôture du plan ou le retrait est intervenu à la suite de l'un des cas de force majeure prévus par la loi : décès du titulaire du

plan ou de son conjoint ; expiration des droits aux assurances chômage prévues par le code du travail à la suite du licenciement du titulaire du plan ou de son conjoint.

● Sont exonérés d'impôt les intérêts du livret A de caisse d'épargne, du livret bleu d'une caisse de crédit mutuel, du compte épargne-logement (ou d'un plan), du livret d'épargne du travailleur manuel, du CODEVI ou du livret d'épargne d'entreprise.

b) Revenus de valeurs mobilières (lignes DE, FG, HF et JK).

- Il s'agit :
 - des intérêts, arrérages et produits de toute nature des obligations, effets publics et autres titres d'emprunts négociables ;
 - des revenus des actions et parts sociales distribuées par des personnes morales soumises ou non à l'impôt sur les sociétés, à l'exception des sommes distribuées aux associés en nom.

● Les revenus suivants sont exonérés :

- les intérêts de l'emprunt 4,5 % de 1973 ;
- les produits des parts des nouveaux fonds communs de placements à risque, sous certaines conditions ;
- les produits des titres déposés sur les engagements d'épargne à long terme.

● En dehors des jets de présence et des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus des valeurs mobilières peuvent avoir supporté soit une retenue à la source (obligations, titres d'emprunts), soit l'impôt sur les sociétés ou le précompte en tenant lieu, soit un impôt étranger éventuellement imputable en France. Tout ou partie de cette retenue ou de cet impôt constitue un crédit d'impôt (valeurs à revenu fixe ou valeurs étrangères) ou un avoir fiscal (50 % des dividendes nets des actions françaises).

● Pour déclarer ces revenus, conformez-vous aux indications figurant sur les justificatifs qui vous sont remis par les établissements payeurs et qui doivent, obligatoirement, être joints à votre déclaration : la somme à déclarer comprend le revenu net perçu auquel s'ajoute le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal. Le montant du crédit d'impôt et de l'avoir fiscal, accordé au franc supérieur, doit être déclaré ligne EY : il sera déduit du montant brut de l'impôt et, s'il est supérieur à ce dernier, restitué. Ne déclarez pas le crédit d'impôt se rapportant à des revenus mobiliers exonérés, il n'est pas déductible.

● L'abattement mentionné plus haut vous est accordé automatiquement. Vous ne devez pas le déclarer.

Un abattement supplémentaire de 1 000 F est accordé pour les intérêts de l'emprunt d'Etat 8,80 % de 1977 (ligne DE).

● Vous pouvez déduire, ligne CA, les frais de garde de vos valeurs.

En raison de l'abattement commun aux revenus d'obligations et d'actions, vous pouvez avoir opté pour le prélèvement libératoire sur vos produits d'obligations alors que cette option vous a été défavorable. Dans cette situation, déclarez ligne FZ le montant des revenus d'obligations que vous avez soumis au prélèvement libératoire (il figure sur le justificatif de la banque, sous l'avis fiscal). L'ordinateur imputera l'abattement, d'abord sur vos revenus d'actions, puis sur vos revenus d'obligations, et, s'il apparaît que vous ne profitez pas à plein de l'abattement en raison de votre option, le trop-perçu sera automatiquement calculé et déduit de votre impôt, voire restitué.

● Si votre impôt est au moins égal à 400 F, vos revenus de valeurs et capitaux mobiliers déclarés au § 2 supportent un impôt complémentaire de 1 %.

4. - Revenus des professions non salariées

Si vous relevez du régime du bénéfice réel ou de la déclaration contrôlée, reportez vos résultats et plus-values éventuelles à la rubrique 4 en distinguant selon qu'ils proviennent ou non d'une activité relevant d'un centre ou d'une association agréés.

a) **BÉNÉFICES AGRICOLES**

Est exploitant agricole tout contribuable (propriétaire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la vente des produits qu'il récolte (même s'il exerce une autre activité). Il en est de même si vous êtes membre d'une société de personnes ayant pour objet l'exploitation d'une propriété agricole ou forestière, d'un GABEC ou d'un groupement forestier.

● **Régime du forfait.**

Vous devez souscrire une déclaration spéciale n° 2342 avant le 1^{er} avril. Si vous n'avez pas d'autre revenu, vous devez pour souscrire votre déclaration d'ensemble d'un délai allant jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des bénéfices forfaitaires au Journal officiel.

Mais si vous avez d'autres revenus, vous êtes tenu de souscrire la déclaration générale des revenus dans le délai normal, en inscrivant une croix dans la case de la ligne RH, SH ou TH (forfait non encore fixé).

Si vous avez une activité de tourisme à la ferme ou si vous effectuez des travaux forestiers pour des tiers, et si vos recettes correspondantes n'excèdent pas 100 000 F, vous pouvez inscrire le montant brut de ces recettes commerciales accessoires aux lignes RN, SN ou TN du § A : dans ce cas, un abattement de 50 % vous sera automatiquement accordé.

● **REMARQUE.** - Les revenus accessoires (location du droit d'affichage, de chasse, d'exploitation de carrières, redevances trifoncières...) perçus par les propriétaires exploitants agricoles sont des revenus fonciers (déclaration n° 2044), sauf lorsque les terres sont inscrites à l'actif d'une exploitation soumise au régime du bénéfice réel. Dans ce dernier cas, ces produits sont imposables dans la catégorie des bénéfices agricoles.

● **Régime transitoire.**

Ce régime s'applique aux exploitants individuels dont la moyenne des recettes des deux années précédentes (1988-1989) est comprise entre 500 000 F et 750 000 F et qui ne sont pas déjà soumis à un régime réel d'imposition. Les exploitants ne peuvent relever de ce régime pendant plus de cinq ans. Il se caractérise par des obligations comptables réduites. Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale n° 2136 et la déclaration d'ensemble des revenus le 30 avril 1991 au plus tard.

● **Régime du bénéfice réel simplifié.**

Ce régime est applicable soit sur option, soit obligatoirement lorsque les recettes de l'exploitation sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs pendant deux années consécutives (1988 et 1989).

Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale n° 2139, un bilan simplifié n° 2139 A et la déclaration d'ensemble des revenus au plus tard le 30 avril 1991, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

● **Régime du bénéfice réel normal.**

Si la moyenne de vos recettes de 1988 et 1989 excède 1,8 million de francs, vous êtes de plein droit sous ce régime. Vous pouvez également opter pour ce régime si vous relevez du forfait ou si vos recettes sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs. Dans ce cas, vous devez déposer la déclaration spéciale n° 2143 et la déclaration des revenus au plus tard le 30 avril 1991, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

● **Déduction des déficits.**

Ils ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu net d'autres sources dont dispose le contribuable excède 100 000 F.

b) **BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX**

En dehors des personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, soit personnellement, soit comme associé d'une société de personnes, des particuliers peuvent être imposables dans cette catégorie de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

- achats et reventes d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel mais habituel ;
- location d'établissements industriels ou commerciaux munis du matériel ou du mobilier nécessaires à leur exploitation ;
- location en meublé ; toutefois, les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale sont exonérées pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent, pour la location, leur résidence principale et que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables. Les locations de chambres d'hôtes n'excèdent pas 5 000 F par an sont également exonérées.

● **Régime du forfait.**

C'est le régime normal des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut alors déposer une déclaration spéciale n° 951 au plus tard le 15 février 1991 pour les entreprises dont le forfait est renouvelable en 1991 et au plus tard le 30 avril 1991 pour celles dont le forfait a été fixé en 1989 pour la période 1989-1990. Dans ce dernier cas, vous devez reporter le chiffre sur la déclaration des revenus, lignes RJ, SJ ou TJ. Si, au contraire, le bénéfice de 1990 doit être fixé en 1991, il convient de cocher la case correspondante à ces lignes.

● **Régime simplifié d'imposition des petites et moyennes entreprises.**

La loi fixe à 3 millions (900 000 F pour les prestataires de services) la limite d'application de ce régime (dont peuvent également bénéficier, sur option, les forfaits).

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 30 avril 1991.

● **Régime du bénéfice réel pour les entreprises les plus importantes.**

Vous devez établir la déclaration de résultats n° 2031 et les tableaux comptables annexes : le délai de déclaration est fixé au 30 avril 1991.

Les résultats sont reportés sur la déclaration d'ensemble.

● **Loueurs en meublés non professionnels.**

Si le montant total des loyers que vous avez perçus en 1990 n'excède pas 26 000 F (DOM sauf Guyane, 49 000 F), vous pouvez vous dispenser de la déclaration n° 951. Joignez simplement à votre déclaration une note donnant le montant et le lieu de vos locations et portez, lignes RL, SL ou TL du § A, le montant brut des recettes. L'abattement de 50 % avec minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordinateur.

● **ATTENTION !** - Si vous avez opté pour un régime de bénéfice réel, vous ne pouvez déduire vos déficits éventuels que des bénéfices retirés de l'activité de location (portez vos résultats ligne JL du § D s'il s'agit d'un bénéfice, ligne KL s'il s'agit d'un déficit).

c) **REVENUS NON COMMERCIAUX**

● **Déclaration contrôlée (n° 2035).** - Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1990 plus de 175 000 F de recettes brutes (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rétrocessés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les recettes ont pour la première fois dépassé la limite de 175 000 F en 1990 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative pour la fixation du bénéfice de cette année. Les adhérents des associations agréées et les associés d'une société civile de moyens ont jusqu'au 2 avril 1991 pour déposer la déclaration 2035.

● **Evaluation administrative (n° 2037).** - Ce régime est applicable aux personnes non soumises obligatoirement au régime de la déclaration contrôlée (ou qui n'ont pas opté pour lui).

● **REMARQUE.** - Les contribuables imposables dans cette catégorie (quel que soit le régime) peuvent déterminer leurs frais professionnels d'automobile par application du barème forfaitaire publié pour les salariés (voir chapitre 1 « Traitements et salaires »). Il s'agit, bien entendu, d'une simple option, les intéressés conservant la possibilité de se conformer aux règles habituelles.

● **Revenus non commerciaux accessoires.** - Si vous avez des revenus non commerciaux accessoires n'excédant pas, remboursement de frais compris, 21 000 F et intégralement déclarés par des tiers (partie versante), vous pouvez les porter directement aux lignes RM, SM ou TM du § A « Régime du forfait ». Il convient de les inscrire pour leur montant brut : l'abattement de 25 % avec un minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordinateur.

● **Activités lucratives non professionnelles** dont les déficits ne sont déductibles que des revenus de la même activité (certains droits d'auteur ou produits d'inventeur, gains de professionnels des jeux et courses) : déclarez les résultats obtenus ligne JM du § D pour les bénéfices ou ligne KM pour les déficits.

CAS PARTICULIERS :

- les profits réalisés par les peintres et sculpteurs ;
- les revenus des photographes de mode non journalistes ;
- les droits d'auteur, intégralement déclarés par les tiers, lorsque l'écrivain, ou le compositeur, opte pour le régime des revenus non commerciaux ;
- les produits perçus par les héritiers des écrivains et compositeurs ;
- les produits perçus par les inventeurs : en principe, les produits provenant de la cession de brevets

ou concession de licences d'exploitation sont imposables au taux proportionnel de 16 % (les porter ligne JN du § D). Les déficits subis par les inventeurs ne peuvent être déduits que des produits de même nature réalisés la même année ou les cinq années suivantes. Ils doivent être inscrits ligne KM du § D. L'inventeur doit attendre la réalisation de bénéfices pour imputer les déficits antérieurs. Toutefois, lorsqu'un inventeur cesse des frais pour prendre un brevet ou en assurer la maintenance sans percevoir des produits imposables, ou lorsqu'il perçoit des produits inférieurs à ces frais, le déficit correspondant est déductible du revenu global de l'année de la prise du brevet et des neuf années suivantes : l'année de sa réalisation, ce déficit est reporté ligne KM du § D. Joignez alors à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez bénéficier de ce régime spécial d'imputation des déficits.

d) **ADHÉRENTS DES CENTRES DE GESTION OU ASSOCIATIONS AGRÉES**

Vous n'avez pas à calculer l'abattement auquel vous avez droit. Ne le déclarez pas, l'administration le calculera automatiquement.

Les adhérents des centres de gestion ou associations agréés, qui sont placés de plein droit ou sur option sous un régime réel d'imposition, bénéficient d'un abattement de 20 % de leur bénéfice imposable pour la fraction n'excédant pas 426 400 F et de 10 % au-delà de cette limite jusqu'à 607 000 F. Pour bénéficier de cet avantage, l'adhésion au centre ou à l'association doit être antérieure au 1^{er} avril 1990.

● **REMARQUE :**

● **Déduction du salaire du conjoint participant effectivement à l'exploitation.** - Ce salaire peut être déduit des résultats professionnels dans la limite de 125 000 F (douze fois le double du SMIC mensuel pour un travail effectif pendant l'année 1990 entière) si vous êtes adhérent d'un centre de gestion ou d'une association agréée (cette limite demeure à 17 000 F si vous n'êtes pas adhérent).

e) **PLUS-VALUES PROFESSIONNELLES**

● 1. - Si vous êtes industriel, commerçant, artisan ou agriculteur et que votre chiffre d'affaires dépasse le double de la limite du forfait, les plus-values à court terme que vous avez réalisées doivent être incluses dans le revenu courant, tandis que les plus-values à long terme sont inscrites au § B de la rubrique 4 de la déclaration (taux 16 % ou 26 %).

● **NOUVEAU.** - Si vous exercez une profession libérale et si vos recettes dépassent 350 000 F, le régime est le même pour les plus-values réalisées à compter du 1^{er} janvier 1990. Ainsi les plus-values à long terme sont taxées aux taux de 16 % ou 26 %.

● 2. - Si vous êtes depuis au moins cinq ans commerçant, artisan, agriculteur ou membre d'une profession libérale et que vos recettes n'excèdent pas le double de la limite du forfait ou de l'évaluation administrative, vos plus-values professionnelles sont exonérées sauf pour :

- les plus-values de cession de terrains à bâtir ;
- les plus-values de cession d'immeubles loués meublés si vous n'êtes pas inscrit au registre du commerce ou si, y étant inscrit, votre activité de loueur en meublé représente moins de 50 % de votre revenu global et moins de 150 000 F de recettes annuelles.

Si l'activité est exercée depuis moins de cinq ans, vous relevez du régime décrit au § 1 ci-dessus, sauf pour la vente de terres agricoles ou forestières qui suivent les règles des plus-values particulières décrites au chapitre 3, § 1. Joignez alors une note annexée à votre déclaration spéciale faisant apparaître le détail de vos plus-values professionnelles.

f) **REVENUS DES GÉRANTS ET ASSOCIÉS**

Les rémunérations des gérants majoritaires des SARL et des exploitants agricoles à responsabilité limitée (EARL) pluripersonnelles et non familiales, ainsi que celles des membres des sociétés de personnes soumises à l'impôt sur les sociétés, doivent être inscrites à la rubrique spéciale prévue au § C (lignes UA à WA et UB à WB).

Ces rémunérations bénéficient de l'abattement de 20 % accordé aux salariés. - L'abattement est égal à 20 % de la rémunération nette de frais professionnels qui n'excède pas 607 000 F, lorsque le contribuable détient au plus 35 % du capital de la société qui le rémunère. Si cette participation est supérieure à 35 % du capital, l'abattement de 20 % s'applique à la fraction de la rémunération nette n'excédant pas 426 400 F ; il est de 10 % pour la partie de cette rémunération nette comprise entre 426 400 F et 607 000 F.

Le calcul de l'abattement est effectué par l'ordinateur. Il suffit de mentionner les rémunérations nettes lignes UA à WA ou UB à WB du § C selon l'importance de la participation au capital.

3. - Revenus fonciers

Les contribuables qui perçoivent les revenus ou plus-values énumérés ci-après ont dû en principe recevoir une déclaration normale. Ceux qui auraient reçu un formulaire simplifié et qui seraient néanmoins concernés n'utiliseront pas cet imprimé mais une déclaration normale n° 2042 N qu'ils se procureront auprès de leur centre des impôts ou, éventuellement, de leur mairie.

● Ne sont à déclarer ici que les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis *donnés en location* et les revenus des immeubles *donnés en location* se réserve la jouissance, mais qui ne sont pas affectés à l'habitation (terrains non cultivés réservés à la chasse...), ainsi que les revenus accessoires qui ont leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit (droit d'affichage, droit de chasse...) et qui proviennent de propriétés dont vous vous réservez la jouissance ou que vous donnez en location. Il en est ainsi par exemple des sommes perçues en contrepartie de la location, à un particulier ou à une société, de panneaux ou d'emplacements publicitaires situés sur un terrain ou une maison sous votre appartenant.

● **ATTENTION !** - Les entreprises ou les professionnels de la publicité déclarent à l'administration fiscale les sommes versées au titre du droit d'affichage.

● Les dépôts de garantie sont déclarés, le cas échéant, au départ du locataire.

● **NOUVEAU.** - Exonération des loyers tirés des locations consenties à des personnes de condition modeste. Les propriétaires qui ont conclu, en 1990, un contrat de location avec des personnes de condition modeste (titulaires du RMI ; étudiants bénéficiaires d'une bourse à caractère social ; organismes sans but lucratif agréés mettant les logements loués à la disposition de personnes défavorisées) sont exonérés d'impôt sur le revenu pour les loyers qu'ils tirent de cette location.

Le logement loué doit répondre aux normes minimales (superficie, confort) fixées par le décret n° 90-783 du 3 septembre 1990 et le loyer ne doit pas excéder, par mètre carré habitable, 290 F annuels en Ile-de-France et 241 F annuels dans les autres régions.

Pour bénéficier de cette mesure d'exonération, vous devez joindre une note à votre déclaration de revenus précisant les conditions de location, le nom du locataire, les pièces justifiant qu'il remplit les conditions requises, ainsi qu'une copie du contrat de location.

● Si vous louez un appartement meublé ou des locaux nus mais à une personne ou à une société de gestion qui les destine à la location meublée et si la location présente un caractère commercial en raison des modalités du bail, reportez-vous au § B « Loueurs en meublé non professionnels » du chapitre 4.

Vous devez joindre à votre déclaration l'annexe bleue n° 2044. Si vous ne l'avez pas reçue, demandez-la à votre centre des impôts (ou dans certaines mairies), ainsi que la notice explicative dans laquelle vous trouverez notamment la liste des travaux déductibles (réparations, entretien, amélioration de l'habitat - chauffage, sanitaire...), à l'exclusion des travaux de construction ou d'agrandissement, - travaux sur des bâtiments ruraux).

● **A NOTER.** - Le taux de 10 % de la déduction forfaitaire applicable aux loyers des propriétés urbaines au titre de l'amortissement, des frais de gestion et d'assurances (« frais divers » sur l'imprimé de déclaration) est ramené à 8 %.

● Copropriétaires : pour être déductibles, les provisions pour travaux avancées au syndic doivent avoir été reversées en 1990 par ce dernier aux entrepreneurs (conservez l'attestation du syndic).

● Sort des déficits fonciers.

1) En principe, ils ne peuvent s'imputer que sur d'autres revenus fonciers réalisés la même année, ou les cinq années suivantes s'il s'agit d'immeubles urbains ou les neuf années suivantes pour des propriétés rurales.

2) Exceptionnellement, des déficits fonciers peuvent être admis en déduction des autres revenus (ils doivent alors être détaillés sur la page 4 de l'annexe n° 2044) ; c'est le cas des déficits :

- provenant d'immeubles classés monuments historiques (les loyers sont inscrits page 4 de l'annexe) ;
- subis par les nus-propriétaires tenus d'effectuer les travaux de grosses réparations (art. 605 du code civil) ou résultant de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière (et non pas d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat : les travaux réalisés par un seul propriétaire agissant isolément ne sont pas imputables sur le revenu global mais doivent être déduits page 2 de l'annexe - arrêt du Conseil d'Etat du 22 juin 1983).

3) En pratique, pour les déficits subis en 1990, il vous suffit de les reporter sur la ligne CE de la rubrique « revenus fonciers » de la déclaration ou sur la ligne CH dans les cas exceptionnels visés ci-dessus. L'administration fera les calculs.

Si des déficits des années antérieures n'ont pu encore être imputés, vous les mentionnez sur la ligne CF de la rubrique REVENUS FONCIERS ou, s'il s'agissait de déficits exceptionnels cités ci-dessus (immeubles historiques...), à la rubrique « DEFICITS GLOBAUX », rubrique 6, ligne F.

Si vous avez demandé à bénéficier en 1986, 1987, 1988, 1989 ou 1990 d'une réduction d'impôt pour la construction ou l'acquisition d'un logement neuf situé en France, vous vous êtes engagé(e) à le louer non meublé à l'usage d'habitation principale pendant une durée de neuf ans (à compter du 1^{er} janvier 1986) ou six ans (à compter du 1^{er} janvier 1986). Vous devez alors inscrire sur l'annexe n° 2044 les noms et prénoms du ou des locataires. D'autre part, pour un achat ou une construction d'un logement neuf réalisé entre le 1^{er} janvier 1986 et le 31-12-1989, vous bénéficiez pour les loyers des dix premières années de location d'une déduction forfaitaire au taux de 35 % au lieu de 8 %. Enfin, le taux de la déduction forfaitaire sera égal à 25 % pour les logements neufs, acquis ou construits, à partir du 1^{er} janvier 1990 (ou assimilé). Si l'engagement de louer le logement à usage d'habitation principale pendant six ans n'est pas respecté en 1990, vous devez réintégrer le supplément de déduction obtenu en 1986, 1987, 1988 et 1989. Portez le montant de ce supplément sur la ligne 35 de l'annexe n° 2044.

DOSSIER

5. - Les plus-values et gains divers

a) LES IMMEUBLES

Certaines ventes d'immeubles sont exonérées :

- la résidence principale, pourvu que vous l'ayez occupée pendant au moins cinq ans, ou depuis la date de l'achat, ou que vous soyez contraint de la vendre pour des impératifs d'ordre familial ou professionnel nécessitant un changement de résidence ;
- la première cession d'un logement (qu'il s'agisse d'une résidence secondaire ou d'un immeuble donné en location) lorsque le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de sa résidence principale directement ou par personne interposée et que la cession est réalisée au moins cinq ans après l'acquisition ou l'achèvement. Toutefois l'exonération n'est pas applicable lorsque la cession intervient dans les deux ans de celle de la résidence principale. Ces délais de cinq ans et de deux ans ne sont pas exigés lorsque la vente est motivée par un impératif familial ou un changement de résidence ;
- les cessions inférieures à 30 000 F ;
- les cessions de terrains à bâtir ou des autres immeubles délaissés depuis au moins vingt-deux ans ;
- les ventes de terrains agricoles, non exploités par le propriétaire, pour un prix n'excédant pas 3 F le mètre carré (11 F pour les cultures maraîchères, fruitières et pépinières ; 33 F pour les vignobles à appellation contrôlée et cultures florales ; 9 F pour les vignobles V. D. Q. S. ; 6 F pour les autres vignobles) ;
- les expropriations consécutives à une déclaration d'utilité publique sous condition du rachat, dans les six mois, dans l'achat de biens de même nature ou la construction d'un immeuble ;
- En outre, quand le total des immeubles que vous possédez n'excède pas 400 000 F (plus 100 000 F par enfant à charge à partir du troisième), les plus-values immobilières réalisées ne sont pas prises en considération. De même, sont exonérées les ventes effectuées par des retraités non imposables à l'impôt sur le revenu.

ATTENTION : Hormis les cas ci-dessus, lorsque vous réalisez une plus-value sur la vente d'un immeuble ou d'un logement, vous devez souscrire une déclaration spéciale n° 2049 de couleur verte. Réclamez-la à votre centre des impôts, avec la notice explicative n° 2049 bis qui vous permettra de déterminer votre plus-value, après application des coefficients d'érosion monétaire et des réductions et abattements auxquels vous avez droit lorsque vous détenez votre bien depuis plus de deux ans (plus-value à long terme).

La plus-value réalisée est soumise à l'impôt, mais avec application, si elle est à long terme, d'un système de

quotient destiné à atténuer la progressivité du barème.

b) LES MÉTAUX ET OBJETS PRÉCIEUX

1) OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX
Les ventes par des particuliers sont soumises à une taxe forfaitaire de 7 % (taux porté à 7,5 % pour les ventes réalisées depuis le 1^{er} janvier 1991) tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est perçue notamment sur les ventes de lingots et de pièces. Aucune autre imposition n'est applicable.

2) OBJETS PRÉCIEUX (bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité)

En principe, les ventes que vous avez effectuées pour un montant supérieur à 20 000 F ont été soumises à une taxe forfaitaire de 6 % s'il s'agit d'une transaction privée et de 4 % s'il s'agit d'une vente publique (taux portés respectivement à 7 % et 4,5 % pour les ventes réalisées à compter du 1^{er} janvier 1991).

Toutefois, si vous possédez des pièces suffisantes pour justifier de la date et du prix de l'acquisition, vous avez pu, au moment de la vente, opter pour le régime général des plus-values des particuliers (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la plus-value dans les bases de l'impôt sur le revenu). Le service des impôts dont vous relevez vous a alors notifié son acceptation. Vous devez donc maintenant remplir la déclaration n° 2049.

c) GAINS DE CESSON DE VALEURS MOBILIÈRES, MATIF ET MONEP

Pour les gains de cession de valeurs mobilières, vous ne devez souscrire une déclaration n° 2074 que si vous avez effectué, directement ou par personne interposée, pour un montant excédant 307 000 F :

- des opérations de Bourse au comptant ou sur le marché à terme ;
- des cessions de gré à gré, à titre onéreux, de valeurs mobilières cotées ou négociées sur le marché hors cote, de droits portant sur ces valeurs ainsi que de titres représentatifs de telles valeurs (actions de SICAV, parts de fonds communs de placement quel que soit le nombre de porteurs de parts).

Les plus-values sont imposables au taux de 16 %.

REMARQUE IMPORTANTE. - Lorsque tous les titres que vous et les membres de votre foyer fiscal possédez sont réunis en un seul compte déposé chez un intermédiaire et lorsque celui-ci détermine lui-même le montant des gains réalisés, vous pouvez vous dispenser de remplir une déclaration n° 2074 : le gain net doit être

reporté directement au § 5 de la déclaration n° 2042 N à laquelle devra être joint le document fourni par l'intermédiaire.

Dans ce cas, l'option afférente au prix d'acquisition des titres acquis avant le 1^{er} janvier 1979 devra être exprimée dans une note jointe à la déclaration n° 2042 N, à moins que l'intermédiaire n'ait prévu de la faire figurer sur le document qu'il vous a adressé.

Si l'intermédiaire ne peut faire apparaître les pertes antérieures sur le document en cause, souscrire le formulaire n° 2074, afin de justifier du détail de l'imputation de ces pertes et ainsi de la différence avec le chiffre reporté sur la déclaration, rubrique 5, lignes SU ou SV.

NOUVEAU. Cessions de participations inférieures ou égales à 25 % dans des sociétés non cotées. Les gains nets tirés de la cession, à compter du 12 septembre 1990, de droits sociaux de sociétés non cotées assujetties à l'impôt sur les sociétés par des personnes détenant une participation inférieure ou égale à 25 % sont taxables dans les mêmes conditions que les gains de cession de valeurs mobilières.

La limite de 307 000 F s'apprécie en tenant compte de l'ensemble des opérations effectuées sur les titres cotés que sur les droits sociaux non cotés entrant dans le champ de la taxation.

Profits sur MATIF. - Les profits sur MATIF qui sont réalisés à titre occasionnel sont imposables à 16 %, quelle que soit la nature du contrat de référence (emprunts obligataires ou actions). Ils doivent être déclarés sur le formulaire n° 2074 et reportés sur la déclaration d'ensemble à la rubrique 5, lignes SU ou SV.

Profits sur marchés à terme de marchandises ou sur marchés d'options négociables. - Les profits réalisés à titre occasionnel sur ces marchés, taxables à 16 %, sont portés à la ligne SU ou SV du § 5.

Les gains et pertes réalisés sur ces marchés et sur le MATIF ne se compensent pas. Par suite, les pertes sur marchés à terme de marchandises ou sur marchés d'options négociables ne doivent pas être mentionnées sur la déclaration n° 2042 N.

d) PLUS-VALUES DE CESSON DE DROITS SOCIAUX (sociétés soumises à l'impôt sur le revenu)

NOUVEAU. Les gains nets réalisés à compter du 12 septembre 1990 lors de la cession de droits sociaux de sociétés de personnes soumises à l'impôt sur le revenu sont taxés au taux de 16 % lorsque le

cédant n'exerce pas une activité professionnelle non salariée au sein de cette société.

L'imposition est effectuée, quelle que soit l'importance de la participation du cédant des droits dans la société et quel que soit le montant des cessions. Ces gains sont à déclarer à la ligne SX du § 5.

e) PLUS-VALUES DE CESSON DE DROITS SOCIAUX (sociétés assujetties à l'impôt sur les sociétés)

Déclarez ligne SY du § 5 le montant imposable des plus-values réalisées lors de la cession de droits sociaux de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés dont vous avez obtenu directement ou indirectement, à un moment quelconque au cours des cinq années précédentes, plus de 25 % des droits dans les bénéfices sociaux.

Le taux d'imposition est de 16 %. Les cessions à un membre de la famille sont imposables lorsque les titres sont conservés dans la famille moins de cinq ans, c'est-à-dire lorsque le cessionnaire, membre de la famille, revend les droits à un tiers.

f) DISTRIBUTIONS DES SOCIÉTÉS A CAPITAL RISQUE

Elles sont imposables au taux de 16 % et doivent être portées sur la ligne SZ du § 5.

g) LEVÉE D'OPTION DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS PAR LES SALARIÉS

L'avantage réalisé lors de la levée d'option d'achat d'actions de leur société par les salariés est exonéré, mais à condition que les intéressés conservent ces actions pendant les cinq ans qui suivent l'attribution et, en outre, pendant l'année qui suit la levée d'option. Si ces conditions ne sont pas remplies et sauf cas de mise à la retraite, invalidité, décès, licenciement, l'avantage est imposable, après abattements spécifiques aux salariés (10 % et 20 %), selon le système du quotient qui est fonction du temps écoulé entre l'option et la levée d'option ou la cession des titres, décompté en années entières (le quotient peut donc être de 1, 1/2, 1/3 ou 1/4 : dans le premier cas, l'avantage s'ajoute purement et simplement aux salaires ; dans les trois autres cas, l'impôt est calculé sur l'avantage divisé par 2, 3 ou 4, puis le résultat est multiplié respectivement par 2, 3 ou 4). Voir aussi le 1. - Traitements, salaires et pensions, § b.

6. - Charges à déduire du revenu

a) PENSIONS ALIMENTAIRES

Vous devez pouvoir justifier cette déduction. Indiquez les nom et adresse des bénéficiaires.

1) PENSION VERSÉE À UN ENFANT MAJEUR

Est admise en déduction la pension alimentaire versée à un enfant majeur, célibataire ou marié, ne disposant pas de ressources suffisantes et auquel, par conséquent, ses parents doivent venir en aide (enfant sans emploi, étudiant de plus de vingt-cinq ans, enfant majeur non compté à charge par un parent divorcé ou séparé...).

Ainsi, vous pouvez porter ligne UH :

- la pension versée à un enfant majeur célibataire ; elle sera admise dans la limite de 21 450 F par enfant (indiquez le nombre dans la case UJ) ;

- la pension versée à un enfant majeur marié (ou chargé de famille) : la limite est de 21 450 F si les beaux-parents de votre enfant participent également à l'entretien du jeune ménage (portez alors le chiffre 1 dans la case UJ) ; cette limite est portée à 42 900 F si vous assurez seul l'entretien du jeune couple ou de votre enfant chargé de famille ; dans ce cas vous devez indiquer le chiffre 2 dans la case UJ et justifier que vous participez seul à l'obligation alimentaire en joignant à votre déclaration une note annexée où vous mentionnez les nom et adresse des beaux-parents de votre enfant ou de votre ex-conjoint si vous êtes séparés.

A NOTER. - Si la pension alimentaire déduite est versée à un enfant majeur inscrit dans l'enseignement supérieur, vous avez droit à un avantage minimal en impôt au titre de cette déduction.

Cet avantage minimal est égal à 4 000 F par enfant concerné. Mais il ne peut excéder 35 % des sommes versées.

Vous n'avez aucun calcul à effectuer vous-même, l'avantage minimal étant déterminé automatiquement par l'administration.

Pour bénéficier de cette mesure, vous devez indiquer aux lignes UK à UM la part des pensions inscrites à la ligne UH versée à des enfants inscrits dans l'enseignement supérieur. Vous devez également préciser à la page 6 de la déclaration le nom et l'adresse de l'établissement d'enseignement supérieur où sont inscrits ces enfants majeurs pour lesquels vous déduisez une pension alimentaire.

ATTENTION. - La déduction n'est possible que si vous ne comptez pas cet enfant parmi les personnes à charge. En effet, sous certaines conditions (voir rubrique « Enfants à charge »), vous avez peut-être intérêt à opter pour le rattachement de votre enfant à votre foyer. Il vous ouvre droit, si tel est le cas, à une majoration de votre nombre de parts s'il est célibataire. L'option pour l'une ou l'autre formule dépend de chaque situation particulière, et notamment du montant des revenus perçus par l'enfant en dehors de la pension alimentaire et du nombre de vos enfants (souvenez-vous qu'à partir du 3^e enfant vous avez droit à une part par enfant).

Si vous déduisez une pension alimentaire, celle-ci est imposable au nom de votre enfant à concurrence de ce qui est admis en déduction.

Dans le cas du rattachement, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire, mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est marié.

2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES (ligne UZ de la déclaration)

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants (sauf en ce qui concerne les enfants majeurs ; voir § 1 ci-dessus) en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne) ou versées, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé séparément.

Si aucune clause d'indexation n'a été prévue par le juge, vous pouvez réajuster la pension que vous versez pour l'entretien des enfants mineurs dont vous n'avez pas la garde ou pour votre ex-conjoint. Utilisez à cette fin l'indice INSEE du coût de la vie.

Si vous vous acquittez en nature de l'obligation alimentaire en recueillant sous votre toit un de vos ascendants sans ressources suffisantes, vous pouvez déduire de votre revenu, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation des avantages en nature re-

cue pour les cotisations de Sécurité sociale. En 1990, cette évaluation s'élève à 15 730 F.

Les pensions alimentaires, même en nature, doivent être déclarées par les bénéficiaires sur la rubrique « Pensions... » (lorsqu'elles ne sont pas déductibles, il est admis qu'elles ne soient pas imposables).

Bontes en capital prévues en cas de divorce.

La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un enfant mineur, peut être remplacée par le versement d'argent entre les mains d'un organisme agréé chargé de verser à l'enfant une rente indexée. Dans ce cas, vous pouvez déduire une somme égale au montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit être servie.

La déduction ne peut excéder 18 000 F par an pour un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme.

Vous devez joindre à votre déclaration, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation de l'organisme agréé chargé du versement de la rente.

b) DÉDUCTIONS DIVERSES

Il s'agit des :

- rentes payées à titre obligatoire et gratuit et constituées avant le 2 novembre 1959 ;

- versements effectués pour la constitution de la retraite mutualiste des combattants et destinés à la constitution d'une rente donnant lieu à majoration de l'Etat (le montant maximum de cette rente a été porté de 5 900 F pour 1990) ;

- intérêts payés, au titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatriés ou rentrant de l'étranger ;

- fraction des charges foncières relative aux monuments historiques ne procurant aucune recette à leurs propriétaires s'en réservant la jouissance ;

- versements obligatoires ou volontaires de cotisations ouvrières de Sécurité sociale qui n'ont pas été déduits d'un revenu particulier ; ne sont pas déductibles les charges sociales afférentes aux rémunérations versées aux employés de maison. Il est rappelé que, les cotisations ouvrières (maladie, retraite, chômage...) ayant déjà été déduites du salaire, il n'y a pas lieu de les déduire une deuxième fois.

c) FRAIS D'ACCUEIL D'UNE PERSONNE DE PLUS DE 75 ANS

Une déduction est accordée aux contribuables qui recueillent sous leur toit une personne de plus de soixante-quinze ans (non parente en ligne directe) ayant pour 1990 moins de 36 070 F de ressources (plafond porté à

63 110 F si cette personne est mariée). Il n'est, bien entendu, pas possible de cumuler cette déduction avec la prise en compte dans le nombre de parts s'il s'agit d'une personne de plus de soixante-quinze ans fixée par la carte d'invalidité. La limite de déduction est, pour l'année, à 15 730 F par personne. Contrairement aux principes habituels, cet avantage ne constitue pas un revenu imposable pour le bénéficiaire dès lors qu'il ne résulte pas d'une obligation alimentaire, comme c'est le cas entre ascendants et descendants. Vous devez mentionner en annexe le nom de la personne recueillie et être en mesure de justifier de ses ressources.

d) PERTES EN CAPITAL

Les personnes physiques qui ont souscrit au capital de sociétés créées entre le 1^{er} janvier 1987 et le 31 décembre 1988 peuvent déduire les pertes en capital subies en cas d'échec de la société. Il est ainsi à la condition que la société ait souscrite à l'impôt sur les sociétés, excise une activité industrielle ou commerciale et se trouve en état de cessation de paiement dans les cinq ans qui suivent sa constitution.

La perte, qui est égale au montant de la souscription diminuée des dividendes et des intérêts reçus, est déductible dans la limite de 200 000 F pour les contribuables mariés et 100 000 F pour les autres contribuables.

Cette perte doit figurer à la rubrique 6, ligne CB. Il faut joindre à la déclaration une attestation de souscription et une copie du jugement concernant l'entreprise.

e) LA DÉDUCTION DU REVENU INVESTI EN ACTIONS

Si vous (ou votre conjoint) êtes né avant 1932 et si vous avez bénéficié d'une déduction entre 1978 et 1991, vous pouvez déduire les sommes consacrées à de nouveaux achats d'actions de sociétés françaises ou de valeurs assimilées (SICAV). Cette déduction porte sur l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées au cours de l'année 1990.

Toutefois, si vous avez cédé de telles valeurs après le 1^{er} juin 1978, la déduction est limitée au montant de l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées depuis cette date.

Deux autres conditions sont encore exigées :

- vous ou votre conjoint devez être en activité au 1/1/1990 ;
- vous ne devez pas avoir ouvert un CEA.

La déduction est automatiquement limitée à 6 000 F, augmentée de 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F par enfant à partir du troisième.

CETTE DÉDUCTION PEUT ÊTRE CUMULÉE avec

l'abattement sur les revenus d'obligations et sur les dividendes.

Normalement, vous avez dû recevoir une notice spéciale n° 2041 AM (qui est également disponible dans les centres des impôts), sur laquelle vous trouverez le détail des opérations ouvrant droit à déduction et les conditions de dépôt des valeurs et de conservation.

Si vous vendez des valeurs pour vous procurer des disponibilités, sauf licenciement, invalidité ou décès, les sommes désinvesties devront être ajoutées au revenu. En effet, les valeurs doivent être conservées pendant les quatre ans qui suivent l'année de la dernière déduction.

Toutefois, si vous n'avez pas bénéficié de la déduction à partir de 1985, vous n'avez aucune somme à ajouter à votre revenu en cas de cession de vos valeurs en 1990.

Si vous n'avez pas respecté l'obligation de conservation indiquée ci-dessus, vous devez réintégrer à votre revenu imposable (ligne DC) l'excédent de cessions réalisées (dans la limite des déductions précédemment obtenues et non encore réintégrées) ; pour calculer cet excédent de cessions, utilisez la fiche de calculs qui figure dans la notice spéciale n° 2041 A M. Vous pouvez d'ailleurs joindre, si vous le désirez, cette fiche de calculs à votre déclaration afin d'éviter toute demande d'explications.

Votre obligation de conservation peut prendre fin le 31 décembre de l'année de départ à la retraite.

Pour bénéficier de la déduction, vous devez joindre à votre déclaration de revenus les états annuels remis par les intermédiaires et mentionner dans la case appropriée le nombre de ces intermédiaires.

f) SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DU CINÉMA OU DE L'AUDIOVISUEL

Une déduction est octroyée aux contribuables qui souscrivent en numéraire (espèces ou chèque) au capital agréé des sociétés (SOFICA) qui ont pour activité exclusive le financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, à condition que ces œuvres aient reçu l'agrément du ministère de la culture.

La déduction est limitée à 25 % du revenu net global (mais il n'y a pas de plafond en valeur absolue) ; la limitation sera faite par l'ordinateur. Les actions des SOFICA ne peuvent être prises en compte également pour la déduction « Monopry » ou pour le CEA. Elles doivent être conservées au moins cinq ans.

ATTENTION : vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration un relevé délivré par la SOFICA.

En cas de revente de titres achetés en 1985, 1986, 1987, 1988 ou 1989, vous devez réintégrer à vos revenus de 1990 la déduction correspondante en mentionnant cette reprise ligne GH.

7. - Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt

a) DONS AFFECTÉS À LA FOURNITURE GRATUITE DE REPAS ET AU LOGEMENT DES PERSONNES EN DIFFICULTÉ

Les dons versés aux associations qui fournissent gratuitement des repas en France aux personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement ouvrent droit, dans la limite annuelle de 520 F (au lieu de 500 F l'année précédente) à une réduction d'impôt égale à 50 % de leur montant.

Les contribuables qui ont versé à ces associations des dons d'un montant supérieur à 520 F peuvent bénéficier de cette réduction d'impôt pour 520 F (ligne GA) et de la réduction d'impôt relative aux autres dons (sous réserve de l'application des plafonds) pour la fraction de leurs versements qui excède 520 F (à inscrire ligne GC ou GD selon le cas).

La réduction d'impôt est subordonnée à la production des reçus délivrés par les associations bénéficiaires des dons.

b) DONS AUX ŒUVRES (AUTRES QUE CEUX VISÉS AU § a)

Les dons versés aux œuvres et organismes d'intérêt général, reconnus d'utilité publique ou non, ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 40 % du montant des dons, plafonnée à 5 % du revenu net imposable si l'association bénéficiaire des dons est reconnue d'utilité publique ou assimilée et à 1,25 % de ce revenu dans le cas contraire.

Ouvrent droit à la réduction d'impôt, sous réserve de la production des reçus délivrés par les associations bénéficiaires des dons :

- les versements à l'ensemble des œuvres ou organismes d'intérêt général de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, familial ou culturel ainsi qu'aux organismes de caractère humanitaire, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises (non reconnus d'utilité publique) et aux associations de financement (ou mandataires) des campagnes électorales ou des partis politiques (indiquiez leur montant ligne GD) retenus dans la limite de 1,25 % du revenu net imposable ;

- les versements au profit de fondations ou associations reconnues en outre d'utilité publique retenus pour un supplément de 3,75 % (s'ils sont effectués en totalité à ces dernières, le plafond est ainsi de 5 %). Cette limite majorée de 5 % s'applique également aux versements effectués au profit des associations culturelles ou de bienfaisance autorisées à recevoir les dons et legs et du Comité d'organisation des 16^e Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie. Mentionnez-les à la ligne GC.

Pour les dons affectés à la fourniture gratuite de repas et au logement des personnes en difficulté, voir le § a.

REMARQUE. - Les limites de 1,25 % et 5 % des dons ouvrant droit à la réduction d'impôt se calculent sans tenir compte des dons affectés à la fourniture gratuite de repas et au logement des personnes en difficulté.

c) FRAIS DE GARDE DES ENFANTS

Les dépenses exposées pour faire garder les enfants âgés de moins de sept ans au 31 décembre 1990 ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % du montant de ces dépenses, limité à 15 000 F pour l'année et par enfant.

البيان

DOSSIER

7. - Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt (suite)

La réduction d'impôt est accordée aux contribuables seuls et aux couples mariés lorsque les deux exercent une activité ou l'un d'eux est titulaire d'une infirmité ou de la poursuite d'études dans un établissement d'enseignement supérieur. Indiquez les nom et adresse de la gardienne et de l'établissement d'enseignement supérieur en cas de poursuite d'études.

d) SOMMES VERSÉES A UNE AIDE A DOMICILE

Les sommes versées à une aide à domicile ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % de ces sommes, limitées à 13 000 F par an. Vous pouvez bénéficier de cette réduction d'impôt si : vous avez plus de soixante-dix ans et vivez seul, ou avec votre conjoint si vous êtes marié, sous votre propre toit ou au domicile d'une personne tenue envers vous à l'obligation alimentaire (vos enfants, par exemple) ; vous (ou votre conjoint) êtes titulaire de la carte d'invalidité d'au moins 80 %, quel que soit votre âge ; vous avez à charge un enfant handicapé ouvrant droit au complément de l'allocation d'éducation spéciale (article L.541-1 du code de la Sécurité sociale). Il s'agit, par exemple, des sommes versées à une aide à domicile, à une association d'aides ménagères ou à une personne chargée de vous assister dans l'accomplissement des actes de la vie quotidienne. Il faut porter ces sommes rubrique 7, ligne LJ. Utiliser le cadre « Justificatifs de vos charges » pour préciser les nom et adresse des bénéficiaires de ces sommes.

e) DÉPENSES D'HÉBERGEMENT DANS CERTAINS ÉTABLISSEMENTS MÉDICAUX

Les couples mariés dont l'un des conjoints, âgé de plus de soixante-dix ans, se trouve en raison de son état de santé hébergé dans un établissement de long séjour ou une section de cure médicale ont droit à une réduction d'impôt pour les frais de séjour payés à ce titre (logement, repas, entretien, à l'exclusion des dépenses de soins). La réduction d'impôt est égale à 25 % de ces frais, limités à 13 000 F par an. NOUVEAU. - À compter de l'imposition des revenus de 1990, cette réduction peut se cumuler avec celle accordée au titre des sommes versées à une aide à domicile, si, bien entendu, celui des conjoints qui demeure au foyer du ménage expose de telles dépenses. Ces dépenses d'hébergement doivent être indiquées à la ligne LK du § 7 de la déclaration.

f) CEA

Les achats nets d'actions effectués depuis le 1^{er} janvier 1989 dans le cadre d'un compte d'épargne en actions n'ouvrent plus droit à réduction d'impôt. Toutefois, les personnes ayant bénéficié de réductions d'impôt au titre du CEA pour leurs investissements réalisés en 1985, 1986, 1987 ou 1988 restent soumises à deux obligations : Elles doivent maintenir en dépôt leurs valeurs chez un ou plusieurs intermédiaires agréés pendant cinq ans après la dernière réduction d'impôt. À défaut, les réductions d'impôt accordées sont remises en cause, dans la limite de la prescription. En cas d'extinction des cessions sur les acquisitions au cours d'une année, il y a lieu à reprise dans la limite des réductions d'impôt accordées et diminuées en fonction de leur ancienneté. Ainsi, en cas d'extinction de cessions en 1990, un versement d'impôt doit être calculé selon les modalités indiquées page 2 de la déclaration n° 2048 M (cette reprise d'impôt est reportée ligne HG de la déclaration des revenus).

ATTENTION ! - Joignez à votre déclaration de revenus la déclaration spéciale n° 2048 ainsi que les états délivrés par les établissements gérant vos comptes. Si vous n'avez pas reçu cette déclaration spéciale, demandez-la au centre des impôts. Elle comporte une notice explicative donnant le détail des opérations à effectuer. A noter que les contribuables qui n'ont eu de réduction d'impôt pour le CEA qu'au titre de l'année 1983 et/ou 1984 n'ont pas à souscrire cette déclaration spéciale car cette réduction n'est plus susceptible de reprise pour les opérations effectuées en 1990. Également, l'obligation de dépôt chez un intermédiaire agréé avait cessé, pour ces contribuables, au 1^{er} janvier 1990.

g) FRAIS DE COMPTABILITÉ ET D'ADHÉSION A UN CENTRE DE GESTION AGRÉÉ (ligne FI)

Une réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion est accordée afin d'inciter les artisans, commerçants, agriculteurs et membres des professions libérales (dont les recettes n'excèdent pas les limites du forfait) à adhérer à un centre de gestion agréé ou à une association agréée. Le plafond de la réduction d'impôt est fixé à 4 000 F. Il est de 5 000 F pour les agriculteurs la première année d'imposition selon un régime de bénéfice réel.

h) SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DE SOCIÉTÉS NOUVELLES (ligne LM)

Les personnes qui ont souscrit en numéraire au capital d'une société nouvelle créée entre le 1^{er} janvier 1988 et le 31 décembre 1993, ayant une activité industrielle, commerciale ou artisanale et remplissant les conditions d'exonération de l'impôt sur les sociétés, bénéficient d'une réduction d'impôt égale à 25 % du montant de leur souscription en numéraire, limitée à 20 000 F pour les couples mariés et à 10 000 F pour les contribuables célibataires, veufs, divorcés ou séparés. Cette réduction d'impôt s'applique également pour les souscriptions au capital de sociétés créées avant le 31 décembre 1993 et dont la situation nette comptable est représentée à hauteur de 75 % au moins de titres souscrits en numéraire de sociétés créées entre le 1^{er} janvier 1988 et le 31 décembre 1993 et remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'exonération d'impôt sur les sociétés. Les versements ouvrant droit à réduction d'impôt sont exclusivement les apports en numéraire au capital initial et aux augmentations de capital intervenant dans les trois ans de la création de la société. Cet avantage ne peut se cumuler pour une même souscription avec la déduction des emprunts contractés par les salariés pour souscrire au capital d'une société nouvelle (voir § 1 « Traitements, salaires, pensions ») ou avec celle des pertes en capital, ou encore avec les réductions d'impôt au titre des investissements dans les DOM-TOM (cf. § n). Les contribuables qui désirent bénéficier de cette réduction d'impôt doivent joindre à leur déclaration l'état qui leur est remis par la société nouvelle.

i) VERSEMENT A UN FONDS SALARIAL (cases LN à LR)

Une réduction est accordée aux salariés qui participent au financement d'un fonds salarial. Le taux est de 25 % sur le montant des versements, plafonné à 5 000 F par bénéficiaire. Les intérêts qui seront servis sur ces sommes bénéficieront du régime des produits d'obligations.

j) DÉPENSES AFFÉRENTES A L'HABITATION PRINCIPALE

NOUVEAU. - Les intérêts des emprunts affectés à l'habitation principale contractés à compter du 1^{er} janvier 1990, ainsi que les dépenses de revêtement, de grosses réparations et d'isolation thermique payées à partir de la même date n'ouvrent droit à réduction d'impôt que si votre revenu net imposable (c'est-à-dire après toutes les déductions), par part, n'excède pas la limite inférieure de la 12^e tranche du barème de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire 216 940 F pour 1990. Vous n'êtes pas concerné par cette mesure si votre emprunt a été contracté avant le 1^{er} janvier 1990. Vous devez remplir le cadre « Justificatifs » de votre déclaration donnant le détail des justifications de vos dépenses.

k) INTÉRÊTS DES EMPRUNTS ET RAUVALEMENT (lignes VH à VN)

Si vous êtes propriétaire de votre habitation principale, une réduction est accordée sur les dépenses ci-après dont le montant est plafonné par l'ordonnateur. Les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations de votre habitation principale (c'est-à-dire le logement où vous résidez habituellement). Les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 sont pris en compte au taux de 25 % (pour les cinq premières années) et les intérêts des emprunts antérieurs au taux de 20 % pour les dix premières années. La base de calcul de la réduction est plafonnée à 9 000 F + 1 500 F par personne à charge pour les emprunts antérieurs à 1985. Ce plafond a été relevé à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge pour les emprunts antérieurs à 1985. Ce plafond est commun aux intérêts et au ravalement. Il ne peut être cumulé avec le plafond particulier aux emprunts antérieurs à 1985.

Si vous êtes marié et si vous avez contracté un emprunt depuis le 1^{er} juin 1986 pour l'achat ou la construction d'un logement neuf, le plafond a été porté à 30 000 F + 2 000 F par personne à charge, ou + 2 500 F pour le deuxième enfant, ou + 3 000 F par enfant à partir du troisième. Définition des grosses réparations. Ce sont les travaux d'une importance excédant celle des opérations courantes d'entretien et de réparation et consistant en la remise en état, la réfection, voire le remplacement d'équipements qui, au niveau des gros murs, des charpentes et les ouvertures, sont essentiels pour maintenir l'immeuble en état d'être utilisé conformément à sa destination : remplacement d'un ascenseur devenu vétuste, d'une chaudière de chauffage central ou réfection totale d'une installation sanitaire (remplacement des tuyauteries et de l'ensemble des appareils sanitaires). En revanche, les opérations courantes d'entretien et de réparation d'un immeuble ne peuvent être considérées comme des travaux de grosses réparations, ni les travaux d'amélioration tels que l'installation d'un ascenseur, d'une salle de bains ou du chauffage central dans un immeuble qui en était dépourvu.

La base de la réduction comprend les intérêts et la prime de l'assurance-décès ou de l'assurance « perte d'emploi » liée au prêt (et, l'année de la signature du contrat, les frais de constitution du dossier). Ne sont pas pris en compte : le remboursement du capital, les honoraires du notaire et les frais d'acquisition. NOUVEAU. - Changement d'habitation principale. Si vous avez financé l'acquisition ou la construction de votre nouvelle habitation principale au moyen du transfert du prêt qui vous avait été accordé lors de l'acquisition ou de la construction de votre ancienne habitation, vous bénéficiez de la réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunt pour une nouvelle période de cinq ans à compter de la date de l'acceptation du transfert par l'organisme prêteur. Cette mesure ne s'applique pas aux prêts transférés avant le 1^{er} janvier 1990. Pour ces prêts, la réduction d'impôt n'est maintenue que pour le nombre d'années restant à courir jusqu'à l'expiration de la période initiale de cinq (ou dix) ans suivant la conclusion du prêt transféré.

Les dépenses de ravalement (remise en état des façades : crépis, peintures). Le plafond global de la réduction, égal à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge, est commun avec le plafond des intérêts d'emprunts. Le taux est de 25 %. Ces dépenses peuvent être portées sur la déclaration une fois tous les dix ans pour un même immeuble et doivent être imputées sur une seule année. Aussi, si vous ne devez régler le solde de ces travaux qu'en 1991, vous pouvez attendre jusqu'en 1992 pour faire état de l'imputation des sommes versées en 1990 et en 1991. Si les façades de votre immeuble sont en bois, la réduction peut être accordée tous les cinq ans. 2) DÉPENSES DE GROSSES RÉPARATIONS ET D'ISOLATION THERMIQUE (lignes VR et VS).

NOUVEAU. - La réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations qui avait été instituée pour les dépenses payées du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1988 a été reconduite pour la période du 1^{er} janvier 1989 au 31 décembre 1992. De plus, cette réduction d'impôt est étendue aux dépenses d'isolation thermique effectuées pendant la même période. Ainsi, une réduction est accordée (jusqu'en 1992) aux propriétaires qui réalisent, dans leur habitation principale : des travaux de grosses réparations à condition que leur résidence ait été achevée avant le 1^{er} janvier 1982. Les travaux d'isolation thermique ouvrant droit à la réduction d'impôt sont considérés par les travaux d'isolation des parois opaques (toitures, murs en façade...) et des parois vitrées, par la fourniture et la pose de volets isolants, de joints d'étanchéité, par les travaux de calorifugeage des installations de production et de distribution de chaleur ou d'eau chaude sanitaire sous réserve que les matériaux mis en œuvre correspondent à certaines caractéristiques ou normes.

Un dépliant spécial donnant toutes les précisions utiles sur ces travaux et matériaux est à la disposition des contribuables dans les centres des impôts.

La réduction est de 25 % des dépenses de grosses réparations et d'isolation thermique, plafonnées pour l'ensemble de la période 1990-1992 à : - 8 000 F pour une personne célibataire, veuve, divorcée ou séparée ;

16 000 F pour un couple marié. Cette limite est majorée de 2 000 F par personne à charge (de 2 500 F pour le deuxième enfant et 3 000 F pour le troisième). Toutefois la base annuelle de calcul de la réduction ne peut dépasser la moitié du plafond global défini ci-dessus, l'excédent éventuel étant reportable l'année suivante. Si vous étiez dans ce cas l'an dernier, reportez-vous à votre avis d'imposition pour connaître la somme à reporter cette année ligne VS.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces dépenses, vous ne pouvez cumuler les deux réductions. Vous pouvez opter pour l'une ou l'autre : soit la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Bien entendu, le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale. Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

REMARQUES. - Si vous n'habitez pas encore votre logement, vous pouvez tout de même bénéficier de la réduction : vous devez prendre l'engagement, par lettre jointe, de l'occuper avant le 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de la conclusion du prêt ou du paiement des dépenses pour l'habitation principale. - La réduction est possible, en cas de changement de domicile, même si vous aviez déjà bénéficié de cet avantage pour votre précédente habitation.

- L'acquisition par un contribuable d'un deuxième appartement situé à proximité de son habitation principale, laquelle est assez vaste pour accueillir l'ensemble des personnes du foyer, ne peut être regardée comme une extension de cette habitation et ne peut donc être admise. - La circonstance que la résidence principale d'une personne imposée en France soit située à l'étranger ne s'oppose pas à ce que l'intéressé puisse faire état des intérêts de l'emprunt contracté pour l'achat de cette résidence.

k) ASSURANCE-VIE (ligne MJ)

La réduction est égale à 25 % de la part de la prime représentative de l'opération d'épargne (cette part doit être obligatoirement mentionnée sur le certificat de la compagnie : c'est ce montant qu'il faut inscrire ligne MJ). Il doit s'agir de contrats comportant la garantie d'un capital en cas de vie et d'une durée effective au moins égale à six ans, ou bien comportant la garantie d'une rente viagère avec jouissance effectivement différée d'au moins six ans. Sont assimilés les contrats d'assurances mixtes ou combinés sur la vie, les contrats d'assurance décès-vie entière, les opérations de prévoyance collective, ainsi que les versements opérés dans le cadre de livrets de Caisse nationale de prévoyance. La base de calcul de la réduction est limitée à 4 000 F + 1 000 F par enfant à charge.

REMARQUE. - Le montant de prime d'assurance-vie ouvrant droit à réduction d'impôt vient en diminution du plafond de déduction applicable aux versements effectués sur un plan d'épargne en vue de la retraite (voir § 6). Vous devez annexer à votre déclaration les certificats de déductibilité fiscale.

l) RENTES-SURVIE ET CONTRATS D'ÉPARGNE-HANDICAP (ligne MK)

Les primes versées dans le cadre d'un contrat de rente-survie (contrat d'assurance-décès garantissant le versement d'un capital ou d'une rente viagère pour un enfant atteint d'une infirmité empêchant d'avoir une activité professionnelle rentable ou d'acquiescer une formation d'un niveau normal) ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % de leur montant, limité à 7 500 F, plus 1 500 F par enfant à charge. La réduction d'impôt s'applique également à la partie de la prime représentative d'épargne versée dans le cadre d'un contrat d'épargne-handicap. Il s'agit de contrats d'assurance-vie, d'une durée d'au moins six ans, garantissant le versement d'un capital ou d'une rente viagère à l'assuré atteint, lors de la conclusion du contrat, d'une infirmité empêchant d'avoir une activité professionnelle rentable ou d'acquiescer une formation d'un niveau normal. Le plafond de 7 500 F, plus 1 500 F par enfant à charge, s'applique globalement pour les primes de contrats de rente-survie et pour la part représentative des primes de contrats d'épargne-handicap. Les certificats établis par les assureurs doivent être joints à la déclaration de revenus.

m) ACHAT D'UN LOGEMENT EN VUE DE SA LOCATION (lignes EA, EB et EC)

Le contribuable qui fait construire ou achète à compter du 1^{er} janvier 1990 un logement neuf situé en France et destiné à la location à usage d'habitation principale bénéficie d'une réduction d'impôt de 10 % du prix de revient de ce logement à condition qu'il s'engage à le louer pendant six ans au moins. La réduction d'impôt est également accordée pour les logements acquis ou construits à compter du 20 septembre 1989 lorsque la déclaration d'ouverture de chantier a été reçue par la mairie après le 30 septembre 1989 et (ou) les fondations ont été achevées après le 31 décembre 1990.

La base de calcul de la réduction est plafonnée globalement pour la période 1990-1992 à 600 000 F pour un couple marié, 300 000 F dans les autres cas. Il en est de même pour celui qui souscrit à la constitution ou à l'augmentation du capital des sociétés immobilières d'investissement (SII) ou des sociétés civiles de placements immobiliers (SCPI) : la réduction de 10 % (calculée sur les trois quarts du montant de la souscription) n'est accordée que si le souscripteur s'engage à conserver les titres pendant au moins six ans et si la société destine les sommes en cause à l'acquisition ou à la construction d'immeubles locatifs situés en France et affectés, aux trois quarts au moins, à l'habitation principale.

Enfin, au titre d'une année donnée, les investissements ne sont retenus que dans la limite de la moitié de ces plafonds, l'excédent éventuel étant imputé sur l'impôt sur le revenu de l'année suivante.

Vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration l'engagement de location (ou de conservation) pendant six ans et les justificatifs d'achat (ou attestation de la société).

n) INVESTISSEMENTS DANS LES DOM-TOM (lignes HA à HE)

Ils ouvrent droit à une réduction d'impôt. Sont visés non seulement les souscriptions au capital des sociétés

de développement régional des DOM et des sociétés exerçant leur activité dans les DOM-TOM et collectivités d'outre-mer, mais également les achats de logements neufs occupés ou loués à usage de résidence principale, ainsi que les souscriptions au capital de sociétés ayant pour seul objet la construction de logements neufs loués comme habitation principale.

La réduction est étalée sur cinq ans. Le taux est de 25 % de ce plafond annuel (soit, en fait, pour l'imposition des revenus de 1990, un taux de 5 %).

Vous devez joindre à votre déclaration l'engagement d'affecter le logement pendant cinq ans à l'habitation principale ou de conserver les titres pendant cinq ans (et, dans ce cas, l'attestation de la société).

o) COTISATIONS SYNDICALES se reporter aux explications données au § 1 « Traitements, salaires et pensions », § 8.

SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ (K) A L'ÉTRANGER

Délais spéciaux. Selon le pays, vous disposez des délais suivants pour le dépôt de votre déclaration de revenus :

- Europe, pays du littoral méditerranéen et de la mer Noire, Turquie : 30 avril 1991.
- Afrique (sauf pays du littoral méditerranéen), Amérique du Nord : 15 mai 1991.
- Amérique centrale et Amérique du Sud : 31 mai 1991.
- Asie, Océanie, autres pays : 30 juin 1991.

Lieux de dépôt. Adressez votre déclaration au Centre des impôts des non-résidents, 9, rue d'Uzès, 75084 Paris Cedex 02.

Toutefois, si vous résidez à Monaco, vous devez l'adresser au Centre des impôts de Menton, Le Triton, 7, rue Victor-Hugo, 06507 Menton.

Distribution des imprimés. Elle est assurée par les services consulaires français à l'étranger.

Personnes concernées. Les mesures ci-dessus sont applicables :

- aux personnes qui n'ont pas leur domicile en France mais y possèdent une ou plusieurs résidences ; elles sont imposables sur un revenu forfaitaire égal à trois fois la valeur locative réelle de ces habitations ou sur les revenus de source française s'ils sont plus élevés ;
- aux personnes qui n'ont pas en France de domicile et n'y disposent pas de résidence : elles sont imposables si elles perçoivent des revenus de source française ;
- aux fonctionnaires ou agents de l'Etat qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission dans un pays étranger ;
- aux sociétés ou personnes morales qui exercent une activité en France sans y avoir d'établissements.

Lorsqu'une retenue à la source a été effectuée sur vos rémunérations non commerciales ou vos salaires de source française, portez cette retenue dans la rubrique 8, case NH et joignez à votre déclaration une note indiquant :

- le détail des sommes portées sur la déclaration et, pour chacune, le nom et l'adresse de la partie versante ;
- le montant des retenues correspondantes.

REMARQUE : transfert de domicile à l'étranger. Si vous quittez la France définitivement, vous devez déclarer, dix jours avant votre départ, vos revenus de l'année du transfert de votre domicile à l'étranger, faute de quoi vous n'obtiendrez pas le « quibus fiscal » vous permettant de quitter le territoire français.

REVENUS ENCAISSÉS HORS DE FRANCE

Après avoir rempli l'annexe n° 2047, reportez ces revenus sur votre déclaration d'ensemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant éventuellement à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur contre-valeur en francs français, calculée d'après le cours du change à Paris au jour de l'encaissement.

REVENUS PERÇUS DANS LE CADRE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES ou par des fonctionnaires internationaux ou par des salariés envoyés à l'étranger par leur employeur et fiscalement domiciliés en France.

Si vous êtes dans un des cas prévus pour bénéficier de l'exonération des revenus « étrangers », déclarez ligne N, case PH de la rubrique 8 ces revenus exonérés qui doivent être pris en compte pour le calcul du « taux effectif » d'imposition applicable à vos autres revenus normalement imposables (excluez toutefois de ce montant les indemnités d'expatriation). Donnez le détail de ces revenus exonérés page 6 de votre déclaration.

CAS PARTICULIER - MILITAIRES FRANÇAIS DANS LE GOLFE

Les militaires français en mission dans le Golfe, dans le cadre de la participation de la France à la mise en œuvre des résolutions des Nations unies, disposeront d'un délai de deux mois après leur retour du Golfe pour souscrire leur déclaration de revenus.

La date-limite de souscription du 28 février 1991 ne leur sera donc pas appliquée. La même règle s'applique aux personnes qui sont retenues dans le Golfe pour des raisons professionnelles.

DÉCLARATION SPÉCIALE DES TITULAIRES DE COMPTES BANCAIRES A L'ÉTRANGER

NOUVEAU. - À compter du 1^{er} janvier 1990, les particuliers doivent déclarer les comptes bancaires et assimilés ouverts ou utilisés à l'étranger et retraçant des opérations à caractère personnel ou professionnel.

Un imprimé spécial, n° 3916, est mis à la disposition des personnes concernées dans les centres des impôts. Il doit être joint à la déclaration de revenus.

Cet imprimé spécial peut être remplacé par une déclaration sur papier libre.

Comment calculer vos impôts sur les revenus de 1990

Quel montant d'impôt paierions-nous cette année sur les revenus de 1990? La loi de finances pour 1991 publiée au «Journal officiel» daté du 30 décembre 1990 permet théoriquement à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu (article 2-1 de cette loi). Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le calcul de l'impôt est nécessaire la décomposition du revenu en tranches, il n'intègre pas des modifications importantes de la législation comme le plafonnement des effets du quotient familial.

Le tableau que nous présentons ci-dessous permet, lui, un calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafonnement

du quotient familial pour les contribuables domiciliés en métropole. En revanche, les effets de la minoration, comprise selon le cas entre 11 % et 3 %, ne sont pas intégrés dans le calcul, ni évidemment les réductions au titre des dépenses faites pour les intérêts des emprunts logement ou

les assurances-vie... De même, la décote dont peuvent bénéficier tous les contribuables aux revenus modestes doit être calculée distinctement. Les chiffres de revenus indiqués qui permettent le calcul de l'impôt sont des revenus imposables, c'est-à-dire après déduction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les déductions spéciales pour certaines professions) et après arrondissement à la dizaine de francs inférieure.

Si vous avez plus de huit parts ou si vous êtes domicilié (e) dans les DOM, une autre formule vous permet de calculer votre impôt. Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quotient familial (nous vous donnons les moyens d'en tenir compte dans un deuxième temps).

BARÈME POUR CALCULER VOTRE EMPÔT : recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation le montant de votre revenu imposable et appliquez alors les opérations indiquées dans la colonne gauche.

Vous avez	1 part	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts	
I. • VOUS ÊTES MARIÉ(E)																
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 5 % et déduites :	37 920	47 400	56 880	66 360	75 840	85 320	94 800	104 280	113 760	123 240	132 720	142 200	151 680	161 160	170 640	Exemple : • Vous êtes marié(e), 3 parts, revenu imposable de 339 480 F : votre impôt est égal à : (339 480 F x 38,4 %) - 50 031 F = 80 329 F (tableau I).
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 9,6 % et déduites :	1 814	2 268	2 721	3 175	3 628	4 082	4 535	4 989	5 442	5 896	6 349	6 803	7 256	7 709	8 162	• Vous êtes divorcé(e) avec 2 enfants à charge, 2,5 parts, revenu imposable de 153 910 F : votre impôt est égal à : (153 910 F x 38,4 %) - 23 764 F = 35 262 F (tableau II).
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 14,4 % et déduites :	3 558	4 448	5 337	6 227	7 117	8 006	8 896	9 785	10 675	11 565	12 454	13 344	14 233	15 123	16 012	• Vous êtes veuf(ve), 3 parts, revenu imposable de 257 400 F : votre impôt est égal à : (257 400 F x 38,4 %) - 50 031 F = 48 811 F (tableau III).
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 19,2 % et déduites :	71 440	88 800	106 560	124 320	142 080	159 840	177 600	195 360	213 120	230 880	248 640	266 400	284 160	301 920	319 680	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 24 % et déduites :	5 715	7 144	8 573	10 002	11 431	12 860	14 289	15 717	17 146	18 575	19 999	21 423	22 847	24 271	25 695	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 28,8 % et déduites :	91 320	114 180	136 980	159 810	182 640	205 470	228 300	251 130	273 960	296 790	319 620	342 450	365 280	388 110	410 940	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 33,6 % et déduites :	9 125	11 407	13 688	15 969	18 251	20 532	22 813	25 095	27 376	29 657	31 938	34 219	36 500	38 781	41 062	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 38,4 % et déduites :	114 640	143 360	172 080	200 800	229 520	258 240	286 960	315 680	344 400	373 120	401 840	430 560	459 280	488 000	516 720	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 43,2 % et déduites :	13 509	16 836	20 163	23 490	26 817	30 144	33 471	36 798	40 125	43 452	46 779	50 106	53 433	56 760	60 087	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 48 % et déduites :	138 740	173 480	208 120	242 760	277 400	312 040	346 680	381 320	415 960	450 600	485 240	519 880	554 520	589 160	623 800	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 52,8 % et déduites :	160 060	200 070	240 080	280 090	320 100	360 110	400 120	440 130	480 140	520 150	560 160	600 170	640 180	680 190	720 200	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 57,6 % et déduites :	25 671	32 089	38 506	44 924	51 342	57 760	64 177	70 595	77 013	83 431	89 848	96 266	102 684	109 101	115 519	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 58,4 % et déduites :	313 340	393 460	473 580	553 700	633 820	713 940	794 060	874 180	954 300	1 034 420	1 114 540	1 194 660	1 274 780	1 354 900	1 435 020	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 59,2 % et déduites :	335 554	416 692	497 830	578 968	659 106	739 244	819 382	899 520	979 658	1 059 796	1 139 934	1 219 100	1 299 236	1 379 372	1 459 508	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 60 % et déduites :	366 800	458 400	549 600	640 800	732 000	823 200	914 400	1 005 600	1 096 800	1 188 000	1 279 200	1 370 400	1 461 600	1 552 800	1 644 000	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 60,8 % et déduites :	466 154	577 592	688 030	798 468	908 906	1 019 344	1 129 782	1 240 220	1 350 658	1 461 096	1 571 534	1 681 972	1 792 410	1 902 848	2 013 286	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 61,6 % et déduites :	483 400	595 200	707 000	818 800	930 600	1 042 400	1 154 200	1 266 000	1 377 800	1 489 600	1 601 400	1 713 200	1 825 000	1 936 800	2 048 600	
II. • VOUS ÊTES CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ(E) OU SÉPARÉ(E) AVEC UN OU DES ENFANTS (I)																
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 5 % et déduites :	18 960	26 440	37 920	47 400	56 880	66 360	75 840	85 320	94 800	104 280	113 760	123 240	132 720	142 200	151 680	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 9,6 % et déduites :	907	1 361	1 814	2 268	2 721	3 175	3 628	4 082	4 535	4 989	5 442	5 896	6 349	6 803	7 256	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 14,4 % et déduites :	22 470	33 780	44 940	56 170	67 410	78 640	89 880	101 110	112 350	123 590	134 820	146 050	157 290	168 520	179 760	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 19,2 % et déduites :	1 779	2 669	3 558	4 448	5 337	6 227	7 117	8 006	8 896	9 785	10 675	11 565	12 454	13 344	14 233	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 24 % et déduites :	35 520	53 280	71 040	88 800	106 560	124 320	142 080	159 840	177 600	195 360	213 120	230 880	248 640	266 400	284 160	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 28,8 % et déduites :	2 858	4 287	5 715	7 144	8 573	10 002	11 431	12 860	14 289	15 717	17 146	18 575	20 004	21 433	22 862	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 33,6 % et déduites :	45 600	68 490	91 320	114 180	136 980	159 810	182 640	205 470	228 300	251 130	273 960	296 790	319 620	342 450	365 280	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 38,4 % et déduites :	5 563	6 944	8 325	9 705	11 086	12 467	13 848	15 229	16 610	17 991	19 372	20 753	22 134	23 515	24 896	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 43,2 % et déduites :	57 320	85 980	114 640	143 300	171 960	200 620	229 280	257 940	286 600	315 260	343 920	372 580	401 240	429 900	458 560	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 48 % et déduites :	6 554	10 132	13 509	16 886	20 263	23 640	27 017	30 395	33 772	37 149	40 526	43 903	47 281	50 658	54 035	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 52,8 % et déduites :	69 370	104 050	138 740	173 420	208 110	242 790	277 480	312 160	346 850	381 530	416 220	450 900	485 590	520 270	554 960	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 57,6 % et déduites :	7 506	14 259	19 011	23 764	28 517	33 270	38 023	42 776	47 529	52 281	57 034	61 787	66 540	71 293	76 046	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 58,4 % et déduites :	80 030	120 040	160 060	199 870	239 680	279 490	319 300	359 110	398 920	438 730	478 540	518 350	558 160	597 970	637 780	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 59,2 % et déduites :	12 835	19 253	25 671	32 089	38 506	44 924	51 342	57 760	64 177	70 595	77 013	83 431	89 848	96 266	102 684	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 60 % et déduites :	133 360	196 970	260 580	324 190	387 800	451 410	515 020	578 630	642 240	705 850	769 460	833 070	896 680	960 290	1 023 900	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 60,8 % et déduites :	16 677	25 015	33 354	41 692	50 031	58 369	66 708	75 046	83 385	91 723	100 061	108 399	116 738	125 077	133 415	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 61,6 % et déduites :	183 400	269 600	355 800	442 000	528 200	614 400	700 600	786 800	873 000	959 200	1 045 400	1 131 600	1 217 800	1 304 000	1 390 200	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 62,4 % et déduites :	216 940	316 940	416 940	516 940	616 940	716 940	816 940	916 940	1 016 940	1 116 940	1 216 940	1 316 940	1 416 940	1 516 940	1 616 940	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 63,2 % et déduites :	23 077	34 994	46 911	58 828	70 745	82 662	94 579	106 496	118 413	130 330	142 247	154 164	166 081	177 998	189 915	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 64 % et déduites :	216 940	316 940	416 940	516 940	616 940	716 940	816 940	916 940	1 016 940	1 116 940	1 216 940	1 316 940	1 416 940	1 516 940	1 616 940	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 64,8 % et déduites :	23 714	35 994	48 274	60 554	72 834	85 114	97 394	109 674	121 954	134 234	146 514	158 794	171 074	183 354	195 634	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 65,6 % et déduites :	246 770	366 770	486 770	606 770	726 770	846 770	966 770	1 086 770	1 206 770	1 326 770	1 446 770	1 566 770	1 686 770	1 806 770	1 926 770	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 66,4 % et déduites :	244 345	364 345	484 345	604 345	724 345	844 345	964 345	1 084 345	1 204 345	1 324 345	1 444 345	1 564 345	1 684 345	1 804 345	1 924 345	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 66,8 % et déduites :	246 770	366 770	486 770	606 770	726 770	846 770	966 770	1 086 770	1 206 770	1 326 770	1 446 770	1 566 770	1 686 770	1 806 770	1 926 770	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 67,2 % et déduites :	51 501	63 681	75 861	88 041	100 221	112 401	124 581	136 761	148 941	161 121	173 301	185 481	197 661	209 841	222 021	
III. • VOUS ÊTES VEUF (VE) AVEC OU SANS ENFANT, OU CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ(E), SÉPARÉ(E) SANS ENFANT (I)																
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 5 % et déduites :	18 960	26 440	37 920	47 400	56 880	66 360	75 840	85 320	94 800	104 280	113 760	123 240	132 720	142 200	151 680	Note des tableaux II et III (1) Pour un célibataire divorcé(e) ou séparé(e) n'ayant pas d'enfant à charge mais une personne invalide à charge (autre qu'un enfant) utiliser le barème III.
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 9,6 % et déduites :	907	1 361	1 814	2 268	2 721	3 175	3 628	4 082	4 535	4 989	5 442	5 896	6 349	6 803	7 256	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 14,4 % et déduites :	22 470	33 780	44 940	56 170	67 410	78 640	89 880	101 110	112 350	123 590	134 820	146 050	157 290	168 520	179 760	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 19,2 % et déduites :	1 779	2 669	3 558	4 448	5 337	6 227	7 117	8 006	8 896	9 785	10 675	11 565	12 454	13 344	14 233	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 24 % et déduites :	35 520	53 280	71 040	88 800	106 560	124 320	142 080	159 840	177 600	195 360	213 120	230 880	248 640	266 400	284 160	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 28,8 % et déduites :	2 858	4 287	5 715	7 144	8 573	10 002	11 431	12 860	14 289	15 717	17 146	18 575	20 004	21 433	22 862	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 33,6 % et déduites :	45 600	68 490	91 320	114 180	136 980	159 810	182 640	205 470	228 300	251 130	273 960	296 790	319 620	342 450	365 280	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 38,4 % et déduites :	5 563	6 944	8 325	9 705	11 086	12 467	13 848	15 229	16 610	17 991	19 372	20 753	22 134	23 515	24 896	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 43,2 % et déduites :	57 320	85 980	114 640	143 300	171 960	200 620	229 280	257 940	286 600	315 260	343 920	372 580	401 240	429 900	458 560	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 48 % et déduites :	6 554	10 132	13 509	16 886	20 263	23 640	27 017	30 395	33 772	37 149	40 526	43 903	47 281	50 658	54 035	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 52,8 % et déduites :	69 370	104 050	138 740	173 420	208 110	242 790	277 480	312 160	346 850	381 530	416 220	450 900	485 590	520 270	554 960	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 57,6 % et déduites :	7 506	14 259	19 011	23 764	28 517	33 270	38 023	42 776	47 529	52 281	57 034	61 787	66 540	71 293	76 046	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 58,4 % et déduites :	80 030	120 040	160 060	199 870	239 680	279 490	319 300	359 110	398 920	438 730	478 540	518 350	558 160	597 970	637 780	
- Votre revenu imposable R n'exécute pas Multiplicateur R par 59,2 % et déduites :	12 835	19 253	25 671	32 089	38 506	44 924	51 342	57 760	64 177	70 595	77 013	83 431				

- SI VOUS AVEZ PLUS DE 8 PARTS OU SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ (E) DANS UN DOM, utilisez les formules ci-après, après avoir déterminé votre quotient familial, c'est-à-dire le résultat de la division de votre revenu imposable par votre nombre de parts (soit R votre revenu et N votre nombre de parts) :

■ *Si votre quotient familial (K divisé par IV) :*

n'excede pas	18 146 F	et inférieure ou égale à	18 960 F	vosre impôt sera égal à :	0
est supérieur à	18 146 F	et inférieure ou égale à	18 960 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,050) - (907 F \times N)$
est supérieur à	18 960 F	et inférieure ou égale à	22 470 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,096) - (1 779,16 F \times N)$
est supérieur à	22 470 F	et inférieure ou égale à	35 520 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,144) - (2 857,72 F \times N)$
est supérieur à	35 520 F	et inférieure ou égale à	45 660 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,192) - (4 562,68 F \times N)$
est supérieur à	45 660 F	et inférieure ou égale à	57 320 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,240) - (6 154,36 F \times N)$
est supérieur à	57 320 F	et inférieure ou égale à	68 370 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,288) - (9 505,72 F \times N)$
est supérieur à	68 370 F	et inférieure ou égale à	80 030 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,336) - (12 837,48 F \times N)$
est supérieur à	80 030 F	et inférieure ou égale à	135 340 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,884) - (46 792,92 F \times N)$
est supérieur à	135 340 F	et inférieure ou égale à	183 400 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,432) - (23 077,24 F \times N)$
est supérieur à	183 400 F	et inférieure ou égale à	216 940 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,490) - (33 714,44 F \times N)$
est supérieur à	216 940 F	et inférieure ou égale à	246 770 F	vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,539) - (44 504,50 F \times N)$
est supérieur à	246 770 F	et inférieure ou égale à		vosre impôt sera égal à :	$(R, 0,568) - (51 500,83 F \times N)$

■ Si vous êtes domicilié (e) dans un DOM vous bénéficiez, en premier lieu, d'un abattement de 30 % (Guadeloupe, Martinique, Réunion) plafonné à 33 310 F, ou de 40 % (Guyane) plafonné à 44 070 F.

■ **Plafonnement du quotient familial.** La réduction d'impôt pour chaque 1/2 part s'ajoutant à 1 part (personne seule) ou à 2 parts (marisés) ne peut excéder 12 180 F.

Toutefois, pour les cohabitantes, divorcés ou séparés ayant un ou des enfants à charge, la réduction d'impôt correspondante à la première des demi-parts s'ajoutant à 1 part est limitée à 3 400 F (soit 15 580 F pour la part entière accordée pour le premier des enfants à charge) ; s'ils n'ont pas d'enfant à charge, mais une personne invalide à charge (autre qu'un enfant), les demi-parts additionnelles sont normalement plafonnées à 12 180 F d'impôt chacune.

■ **Comment alors effectuer les calculs ?** Calculez votre impôt avec votre nombre de parts (I), puis une 2^e fois (A) avec 1 part (non marié (e)) ou 2 parts (mariés). Si la différence entre les deux excède le produit (B) de 12 180 F par le nombre de 1/2 parts s'ajoutant à 1 ou 2 parts (somme réduite à 3 400 F pour la première demi-part supplémentaire pour un célibataire, divorcé ou séparé ayant au moins un enfant à charge), votre impôt est égal à A - B (dans le cas contraire, il est égal à I).

- DU RÉSULTAT RESSORTANT DU BARÈME OU DES FORMULES DE CALCUL, vous devez retranscrire :

- les réductions d'impôt pour les dons aux associations, les frais de garde de jeunes enfants, les sommes versées à une aide à domicile, les dépenses d'hébergement dans un établissement de long séjour ou une section de cure médicale, les dépenses afférentes à votre habitation principale, les investissements effectués dans les DOM-TOM, les assurances-vie, les frais d'adhésion à un centre de gestion agréé, les fonds salariaux ou les investissements immobiliers localisés ;

● la décote, si votre impôt I est inférieur à 4 820 F : elle est égale à $4\,820\text{ F} - I$ (I est le montant de votre impôt après déduction des réductions d'impôt) ;

- la minoration, dont le taux est le suivant cette année :
 - si votre impôt calculé comme ci-dessus n'excède pas 25 480 F, la minoration est de 11 % :

- si votre impôt est compris entre 25 481 F et 31 830 F, la minoration est égale à la différence entre 6 370 F et 14 % de votre impôt (calculé jusqu'au stade ci-dessus) ;
- si votre impôt est compris entre 31 831 F et 38 200 F, la minoration est de 6 %

- si votre impôt est compris entre 31 831 F et 38 200 F, la minoration est de 6 % ;
- si votre impôt est compris entre 38 201 F et 44 910 F, la minoration est égale à la différence entre 7 640 F et 14 % de votre impôt ;

– si votre impôt est supérieur à 44 910 F, la minoration est de 3 %, à condition toutefois que votre revenu imposable R divisé par votre nombre de parts N n'excède pas 322 670 F.

Remarque. – Si vous avez des reprises d'impôt à déclarer (par exemple en cas d'excédent de cession d'actions CEA, ou retraits d'un fonds salarial, ou non-respect des conditions pour des investissements immobiliers locatifs, ou remboursement de dépenses pour économiser l'énergie), ajoutez-les à votre impôt avant déduction de la minoration.

Exemple de calcul de l'impôt dans les DOM:

« Vous êtes marié(e), domicilié(e) à la Réunion, vous avez 4 parts, votre revenu imposable est égal à 80 030 F (après arrondissement). Votre quotient familial est égal à $500\,000 : 4 = 125\,000$. Il est compris entre 80 030 F et 133 340 F. L'impôt l est égal à $(500\,000 \times 0,384) - (16\,672 \times 4) = 125\,292 \text{ F} - (30 \times \text{liste à 33 310 F}) = 91\,982 \text{ F}$. Pour vérifier si le placement du quotient familial s'applique, il faut calculer l'impôt A sur dix parts : $91\,982 \text{ F} \times 0,568) - (51\,500,83 \times 2) = 180\,998 \text{ F} - (30 \times \text{liste à 33 310 F}) = 147\,688 \text{ F}$. La différence entre A et l, soit 55 706 F, excédant le produit « B » de $12\,180 \text{ F} \times 4 = 48\,720 \text{ F}$, votre impôt est égal à A - B, soit 147 688 - 48 720 = 98 968 F.

PHILATÉLIE

Poètes disparus

La Poste mettra en vente générale, lundi 25 février, six timbres à surtaxe de la série des « Personnalités célèbres », chacun d'une valeur de 2,50 F + 0,50 F, consacrés aux poètes français du XX^e siècle. Ces timbres seront disponibles à l'unité ou en carnet — qui réunit les six valeurs. Ont été re-



nus : Paul Éluard (1895-1952), André Breton (1896-1966), Louis Aragon (1897-1982), Francis Ponge (1899-1988), Jacques Prévert (1900-1977) et René Char (1907-1988).

Les timbres, au format horizontal 36 X 22 mm, sont mis en page par Michel Durand-Mégret à partir de dessins originaux de Picasso, pour Paul Éluard et Jacques Prévert; Man Ray, pour André Breton; Henri Matisse, pour Louis Aragon; Stella Mestens pour Francis Ponge; Valentine Hugo, pour René Char.

Gravures de Pierre Albuison (Éluard, Ponge, Prévert et Char), Jacky Larrivière (Breton) et Claude Jumelet (Aragon). Impression en

taille-douce en feuilles de cinquante et en carnets de six (carnet vendu 18 F).

► La vente anticipée aura lieu dans six villes différentes.

— Les 23 et 24 février, dans les bureaux de poste temporaires « premier jour » :

Jacques Prévert, de 9 heures à 18 heures, à l'hôtel de ville de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), 96, avenue Achille-Peretti;

René Char, de 9 heures à 18 heures, à la mairie de l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse);

Paul Éluard, de 9 heures à 12 heures, au Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), 22 bis, rue Gabriel-Péri;

André Breton, de 9 heures à 18 heures, à la salle Jean-Morinet de Tinchebray (Orne), rue Bourrelles;

Louis Aragon, de 9 heures à 18 heures, à l'ancienne perception de Saint-Arnoult-en-Yvelines (Yvelines), 34 bis, rue Charles-de-Gaulle;

Francis Ponge, de 9 heures à 18 heures, à l'hôtel de ville de Montpellier (Hérault), place Francis-Ponge.

— Le 23 février, de 8 heures à 12 heures, dans les bureaux de poste principaux des villes susdites.

► Souvenirs philatéliques.

Paul Éluard : Union philatélique et cartophilie dyonisiennes, Maison de la jeunesse, 12, place de la Résistance, 93200 Saint-Denis;

Louis Aragon : M. Christian Dupébo, maire, place du Jeu-de-Paume, 78730 Saint-Arnoult-en-Yvelines;

Jacques Prévert : Nouvelle Association philatélique de Neuilly-sur-Seine, 96 bis, avenue Achille-Peretti, 92200 Neuilly-sur-Seine (tél. : (1) 47-22-05-36);

René Char : Association philatélique et numismatique de l'Isle-sur-la-Sorgue, 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 16 février
Drouot-Richelieu, 14 heures : tapis d'Orient, tableaux, mobilier, télécartes.

ILE-DE-FRANCE
Samedi 16 février
Compiègne, 14 heures : Art africain

DIMANCHE 17 février
L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes; La Varenne Saint-Hilaire, 14 h 30 : fonds d'atelier; Fontaine, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Vernon, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

PLUS LOIN
Samedi 16 février
Calais, 14 heures : vins, alcools; Lyon (Pr-Paufigue), 14 heures : Extrême-Orient; Nice, 10 heures : bibelots, argenterie; 14 heures : mobilier, tableaux; Riom, 14 h 30 : mobilier, monnaie; Roubaix, 14 heures : livres, cartes.

DIMANCHE 17 février
Aleson, 14 h 30 : art d'Asie; Arles, 14 heures : tableaux modernes; Avignon, 14 h 30 : bronzes XIX^e; Avanches, 14 h 30 : trains miniatures; Epernay, 14 h 15 : tableaux, mobilier; Cassis, 11 heures et 14 h 15 : bijoux, mobilier; Châlons-sur-Marne, 14 h : argenterie; Dieppe, 14 h 15 : mobilier, objets d'art; Honfleur, 14 h 30 : archives sur la Normandie; Issoudun, 14 h 15 : mobilier, tableaux; Limoges, 14 heures : tapis d'Orient; Lyon-Brotteaux, 15 heures : mobilier, objets d'art; Marseille (Castellane), 14 h 30 : livres; Noyon, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Vendôme, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS
Bordeaux-Lac, Avignon, Rouen et Bourges.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Réuni le 12 février 1991, sous la présidence de M. Jean-Luc FLINOIS, le conseil d'administration de SAGA a pris connaissance des premières estimations de résultats pour 1990 et des prévisions pour 1991.

Pour 1990, le résultat net social pourrait s'établir à 37 MF, en progression de 6 % sur celui de l'exercice précédent (35,1 MF). Le résultat consolidé, part du Groupe, devrait enregistrer une progression sensible par rapport à celui de 1989 (58,2 MF), grâce à la plus-value réalisée sur la cession des titres d'autocontrôle.

L'année 1991 devrait voir la consolidation des récentes acquisitions, conjointement avec la mise en place progressive du réseau dont un maillon important vient d'être ajouté avec la prise de participation minoritaire chez le courtier en douane américain, MYERS.

COMMUNICATION

Les télévisions privées et PUER

Bataille autour de la plus grande bourse d'images d'Europe

Depuis plus de trois ans, la Cinq et M 6 réclament un accès « équitable » aux images de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Accès qui leur est contesté — ou mesuré — par leurs concurrents plus anciens.

L'Union européenne de radiodiffusion — l'Eurovision pour le télé-spectateur — est un club de télévisions, publiques le plus souvent. Un club au sens britannique du terme, dans lequel tout nouveau membre doit être coopté. Un club puissant, devenu au fil du temps la plus grande bourse d'échange de programmes du continent. Y circulent l'essentiel des images d'actualité que la quarantaine de chaînes adhérentes troquent quotidiennement pour illustrer leurs éditions d'information. Y transitent aussi les plus importantes retransmissions sportives — les Jeux olympiques notamment, — dont l'Union achète les droits pour le compte de ses mandants. Pour toute nouvelle chaîne, adhérer ou disposer d'un droit d'accès à ces images est un enjeu économique important. Un patrimoine que les membres de l'UER veulent monnayer chèrement.

Dès 1987, dès leurs lancement, la Cinq et M 6 adhèrent à l'association-relais de l'UER en France, l'OFRT (Organisme français de radiodiffusion et de télévision), et demandent leur admission définitive dans le club. Pas question, affirme alors TF 1, de laisser ces deux nouvelles chaînes profiter des images et des retransmissions de l'Eurovision pour venir nous concurrencer à bon marché. Un raisonnement discrètement partagé par d'autres chaînes françaises, quand ce n'est pas par nombre de télévisions publiques étrangères qui redoutent l'émergence d'une concurrence privée.

Jamais, en tout cas, l'OFRT ne transmettra le dossier de candidature de la Cinq et de M 6 à l'UER avec l'indispensable « avis favorable » pour y être parrainé. Jamais l'Union, même directement sollicitée, ne donnera son feu vert. « L'UER a ses critères d'admission », affirme M. Jacques de Pressigny, secrétaire général de l'OFRT. Les chaînes candidates doivent être nationales, s'adresser au public le plus large et produire une part substantielle des émissions qu'elles programment. Ni la Cinq, ni M 6 ne remplissent ces conditions.

« De qui se moque-t-on », s'indignent les deux jeunes chaînes, en rappelant que Canal Plus, chaîne

payante diffusant pour l'essentiel des films qu'elle ne produit pas, est membre, elle, de l'UER... « En réalité », explique le directeur général de M 6, M. Nicolas de Tavernost, l'Union, qui pouvait s'ouvrir aux nouveaux diffuseurs, a fait le choix de se fermer sur elle-même pour défendre les intérêts des télévisions publiques qui y sont majoritaires. Aussi, la Cinq et M 6 ont-elles décidé de se battre sur deux fronts.

Devant le Conseil de la concurrence

D'une part, négocier des conditions d'accès aux images de l'UER qui ne soient pas prohibitives. D'aut-

re part, se porter devant les instances administratives et juridictionnelles compétentes, en France comme à Bruxelles, pour obtenir la levée des entraves dont elles s'estiment victimes.

L'OFRT finit-elle par négocier un accès aux images d'actualité, mais maintient-elle un règlement intérieur empêchant toute concurrence pour les retransmissions sportives? La Cinq obtient de la cour d'appel de Paris des mesures conservatoires et saisit de ces pratiques restrictives le Conseil de la concurrence, qui devrait statuer à la mi-avril.

« Ce règlement a été abrogé sans attendre », se défend le secrétaire

général de l'OFRT. « Le gang de l'UER a vidé l'association de son contenu, rétorque le secrétaire général de la Cinq, M. Michel Senaudeau. Et mis sur pied un Groupement des radiodiffuseurs français, dont nous sommes de fait exclus. » La chaîne attend la décision du Conseil de la concurrence et se dit prête, si elle obtient gain de cause, à déposer immédiatement un recours contre le nouveau groupement.

A Bruxelles, la Cinq et M 6 font le siège de la Commission des Communautés européennes. Elles exigent une modification des règles d'admission à l'UER et, faute d'avoir obtenu satisfaction, elles viennent de porter l'affaire devant la Cour européenne de justice. Les deux chaînes soutiennent aussi l'action entreprise par la télévision britannique Screensport, qui accuse l'UER de pratiques contraires, en matière de retransmissions sportives, aux articles 85 et 86 du traité de Rome relatif à la concurrence.

Menacée, l'Union européenne de radiodiffusion réagit et élabore, comme le traité l'autorise en certaines circonstances, un contrat de « sous-traitance » qui permet à la fois le maintien des règlements anciens et l'accès — conditionnel — des chaînes aux retransmissions sportives. Proposition acceptée par la Commission, avant que le tollé suscité par cette décision ne l'amène à faire machine arrière. « La Commission réfléchit à une autre solution, dit-on à Bruxelles, mais n'a pas encore arrêté de décision. » Le combat est sans merci; de son issue dépend, en partie, le rapport de force entre chaînes publiques et télévisions commerciales en France et sur tout le continent.

PIERRE-ANGEL GAY

En demandant une fréquence régionale pour Radio Courtoisie

La droite et l'extrême droite marseillaises estiment défendre la « liberté radiophonique »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Quatre élus du RPR et de l'UDF et deux du Front national viennent de s'associer, à Marseille, pour créer une « Association régionale pour la liberté radiophonique, Amis de Radio Courtoisie ». « La Provence, estiment-ils, et notamment la région marseillaise, ne bénéficie pas d'une couverture radiophonique sur la bande FM assurant la diversité des opinions. Il existe plusieurs radios de gauche et de nombreuses fréquences servant à l'expression des différences communales, mais aucune station n'assure la représentation des Français de droite ».

Ces six personnalités — deux élus du RPR, MM. Joseph Comiti, conseiller régional, et Robert Villani, conseiller régional et conseiller municipal; deux élus de l'UDF, MM. Roland Blum, député et conseiller général, et Guy Teissier, conseiller général et conseiller municipal; deux élus du Front national, MM. Jean Roussel, conseiller général et conseiller municipal, et Bruno Mégret, député européen, député général de la formation lepéniste — ont décidé « d'intervenir ensemble pour que soit remédié à cette situation

dangereuse pour la démocratie en Provence », en demandant au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'attribuer une fréquence à Radio-Courtoisie « sur la région marseillaise comme sur les régions toulonnaise et niçoise ».

Leur initiative semble tardive, puisque le CSA a d'ores et déjà attribué, le 18 janvier, pour une durée de cinq ans, toutes les fréquences disponibles dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (soit 225 au bénéfice de 113 opérateurs). Radio Courtoisie, station contre pour ses positions d'extrême-droite, avait d'ailleurs adressé, en mars 1990, une demande pour émettre sur les zones de Marseille, Toulon, Cannes et Nice. Mais elle avait été écartée de la liste des radios présélectionnées en novembre.

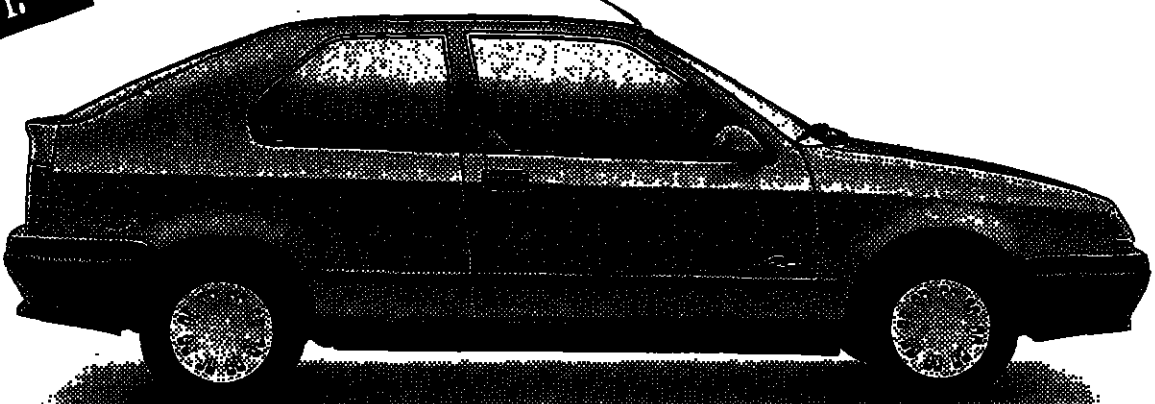
La démarche commune de la droite et du FN est assez piquante dans la mesure où M. Mégret conduira la liste du Front national contre la liste UDF-RPR dirigée par M. Jean-Claude Gaudin aux prochaines élections régionales. Le député général du FN, initiateur de l'association, se plaît à souligner qu'elle est « exactement le prototype des actions que nous souhaitons entreprendre, ensemble, contre la gauche... ».

GUY PORTE

L'OTISPORT		RÉSULTATS OFFICIELS N° 3	
10	10	10	10
11	11	11	11
12	12	12	12
13	13	13	13
14	14	14	14
15	15	15	15
16	16	16	16
17	17	17	17
18	18	18	18
19	19	19	19
20	20	20	20
21	21	21	21
22	22	22	22
23	23	23	23
24	24	24	24
25	25	25	25
26	26	26	26
27	27	27	27
28	28	28	28
29	29	29	29
30	30	30	30
31	31	31	31
32	32	32	32
33	33	33	33
34	34	34	34
35	35	35	35
36	36	36	36
37	37	37	37
38	38	38	38
39	39	39	39
40	40	40	40
41	41	41	41
42	42	42	42
43	43	43	43
44	44	44	44
45	45	45	45
46	46	46	46
47	47	47	47
48	48	48	48
49	49	49	49
50	50	50	50
51	51	51	51
52	52	52	52
53	53	53	53
54	54	54	54
55	55	55	55
56	56	56	56
57	57	57	57
58	58	58	58
59	59	59	59
60	60	60	60
61	61	61	61
62	62	62	62
63	63	63	63
64	64	64	64
65	65	65	65
66	66	66	66
67	67	67	67
68	68	68	68
69	69	69	69
70	70	70	70
71	71	71	71
72	72	72	72
73	73	73	73
74	74	74	74
75	75	75	75
76	76	76	76
77	77	77	77
78	78	78	78
79	79	79	79
80	80	80	80
81	81	81	81
82	82	82	82
83	83	83	83
84	84	84	84
85	85	85	85
86	86	86	86
87	87	87	87
88	88	88	88
89	89	89	89
90	90	90	90
91	91	91	91
92	92	92	92
93	93	93	93
94	94	94	94
95	95	95	95
96	96	96	96
97	97	97	97
98	98	98	98
99	99	99	99
100	100	100	100

Renault 19 Prima.
Tout y est, même le prix.

SERIE SPECIALE
RENAULT 19 PRIMA
A PARTIR DE
62.500F.



C'est fou ce qu'on peut trouver dans une Renault 19 Prima:

- Moteur 60 ch DIN (43 kW CEE). Consommations normes UTAC: 5,1 L à 90 km/h, 6,7 L à 120 km/h, 7,8 L en ville.
- Radio FM, cassette, stéréo, 16 présélections.

* Prix tarif au 31/12/90. A.M. 9L. Modèle présenté: Renault 19 Prima 3 portes. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

- Phares halogènes, clé unique pour toutes les serrures.
- 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur.
- Alhame-cigares, montre à quartz et appuis-tête.
- Existe en 3 versions: 3 et 5 portes, Chamade 4 portes.

RENAULT 19
POURQUOI VIVRE SANS ELLE?



Venez l'essayer dans tout le réseau RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

MARCHÉS FINANCIERS

Le contentieux de la ville avec la Caisse des dépôts

Les pressions se multiplient
auprès du maire d'Angoulême
pour qu'il sursoie à son action en justice

Après la décision, annoncée jeudi 14 février par la ville d'Angoulême, d'assigner devant le tribunal de commerce la Caisse des dépôts et consignations et sa filiale le Crédit local de France, « ainsi qu'un certain nombre d'autres prêteurs » (le Monde du 15 février), les pressions se sont multipliées auprès de M. Georges Chavanes, maire (CDS) de la ville, pour qu'il sursoie à son action en justice. L'assignation ne sera finalement délivrée que le 21 février, au lendemain d'une « réunion de la dernière chance » souhaitée par M. Pierre Richard, président du Crédit local de France.

Le fil du dialogue n'est pas rompu entre la ville et son principal créancier, mais il reste tendu. M. Richard entend négocier, le 20 février, à partir de ses propres propositions, c'est-à-dire un réaménagement de la dette sur dix ans, alors que le plan de redresse-

ment que propose la ville à ses soixante-trois prêteurs ne court que sur cinq ans. « Cette contre-proposition tardive est inacceptable », prévient M. Chavanes, car elle fait porter l'essentiel des efforts sur la ville et l'Etat.

Pour lui, la procédure contentieuse suivra son cours si le montant total des intérêts sur cinq ans qu'il réclame n'est pas accepté par le CLF. Il reproche à la Caisse des dépôts d'avoir « soutenu massivement la politique dangereuse et extravagante de l'ancien maire, Jean-Michel Boucheron », entraînant « de nombreux autres prêteurs qui ne disposaient pas des éléments d'appréciation de la Caisse, mais qui ont fait confiance à sa réputation ».

Avec une dette totale estimée à 1,2 milliard de francs, Angoulême compte un taux d'endettement par habitant (22 000 F) six fois plus élevé que la moyenne nationale.

J.-J. B.

Au « Journal officiel »

Publication du décret sur la lutte
contre le blanchiment de la drogue

Le Journal officiel du 14 février 1991 publie le décret d'application de la loi du 12 juillet 1990, sur la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants. Ce décret précise les procédures de désignation des agents du Tracfin, cellule du ministère de l'Economie chargée du « traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins ».

Le texte indique aussi les modalités de collaboration entre cette cellule et les établissements financiers (banques, caisses d'épargne, Poste, assureurs, sociétés de Bourse). Les établissements financiers devront « communiquer » au Tracfin l'identité des « dirigeants et

préposés normalement habilités » à « déclarer » obligatoirement les sommes « paraissant » douteuses ou les opérations portant sur ces sommes. En dehors de ces personnes « normalement habilitées », « tout dirigeant ou préposé d'un organisme financier » pourra « prendre l'initiative de déclarer lui-même » une opération douteuse au Tracfin « dans des cas exceptionnels et en raison notamment de l'urgence ».

« Avant d'ouvrir un compte, l'organisme financier s'assure de l'identité » de celui qui l'ouvre. La vérification sera la même lorsqu'il s'agit d'un client occasionnel demandant « de faire toute opération portant sur une somme supérieure à 50 000 francs ou de louer un coffre ». Si l'organisme financier a le sentiment que le client est un prête-nom, il devra « se renseigner sur l'identité véritable de la ou des personnes au bénéfice desquelles le compte serait ouvert ou l'opération réalisée ».

Le décret fixe, d'autre part, à un million de francs le seuil au-delà duquel, lorsqu'un client habituel n'est pas coutumier du fait, les opérations devront faire l'objet d'une surveillance particulière. Les organismes financiers doivent « assurer l'information et la formation de tous les membres de leur personnel » pour permettre la mise en œuvre de dispositions de la loi du 12 juillet 1990 et du présent décret.

Banque ARJIL

Compagnie Industrielle et Financière
de
PRESBOURG

BANQUE ARJIL/COMPAGNIE DE PRESBOURG

Les sociétés ont pris acte de la déclaration de recevabilité par le Conseil des Bourses de Valeurs d'une offre publique de retrait visant les actions de la Compagnie de PRESBOURG au prix unitaire de 85 F, en cas de fusion par absorption de la Compagnie de PRESBOURG par la Banque ARJIL.

Les conditions de la fusion seront arrêtées par les organes sociaux des deux sociétés à l'occasion de l'examen des comptes de l'exercice 1990 dans les premiers jours du mois de mars ; ces comptes devraient, en ce qui concerne la Compagnie de PRESBOURG, traduire un résultat nettement déficitaire, compte tenu de la dépréciation du portefeuille, affecté par l'environnement économique. La Banque ARJIL, quant à elle, devrait présenter un résultat net en progression par rapport à l'exercice précédent.

Dès lors, les actionnaires des deux sociétés seront informés des modalités de l'opération proposée. Ils seront appelés à se réunir en Assemblée Générale en vue de décider la réalisation de la fusion dans le courant du mois d'avril, après dépôt du rapport du commissaire à la fusion dont la désignation a été demandée à Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris.

NEW-YORK, 14 février ↓

Ventes bénéficiaires

Après une nouvelle explosion de hausse, des ventes bénéficiaires se sont produites jeudi à Wall Street. Mais le marché a bien résisté, réussissant même à en absorber près de la moitié. Un indice parvenu à la cote 2 942,06 puis retombé à 2 862,48, l'indice Dow Jones des industriels s'inscrivait en clôture à 2 877,23 avec une perte limitée à 31,53 points (-1,10 %). Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 2 029 valeurs cotées, 1 035 ont baissé, 602 ont monté et 392 n'ont pas varié.

Comme cela se produit souvent en pareille occasion, la première vague de repli a déclenché d'assez nombreux programmes de ventes sur ordonnance. Mais les spécialistes s'attendaient à voir que la proximité de la journée des « Ticks » (la clôture des opérations) en termes sur actions, indices et options, qui promet de sérieuses turbulences après un mois de hausse forcée, a incité les opérateurs à se dégarer dans les meilleures conditions pour n'avoir pas à le faire dans la précipitation.

L'activité s'est néanmoins ralentie et 230,75 millions de titres ont changé de mains, contre 254,67 millions la veille. Les deux valeurs les plus traitées ont été Alcan (inchangé à 22 3/4), avec 66 200 titres échangés, et Boeing, en hausse après deux séances de baisse (40 795 titres) sur des craintes d'un ajournement de nombreuses commandes d'avions.

VALEURS	Cours du 14 février	Cours du 15 février
Alcan	22 3/4	22 3/4
ATT	34 1/4	34 1/4
Boeing	47 1/4	47 1/4
Chemical Bank	15 1/8	15 1/8
De Post de Nations	38 1/4	37 3/8
Eastman Kodak	48 3/8	48 1/4
GenCorp	53 3/4	53 3/4
Ford	30 3/4	30 1/2
General Electric	67 3/8	67 1/2
General Motors	62 1/2	62 1/2
Goldman	19 5/8	19 5/8
IBM	124 3/4	124 3/4
ITT	61 1/4	60 7/8
Meta Oil	108 3/8	108 3/8
Schlumberger	61 5/8	61 1/8
Texas	61 7/8	60 7/8
Union Carbide	12 1/2	12 1/2
USX	20 3/4	19 1/2
Verizon	31 3/4	30 1/2
Windsor	53 1/4	53
Xerox Corp.	53 1/4	53

LONDRES, 14 février ↑

Bien orienté

La Bourse de Londres a clôturé en hausse jeudi, soutenue par une reprise des achats institutionnels et un regain de confiance des investisseurs. Le marché a été freiné par l'augmentation du chômage en Grande-Bretagne. A la clôture, l'indice Footsie-100 a terminé à 2 224,4, en hausse de 28,1 points (+1,2 %) à 2 224,4, sur un marché soutenu. Le volume des échanges a atteint 707,9 millions de titres contre 516,8 millions mercredi.

VALEURS	Cours du 14 février	Cours du 15 février
Alcan	22 3/4	22 3/4
Boeing	47 1/4	47 1/4
Chemical Bank	15 1/8	15 1/8
De Post de Nations	38 1/4	37 3/8
Eastman Kodak	48 3/8	48 1/4
GenCorp	53 3/4	53 3/4
Ford	30 3/4	30 1/2
General Electric	67 3/8	67 1/2
General Motors	62 1/2	62 1/2
Goldman	19 5/8	19 5/8
IBM	124 3/4	124 3/4
ITT	61 1/4	60 7/8
Meta Oil	108 3/8	108 3/8
Schlumberger	61 5/8	61 1/8
Texas	61 7/8	60 7/8
Union Carbide	12 1/2	12 1/2
USX	20 3/4	19 1/2
Verizon	31 3/4	30 1/2
Windsor	53 1/4	53
Xerox Corp.	53 1/4	53

FAITS ET RÉSULTATS

○ Atochem regroupe ses activités de la vente acrylique, d'adhésif (groupe EIC-Atochem), d'adhésif chimiste français et quatorzième mondial, a regroupé sous la marque unique Altagas ses activités dans le verre acrylique ou PMMA (polyméthacrylate de méthyle), une matière plastique dure et transparente utilisée comme substitut au verre, dont il est devenu le leader européen avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs. Présent sur ce marché à travers trois filiales (Altium, Colgate et plus récemment Vedril) héritées du démantèlement d'ORKEM, Atochem a, pour des raisons commerciales, décidé de regrouper ces trois sociétés au sein du nouveau département Altagas (marque prestige de l'entreprise CDF-Chimie). Altagas dispose d'une capacité de production de 800 000 tonnes/an. Il se hisse ainsi au premier rang européen, devant même la société allemande Roehm (groupe Veba-Tuehl), qui exploite la marque Plexiglas. Le marché du PMMA est dominé par des grands groupes internationaux, parmi lesquels ICI et BASF. Le PMMA ou « verre acrylique » est utilisé par le bâtiment et l'automobile (pour les feux arrière des véhicules), mais aussi pour les enseignes et dans le sanitaire : 80 % des baignoires vendues en Grande-Bretagne sont fabriquées dans cette matière.

○ McDonald : hausse de 10 % des bénéfices. Le bénéfice net du groupe de restauration rapide McDonald a augmenté de 10 % en 1990, atteignant 802,3 millions de dollars (environ 4 milliards de francs), contre 726,7 millions en 1989. Le chiffre d'affaires a progressé de 8 %, passant de 17,33 milliards de dollars à 18,75 milliards, essentiellement sur les restaurants à l'étranger (notamment en Europe occidentale), qui représentent maintenant 27,3 % des établissements et plus du tiers du chiffre d'affaires, alors que les ventes aux Etats-Unis ont connu un tassement. Pour réduire les effets de la récession économique américaine, le groupe a décidé de réduire les investissements nationaux, l'espèce des restaurants, en adoptant une politique de prix adaptée à chaque marché local, en accélérant le lancement de nouveaux produits.

○ Colgate-Palmolive : hausse de 15 % du bénéfice pour 1990. Grâce à un quatrième trimestre brillant, le bénéfice net pour 1990 de Colgate-Palmolive, un des quatre plus grands lessiviers du monde, a progressé de 15 % pour s'élever à 321 millions de dollars (4,56 dollars par action), contre 280 millions (3,97 dollars) en 1989, pour un chiffre d'affaires annuel accru de 13 % à 5,69 milliards de dollars contre 5,04 milliards précédemment. La progression des bénéfices au quatrième trimestre est « particulièrement encourageante » car elle est intervenue malgré une forte augmentation des dépenses publicitaires (+30 %), a souligné le président de Colgate, M. Reuben Mark. Cette hausse de la publicité devrait permettre d'augmenter les ventes cette année, a-t-il ajouté.

○ Une filiale toulonnaise pour Sogeparc. Sogeparc (gestion de parcs de stationnement) et la Soges (BTP), du groupe Générale des eaux, ont regroupé dans une filiale commune à 50/50, la Société toulonnaise de stationnement, les trois parcs de stationnement concédés à Sogeparc et les deux concédés à une filiale de Soges dans la ville. Les trois exploitées directement par la commune, auxquelles s'ajoutent les six qui vont être créés dans les quatre années qui viennent, soit quatorze au total. D'autre part, Sogeparc a racheté aux Nouveaux Constructeurs un parc prévu dans une opération immobilière à Marseille, près de la porte d'Aix.

○ Framatome : les salariés détiennent 5 % du capital. La part des salariés dans le capital de Framatome est passée de 3 % à 5 %, comme il était prévu dans le montage arrêté l'année dernière afin de reconstruire le capital de constructeur de chaudières nucléaires. 200 000 nouvelles actions ont été créées, indique un communiqué diffusé jeudi 14 février par Framatome, qui précise que le capital est désormais divisé en 10,2 millions d'actions à 100 francs. L'Etat, à travers le Commissariat à l'énergie atomique, EDF et le Crédit lyonnais, dispose de 51 % du capital de Framatome, la COE de 44 %. Les 5 % restant sont donc aux mains des salariés.

PARIS, 14 février ↑

Encore une séance de hausse

La baisse, mercredi, en Grande-Bretagne et en Espagne des taux d'intérêt a entraîné un peu plus la Bourse de Paris qui, jeudi, sans difficulté, a passé la barre des 1 850 points pour l'indice CAC 40. En hausse de 0,48 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en clôture un gain de 1,03 %.

La clôture des taux observée en Europe ces dernières heures a donc relancé les marchés qui avaient, à une échelle plus ou moins importante, éprouvé le besoin de souffler en début de semaine.

Les marchés jouent donc cet accompagnement de la politique de crédit qui devrait permettre une relance économique cet été, notamment aux Etats-Unis, estimant les professionnels.

Certaines, néanmoins, soulignent que, dans ce domaine des taux, la baisse a fait se répercuter la relance économique cet été, notamment aux Etats-Unis, estimant les professionnels. Certains, néanmoins, soulignent que, dans ce domaine des taux, la baisse a fait se répercuter la relance économique cet été, notamment aux Etats-Unis, estimant les professionnels.

La relance économique cet été, notamment aux Etats-Unis, estimant les professionnels.

TOKYO, 15 février ↓

Forte résistance

Après huit séances de hausse, la Bourse de Tokyo a résisté vendredi au Kabuto-cho. Mais elle a eu du mal à se frayer son chemin. La résistance s'est rapidement organisée et l'indice Nikkei, qui a mi-journée avait reculé de plus de 1 %, regagnait une bonne partie du terrain perdu initialement pour, en clôture, s'inscrire en clôture à 25 343,74, soit à 12,63 points seulement (-0,05 %) dessous de son niveau précédent.

Selon les spécialistes, les investisseurs, qui avaient jugé bon de prendre une partie de leurs bénéfices, se sont maintenant précipités dans la crainte, si l'on peut dire, d'une reprise du mouvement de hausse.

Malgré les démentis, des rumeurs sur une prochaine baisse des taux d'intérêt se sont remises à courir dans les traverses. D'autre part, la relance de la Bourse a été opposée quelques heures auparavant par Wall Street à rassurer le marché, qui redoutait une chute plus brutale.

L'activité s'est un peu ralentie avec 800 millions de titres échangés, contre 950 millions la veille.

VALEURS	Cours du 14 février	Cours du 15 février
Alcan	22 3/4	22 3/4
Boeing	47 1/4	47 1/4
Chemical Bank	15 1/8	15 1/8
De Post de Nations	38 1/4	37 3/8
Eastman Kodak	48 3/8	48 1/4
GenCorp	53 3/4	53 3/4
Ford	30 3/4	30 1/2
General Electric	67 3/8	67 1/2
General Motors	62 1/2	62 1/2
Goldman	19 5/8	19 5/8
IBM	124 3/4	124 3/4
ITT	61 1/4	60 7/8
Meta Oil	108 3/8	108 3/8
Schlumberger	61 5/8	61 1/8
Texas	61 7/8	60 7/8
Union Carbide	12 1/2	12 1/2
USX	20 3/4	19 1/2
Verizon	31 3/4	30 1/2
Windsor	53 1/4	53
Xerox Corp.	53 1/4	53

PARIS :

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcan Cibles	3280	3303	Groupe Oryg	500	505
Amisat Amos	248 50	250	Gutok	501	501
Aysel	105	105	ICC	220 30	222
BAC	150	150	IDA	275 80	275 80
Sega Veste les BOM	385	385	Idem	120	120
Boussin Lyl	200	200	IPBM	113	113
Boisat Lyon	200	200	Lois Invest	284	284
CAL de F. (C.C.)	1020	1020	Locapac	83	83
Calson	385	385	Mary Conn	128	125
Cardif	665	580	Molier	127	127
CEGEP	175	175	Olvest Logis	590	590
C.F.P.I.	280	280	Prubon	76	77 20
C.N.I.M.	799	799	PubliPac	360	360
Codexor	280	280	Rand	530	530
Comar	276 50	271 10	Rhone-Alp. Ec. (L.)	300	300
Conforama	770	755	St-H. Mangon	175	175
Crest	230	230	Select Invest (L.)	98	98
Dauphin	385 50	388	Selco	369	369
Dalme	707	728	S.M.T. Goupil	172	172
Danville Worms Co.	235	235	Sopra	190	190
Dassault et Gir.	1018	988	Thomson H. (L.)	223	223
Dawley	338	338	Unilog	163	163
Daville	144 50	144 50	Val et Ch.	99 80	103 80 d
Edison	240	240	Y. St-Laurent Groupe	677	676
Edisons Bedford	240	240			
Europ. Propulsion	330	332			
Finacor	125	125			
Frankopolis	169	169			
GFF (group. fon.)	274	274			
Grand Live	365	365			
Graphop	188	188			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 février 1991

Nombre de contrats : 121 293.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dérivé	185,12	185,68	185,58
Précédent	184,46	184,90	184,94

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
105	0,61	1,70	0,51	1,20

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 7 628.

COURS	Février	Mars	Avril
Dérivé	1 669	1 679,50	1 682
Précédent	1 667	1 662	1 658

CHANGES

Dollar : 4,99 F ↑

Le dollar poursuivait sa remontée, vendredi 15 février, dans un marché relativement calme, après plusieurs séances sans intervention des banques centrales. A Paris, la monnaie américaine faisait le banc des 5 francs, à 4,99 francs contre 4,9880 francs la veille à la cotation officielle. Le mark était stable à Paris, à 3,4075 francs contre 3,4075 francs jeudi au fixing.

	14 février	15 février
FRANCFORT	14 février	15 février
Dollar (en DM)	1,4638	1,4665
TOKYO	14 février	15 février
Dollar (en yen)	128,75	128,66

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cotes privées)

Paris (15 février) : 9 1/16-3/16

New-York (14 février) : 6 1/8

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	13 février	14 février
Valeurs françaises	106,40	106,50
Valeurs étrangères	102,50	103,89
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	431,61	431,99
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 635,84	1 652,66

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	13 février	14 février
Industriel	2 969,16	2 977,23
100 valeurs	2 267,80	2 294,40
30 valeurs	1 791,70	1 817,59
Mines d'or	136,10	136,10
Fonds d'Etat	85,25	85,74

LONDRES (indice Financial Times)

	13 février	14 février
100 valeurs	2 267,80	2 294,40
30 valeurs	1 791,70	1 817,59
Mines d'or	136,10	136,10
Fonds d'Etat	85,25	85,74

FRANCFORT

Dax : 14 février 14 février

1 489,41 1 486,52

Nikkei Dow Jones : 25 356,37 25 343,74

Indice général : 1 896,47 1 896,04

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à bas	à haut	sur décp.	sur décp.	sur décp.	sur décp.	sur décp.	sur décp.
\$ E.-U.	4,9870	4,9890	+ 114	+ 124	+ 232	+ 252	+ 735	+ 7
\$ can.	4,3724	4,3789	- 66	- 35	- 113	- 59	- 55	- 5
\$ (1 000)	3,4041	3,4071	- 48	+ 63	+ 87	+ 117	+ 367	+ 8
\$ (100)	3,4041	3,4071	- 48	+ 20	+ 17	+ 44	+ 71	+ 1
\$ (100)	3,8179	3,8269	- 88	- 68	- 197	- 122	- 51	- 5
\$ (100)	16,3561	16,5528	- 38	- 34	- 187	- 104	- 121	- 5
\$ (100)	4,5254	4,5324	- 130	- 93	- 243	- 97	- 271	- 1
\$ (100)	9,8768	9,8857	- 139	- 274	- 608	- 544	- 1388	- 17

BOURSE DU 15 FEVRIER

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Funds sold	Rachet net	VALUES	Emission Funds sold	Rachet net	VALUES	Emission Funds sold	Rachet net
A.A.A.	879.82	953.73	First-Cap	37.84	37.09	Platonic	1008.71	982.18
Acadia	202.54	197.12	First Coast	126371.93	126371.93	Platonic	120	116.75
Agavegro	719.38	688.40	Frontier	233.33	233.38	Prime Capital	52822.13	52822.13
Agaveprocomet	7327.73	7327.73	Frontier	30.25	29.61	Prime Global	11189.80	11189.84
Agaveprocomet	113.44	113.10	Frontier	78.84	783.75	Prime Global	116.85	109.55
Agaveprocomet on CF	1021.71	986.78	Frontier	28.15	27.48	Prime Global	26195.61	26195.61
AJF	1000.00	999.99	Frontier	1466.72	1466.72	Prime Global	1040.16	1001.27
AJF ECL	1048.91	938.54	Frontier	4462.72	4434.63	Prime Global	121.18	118.89
AJF Funder	112.32	108.56	Frontier	1209.41	1238.45	Prime Global	626.11	602.05
AJF Invest Slew	104.96	92.40	Frontier	13165.32	13080.87	Prime Global	187.51	155.18
AJF Interfunds	422	411.71	Frontier	1055.01	1052.09	Prime Global	718.56	5200.95
AJF OGC	1110.93	1105.30	Frontier	1026.27	1035.27	Prime Global	1135.41	1116.82
AJF OGC Slew	11328.76	11328.76	Frontier	1000.14	1000.14	Prime Global	869.87	869.87
AJF UMO	61.28	60.23	Frontier	12282.12	11781.30	Prime Global	232.29	221.78
AMER-GAM	871.99	864.94	Frontier	49.43	47.02	Prime Global	767.97	688.90
Amphib	602.21	584.97	Frontier	148.10	143.79	Prime Global	186.17	178.82
Amphibian Court.T.	6587.61	6584.83	Frontier	256.35	252.59	Prime Global	540.41	515.90
Amphib	1070.71	1070.71	Frontier	198.19	190.59	Prime Global	481.78	469.91
Amphib	340.91	335.52	Frontier	246.14	239.35	Prime Global	13336.11	13336.11
Amphib	1103.08	1071.54	Frontier	337.21	327.54	Prime Global	474.45	455.20
Amphib	1589.76	1587.40	Frontier	304.41	292.54	Prime Global	1862.78	1562.73
Amphib	102.39	99.41	Frontier	100.28	219.18	Prime Global	12377.40	12374.71
Amphib	134.01	144.54	Frontier	381.54	376.58	Prime Global	1242.68	1242.68
Amphib	125.94	119.18	Frontier	129.29	133.89	Prime Global	70.71	80.35
Amphib	107.80	104.44	Frontier	178.18	178.09	Prime Global	14650.44	14650.44
Amphib	85.04	85.04	Frontier	138.76	138.76	Prime Global	832.86	814.55
Amphib	117.37	112.32	Frontier	2070.52	2017.54	Prime Global	350.29	384.82
Amphib	5636.76	5631.13	Frontier	11234.32	11234.32	Prime Global	123.25	1268.27
Amphib	5786.78	5701.26	Frontier	6185.97	6006.80	Prime Global	618.20	659.32
Amphib	1186.42	1181.15	Frontier	10628.70	10628.70	Prime Global	406.47	366.69
Amphib	330.21	330.21	Frontier	26162.46	26162.46	Prime Global	214.18	214.18
Amphib	29.16	29.16	Frontier	85.12	85.12	Prime Global	418.95	425.83
Amphib	1181.22	1182.70	Frontier	2207.30	2185.45	Prime Global	1085.42	1054.02
Amphib	8245.97	8158.74	Frontier	2382.52	2382.52	Prime Global	318.42	304.96
Amphib	364.06	350.63	Frontier	502.63	487.89	Prime Global	52234.81	52344.81
Amphib	457.78	444.46	Frontier	635.45	637.33	Prime Global	1026.94	980.28
Amphib	1132.14	1132.14	Frontier	10118.52	10118.52	Prime Global	1177.10	1177.10
Amphib	1167.86	1139.34	Frontier	10118.52	10118.52	Prime Global	505.83	485.16
Amphib	774.30	740.85	Frontier	335.48	377.55	Prime Global	2094.70	2098.48
Amphib	912.88	873.28	Frontier	5559.29	5559.29	Prime Global	787.05	786.40
Amphib	241.60	231.20	Frontier	60172.85	60172.85	Prime Global	1276.38	1235.22
Amphib	148.70	140.38	Frontier	94689.89	94689.89	Prime Global	1607.17	1607.17
Amphib	108.87	108.87	Frontier	7255.46	7255.46	Prime Global	1448.94	1448.94
Amphib	126.33	126.84	Frontier	12501.82	12501.82	Prime Global	584.83	577.04
Amphib	2284.37	2281.76	Frontier	141.27	136.19	Prime Global	100.76	134.72
Amphib	378.64	361.71	Frontier	281271.03	281271.03	Prime Global	110.05	108.98
Amphib	59410.61	59410.61	Frontier	15809.18	15809.18	Prime Global	1148.13	1138.76
Amphib	3501.84	3501.84	Frontier	119.81	119.82	Prime Global	1273.88	1273.88
Amphib	2170.21	2170.21	Frontier	6588.50	6588.50	Prime Global	1148.87	1148.87
Amphib	1872.38	1852.85	Frontier	1117.47	1115.47	Prime Global	512.48	511.38
Amphib	4748.61.81	4748.61.81	Frontier	1229.40	1196.50	Prime Global	6162.40	6162.40
Amphib	3185.03	3185.03	Frontier	2382.29	2382.29	Prime Global	512.48	511.38
Amphib	3785.03	3785.03	Frontier	485.69	482.42	Prime Global	983.09	979.67
Amphib	4438.44	4438.44	Frontier	1053.54	1053.54	Prime Global	612.22	612.22
Amphib	2658.78	2658.78	Frontier	6588.50	6588.50	Prime Global	512.48	511.38
Amphib	9610.26	9610.26	Frontier	1011.30	1011.30	Prime Global	170.84	164.47
Amphib	602.34	602.34	Frontier	11674.77	11674.77	Prime Global	122.82	118.15
Amphib	1577.87	1577.87	Frontier	735.33	734.04	Prime Global	10861.43	10838.08
Amphib	96.94	96.94	Frontier	6550.17	6536.70	Prime Global	120.11	120.11
Amphib	62165.28	62165.28	Frontier	1156.71	1156.71	Prime Global	120.11	120.11
Amphib	178.03	178.03	Frontier	135.47	135.47	Prime Global	528.85	528.85
Amphib	1173.07	1141.87	Frontier	2385.73	2380.47	Prime Global	1280.83	1280.83
Amphib	139.10	133.77	Frontier	1059.08	1040.46	Prime Global	1272.02	1272.02
Amphib	13053.17	13053.17	Frontier	180.23	157.86	Prime Global	2638.94	2677.80
Amphib	1102.73	1073.22	Frontier	1167.61	1167.61	Prime Global	212.85	212.85
Amphib	1133.08	1133.08	Frontier	1167.61	1167.61	Prime Global	212.85	212.85

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 15/2	COURS act.
Etats-Unis (1 unité)	4 988		
Alger	7 007		
Allemagne (100 dm)	340 769		333
Belgique (100 dm)	302 480		290
Canada (100 dm)	4 528		
Danemark (100 dm)	88 570		
E.G.S. Brésil (1 t L)	9 887		
E.G.S. (100 dm anches)	3 181		
Grèce (100 dm)	397 970		388
Italie (100 dm)	80 930		84
Maroc (100 dm)	87 550		86
Norvège (100 dm)	46 440		46
Amérique (100 dm)	5 447		
Espagne (100 pas)	3 964		
Portugal (100 dm)	4 322		
Canada (1 t S an)	3 854		

Marché libre de l'or

COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES	COURS prec.	COURS 15
Chartes	ventes			
750	5 250			
350	350	Or fin (100 en barre)	59000	...
060	17 050	Or fin (en lingots)	58850	...
349	10 000	Napoleon (200)	402	...
4 750	4 750	Place St (10 f)	368	...
92	92	Place St Louis (20 f)	408	...
450	10 250	Place St Louis (20 f)	408	...
050	050	Place St Louis (20 f)	364	...
405	040	St Louis	474	...
91	91	Place St Louis (20 f)	226	...
750	750	Place St Louis (20 f)	226	...
600	600	Place St Louis (20 f)	226	...
400	400	Place St Louis (20 f)	226	...
050	050	Place St Louis (20 f)	226	...
690	690	Place St Louis (20 f)	226	...
	3 680	Place St Louis (20 f)	382	...

Hors-cote

Bayer Hydro Energy	811	.....
Bilfinger	235	.....
Calbitor	154 20	.....
C G H Cogenerco	67	.....
C. Ockel, Forstner, Chambray (M)	189	.....
Cochery Iberdo	978	.....
Coveris	360	.....
Deutsche Aluminium	632	.....
Elf Atochem	423	.....
Emp. Accion	1400	.....
Europe Studies Int.	17 50	.....
Gachet S.A.Z.	88	.....
Geopac Extension	80	.....
Geopac	426	.....
Heinrich Börsig Zan	235	.....
Hogomaster	297	.....
INO	300	.....
Locomote de Minde.	256	.....
Macmillan	698	.....
Partecip. ID	1950	.....
Particip. Poulet	370 10	.....
Quindax	240	.....
Rochemo N.V.	189 50	.....
St-Gobain-Crittallage	2580	.....
Sarasin Minde	211	.....
S.E.P.R.	1522	.....
S.P.R. Int. B.	360	324 d
Ulfen	380	.....
Wessmann	1220	1300 e

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

La guerre du Golfe

L'URSS n'a « aucune indication claire » d'une velléité irakienne d'évacuation du Koweït

affirme le porte-parole de M. Gorbatchev

Le président Mikhaïl Gorbatchev a informé l'Italie que l'Irak était « apparemment disposé à discuter des conditions d'un retrait du Koweït », a annoncé vendredi 15 février le porte-parole de la présidence du conseil à Rome, M. Mastrobriuni. Presque immédiatement après cette information donnée à Rome, le porte-parole du président soviétique, M. Vitali Ignatenko, affirmait cependant à Moscou que l'Union soviétique n'avait reçu aucune indication claire quant aux velléités de l'Irak de négocier un retrait du Koweït.

Selon M. Mastrobriuni, le chef du Kremlin a précisé dans sa lettre qu'il s'efforcerait de vérifier la sincérité des intentions de l'Irak au cours du week-end, lors de la visite à Moscou de M. Tarek Aziz, pour s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une tentative du président M. Saddam Hussein pour

enliser la crise du Golfe. Le président soviétique dit redouter que Saddam Hussein cherche à entraîner le monde dans un long processus de négociations sur les conditions du retrait irakien.

Le porte-parole italien a refusé de rendre public le texte du message, mais il a insisté sur le fait que M. Gorbatchev avait employé l'expression « le président Saddam Hussein est apparemment disposé à discuter des conditions d'un retrait ».

M. Vitali Ignatenko, prié de commenter cette phrase à Moscou, a répondu : « Non, malheureusement les correspondants ont été un peu vite en besogne (...) Je crois que l'espoir est la dernière chose à s'éteindre et nous devons conserver l'espoir que les événements prendront une tournure favorable », a-t-il ajouté. — (Reuter.)

Ministre de la ville

M. Delebarre a visité Bron et Vaulx-en-Velin

LYON

de notre bureau régional

« Je suis un enfant de Bron », a répété M. Michel Delebarre, ministre de la ville, en visite jeudi 14 février, dans cette commune de la périphérie de Lyon. C'est à Bron, en décembre dernier, que le président de la République, lors des rencontres de Banlieues 89, avait annoncé la création d'un poste ministériel chargé des questions urbaines. Mais point d'un ministre, « avec son lot de fonctionnaires et de paperasseries », s'est félicité M. Delebarre. Et comme lui a fait remarquer un jeune de Vaulx-en-Velin, seconde étape de son parcours, le ministre est venu « sans valises bourrées de subventions ».

Ce qui ne l'a pas empêché de jouer au ministre de l'éducation nationale devant des enseignants rendus soucieux par l'échec scolaire de certains adolescents, ministre du travail devant des jeunes à la recherche d'un emploi,

ministre du logement devant des associations de copropriétaires, et même ministre de la défense pour des gamins de CM 1 l'interrogeant sur la guerre du Golfe.

Mais au cours de son déplacement dans « ces deux communes symboles », engagées dans des procédures de développement social de quartier, M. Delebarre a surtout été ministre de l'encouragement : « Je viens pour rencontrer des acteurs locaux, écouter leurs expériences, voir ce qui bloque. » A Bron, un syndicat d'immobilier a expliqué que le contraignant quorum des deux tiers imposé par la loi pour les assemblées générales de copropriétaires gelait les décisions des rares habitants disposés à agir. « C'est un type de proposition à intégrer dans un projet de loi. Je vais en parler à Louis Besson », a répondu le ministre. Puis il a salué « le boulot dingue » des travailleurs sociaux, prôné le retour des gardiens dans les immeubles.

A Vaulx-en-Velin, il a appelé les responsables à « se mettre autour de la table, à parler, à proposer », leur a demandé d'être imaginatifs. Il a écouté des jeunes du Mas-du-Taureau, ce quartier qui pendant trois jours, en octobre 1990, avait connu des manifestations violentes, a approuvé leur initiative de se constituer en association.

Il s'est tourné vers le préfet de région pour que ses services « simplifient les procédures » : « Chaque fois qu'on le peut, il faut déposséder », a-t-il déclaré. M. Delebarre a vivement incité tous les partenaires à « bouger ensemble » : « Beaucoup de choses ont déjà été mises en œuvre par le gouvernement. Je suis ministre de la ville pour le coup de collier, le coup de confiance supplémentaire. »

BRUNO CAUSSE

Lire également page 25 le rapport de M. Bernard Pêcheur sur la valorisation des postes difficiles dans la fonction publique

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 février

L'avance continue

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi matin, à la Bourse de Paris, pour la troisième journée consécutive. La séance avait pourtant commencé sur une note maussade (-0,12 %). Mais le terrain perdu initialement était rapidement regagné et, aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 enregistrait une avance de 0,40 % environ. Des rumeurs de provenance de Moscou circulaient, selon lesquelles le président irakien Saddam Hussein pourrait accepter de se retirer du Koweït.

Hausse de UFB-Locobail, Béghin, Rhône-Poulenc TP, Inter-technique, Saint-Gobain TP, CCF. Recul de Berger, Cerus, Plastic Omnium, Sagem, Bel, Majorette.

DECORATION, CHACUN VOIT OÙ EST SON INTERET!

Certains boutiques ou show-rooms de tissus d'ameublement ont bien du charme...

Seulement voilà, il y a le problème des prix, du stock, du choix. Et là, souvent, rien ne va plus!

Voilà l'intérêt : c'est tous nos tissus en stock, des prix qui évitent de coûteux intermédiaires, l'invitation à comparer. (depuis 40 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT.

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Lui et moi

VOUS savez ce que j'ai trouvé l'autre jour au courrier ? Un bouquin intitulé *Cassez de vieillir*. C'est signé Jean-Marie Fière. Il en a de bonnes ! Moi, ça va faire des années que j'essaie. Pas évident ! Je n'ai pas ce qu'il faut, mon âge, il arrête pas de me courir après. La gym, les crèmes, les hormones, la régime, tout ça, j'ai beau multiplier les obstacles, il me marque à la culotte. Ou je bute sur un extrait d'acte de naissance ou je cultive dans un trou de mémoire. Vous me direz : Profitez-en pour l'oublier.

Je voudrais bien. Pas lui. Il est d'un collant, vous pouvez pas imaginer. Il me guette dès le réveil dans la glace de la salle de bain : Ah ! te voilà ! Viens voir un peu à quoi je ressemble, ce matin.

Pas la peine, je sais, t'as le cou en accordéon et la paupière en casquette.

C'est ta faute, aussi ! Si t'avais moins picolé hier soir, on aurait mieux dormi et on aurait pas cette gueule-là aujourd'hui.

Ah non ! Ça va pas recom-

mencer, les récriminations et les reproches : Pourquoi t'as pas l'ascenseur ? Tu sais très bien que tu dois monter nos cinq étages à pied... Tu vas quand même pas me mettre ce chandail gris ! Habille-moi plutôt en rouge ou en fuchsia, comme ça je me verrai moins.

Parfaitement ! Moi, je suis discret, je tiens pas du tout à me faire remarquer. Toi, faut toujours que tu m'affiches : Vous connaissez mon âge ? Non ? Attendez que je vous présente.

Et alors ? T'es pas mal, t'as pas à avoir honte.

J'ai pas honte, j'ai peur. Peur que les gens me rejettent, me fuient.

Ils peuvent pas leur leur ombre. C'est pas comme si j'étais black, juff ou arabe. L'âge, personne n'y échappe.

Et c'est toi qui me dis ça ! Toi, qui sais pas quoi inventer pour me semer.

S'agit-il de savoir ! Je te planque ou je te déclare ?

Les deux. On passe en fraude pour mieux passer la douane : Combien vous avez-ils ? Tant que ça ? Il n'y paraît pas.

EN BREF

M. Edouard Balladur : pas de nouvel impôt pour financer la guerre. — M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie, s'est prononcé, jeudi 14 février sur FR 3, contre toute tentative par le gouvernement de recourir à un impôt exceptionnel pour financer le surcoût de la guerre du Golfe. « La fiscalité française est trop lourde. Il faut réduire les dépenses de l'Etat, sans augmenter le déficit, sans créer d'impôt nouveau », a-t-il déclaré.

M. Antoine Waechter : « la France complice des massacres ». — Le porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter, a déclaré, jeudi 14 février, à propos du bombardement d'un abri fortifié à Bagdad, que « nous importons la version des faits ». « Orages de Saddam Hussein ou cibles de George Bush, des femmes, des enfants et des hommes sont victimes d'une sale guerre qu'ils n'ont pas choisie. Que faites-vous, M. Mitterrand, pour que la France ne soit pas complice de ces massacres ? », a ajouté le député européen.

Un Foga-Magister s'abîme en Méditerranée : le pilote est porté disparu. — Un avion d'entraînement Foga-Magister de l'aéronavale, basé à Hyères (Var), s'est abîmé, jeudi 14 février, au large de l'île du Levant, en Méditerranée. En dépit des recherches, le pilote, dont l'identité n'a pas été communiquée, est resté introuvable. C'est le deuxième avion militaire à disparaître en vingt-quatre heures en mer Méditerranée. La veille (*le Monde* du 15 février), un Alpha-Jet de la Patrouille de France s'était abîmé au large de Salin-de-Giraud (Bouches-du-Rhône). Son pilote, le capitaine Georges Lenne, trentecin ans, est toujours porté disparu.

Choléra au Pérou : les pays limitrophes prennent des mesures. — A la suite de l'épidémie de choléra au Pérou, qui, à la date du 14 février, avait déjà fait 86 morts (sur 12 669 cas enregistrés), certains pays limitrophes comme l'Equateur, la Bolivie et le Chili, prennent des mesures. En Equateur, l'état d'urgence sanitaire a été décrété dans toute la zone frontalière. Au Chili, les autorités ont demandé à leur voisin de suspendre les liaisons ferroviaires entre Tacna (Pérou) et Arica (Chili). En Bolivie, le ministère de la santé a fait interdire l'importation de crustacés ou de conserves de poissons. — (AFP.)

M. Pierre Joxe invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, qui reviendra d'Arabie saoudite, sera l'invité de l'émission hebdomadaire, « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 17 février, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'intérieur, qui s'était également rendu à Washington le 12 février, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Isnard, du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La guerre du Golfe : « On voudrait comprendre », par André Mandouze ; « Pour gagner la paix », par Jacques Barrot..... 2

La guerre du Golfe..... 3 à 9

Journal d'un amateur

« Vaincu », par Philippe Boucher 7

Le procès

de Winnie Mandela

Rapport au 6 mars, pour retrouver le témoin enlevé..... 9

Réduction des armements

conventionnels

Moscou est mis en accusation aux négociations de Vienne..... 10

Comité central du PCF

Une « nouvelle forme de lutte politique »..... 11

Publicité pour le tabac

Un accord contesté de la SEITA et la société Cheygnon..... 12

« Mesure pour mesure »

à l'Odeon

La comédie de Shakespeare vue par Peter Zadek, avec Isabelle Huppert, est un magnifique spectacle de tréteaux, qui tourne en dérision tous les pouvoirs..... 13

Danse

au Théâtre de la Bastille

Hela Tattoumi et Eric Lamoureux sont en passe de devenir les vedettes de la danse contemporaine..... 13

SECTION B

SANS VISA

La Malaisie aux neuf sultans • Coup d'œil : réfugiés touristiques • Charleville en oubliant Rimbaud • A Paris : chausssée d'Antin, chausssée d'Antan • Jeux • Table : la tarte au vin helvétique • La tequila, sang du Mexique..... 17 à 24

SECTION C

Un entretien avec le PDG

de Sucres et denrées

M. Serge Varsano analyse les répercussions de la crise du Golfe..... 25

Forté récession du marché

automobile mondial

General Motors accuse un déficit record..... 25

Impôts

La déclaration de vos revenus de 1990..... 27 à 32

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 14
Cartes..... 14
Jeux..... 22
Loto..... 33
Marchés financiers..... 34-35
Météorologie..... 14
Philatélie..... 33
Radio-Télévision..... 16
Spectacles..... 15

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 15 février 1991
a été tiré à 569 628 exemplaires.

La crise financière des Girondins de Bordeaux

La lettre de garantie présentée par M. Derosé est mise en doute

BORDEAUX

de notre correspondant

Les 40 millions de dollars de Jean-Pierre Derosé n'étaient-ils qu'un gros coup de bluff ? Pire, la lettre de garantie télétransmise par la Chemical Bank de New-York était-elle un faux ? Un communiqué, adressé le 13 janvier par la banque américaine à des journalistes bordelais, le donnerait à penser. « Aucune lettre de crédit ou de garantie n'a été émise par la Chemical Bank et nous en avons informé la BNP. Le télétransmis qui a été présenté à la BNP n'émane pas de la Chemical Bank ».

Début février, grâce à ce fameux télétransmis, Jean-Pierre Derosé s'est présenté en sauveur des Girondins de Bordeaux FC. Il a obtenu un sursis à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire (*le Monde* du 9 février).

Le document produit le 8 février devant le tribunal de grande instance de Bordeaux indiquait, selon le président de ce même tribunal : « La Chemical s'engage pendant quinze jours à compter du 24 janvier à cautionner un prêt à hauteur de quarante millions de dollars ». On s'est immédiatement interrogé sur la capacité de M. Derosé à mener à bien, dans les délais impartis, la réalisation de l'em-

prunt. La BNP, destinataire du télétransmis, laissait entendre que cette garantie était « transférable sur d'autres établissements » devant lesquels elle s'effacrait volontiers.

On se demandait aussi si le télétransmis était une lettre de crédit véritable et qui étaient les « mécènes » masqués qui acceptaient d'engourdir une telle somme pour un club menacé. Si le faux est avéré, ces questions seront désolantes. Quant au parquet de Bordeaux, il n'a « enregistré aucune plainte ». Il s'en remet aussi à la date butoir fixée par le président du tribunal de grande instance.

GINETTE DE MATHA

Le footballeur mis en cause dans une affaire de drogue

Les ennuis de Diego Armando Maradona

De ses bouderies, jouera, jouera pas, à ses caprices, partira pas, Diego Maradona n'en finit plus, depuis des mois, d'alimenter la chronique napolitaine des états d'âme d'une star. Mais cette fois-ci, s'il fait la « une » de bien des journaux italiens, le capitaine ombreux du Football Club de Naples la doit bien davantage au titre d'une contribution surprise à la rubrique faits divers.

Le procureur de la République de Naples, M. Vittorio Sbordone, a annoncé, mercredi 13 février, que, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de cocaïne doublé d'un réseau de prostitution, la police italienne avait procédé à une série d'écoutes téléphoniques. Et parmi ces écoutes il serait apparu, selon le magistrat, « de la part du joueur argentin Diego

Armando Maradona, une demande de marchandise, pas davantage précisée, et de femmes ». Cette demande aurait été faite auprès de personnes connues pour être liées à un clan de la Camorra, spécialisée dans le trafic de drogue et la prostitution. Huit de ces personnes ont d'ailleurs été interpellées après le démantèlement d'un réseau de cocaïne entre Marseille, Toulouse, Nice et Naples.

Diego Maradona, niant catégoriquement être mêlé à une si détestable affaire, a confié à ses avocats le soin éventuel d'engager des poursuites contre ses diffamateurs. Et il a confirmé son intention de quitter au plus vite, au mois de juin, un club et une ville capables d'autant d'ingratitude et suspects d'aussi basse vengeance.

FAITS MAIN TAPIS PERSANS 50%

points noués, soldés à

ESPANAN laine et soie 181 x 107 36.000 F = 18.000 F.

NAIN laine et soie 192 x 113 23.000 F = 11.500 F.

TERREZ laine 209 x 145 19.000 F = 9.500 F.

HAMEDAN laine 197 x 127 5.000 F = 2.500 F.

HAMEDAN laine 158 x 96 4.000 F = 2.000 F.

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8^e)

هذا من الاصل